

VERS LA RÉALISATION DES ODD

Programme quinquennal du Président

PROGRÈS ET RÉSULTATS



VERS LA RÉALISATION DES ODD

Programme quinquennal du Président
PROGRÈS ET RÉSULTATS

VERS LA RÉALISATION DES ODD

Programme quinquennal du Président PROGRÈS ET RÉSULTATS

AVERTISSEMENT

L'objectif des constatations, interprétations et conclusions exprimées dans la présente publication est de refléter les points de vue de la Banque islamique de développement (BID). La BID ne garantit pas l'exactitude des données y incluses et n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit pour les conséquences éventuelles de l'usage de ces données. La présente publication est fournie sans aucune garantie de quelque nature que ce soit, expresse ou implicite. Rien dans la présente publication ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation ou une renonciation aux privilèges et immunités de la BID, lesquels demeurent tous retenus. Les désignations utilisées et les contenus présentés dans la présente publication ne traduisent pas une opinion quelconque de la part de la BID quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une zone, d'une ville ou d'un espace quelconque relevant de leur autorité, ou concernant le tracé de leurs frontières et limites. L'utilisation des cartographies, de références à des territoires ou à des espaces géographiques particuliers, ou du terme « pays » dans la présente publication n'implique pas une reconnaissance officielle de la part de la BID ou un jugement porté par la BID quant au statut juridique ou autre de tout territoire ou zone présenté ici.

ISBN : 978-1-9160325-1-4
Vers la réalisation des ODD
Programme quinquennal du Président
Progrès et Résultats

Text © Département de Stratégie et de Transformation : DoST@isdb.org
Banque islamique de développement
Tous droits réservés

Publié en 2021 par la Banque islamique de développement
www.isdb.org

N

ous nous employons à la Banque islamique de développement (BID) à améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance des peuples et communautés. Nous favorisons le développement socio-économique des pays membres et des communautés à travers le monde entier, en produisant un impact à grande échelle. Nous fournissons l'infrastructure et la formation nécessaires pour permettre aux personnes de mener une vie meilleure et de réaliser pleinement leur potentiel.

Nous estimons que chacun a le droit de vivre dans la dignité et la prospérité et que la croissance économique est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté et de ne laisser personne de côté.

Nous donnons aux personnes les moyens de mener leur propre progrès économique et social à grande échelle et créons l'infrastructure qui leur permet de réaliser leur potentiel. Nous établissons des partenariats de collaboration entre les communautés et les nations, le secteur public et le secteur privé.

Nous encourageons des solutions innovantes et durables aux plus grands défis de développement et œuvrons à réaliser les Objectifs de développement durable.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, représenté par l'accord sur les Objectifs de développement durable (ODD) et les accords ultérieurs, à savoir la 21^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Programme d'action d'Addis-Abeba et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, constitue une évolution dans le dialogue mondial sur le développement. La concrétisation du programme exige un mode de travail différent qui met l'accent sur la croissance sous-tendue par le marché, la science, la technologie, l'innovation et le partenariat mondial pour le développement. Il est temps de faire évoluer l'action de développement, pour passer des problèmes ponctuels et immédiats aux causes profondes qui entravent la croissance durable.

La BID a pleinement adhéré au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et intégré les ODD dans la programmation de ses activités. Les retards accusés par les pays membres par rapport aux ODD sont au cœur du processus de prise de décision de la BID. Les interventions que mène cette dernière dans les pays membres, sont alignées sur les ODD, ce qui permet de saisir notre contribution aux objectifs et notre rôle dans l'écosystème des banques multilatérales de développement.



REMERCIEMENTS

Nous remercions toutes les organisations dont les connaissances du financement du développement et d'autres questions qui s'y rapportent, ont contribué à la préparation de la présente publication. Elles ont éclairé à bien des égards la compréhension des défis mondiaux auxquels s'attaquent les banques multilatérales de développement au 21^e siècle.

La présente publication couvre un large éventail de sujets complexes et présente des contenus provenant de multiples parties prenantes, notamment les pays membres de la BID, des organismes et agences des Nations Unies, ainsi que d'experts en développement.

The Future est une série de publications préparées par le Département de Stratégie et de Transformation de la BID. Elle est une réflexion sur les besoins économiques des pays membres et se veut un outil devant les préparer à satisfaire ces besoins. L'objectif premier de la série *The Future* est de contribuer à la création de coalitions mondiales, mues par une vision commune pour l'avenir de l'humanité.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Dr Ahmed ELKHODARY, Directeur du Département de Stratégie et de Transformation : DoST@isdb.org

Table des matières

Aperçu des réalisations du Programme quinquennal du Président 1

Mener les activités autrement 26

Bâtir les infrastructures 28

Politique du secteur de l'agriculture et du développement rural.... 30

Politique du secteur de l'eau 32

Politique du secteur de l'éducation 34

Politique du secteur de la santé 36

Politique du secteur de l'énergie 38

Politique du secteur des transports 40

Politique du secteur urbain 42

Ligne de financement BID-APICORP 44

Mobilisation de ressources du marché : premier projet du genre au Kazakhstan 46

Initiatives de renforcement des capacités d'évaluation 48

Accès à l'énergie grâce au financement participatif 50

Partenariat mondial pour l'Alliance pour l'éducation: accroître le volume et améliorer la qualité des inancement 52

Initiatives en ligne de THIQAH 54

Appui aux projets d'énergie propre en Égypte..... 56

Changer pour un meilleur impact : transformation de l'agriculture et du développement rural 58

Politique de coopération et d'intégration régionales..... 60

Promouvoir les secteurs public et privé, les philanthropes et les individus 62

Politique et stratégie opérationnelle STI..... 64

Lancement de la plateforme Engage..... 66

Fonds Transform..... 68

Cadre d'évaluation de la finance islamique dans les pays... 70

Politique d'investissement dans l'autonomisation économique..... 72

Politique du secteur de la finance islamique..... 74

Politique Reverse Linkage..... 76

Fonds souverain BID-SIFC du commerce des produits agricoles..... 78

Amélioration des écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire..... 80

Renforcement des capacités de protection de la propriété intellectuelle..... 82

Promotion de l'environnement propice à l'investissement du secteur privé..... 84

Initiative d'investissement maritime et économie bleue..... 86

Utilisation des solutions du secteur privé grâce au mécanisme Reverse Linkage..... 88

Institutionnalisation de la méthode d'autonomisation économique..... 90

Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables..... 92

Plateforme Bridge : établir un réseau mondial d'institutions financières..... 94

Programme des passerelles commerciales arabo-africaines 96

PME d'Afrique de l'Ouest 98

Table des matières

Programme BRAVE pour la résilience du secteur privé.....	100	Programme BID-FSID d'autonomisation des ONG.....	140
Fonds d'investissement des biens awqaf.....	102	Politique de développement de la jeunesse.....	142
Programme de sensibilisation et de renforcement des capacités dans le domaine de la finance islamique.....	104	Saudi Gelatin and Capsules Co.	144
Ne laisser personne de côté.....	106	Édifier une organisation agile	146
Politique d'autonomisation des femmes.....	108	Assurer une croissance axée sur la durabilité.....	148
Politique de collaboration avec la société civile.....	110	Modèle de viabilité financière	150
Politique sur la fragilité et la résilience sociale.....	112	Premiers soukook verts de la BID	152
Rendre la vue pour éclairer la voie de l'émancipation de la pauvreté.....	114	Cadre de politique de gestion financière des projets	154
Garantie des résultats sociaux par le Fonds One WASH.....	116	Accréditation de la finance verte	156
Catalyser les ressources pour le Programme de dessalement central de Gaza.....	118	Communauté de pratique sur les chaînes de valeur mondiales	158
Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie.....	120	Communauté de pratique sur les Objectifs de développement durable.....	160
Autonomisation des femmes et des jeunes – Bangladesh...	122	Stratégie de partenariat avec les pays membres 2.0	162
Fonds Lives & Livelihoods	124	Soukook waqf liquide	164
Refonte du Programmes de bourses d'études	126	Axer la gestion sur les résultats	166
Intégration de la résilience aux changements climatiques...	128	Cadre de programmation stratégique intégré	168
Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien	130	Méthode d'analyse des chaînes de valeur mondiales	170
Sauver les femmes du cancer	132	Politique de sauvegarde environnementale et sociale.....	172
Éducation intelligente et développement des compétences des réfugiés	134	Sélectivité à impact : qualification et priorisation des projets.....	174
Plateforme islamique mondiale de sécurité alimentaire	136	Tableau de bord du portefeuille des projets.....	176
Unités médicales itinérantes du Programme KAAP	138		

Table des matières

Refonte du Rapport annuel sur l'efficacité du développement.....	178	Tables rondes des Gouverneurs de la BID.....	216
Suivi des Objectifs de développement durable au Sénégal...	180	Premier rapport conjoint sur les contributions des BMD aux ODD.....	218
Renforcer la gouvernance	182	Avenir du secteur de la finance.....	220
Cadre de contrôle intégré.....	184	Avenir du secteur agroalimentaire.....	222
Décentralisation : les centres régionaux rapprochent le Groupe de la BID du terrain.....	186	Avenir du secteur de la pétrochimie.....	224
Élaboration d'un cadre de gestion des fonds.....	188	Avenir des secteurs des mines et de la construction.....	226
Manuel de décaissement.....	190	Avenir du secteur du textile et de l'habillement.....	228
Plateforme de décaissement électronique.....	192	Plateforme de coordination mondiale axée sur les chaînes de blocs.....	230
Réformes du Fonds waqf.....	194	Plateformes de pays : financement du développement 4.0..	232
Notation des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance.....	196	Résilience face aux changements climatiques.....	234
Cadre COSO.....	198	Afrique	236
Programme de gestion des risques d'entreprise.....	200	Stratégie de reprise post-pandémie pour la Guinée.....	238
Nouveau cadre de gestion de l'investissement.....	202	Stratégie de reprise post-pandémie pour le Niger.....	240
Cadre de gestion de la continuité des activités.....	204	Stratégie de reprise post-pandémie pour le Sénégal.....	242
Modernisation et gestion de la qualité des services administratifs	206	Stratégie de reprise post-pandémie pour le Nigeria.....	244
Ouvrir de nouveaux horizons	208	Asie	246
Échelle mondiale	210	Stratégie de reprise post-pandémie pour l'Indonésie.....	248
Remondialisation : positionnement stratégique de la BID pour le G20.....	212	Dégager des perspectives	250
Vision unifiée post-pandémie pour les BMD.....	214	Mener les activités autrement.....	252

Liste des abréviations

AATB	Programme des passerelles commerciales arabo-africaines
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APICORP.....	Arab Petroleum Investments Corporation
BID	Banque islamique de développement
BMD.....	banque multilatérale de développement
BMGF	Fondation Bill & Melinda Gates
CCG	Conseil de coopération du Golfe
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CESAO	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
FIBA	Fonds d'investissement des biens awqaf
FMI.....	Fonds monétaire international
FSID.....	Fonds de solidarité islamique pour le développement
GAVI.....	Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination
GIZ.....	Agence allemande de coopération internationale pour le développement
GPE.....	Partenariat mondial pour l'éducation
IDE	investissement direct étranger
MENA.....	Moyen-Orient et Afrique du Nord
NEPAD.....	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Liste des abréviations

OCDE.....	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI.....	Organisation de coopération islamique
ODD.....	Objectif de développement durable
OMPI.....	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
ONG.....	organisation non-gouvernementale
PIB.....	produit intérieur brut
PME.....	petites et moyennes entreprise
PMMA	pays membres les moins avancés
PNUD.....	Programme des Nation Unies pour le développement
PPP.....	partenariat public-privé
PSPR.....	Programme stratégique de préparation et de riposte
ROC.....	Ressources ordinaires en capital
SESRIC.....	Centre de Recherches Statistiques, Économiques et Sociales et de Formation pour les Pays Islamiques
SIACE	Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation
SID.....	Société islamique pour le développement du secteur privé
SIFC	Société internationale islamique de financement du commerce
SPPM.....	stratégie de partenariat avec le pays membre
STI.....	science, technologie et innovation

La Banque islamique de développement œuvre pour un AVENIR DURABLE

Travailler en partenariat, collaborer et aider les pays membres à réaliser leurs objectifs de développement et lever les défis complexes

Aspirer à un avenir meilleur grâce au nouveau modèle d'entreprise et au Programme quinquennal du Président, et veiller à ce que les objectifs soient réalisables et les progrès mesurables

Créer un environnement propice à la coopération avec les bailleurs de fonds et les investisseurs, adopter une approche visionnaire du financement du développement, et être à l'avant-garde de la finance islamique

Assurer la durabilité à long terme pour les pays membres grâce à un modèle proactif qui permet de montrer l'exemple en temps de crise et d'œuvrer pour un monde meilleur



Aperçu des réalisations du Programme quinquennal du Président

Par Dr Bandar HAMZA HAJJAR
Président de la BID

En 2017, j'ai lancé le Programme quinquennal du Président (2017-2021) intitulé « Vers la réalisation des ODD dans un monde en mutation rapide ». Ce programme exposait en détail les initiatives que nous entendions mettre en œuvre au cours des cinq années suivantes, ainsi que le nouveau modèle d'entreprise de la Banque islamique de développement (BID). Il a été publié sous forme d'ouvrage dans les trois langues de la BID, à savoir l'arabe, l'anglais et le français. Cinq ans après, j'ai le plaisir de partager avec vous les réalisations accomplies au cours de cette période.

Comme indiqué dans cet ouvrage, les réalisations traduisent l'histoire d'une transformation institutionnelle pour un présent prospère et un avenir brillant pour la BID et ses pays membres. La BID s'est relancée pour être, comme le voulaient ses fondateurs, pionnière, proactive et agile dans la satisfaction des besoins de ses pays membres et vis-à-vis du programme de développement mondial. La transformation n'a pas été un processus facile ; elle a été marquée par des obstacles et des difficultés qu'il a fallu surmonter pour éviter la douloureuse probabilité de ne pas avoir su lire le présent et prévoir l'avenir. En outre, la reproduction des approches traditionnelles reflète le manque d'adaptabilité aux évolutions rapides des conditions économiques.

Les conséquences de la pandémie à coronavirus ont confirmé le postulat que nous avons présenté il y a cinq ans, **à savoir que nous devons penser et travailler différemment pour obtenir des résultats différents.**

Notre quête de changement et de transformation est une histoire d'aspiration, de détermination et de volonté entretenue par le Conseil des Gouverneurs, le Conseil des Directeurs exécutifs et les pays membres, en particulier notre pays hôte le Royaume d'Arabie saoudite. C'est à eux tous que nous devons les plus grands éloges et toute notre reconnaissance.

Je dois également remercier mes collègues de la BID pour leur importante contribution à l'opérationnalisation et au développement des initiatives, de leur conception à leur mise en œuvre.

Ensemble, nous avons mis au point plus d'une centaine d'initiatives.

Investir dans l'avenir

NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT

Si, comme point de départ, les pays membres parviennent à mobiliser 1 % seulement des ressources disponibles sur les marchés mondiaux pour industrialiser davantage leurs secteurs compétitifs, alors ils pourront combler le déficit de financement de leurs ODD, estimé à 1.000 milliards de dollars, et créer 10 millions d'emplois par an.

OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS AU DÉVELOPPEMENT

Appliquer le principe 80/20 en mettant l'accent sur des secteurs spécifiques dans lesquels les pays membres possèdent un avantage comparatif et le potentiel de déclencher un processus de remondialisation qui permet de saisir l'opportunité du 1/5/10 :

- ▶ 1.000 milliards de dollars peuvent être mobilisés par les pays membres du marché mondial pour les secteurs dans lesquels ils présentent un avantage comparatif.
- ▶ 5 secteurs dans lesquels les pays membres présentent un avantage comparatif, constituent un bon point de départ pour une industrialisation renforcée.
- ▶ 10 millions d'emplois peuvent être créés chaque année grâce à l'industrialisation renforcée

CRÉER UN IMPACT DE MANIÈRE INTELLIGENTE

Pour attirer les marchés mondiaux, les pays membres adopteront des programmes complets impliquant des transformations dans six domaines de résultats :

- ▶ Améliorer l'accès à l'information sur le marché pour promouvoir la transparence et l'investissement.
- ▶ Maximiser la valeur ajoutée intra-OCI en tant que bloc monolithique de commerce.
- ▶ Faire les affaires à l'aune de l'industrie 4.0 pour répondre aux attentes croissantes de productivité mondiale.
- ▶ Construire une infrastructure habilitante pour des chaînes de valeur vertes afin de sauver la planète et pérenniser les ressources.
- ▶ Repositionner la finance aux fins du développement en alignant le risque sur la croissance économique réelle.
- ▶ Construire des systèmes de marché résilients qui ne laissent personne de côté.

Édifier une organisation agile

En tant qu'institution capable de coordonner les programmes dont ont besoin les pays membres, la BID s'est lancée dans un processus de transformation pour devenir une organisation agile, à même d'ouvrir de nouveaux horizons à ses pays membres pour réaliser une croissance durable selon six axes :

- ▶ Améliorer la visibilité de la BID
- ▶ Mobiliser des ressources du marché
- ▶ Créer de nouvelles capacités institutionnelles
- ▶ Adopter une structure où les fonctions sont séparées et géographiquement décentralisées
- ▶ Garantir une croissance financière viable
- ▶ Assurer une gestion axée sur les résultats de développement

En parcourant ces initiatives, et surtout s'il n'est pas spécialiste dans le domaine, le lecteur peut se poser des questions. Par exemple, pourquoi la BID a-t-elle mis au point un nouveau modèle d'entreprise ? Quel est l'intérêt de passer au nouveau modèle d'entreprise pour nos pays ? Que se serait-il passé si nous n'étions pas passé au nouveau modèle d'entreprise ? Quel rapport y a-t-il entre le nouveau modèle d'entreprise de la BID et les questions urgentes du développement, telles que les changements climatiques, la dette extérieure, les réfugiés, le protectionnisme, la pauvreté, le chômage, l'innovation, etc. ? C'est pourquoi j'ai jugé préférable de présenter ces points sous forme de questions-réponses pour une meilleure lisibilité et pour faciliter la compréhension de ces initiatives.

Question : En octobre 2016, la BID a franchi une nouvelle étape avec la prise de fonction de son nouveau président. En janvier 2017, soit cent jours après, le Programme quinquennal du Président et le nouveau modèle d'entreprise ont été déclinés. Quelles en sont les principales caractéristiques ? Pourquoi ces initiatives ont-elles été lancées et qu'en attendez-vous ?

Réponse : Dès ma prise de fonction en tant que Président de la BID en 2016, je me suis penché avec beaucoup d'attention sur l'environnement économique régional et mondial, ainsi que les futures projections économiques. L'objectif était de mettre au point le meilleur modèle d'entreprise pour la BID afin de lui permettre d'aider ses pays membres à bâtir des économies fortes, diversifiées et durables, à même d'offrir des emplois, d'attirer des investissements nationaux et étrangers et de respecter leurs engagements dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), de l'accord de Paris (sur les changements climatiques) et de l'Accord portant création de la BID.

Pour mettre tout cela en perspective, jetons un regard sur la carte économique et sociale des cinquante-sept pays membres de la BID. Nous les retrouvons sur quatre continents : l'Asie, l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Sud, avec une majorité de pays en développement, ainsi qu'un certain nombre de pays de la catégorie des moins avancés. L'économie de tous ces pays repose sur l'exportation de matières premières, et donc d'emplois, vers les pays industrialisés. Il se trouve que les cours des matières premières obéissent à des facteurs mondiaux qui échappent au contrôle des pays exportateurs, ce qui affecte voire compromet la mise en œuvre de leurs plans nationaux de développement lorsque les prix à l'exportation subissent de fortes baisses. Dans ces pays, le secteur public est prépondérant dans la gestion et le contrôle de l'économie, le rôle du secteur privé ayant une portée limitée, voire insignifiante. Le secteur à but non lucratif y joue un rôle extrêmement modeste ou quasi nul dans certains cas.

Cette situation a entraîné une flambée du chômage et de la dette, aggravé le déficit de financement et perpétué celui de la balance des paiements. Selon les estimations, une dizaine de millions de jeunes arrive chaque année sur le marché du travail dans les cinquante-sept pays membres. En 2030, ils seront 90 millions. De ce fait, l'incapacité à offrir

des emplois pose un défi économique, social et sécuritaire. Par ailleurs, les pays membres ont besoin d'environ 1.000 milliards de dollars chaque année pour mettre en œuvre les ODD, alors que le financement cumulé du développement par les banques multilatérales de développement (BMD), dont la BID, s'établit entre 160 et 170 milliards de dollars par an. Il faut donc passer des milliards aux milliers de milliards. À ces défis, s'ajoute une croissance démographique soutenue qui fera passer la population des pays membres de 1,7 milliard d'habitants en 2015 à 2,2 milliards d'ici 2030. Avec les changements rapides et successifs qui interviennent dans le monde entier, tous les indicateurs font apparaître l'émergence d'un nouvel ordre international caractérisé par une décentralisation économique, financière et sociale, et une exacerbation du protectionnisme. Ce nouvel ordre est stimulé par un développement technologique sans précédent incarné par la variété des applications de l'industrie 4.0 et leurs incidences directes et indirectes sur la gestion des pays et des institutions publiques et privées, ainsi que sur les modes de financement, de production, de consommation et d'investissement. Ses caractéristiques se sont clairement manifestées avec la pandémie à coronavirus.

Il y a peu, le débat sur ces questions relevait davantage de la spéculation et de la fiction. Aujourd'hui, cette fiction est devenue une réalité sur le terrain avec les évolutions intervenues dans les domaines de la robotique, de l'intelligence artificielle, des objets connectés, des mégadonnées, des drones et de la technologie des chaînes de blocs. Ces avancées technologiques et numériques ont des effets sur la survie des industries dans lesquelles nos pays membres ont des avantages comparatifs ainsi que sur leur compétitivité, car l'innovation est le principal vecteur de la croissance et de la compétitivité.

Si les répercussions sans précédent de la pandémie à coronavirus se greffent au contexte économique mondial que nous venons d'évoquer, l'importance à bâtir des économies capables de résister à des événements imprévisibles, notamment les effets des changements climatiques (pour lesquels nous avons créé en 2018 le Département de Résilience et de Développement social à la BID), devient une évidence.

De tels changements ne peuvent être pris en charge qu'en sortant des sentiers battus. La BID avait donc besoin d'un nouveau programme de travail et d'un nouveau modèle d'entreprise lui permettant de faire face à ces mutations et d'aider les pays membres à bâtir des économies durables adaptées au nouvel ordre mondial.

En conséquence, le Programme quinquennal du Président est apparu comme un plan d'action comprenant des initiatives et programmes visant à aider les pays membres à bâtir et à développer des économies durables et résilientes et à respecter leurs engagements dans le cadre des ODD, de l'accord de Paris, de l'Accord portant création de la BID et du Programme mondial pour le développement. Pour mettre en œuvre le Programme quinquennal du Président, un nouveau modèle d'entreprise a été mis au point, avec le slogan « Mettre les marchés au service du développement : 1/5/10 ».

Le Programme quinquennal du Président conçoit un nouveau modèle d'entreprise qui met les **marchés au service du développement** afin de saisir **l'opportunité 1/5/10**



Question : Comment le nouveau modèle d'entreprise peut-il mettre les marchés au service du développement? Qu'entend-on par « mettre les marchés au service du développement » ? Que représentent les chiffres 1/5/10 ?

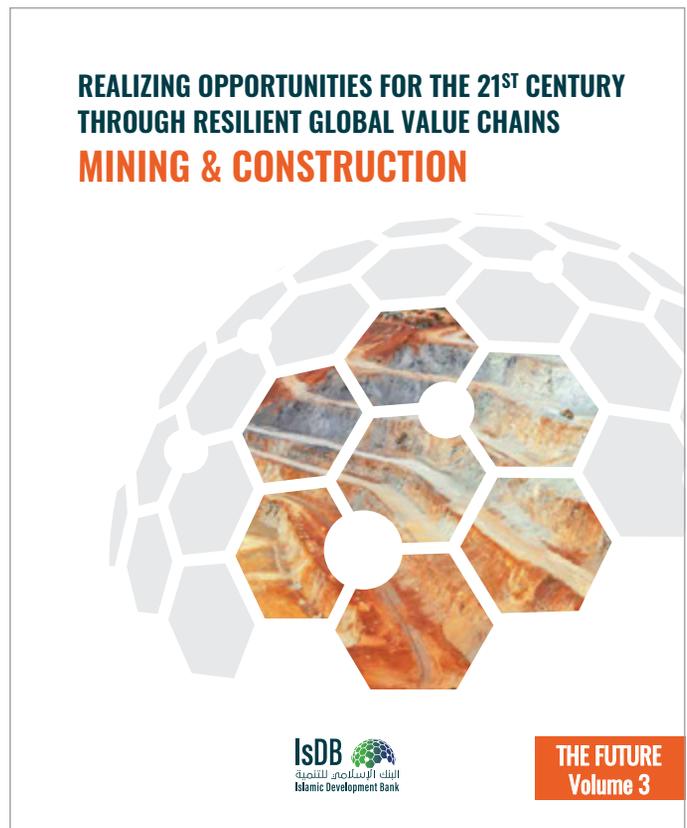
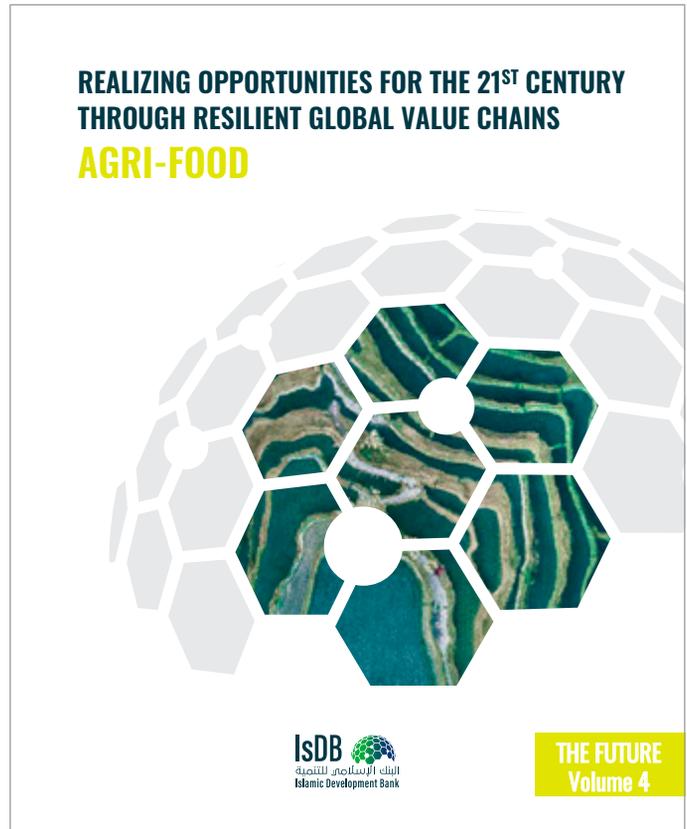
Réponse : Avec ce nouveau modèle d'entreprise, la BID aspire à devenir une institution pionnière, proactive et à l'avant-garde de l'action en faveur du développement, qui répond aux besoins de ses pays membres. Dans le cadre de la deuxième génération des stratégies de partenariat avec les pays membres (SPPM 2.0), la BID est passée d'une programmation par pays axée sur le financement de projets à la demande des pays membres à une programmation proactive axée sur le marché. Ce nouveau modèle d'entreprise consiste à répertorier les industries dans lesquelles chaque pays dispose d'un avantage concurrentiel pour leur créer des chaînes de valeur et lier ces dernières aux chaînes de valeur mondiales. Cela permet au pays de créer une industrie qui apporte de la valeur ajoutée économique, des emplois et des projets à même d'attirer des investissements au niveau local et à l'échelle internationale.

Dans cette nouvelle démarche visant à mettre les marchés au service du développement, la BID assume de nouveaux rôles pour servir tous les groupes, en particulier les pauvres et les marginalisés, améliorer les moyens de subsistance et réduire la pauvreté. Ces rôles sont ceux de catalyseur, garant, innovateur, facilitateur et partenaire faisant fond sur ses atouts, notamment sa cote de crédit « AAA » et sa présence sur le terrain dans cinquante-sept pays, ainsi que ses excellentes relations avec les pays non membres et organisations internationales, pour mobiliser des ressources sur les marchés mondiaux au profit de ses pays membres et réduire les risques liés aux investissements. Ceci est particulièrement important dans la mesure où nous reconnaissons que les ressources propres de la BID et le cofinancement avec d'autres BMD ne suffiront jamais à combler le déficit de financement annuel de 1.000 milliards de dollars.

La BID a mené des études approfondies et exhaustives sur cinq secteurs stratégiques dans lesquels les pays membres ont des avantages relatifs, afin de les rendre plus compétitifs dans ces secteurs, de les adapter à l'industrie 4.0, et de cerner les tendances qui détermineront l'avenir de ces secteurs dans les cinquante-sept pays membres à l'horizon 2030 et au-delà.

1. L'agroalimentaire

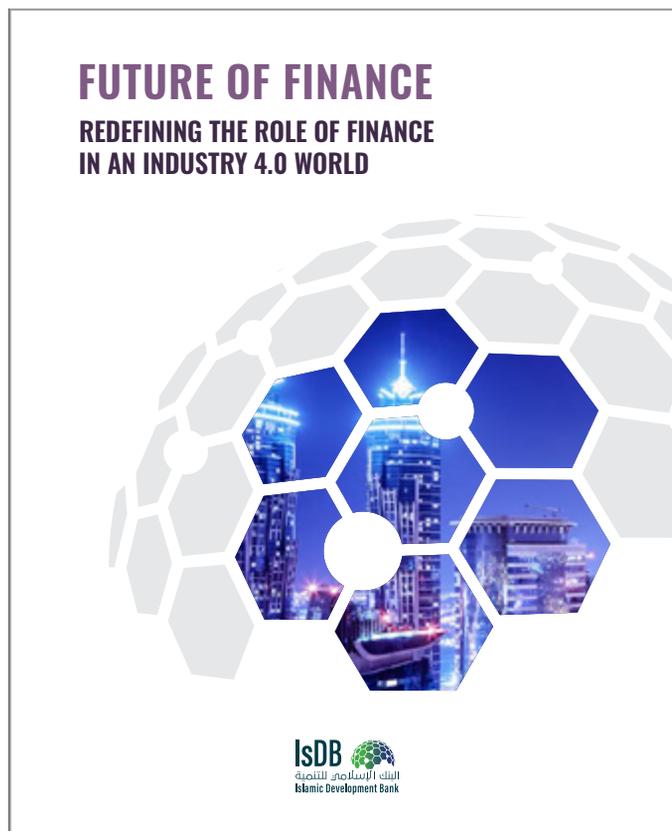
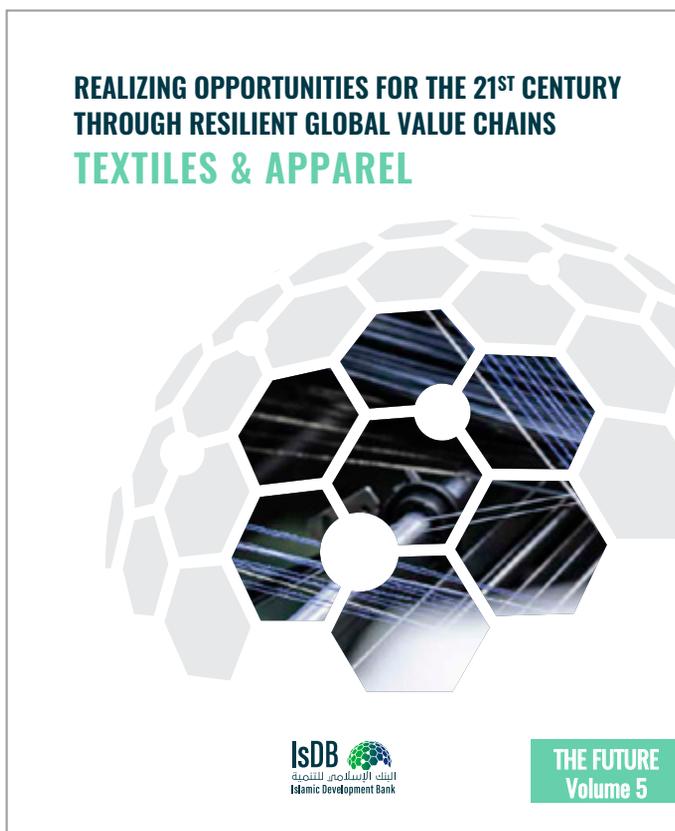
Dans les pays membres, le secteur agricole demeure insuffisamment exploité en raison de la focalisation sur la production primaire, ce qui compromet les possibilités de créer une meilleure valeur ajoutée, et partant, un plus grand nombre d'emplois. La pandémie à coronavirus a mis en évidence la faiblesse des approvisionnements mondiaux en denrées alimentaires et soulevé des questions sur la sécurité alimentaire et les moyens d'y parvenir. Pour améliorer leur compétitivité, promouvoir les chaînes de valeur nationales et faciliter leur accès aux marchés mondiaux, les pays membres doivent se positionner dans les chaînes de valeur agroalimentaires complexes et protéger l'avenir de cette industrie par la modernisation et l'investissement dans la science, la technologie et l'innovation (STI), ainsi que les partenariats mondiaux. Ils doivent également inclure les partenariats public-privé (PPP) dans leurs stratégies.



2. Mines et construction

Les pays membres disposent d'énormes réserves de minerais représentant 11 % de la production mondiale. Cependant, il leur faut transformer davantage ces produits. Ils sont également riches en minéraux de construction, un secteur à fort potentiel de création d'emplois. Ce secteur

doit être préparé pour l'avenir, étant donné les mutations technologiques rapides. Les institutions de financement du développement peuvent participer au financement de grands projets, notamment la production d'électricité pour le secteur minier. Les investisseurs du secteur privé peuvent apporter



des investissements directs étrangers dans le cadre d'un partenariat équitable et gagnant-gagnant, avec la BID dans un rôle de facilitateur de cette coopération fructueuse.

3. Textile et habillement

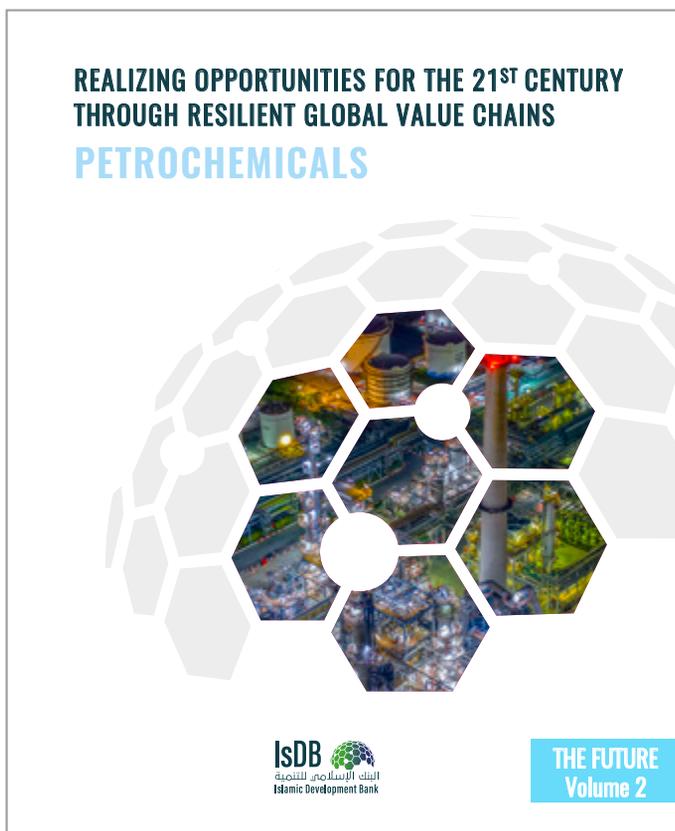
Les pays membres de la BID comptent parmi les plus grands producteurs de textiles et d'habillement au monde. Ils jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement en matières premières et dans les différentes étapes de la chaîne de valeur. Il s'agit toutefois d'accroître leur part dans l'économie mondiale, d'augmenter la valeur ajoutée, et de créer des emplois pour accompagner leur développement économique et social. Dans ce contexte, les universités et centres de recherche doivent jouer un rôle clé dans la promotion de l'innovation, des partenariats et de l'image de marque.

4. Pétrochimie

Les produits pétrochimiques constituent à n'en pas douter une source importante d'emplois de qualité. Toutefois, certains pays membres exportateurs de pétrole importent toujours des produits pétrochimiques à forte valeur ajoutée. C'est pourquoi la BID est en train de mettre au point une feuille de route pour établir un réseau de coopération avec les entités publiques et privées, en privilégiant l'innovation afin d'ajouter une plus grande valeur à ce secteur à forte croissance et à fort impact.

5. Finance islamique

C'est le thème transversal de tous les autres secteurs évoqués. Nous considérons qu'il s'agit du mécanisme le plus important sur lequel nous pouvons nous appuyer pour accompagner et promouvoir nos industries et encourager l'inclusion des secteurs non-financés, afin de



libérer le potentiel de nos pays membres. Par conséquent, le développement de la finance islamique est l'un des domaines stratégiques clé de la BID, comme indiqué dans le Programme quinquennal du Président et la Stratégie décennale de la BID.

Contrairement à la finance conventionnelle, la finance islamique est ancrée dans l'éthique et dans une perception de l'économie telle qu'elle ne privilégie que les transactions adossées à des actifs. Cette caractéristique lui permet de produire une politique économique saine qui rétablit l'équité dans le système financier, dans laquelle l'équité et l'inclusivité sont primordiales et ont comme aboutissement la stabilité financière.

Cette particularité a amené les pays membres et un grand nombre d'autres pays à considérer la finance islamique comme un secteur qui vient en complément de la finance conventionnelle en termes de produits, de services et d'institutions, et comme un excellent instrument d'autonomisation pour éliminer l'extrême pauvreté et promouvoir la prospérité commune. La BID a toujours répondu aux sollicitations de ces pays pour les aider à développer le cadre juridique et réglementaire nécessaire à l'établissement de ce secteur.

Le nouveau modèle d'entreprise nous offre trois opportunités historiques, à savoir mobiliser et investir 1.000 milliards de dollars par an dans 5 industries des cinquante-sept pays membres pour créer 10 millions d'emplois. C'est ce que l'on entend par 1/5/10. Nos pays membres forment un vaste marché qui pourrait générer d'importants avantages mutuels en se lançant dans ces cinq industries et en exploitant leurs produits. Chaque pays utiliserait ses avantages concurrentiels pour servir les autres pays. À ce titre, la BID assumerait son rôle de catalyseur pour offrir des opportunités d'intégration des chaînes de valeur locales dans le monde entier, ce qui permettrait d'étendre ces marchés et de réaliser une autonomisation durable.

La République gabonaise a été choisie comme premier pays où le nouveau modèle d'entreprise sera appliqué. En collaboration avec les secteurs public et privé gabonais, une mission technique de la BID a répertorié deux industries dans lesquelles le Gabon a des avantages concurrentiels : le manganèse et le bois. En conséquence, la BID a réalisé une étude de faisabilité économique et financière, déterminé les chaînes de valeur locales de ces deux industries et les a reliées aux chaînes de valeur mondiales. Les études préliminaires laissent apparaître la possibilité de créer 27.000 emplois et jusqu'à 11 milliards de dollars en valeur ajoutée dans la fonte du manganèse, contre seulement 1 milliard pour la production de manganèse brute. Il existe un énorme potentiel inexploité pour étendre la production en aval de la chaîne de valeur, créant ainsi des emplois additionnels et stabilisant davantage l'économie.

Nous avons actuellement des demandes émanant de dix-sept pays membres pour la signature de stratégies de partenariat et l'application du nouveau modèle d'entreprise. Ce modèle a rendu la BID proactive dans le recensement des besoins des pays et la hiérarchisation des projets qu'elle finance. L'impact sur le développement se manifeste clairement par la création d'emplois, l'augmentation du

volume des exportations et l'attraction d'investissements, contribuant ainsi à la création d'une économie durable. En revanche, se contenter de financer des projets épars dans divers domaines exclusivement dominés par le gouvernement ou le secteur public en tant qu'acteur unique, ne nous permettra pas d'avoir l'impact de développement requis.

C'est pourquoi nous estimons que nous devons « mettre les marchés au service du développement », car nous sommes conscients qu'ils comptent de nombreux acteurs, chacun ayant un rôle dont on attend un impact sur le développement. Toutefois, dans certains pays il n'y a qu'un seul acteur, à savoir le gouvernement ou le secteur public.

Question : Quelle a été la réaction des pays membres par rapport au nouveau modèle d'entreprise de la BID ?

Réponse : Le Conseil des Gouverneurs qui réunit les ministres des Finances et de la Planification des cinquante-sept pays membres et le Conseil des Directeurs exécutifs de la BID se sont réjouis du nouveau modèle d'entreprise. Des demandes ont été reçues d'un certain nombre de pays membres désirant participer au deuxième type de stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM 2.0) fondée sur l'application du nouveau modèle d'entreprise. Il s'agit de la Guinée, de l'Indonésie, de la Malaisie, des Maldives, du Niger, du Nigeria et de la Turquie. La BID entend mettre en œuvre la SPPM 2.0 au cours des cinq prochaines années, à raison de 11 projets par an.

Question : Est-il facile et possible de mobiliser 1.000 milliards de dollars pour des investissements dans des projets dans les pays membres ?

Réponse : La mobilisation des ressources financières et humaines nécessaires à la mise en œuvre de projets dans les pays membres n'est pas chose facile, mais elle est réalisable. La difficulté ne réside pas dans la disponibilité des fonds ; il y a environ 300.000 milliards de dollars sur le marché mondial des capitaux attendant des opportunités d'investissement et des projets réalisables en termes de rentabilité et d'impact sur le développement. La vraie difficulté est double : l'absence de projets bien étudiés déterminant clairement les risques et les opportunités pour les investisseurs potentiels, et celle d'un environnement réglementaire et législatif favorable à des investissements rentables.

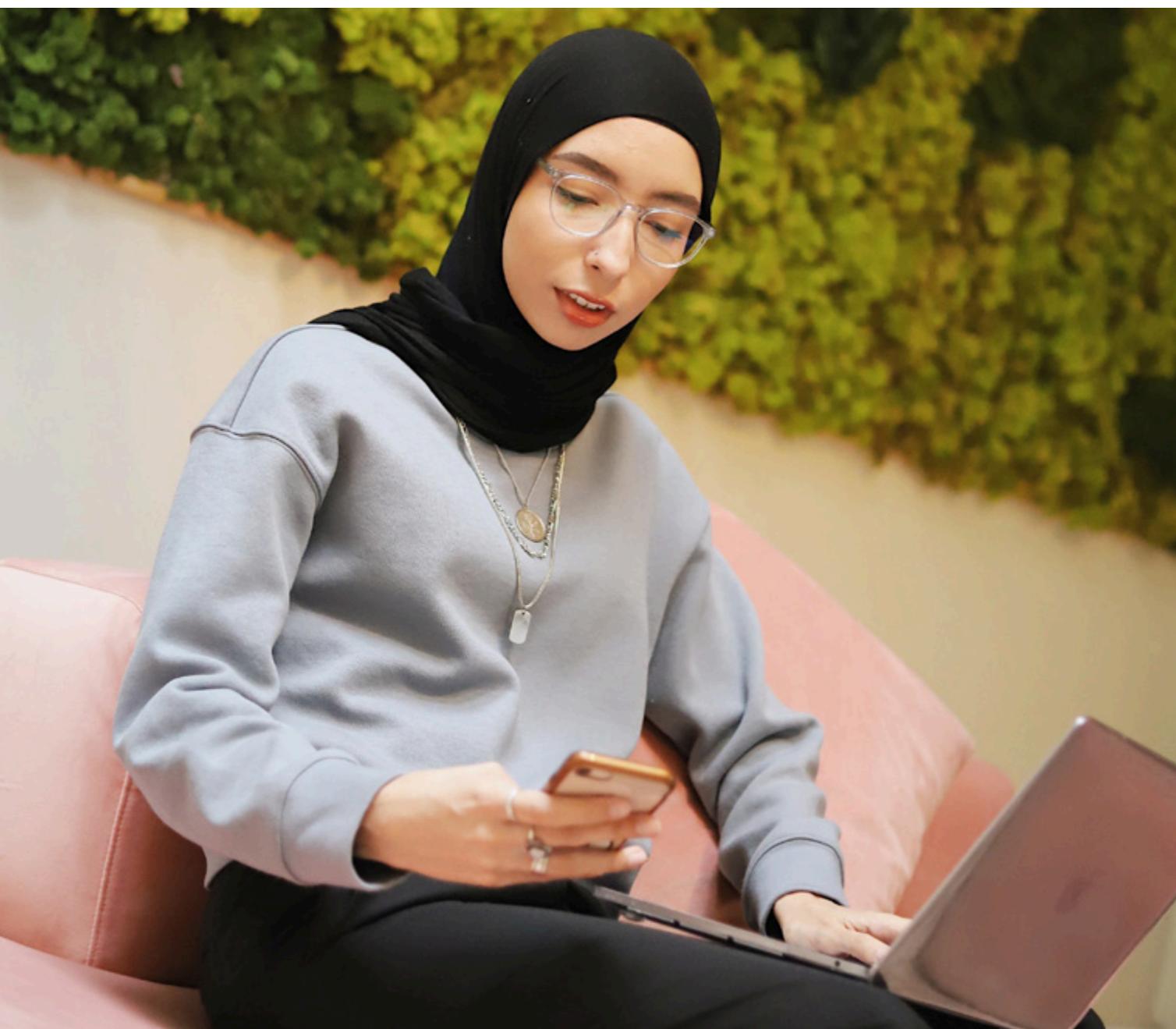
Notre nouveau modèle d'entreprise est axé sur les secteurs où les pays membres disposent d'un avantage concurrentiel. Il prépare des projets prêts à être mis en œuvre dans la chaîne de valeur ciblée, couvrant tous les domaines (par exemple, les infrastructures) et convenant à tous les partenaires. Comme indiqué précédemment, le rôle de la BID ne se limitera pas à celui de pourvoyeur de financement, mais sera aussi celui de catalyseur et de garant. La BID va créer un organisme d'investissement dont le conseil d'administration sera composé de tous les partenaires au financement des projets, et qui pourra émettre des soukous pour financer des projets dans chaque secteur.

D'autre part, dans le cadre du nouveau modèle d'entreprise, la BID s'attache à renforcer les capacités et le capital humain, définir des lois et améliorer l'environnement d'investissement.

L'étude des chaînes de valeur prévoit le recensement des besoins de la structure organisationnelle, des services de financement de toutes sortes et des bases de données statistiques et technologiques requises par chaque acteur à chaque maillon de la chaîne. Nous créons les projets sous forme de chaînes. Après la conception, différentes options sont offertes pour la mise en œuvre, notamment les PPP où le secteur privé participe à l'ensemble du cycle de vie du projet, de la mise en œuvre à l'exploitation, et finalement à la rentabilité. Cela permet de renforcer l'efficacité et de mettre en œuvre le plus grand nombre de projets possible en même temps. La BID ira sur les marchés bénéficiant de ces secteurs stratégiques afin de s'appuyer sur leurs ressources

financières et humaines pour la mise en œuvre, car les bénéfices qu'ils tirent du produit intérieur brut (PIB) final de ces secteurs les inciteront à y investir. C'est là que la BID intervient en tant que fournisseur des garanties nécessaires pour sécuriser ces investissements et réduire leurs risques au minimum à la faveur sa notation « AAA ».

Ce modèle fait passer la BID d'un pourvoyeur de financement à la demande, à une institution proactive qui détermine les besoins des pays en fonction de leur compétitivité. Avec cette nouvelle démarche, elle entend mettre fin au processus inefficace consistant à recevoir et à programmer des demandes pour des projets épars (dont la plupart sont des projets souverains qui doivent souvent être reprogrammés) puis à les approuver dans les limites de ses ressources financières, pour se focaliser plutôt sur la croissance soutenue par les marchés, l'innovation et les partenariats,



faisant ainsi passer l'essence du développement du traitement des symptômes au traitement des causes.

Question : Ce modèle d'entreprise reflète le passage de la théorie à la pratique, ainsi qu'en témoigne le choix d'un pays de la catégorie des PMMA comme le Gabon pour être le premier où ledit modèle sera appliqué. Pourtant, le Gabon, comme d'autres pays en développement, n'a pas d'institutions solides, la législation pertinente, une main-d'œuvre qualifiée et un environnement susceptible d'attirer les investissements. Comment des projets d'une telle ampleur peuvent-ils être mis en œuvre dans des pays dépourvus de ces paramètres ?

Réponse : Il convient d'abord d'expliquer certains faits avant de répondre directement à la question.

► D'abord la BID est une banque de développement dont la principale fonction est de promouvoir le développement économique et social des pays en développement et des PMMA. C'est une institution du Sud dont les membres sont tous des pays en développement, contrairement aux autres banques de développement. Elle est également la seule des onze banques de développement à avoir obtenu la note « AAA » des trois principales agences de notation internationales, bien qu'aucun de ses pays membres n'ait cette note. En d'autres termes, sa note élevée est le résultat de sa solidité financière, administrative et en matière de gouvernance. Comme la BID traite avec des pays en développement et des PMMA, il n'est pas surprenant que les paramètres évoqués tels que la législation, les institutions et un environnement favorable aux investissements fassent défaut.

► Ensuite, le financement seul ne résoudra jamais les problèmes de développement de ces pays. À la BID, nous estimons que le financement n'est que l'un des éléments d'un ensemble intégré de services financiers et non financiers. Malheureusement, les modèles d'entreprise de nombreuses institutions se focalisent sur la mise à disposition de financement, dans l'idée que cela permettrait de repositionner ces pays dans le groupe des pays industriels avancés. Les banques de développement ont investi dans l'application de ces modèles, mais 60 ou 70 ans après, la plupart de ces pays exportent toujours des matières premières vers les pays industriels avancés et continuent donc de souffrir du chômage, de l'émigration, de la pauvreté et d'autres maux économiques et sociaux. Cela est dû au fait que les modèles appliqués se focalisent sur les symptômes et non les causes. La pauvreté, le chômage et le niveau d'endettement élevé sont des symptômes et non des causes. Il ne sert absolument à rien de traiter les symptômes. Naturellement, aucun changement ne peut intervenir avec le même modèle d'entreprise, et c'est pourquoi le nouveau modèle a été mis au point pour s'attaquer aux causes profondes, même si leur traitement n'est pas chose facile. Je vais maintenant répondre directement à la question.

Pour que les pays en développement puissent respecter leurs engagements dans le cadre des ODD, ils doivent capter des financements et des capitaux privés qui ne

représentent actuellement que 10 % des investissements dans la grande majorité de ces pays. Il faudra donc basculer vers une approche d'investissement social, économique et environnemental suivant laquelle tout problème social ou économique est considéré comme relevant d'une absence de capacité financière, le coût des obstacles au développement comme le chômage et la mauvaise gestion est déterminé, et les gains financiers issus de la résolution de ce problème sont mis en évidence en tant qu'opportunité d'investissement pour le secteur privé garantie par la BID dans le cadre des SPPM. Ainsi, le portefeuille d'opérations de la BID sera progressivement transformé, avec le passage du financement d'opérations et de projets séparés à la mise en œuvre d'un programme intégré avec les pays membres dans le cadre de la SPPM 2.0. À cette fin, la BID axera ses interventions sur :

- l'amélioration de l'accès à l'information sur le marché. Pour cela, il faudra renforcer les capacités statistiques grâce à l'assistance technique aux pays membres ;
- l'instauration de la cohésion entre les États membres de l'Organisation de coopération islamique (OCI) et leur participation aux chaînes de valeur aux niveaux national et entre pays, puis le déploiement du programme *Reverse Linkage* comme outil de coopération avec les acteurs du marché mondial ;
- la résolution de la question de la faible participation du secteur privé en réformant l'environnement d'investissement, non seulement pour attirer les investisseurs mais aussi encourager le secteur privé à réinvestir son épargne au niveau national, en améliorant la productivité et partant, la compétitivité, et en garantissant une croissance durable à la lumière des changements radicaux induits par l'industrie 4.0. À cette fin, la BID continuera d'œuvrer à la réforme des politiques commerciales et à l'octroi de bourses d'études aux futurs dirigeants, notamment dans les PMMA, en plus de tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour améliorer la productivité et accompagner l'entrepreneuriat. La productivité des travailleurs dans les pays membres sera comparée à celle de leurs homologues des pays développés après la mise en œuvre des programmes, en particulier dans les industries où les pays membres ont un avantage concurrentiel ;
- l'orientation d'une grande partie des ressources vers des projets d'infrastructure qui permettent d'améliorer l'efficacité des acteurs du marché dans les chaînes de valeur choisies dans les SPPM. Cette méthode présente deux avantages : d'une part elle permet d'avoir facilement des clients industriels qui sont fortement sollicités pour mobiliser des investissements auprès du marché pour ces projets financièrement réalisables ; d'autre part, la prise en charge des questions de viabilité écologique que pose la focalisation sur le développement des infrastructures industrielles, dans la mesure où les activités industrielles sont généralement celles qui ont le plus grand impact sur l'environnement. À cet égard, la BID jouera un rôle actif dans la recherche de projets viables à même d'intéresser le secteur privé. De ce fait elle pourra donner plus avec

moins de ressources propres. L'un des objectifs visés est d'augmenter le nombre de personnes bénéficiant des infrastructures dans les régions couvertes par les principales chaînes de valeur. Les résidents des zones couvertes par la chaîne de valeur seront également les bénéficiaires naturels des opportunités d'emploi découlant de la répartition géographique des activités économiques de la chaîne ; et

► la redéfinition du rôle de la finance islamique dans le développement, étant donné qu'un secteur des services financiers viable est essentiel pour entreprendre des activités dans les chaînes de valeur. La finance islamique est particulièrement bien placée pour jouer un rôle de premier plan dans ce domaine, car elle allie finance et activité économique. La BID entend tirer parti de cet avantage, d'autant plus que le volume des financements islamiques dépasse aujourd'hui 2.000 milliards de dollars, soit le double du montant nécessaire pour atteindre les ODD.

Question : L'ouvrage ou le rapport sur les réalisations comprend plus d'une centaine d'initiatives entièrement ou partiellement mises en œuvre dans un intervalle de cinq ans à peu près. Quelles ont été les principales difficultés rencontrées par le Président de la BID lors du basculement rapide vers un nouveau modèle d'entreprise ?

Réponse : La transition du modèle d'avant 2017 vers le nouveau ainsi que l'acceptation de cette mutation aux niveaux interne et externe n'ont pas été faciles, notamment compte tenu de l'envergure de la BID qui compte plus de 1.000 employés et dont l'activité est centralisée, 94 % de ces employés étant en poste au siège à Djeddah (Arabie saoudite). L'une des plus grandes difficultés rencontrées au niveau interne a été de convaincre le personnel et gagner son soutien pour le nouveau modèle d'entreprise. Parfois, même lorsque les employés sont convaincus, il peut s'avérer difficile pour eux de quitter leur zone de confort et d'abandonner des



habitudes de travail de longue date. Cela est particulièrement vrai pour ceux qui ont été en poste pendant longtemps et programmés pour travailler d'une certaine manière. Il s'agit d'une question de culture institutionnelle, mais nous avons réussi par la grâce d'Allah à la changer considérablement en un court laps de temps, même s'il reste encore beaucoup à faire à cet égard.

Une autre difficulté à laquelle j'ai été confronté pendant la transformation résidait dans les nouvelles compétences requises pour mettre en œuvre le nouveau modèle d'entreprise. La BID étant le moteur de la mise en œuvre du programme, il fallait impérativement que toutes les pièces tournent à la même vitesse et avec la même efficacité.

La mise en œuvre du nouveau modèle exigeait des compétences dans des domaines tels que les chaînes de valeur, la science, l'innovation, les plateformes numériques, le financement participatif, l'autonomisation économique, la mise au point de produits, la préservation de l'environnement, la promotion de la gouvernance, de la transparence et des valeurs du travail, l'attraction et la rétention des meilleurs éléments, l'application de la décentralisation fonctionnelle et géographique et la garantie d'une croissance financière durable.

Au niveau externe, la principale difficulté reposait sur la l'impérieuse nécessité de renforcer les capacités individuelles et institutionnelles des pays membres. L'amélioration de l'accès aux informations sur le marché était une priorité à cet égard, dans la mesure où certains pays ne disposent pas de données substantielles sur la dynamique du marché pour les secteurs stratégiques où ils ont des avantages concurrentiels permettant d'encourager l'investissement, de déterminer les opportunités d'investissement et la nature des risques et des bénéfices inhérents à ces secteurs. Nous avons également constaté que le niveau de participation à l'élaboration des plans nationaux était faible dans certains pays. C'est pourquoi la BID cherche à faire du processus de programmation de pays une plateforme participative pour toutes les parties prenantes des secteurs stratégiques, ainsi que pour le secteur public, le secteur privé et la société civile en interne et en externe. Cela ajoute de la valeur et une dimension supplémentaire à la planification nationale. La faible participation du secteur privé au développement dans certains pays nécessite une réforme de l'environnement d'investissement, non seulement pour attirer les investisseurs, mais aussi pour encourager le secteur privé à réinvestir les économies réalisées sur les marchés locaux et à améliorer la productivité, ce qui renforce la compétitivité des produits des pays membres et la croissance durable du marché.

Une autre difficulté était de toucher les couches les plus défavorisées dans les pays membres. La principale raison en est que certains de ces pays se sont focalisés sur le secteur public, laissant de côté ses deux partenaires que sont les organisations de la société civile et le secteur à but non lucratif, qui sont plus proches des zones reculées et plus au fait des aspirations des jeunes. Certaines organisations de la société civile mettent davantage l'accent sur quelques volets, comme les femmes et la viabilité écologique. Avec son

nouveau modèle d'entreprise, la BID s'efforce actuellement de réaliser une convergence de toutes ces parties prenantes dans le cadre unique de la programmation de pays. Elle s'attache également à transférer l'expertise mondiale dans le domaine des politiques de réglementation des marchés, pour veiller à ce que toutes les parties prenantes partagent les fruits et les avantages de la croissance économique.

Question : 2020 a été une année exceptionnelle marquée par des événements sans précédent dus à la pandémie à coronavirus. Qu'à fait la BID pour aider les pays membres à faire face aux conséquences de la pandémie ?

Réponse : Ce fut effectivement une année exceptionnelle au cours de laquelle la BID s'est engagée simultanément sur trois fronts :

- ▶ le lancement du Programme stratégique de préparation et de riposte doté de 2,3 milliards de dollars ;
- ▶ la participation aux réunions du G20 sous la présidence du Royaume d'Arabie saoudite ; et
- ▶ la présidence des réunions des dirigeants de BMD.

Question : Pourriez-vous nous dire davantage sur chacune de ces interventions ?

Réponse :

1. Lancement du Programme stratégique de préparation et de riposte de 2,3 milliards de dollars

Bien que la maladie à coronavirus soit en tant que pandémie un problème de santé, elle a également eu des répercussions aux plans économique et social. Par conséquent, toute solution ou assistance pour faire face à cette pandémie doit prendre en considération les aspects sanitaires, économiques et sociaux, et porter sur le court, le moyen et le long terme. C'est dans cette optique que la BID a mis au point le Programme stratégique de préparation et de riposte avec ses « 3R » (Riposte, Rétablissement et Relance).

Dans le cadre du volet « **Riposte** », la BID a fourni une aide d'urgence axée sur le renforcement des systèmes de santé afin de favoriser la prise en charge des patients, de renforcer les capacités des agents de santé, de mettre à disposition des outils de dépistage et de laboratoire, et de transférer des compétences.

S'agissant du volet « **Rétablissement** », le Groupe de la BID a axé son intervention sur l'appui financier aux petites et moyennes entreprises (PME) et au commerce afin de garantir l'approvisionnement continu des secteurs de la santé et de la sécurité alimentaire.

Pour ce qui est du volet « **Relance** », il est prévu des mesures à long terme visant à mettre en place des économies solides et durables capables de résister aux pandémies et aux catastrophes, en finançant les programmes de relance économique et les dépenses anticonjoncturelles.

Le Groupe de la BID a fourni cette assistance en trois volets par le biais d'une plateforme de pays standard axée sur la technologie des chaînes de blocs et offrant un marché virtuel où tous les partenaires, les pays, la BID et les 'organismes d'exécution de projets peuvent se rencontrer. La BID veille également à la cohérence des procédures, à la coordination entre les parties prenantes, au contrôle et au suivi des opérations, ainsi qu'à la mobilisation de ressources. Elle s'est associée à plusieurs 'organismes d'exécution de projets, notamment l'OMS, des organismes des Nations Unies, des organisations caritatives et des ONG internationales.

Toutes les informations sur les projets financés par la BID, les partenaires et les organismes d'exécution sont entièrement à la disposition du public en lecture seule, du fait de la technologie des chaînes de blocs utilisée.

La transparence et la gouvernance sont maintenues à un niveau professionnel et conformément aux meilleures pratiques. Lorsque la BID a annoncé le lancement du programme d'assistance, elle a reçu de nombreuses sollicitations des pays membres. En réponse, j'ai personnellement organisé quarante-deux réunions en ligne avec les gouverneurs des pays membres qui sont des

ministres des Finances, et trois réunions avec des chefs d'État en moins d'un mois, à raison de trois réunions par jour. Les équipes techniques de la BID et des pays membres ont participé à ces réunions et les discussions ont porté sur l'importance de répondre aux besoins nécessaires et urgents des secteurs de la santé et de l'alimentation. Ces réunions en ligne ont permis d'accomplir rapidement le travail.

Au niveau interne, un comité de pilotage et des groupes de travail ad hoc ont été constitués. Ils tiennent des réunions formelles au moins deux fois par semaine, et à une fréquence plus soutenue si nécessaire pour assurer le suivi et accélérer les résultats.

2. Participation de la BID aux réunions du G20

Le Royaume d'Arabie saoudite a assuré la présidence du G20 pour l'année 2020 sous le thème « Réaliser les opportunités du 21^e siècle pour tous ». J'ai reçu une lettre de S.E. le ministre saoudien des Finances invitant le Groupe de la BID à participer aux réunions du G20. La BID a participé à plus de 120 rencontres, notamment des réunions ministérielles, extraordinaires de sherpas, de groupes de sensibilisation et des réunions bilatérales avec un certain nombre de pays



et d'organisations internationales. Par ce biais, elle s'est faite le porte-voix des pays membres et des communautés musulmanes établies dans des pays non membres, en mettant en évidence les véritables défis auxquels sont confrontés les pays pauvres et en développement. Nous avons également tenu à présenter les possibilités d'investissement dans un marché de 1,7 milliard de personnes qui pèse plus de 7.000 milliards de dollars. L'une des principales contributions de la BID a été l'élaboration d'un rapport d'évaluation complet sur les meilleures pratiques mondiales en matière de gestion des risques politiques. La BID a également lancé deux plateformes nationales pour la Somalie et l'Ouzbékistan ; elle a été choisie comme partenaire de mise en œuvre du Partenariat mondial pour l'inclusion financière (PMIF) du G20, en reconnaissance de ses efforts et de sa contribution active aux initiatives du PMIF ainsi qu'à la discussion et à la formulation de ses initiatives. La finance islamique est considérée comme un financement participatif, ce qui donne à la BID un avantage concurrentiel pour amener un nombre sans cesse croissant de personnes à utiliser le système bancaire dans les pays membres et au sein des communautés musulmanes établies dans des pays non membres. La position de la BID en tant que partenaire de mise en œuvre du PMIF auquel aspire environ 1,7 milliard de personnes dans le monde qui n'ont pas accès aux services financiers bancaires, m'a donné l'occasion de faire une déclaration en son nom lors du Sommet des dirigeants du G20 tenu les 21 et 22 novembre 2020.

3. Présidence des réunions des dirigeants des BMD

En 2020, la BID a présidé les réunions des dirigeants des banques multilatérales de développement, à savoir le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Société financière internationale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, la Banque de développement du Conseil de l'Europe et la Nouvelle banque de développement.

Ma présidence des réunions des dirigeants des BMD a coïncidé avec la présidence saoudienne du G20. Nous avons tenu trois réunions et des discussions portant essentiellement sur les meilleurs voies et moyens d'aider les pays membres à faire face aux conséquences de la pandémie à coronavirus. Dans ce contexte, nous avons discuté de l'initiative de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international de suspension du service de la dette des pays pauvres, une démarche adoptée par le G20 pour aider ces pays à orienter leurs ressources financières vers la lutte contre la pandémie et l'atténuation de ses impacts économiques et sociaux. Cette initiative a été l'une des réalisations les plus marquantes du G20, qui a permis de fournir des liquidités estimées à environ 14 milliards de dollars, en plus de l'approbation par les BMD de ressources financières à hauteur de 230 milliards de dollars destinées à aider les pays en développement et les pays pauvres à renforcer leurs systèmes de santé, accompagner les PME, maintenir les emplois, financer les filets de sécurité

sociale et la sécurité alimentaire. Par ailleurs et à l'initiative de la BID, un rapport exhaustif sur la contribution des BMD à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 a été établi.

Question : L'initiative de suspension du service de la dette des pays pauvres ou en développement a certainement aidé ces derniers à faire face à la pandémie à coronavirus et ses conséquences. Cependant, une fois la pandémie terminée, ils seront confrontés à un problème de financement de leurs projets futurs en raison du montant colossal de la dette accumulée. Comment résoudre le problème de la dette extérieure ? La BID a-t-elle des initiatives dans ce sens ?

Réponse : La pandémie à coronavirus a commencé comme un problème de santé, mais il demeure que les confinements qui s'en sont suivis ont également eu des conséquences économiques et sociales. Bien qu'aucun pays n'ait été épargné par l'impact de la pandémie, les pays en développement et les pays pauvres, les personnes démunies, les travailleurs du secteur informel, les investisseurs et les microentreprises ont été les plus durement touchés. Les pays pauvres se sont brusquement retrouvés face à deux exigences de taille : (1) la mise à disposition des fonds nécessaires à l'approvisionnement en fournitures médicales d'urgence, à l'appui au secteur de la santé, à l'approvisionnement en produits alimentaires et à l'accompagnement des petites entreprises pour assurer leur survie, et (2) les obligations du service de la dette envers les créanciers (pays, banques commerciales ou d'investissement, BMD, etc.)

Étant donné que les pays en développement et les pays pauvres ont des ressources limitées, ils ne peuvent pas répondre simultanément à ces deux exigences. C'est pourquoi la Banque mondiale et le FMI ont lancé une importante initiative qui a été discutée par les BMD lors des réunions que j'ai présidées, et ensuite approuvée par les pays du G20 sous la présidence saoudienne. En vertu de cette initiative, les pays pauvres ont reçu environ 14 milliards de dollars pour les dépenses de santé et de sécurité alimentaire.

L'initiative en tant que telle n'a pas permis de résoudre le problème de la dette extérieure des pays en développement pour les raisons suivantes :

- ▶ Elle a été conçue comme une solution provisoire et limitée dans le temps pour aider les pays pauvres à faire face aux conséquences sanitaires, économiques et sociales de la pandémie à coronavirus. Cet objectif a été atteint.
- ▶ Elle portait spécifiquement sur la dette bilatérale entre les pays et ne couvrait pas les dettes du secteur privé et des BMD.

La dette des pays en développement s'élève à plus de 50.000 milliards de dollars. En outre, ces pays pris ensemble ont besoin de 1.000 milliards de dollars par an pour le financement des ODD. Nous sommes devant une augmentation de la dette extérieure qui a également des incidences sur le

système bancaire et financier mondial, et pas seulement sur les pays pauvres. Le siècle dernier a connu de nombreuses crises mondiales dues à la dette extérieure. Il est désormais évident que pour sortir de ce piège, il faut un nouveau modèle économique pour financer le développement de ces pays. Il doit s'agir d'un modèle qui s'attaque aux causes profondes pour lesquelles les pays en développement croulent sous la dette, et non aux seuls symptômes. Ce modèle doit également procurer des gains de développement à tous les pays, qu'ils soient avancés ou en développement. Tel est le modèle qui a été introduit par la BID sous le thème « Mettre les marchés au service du développement 1/5/10 » comme expliqué tantôt, et que la BID a effectivement commencé à mettre en œuvre.

La principale raison de l'augmentation de la dette extérieure des pays en développement est l'emprunt. En effet, l'emprunt est nécessaire pour financer le développement, réaliser la croissance économique, et fournir des emplois aux nouveaux arrivants en grand nombre sur le marché du travail chaque année, mais le problème réside dans les modes d'emprunt qui ne garantissent pas la transparence et l'affectation des fonds à des projets pourvoyeurs de revenus soigneusement étudiés et permettant aux pays concernés de rembourser les échéances et le service de leur dette. Ajoutons à cela le rôle modeste que joue le secteur privé et le secteur à but non lucratif dans le développement.

Le nouveau modèle d'entreprise de la BID offre des solutions globales et des projets bien étudiés. Il est axé sur les secteurs et les industries où les pays bénéficient d'avantages concurrentiels et garantit la transparence, grâce à une plateforme de pays axée sur la technologie des chaînes de blocs qui présente les projets dans tous leurs détails, y compris les approbations, les décaissements et les appels d'offres. Le modèle détermine également la conception et la mise en œuvre des projets en utilisant l'approche de la chaîne de valeur qui garantit des solutions complètes, et non partielles, pour les industries. Il existe diverses méthodes de mise en œuvre des projets qui garantissent leur continuité sur le long terme sans rencontrer d'obstacle.

La crise de la dette extérieure est une crise structurelle largement causée par la dépendance des pays en développement à l'égard de l'exportation de matières premières vers les pays industrialisés, les cours de ces matières étant soumis à des facteurs externes et à la volatilité des prix au niveau mondial, auxquels s'est ajouté récemment un protectionnisme débridé, qui a mis la mondialisation sur deux voies. Tous ces facteurs compromettent la disponibilité des devises étrangères dans les pays en développement et les pays pauvres, les obligeant ainsi à recourir à un endettement toujours plus important. La situation est davantage exacerbée par les mauvaises



performances et l'absence de transparence. Récemment, on a observé une tendance de plus en plus forte à l'échange de la dette extérieure contre des actifs du secteur public, dans l'espoir que cette initiative réduise l'ampleur de la dette extérieure et que, par conséquent, les créanciers deviennent propriétaires des actifs en échange d'une annulation totale ou partielle de la dette.

Il y a de nombreuses leçons à tirer de ces pratiques. Toutefois, ce que je voudrais souligner brièvement, c'est que la dette extérieure peut avoir un impact négatif ou positif sur la vie des citoyens des pays emprunteurs, en fonction du modèle de financement du développement, des modes de financement, de la transparence et de l'engagement du secteur privé dans le développement. Je pense que le nouveau modèle d'entreprise de la BID comprend de nombreuses solutions à la crise de la dette extérieure des pays en développement.

Question : Le lancement du nouveau modèle d'entreprise de la BID s'est accompagné d'une migration et d'une restructuration organisationnelle de ses centres régionaux. Quels sont les principaux programmes et initiatives de cette restructuration ?

Réponse : Le Programme quinquennal du Président et le nouveau modèle d'entreprise devaient se traduire par une structure organisationnelle cohérente et répondant aux aspirations des institutions de la BID telles qu'exprimées dans l'évaluation du parcours de ses quarante années d'existence, à savoir qu'elle soit une banque proactive, à l'avant-garde, prompte à répertorier les besoins actuels des pays membres et à prendre des mesures de sauvegarde pour l'avenir. Dans ce contexte, nous avons pris plusieurs initiatives depuis 2017, notamment :

- ▶ la mise au point d'un cadre de programmation stratégique global pour veiller à ce que les ressources financières et non financières de la BID soient efficacement réparties pour permettre de réaliser les priorités stratégiques et d'optimiser l'impact sur le développement dans les pays membres. Ce cadre, qui est le premier du genre au sein des BMD en termes d'intégration interne et externe, permet à la BID de répondre aux exigences des pays membres et de choisir les interventions appropriées. Il permet également de renforcer la transparence dans la répartition des ressources en fonction des priorités stratégiques, et l'évaluation de l'impact des activités sur le développement. Tout notre travail est programmé dans un cadre unique et une approche intégrant quatre volets essentiels : la stratégie, les opérations, les finances et le budget ;
- ▶ l'actualisation des politiques actuelles et la mise au point de vingt-deux nouvelles politiques pour faciliter la mise en œuvre institutionnelle du Programme quinquennal du Président, conformément aux normes internationales ;
- ▶ la décentralisation fonctionnelle et géographique pour garantir la proximité de la BID avec les pays membres, partenaires du secteur privé, organisations de la société civile, universités, centres de recherche, etc. Cela permettra

de transformer la BID en une organisation à structure légère et de meilleure qualité dans la mise en œuvre des projets, la mise à profit des technologies et des plateformes en nuage. Les coûts opérationnels des projets seront ainsi réduits grâce à l'accélération du cycle. En 2016, seuls 6 % du personnel de la BID travaillaient dans les centres régionaux, contre 94 % au siège à Djeddah. Nous avons l'intention de redéployer 60 % du personnel vers les centres régionaux qui seront au nombre de onze, dont sept sont déjà opérationnels. Le centre régional de Kuala Lumpur a été transformé en centre d'excellence pour la finance islamique, les STI, l'industrie halal et les interventions *Reverse Linkage* ;

- ▶ La mise au point de programmes de viabilité financière pour préserver la solidité financière et la note de crédit « AAA » de la BID. La viabilité est devenue un aspect essentiel de la prise de décision, une attention particulière étant accordée à l'alignement efficace des approbations et des décaissements. Des contrôles internes en matière de communication d'informations financières ont été mis en place conformément au cadre de contrôle interne du COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission), qui exige l'existence d'un organisme indépendant qui effectue des contrôles internes comme le veut la pratique au sein des organisations mondiales de premier plan. Un prix a été décerné à la BID en reconnaissance de la qualité et de l'amélioration de ses rapports financiers, ainsi que l'importance particulière accordée à la gouvernance et aux pratiques conformes à la déontologie. La matrice de délégation de pouvoirs a également été modifiée afin de renforcer la redevabilité, améliorer la coordination entre les quatre institutions qui composent le Groupe de la BID, et réduire les chevauchements dans leurs activités. Un complexe distinct a été créé, qui a en charge le développement de partenariats, la mobilisation de ressources externes et les nouveaux domaines d'activité. Un département de la Science, de la Technologie et de l'Innovation a également été créé pour mener à bien trois tâches stratégiques : (1) introduire et intégrer l'innovation dans les activités de la BID ; (2) aider les pays membres à mettre en place un écosystème STI intégré ; et (3) permettre aux jeunes innovateurs et innovatrices de réaliser leurs ambitions grâce à un accompagnement intégré qui, outre le financement, comprend la formation et l'assistance pour l'obtention de droits de propriété intellectuelle. Un département de Résilience et de Développement social a aussi été créé, ainsi qu'un autre chargé d'aider les pays membres à être résilients face aux changements climatiques. Un programme global d'évaluation de la charge de travail a été lancé dans le but de déterminer les besoins actuels et futurs de la BID en matière de personnel, et de veiller à ce qu'elle dispose des meilleures ressources et de l'envergure optimale pour mettre en œuvre sa stratégie et atteindre ses objectifs. En d'autres termes, l'évaluation porte sur les effectifs et les compétences nécessaires pour accomplir davantage avec moins de ressources ;
- ▶ l'intégration de la gestion axée sur les résultats et l'attention particulière accordée à l'impact des financements sur le développement plutôt qu'au volume de financement et aux interventions, afin de pouvoir évaluer l'impact de chaque dollar dépensé pour le développement sur le terrain ;

- ▶ le raffermissement de la présence dans les médias et de la visibilité de la BID sur la scène du développement mondial, et la nécessité de la rendre proactive et non réactive face aux événements ;
- ▶ le renforcement des capacités dans les domaines où la BID ne dispose pas d'une expertise suffisante, comme la programmation axée sur les chaînes de valeur, les plateformes de financement participatif, les STI, la mobilisation créative de ressources, etc. La BID a eu recours à la création de partenariats avec d'autres institutions et au détachement d'employés choisis pour accélérer le transfert d'une expertise mondiale dans le domaine des politiques qui régissent le fonctionnement des marchés, ce qui permet de s'assurer que tout le monde partage les bénéfices de la croissance économique et d'optimiser l'impact des interventions ;
- ▶ la mise au point de règles régissant le recrutement et les ressources humaines en général ; et
- ▶ le passage au numérique et l'élimination du papier dans toutes les affaires et transactions de la BID. Il s'agit là d'un saut quantique dans l'environnement de travail de la BID. Les documents d'affaires, la correspondance, les demandes de service et les approbations se font à 100 % par voie électronique, sans papier. Les économies réalisées sont estimées à 14 millions de dollars par an.

Question : La fracture en matière de STI s'élargit de jour en jour entre les pays développés et les pays en développement. Les innovations et la technologie sont des facteurs déterminants de la concurrence entre les pays dans différents secteurs. La BID a-t-elle des programmes ou des initiatives visant à aider les pays membres à mettre en place des écosystèmes STI ?

Réponse : La science, la technologie et l'innovation ont remplacé les ressources naturelles et financières comme principaux moteurs de la croissance économique actuelle et future.

Aujourd'hui, il existe des pays qui ne disposent pas de ressources naturelles ou dont les ressources financières sont limitées, mais qui ont réussi à se classer en tête de liste pour ce qui est du PIB national et du revenu moyen par habitant. L'innovation a contribué à réduire la pauvreté et à trouver des solutions efficaces aux problèmes d'éducation, de santé, d'environnement, d'économie etc. Il ressort des données internationales de l'Institut de statistique de l'UNESCO que les États-Unis d'Amérique, la Chine et le Japon se classent en tête en termes de dépenses consacrées à la science et à l'innovation, et que 44 % des entreprises internationales prévoient d'augmenter leurs dépenses en matière d'innovation et de développement. Prenons l'exemple d'Uber et de Careem.



Ces entreprises n'ont pas d'actifs physiques tels que des voitures, des immeubles et autres. Tout ce qu'elles ont, ce sont de nouvelles idées et des applications électroniques qui ont un impact énorme sur le nombre d'emplois qu'elles ont créés et les retours sur investissement qu'elles ont réalisés.

Les pays membres bénéficieront d'avantages concurrentiels dans cinq secteurs stratégiques, mais la question est de savoir comment maintenir leur position et préserver la compétitivité de ces secteurs. Par exemple, le secteur du textile et de l'habillement emploie environ 5 millions de personnes au Bangladesh. Étant donné que la concurrence sur le marché international est fonction de l'innovation et de la productivité, ce pays doit s'adapter à ces changements, sinon 5 millions de travailleurs se retrouveront sans emploi. Si nous partons de l'hypothèse que chaque travailleur fait vivre 5 personnes, cela signifie que 25 millions de personnes seront exposées à la pauvreté et au dénuement.

C'est ce qui m'a poussé à aider les pays membres de la BID à mettre en place des écosystèmes STI. Les mesures concrètes ont commencé en 2017, lorsque nous avons créé le Département STI de la BID. Ce département a préparé un plan d'action à long terme avec trois axes majeurs : l'intégration des STI dans toutes les affaires et activités de la BID, l'aide aux pays membres pour la mise en place d'écosystèmes STI intégrés, et l'accompagnement des innovateurs, petites entreprises, universités et centres de recherche avec un ensemble intégré d'aides financières et non financières pour des solutions originales aux problèmes de développement et à la réalisation des ODD dans les domaines de l'éducation, de la santé, des énergies renouvelables, des infrastructures etc. Pour réaliser ce plan, la BID a créé en 2018 le Fonds *Transform* doté de 500 millions de dollars pour le financement des innovateurs, centres de recherche et entrepreneurs, ainsi que la plateforme *Engage*. Elle a également mis au point un programme annuel de formation, de renforcement des capacités et d'aide à l'obtention de droits de propriété intellectuelle. Elle a établi un partenariat stratégique avec l'UNESCO et les profils STI ont été élaborés par l'Observatoire mondial des instruments de politique scientifique, technologique et d'innovation (GO-SPIN) de cette institution. La BID a également collaboré avec l'UNESCO pour appuyer des écosystèmes STI en Ouzbékistan et au Mozambique. Elle a organisé des conférences sur les STI au Sénégal, au Bangladesh, au Niger et au Royaume-Uni sous les auspices de chefs de gouvernements et de figures éminentes.

Question : Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans le monde est en constante augmentation et la majeure partie des réfugiés se trouve dans les pays membres de la BID. Quel est le rôle de la BID dans l'appui aux pays d'accueil des réfugiés ?

Réponse : Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées est effectivement en hausse. Aujourd'hui, les réfugiés sont au nombre de 79 millions, chiffre le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, la plupart d'entre eux étant concentrés dans

les pays membres de la BID parmi lesquels figurent les pays d'origine et d'accueil du plus grand nombre de réfugiés au monde. Cinq pays d'origine (Afghanistan, Myanmar, Somalie, Sud-Soudan et Syrie) dont trois membres de la BID comptent 68 % des réfugiés. Parmi les douze principaux pays d'accueil des réfugiés figurent huit pays membres de la BID. Sur les cinquante conflits armés dont le monde a été témoin en 2015, trente se sont produits dans des pays membres, entraînant des déplacements massifs et une grave crise humanitaire.

En fait, les conflits armés et les changements climatiques sont parmi les principales causes de l'accroissement du nombre de réfugiés et de personnes déplacées de force dans le monde. De nombreux pays membres de la BID sont exposés à l'impact des inondations, des tempêtes violentes et de la sécheresse. La perte d'emplois, la destruction de maisons, la fermeture d'écoles, la perturbation des services de base tels que l'eau et l'électricité, l'incertitude quant à l'avenir et un risque élevé de conflit font partie des conséquences matérielles de ces changements. Plus de 800 millions de personnes ont été touchées par des catastrophes naturelles dans les pays membres depuis 1970, dont plus de 50 millions au cours des trois dernières années seulement. L'extrême vulnérabilité aux risques naturels montre la nécessité d'investir dans le renforcement de la résilience et d'éviter de dépendre de l'assistance. En outre, le cadre de l'OCDE sur la fragilité, publié en 2020, indique que cinquante-sept pays, dont vingt-huit membres de la BID, souffrent d'une certaine forme de fragilité. Ce qui est nécessaire, c'est de construire des sociétés plus résilientes.

Le plan ou la politique d'aide de la BID aux pays fragiles confrontés au problème des réfugiés et des personnes déplacées repose sur quatre piliers, à savoir : (1) l'investissement dans la prévention ; (2) le passage du secours au développement ; (3) l'appui au redressement ; et (4) la mobilisation de ressources pour la résilience. Il est impératif de lier l'aide humanitaire au développement et à la consolidation de la paix dans le cadre d'une approche intégrée à long terme.

En partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale et les Nations Unies, la BID contribue au Mécanisme mondial de financement concessionnel, qui a jusqu'ici dégagé près de 600 millions de dollars à titre de subventions. L'objectif est de mobiliser 3 milliards de dollars pour des financements concessionnels au profit des réfugiés syriens et de leurs communautés d'accueil jordaniennes et libanaises, pour développer les services et infrastructures de base et favoriser la création d'emplois. La BID a également créé des mécanismes indispensables tels que le Fonds *Transform* dédié à l'innovation, au développement et à l'entrepreneuriat, le Fonds des soukous verts et le Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien. Nous avons également intégré la lutte contre les changements climatiques dans les opérations et les financements de la BID, ainsi que divers programmes comme *Reverse Linkage*, l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable, le Programme d'appui à la microfinance, le Programme d'éducation pour l'emploi, le Programme d'éducation pour la concurrence, le Programme d'alphabétisation professionnelle,

le Programme d'autonomisation économique des familles défavorisées, le Programme d'éducation pour les réfugiés et le Programme de bourses d'études.

La BID a participé aux efforts de résolution de la crise syrienne en menant des campagnes de secours et en finançant des projets de santé dans les zones abritant des personnes déplacées à l'intérieur du pays et dans les pays voisins, par l'intermédiaire d'organismes des Nations Unies et d'organisations internationales de la société civile. Nous avons réalisé un certain nombre de projets, notamment la réhabilitation d'écoles en Syrie, la construction de nouvelles écoles, le financement de l'impression et la distribution de manuels scolaires et l'organisation de cliniques mobiles dans les écoles pour soigner les enfants. La BID a également réussi à attirer d'autres partenaires. Elle a contribué à hauteur de 100 millions de dollars au Projet de santé d'urgence en Jordanie dans le cadre du Mécanisme mondial de financement

concessionnel, pour faire face aux difficultés liées à la crise des réfugiés syriens. Elle a également financé un projet de renforcement des capacités du secteur de la santé au Liban pour permettre aux citoyens à faible revenu et aux réfugiés syriens d'accéder aux services de soins de santé primaires.

Au Yémen, la BID a été l'une des premières organisations internationales à répondre aux appels à l'aide et à la reconstruction. Le Groupe de la BID a contribué au financement de nombreux projets de santé, d'éducation et de développement rural. En collaboration avec le Centre Roi Salman d'aide humanitaire et de secours (*KSRelief*), elle œuvre à la mise en œuvre du Programme de développement, de soutien et de réhabilitation d'urgence. *KSRelief* est l'un des principaux donateurs du Fonds *Lives & Livelihoods* doté de 2,5 milliards de dollars et lancé par la BID et ses partenaires pour aider les personnes les plus pauvres dans les pays membres. La BID collabore également avec le



Programme saoudien de développement et de reconstruction du Yémen, qui déploie de gros efforts pour apporter un soutien économique et social au peuple yéménite. En Somalie, malgré l'éclatement de la guerre civile depuis 1991, la BID poursuit ses activités avec un certain nombre de projets dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique et de l'assainissement.

La BID a l'intention de travailler avec les gouvernements et les organisations de la société civile pour soutenir des programmes visant à aider les réfugiés des pays membres qui se sont déplacés vers des pays occidentaux. Ce soutien prendra la forme de programmes éducatifs et de formation professionnelle, en particulier dans les premières phases de l'arrivée des réfugiés. Cette initiative, dans laquelle la priorité est donnée aux femmes et aux enfants, a été discutée avec une association importante au Royaume-Uni et avec le maire de Londres. La BID entreprendra l'élargissement de la portée de ces programmes afin d'inclure les communautés musulmanes de nombreux pays non membres.

La BID réaffirme son engagement à soutenir les efforts déployés à l'échelle régionale et mondiale pour renforcer le lien entre la paix, les secours et le développement. Elle continuera à jouer le rôle de pourvoyeur de financement et de catalyseur par le biais du réseau des acteurs du développement, en aidant à la mobilisation de ressources à la faveur de mécanismes innovants et de conditions concessionnelles afin de réaliser la vision commune de « paix et développement pour tous ».

Question : Dans une initiative remarquable, la BID a récemment émis deux types de soukook : les soukook verts et les soukook de durabilité. Quels projets ont été ou seront financés par le produit de ces émissions ? Et comment voyez-vous l'avenir du marché mondial des soukook et du secteur bancaire islamique en général à la lumière de la révolution fintech ?

Réponse : La BID a commencé à émettre des soukook en 2003. Le volume des soukook émis depuis lors est d'environ 33 milliards de dollars. Elle émet ces soukook afin d'accroître sa capacité à mobiliser des ressources pour financer des projets de développement dans les pays membres, consolider son avance sur les marchés financiers mondiaux et développer ces marchés. Le produit de ces soukook est utilisé pour financer des projets dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, de l'énergie, des routes, de la santé, de l'éducation etc.

En 2019, la BID a émis les premiers soukook verts de son histoire, d'une valeur de 1 milliard d'euros. Le produit de cette émission a été utilisé pour financer une série de projets liés aux changements climatiques, aux énergies renouvelables, aux modes de transport ayant un impact réduit sur l'environnement, à l'amélioration de l'efficacité énergétique, à la gestion de l'eau et à l'assainissement. Il s'agissait des premiers soukook notés « AAA » sur les marchés financiers internationaux. En juin 2020, après l'apparition de la pandémie à coronavirus, la BID a émis les premiers soukook de durabilité de son histoire, d'une valeur de 1,5 milliard de

dollars, pour financer des projets sociaux dans les pays membres afin de promouvoir les soins de santé et la création d'emplois. Il s'agissait des premières émissions de ce type liées à la pandémie à coronavirus sur les marchés financiers mondiaux et elles ont confirmé le leadership de la BID sur le marché des soukook.

La créativité et l'innovation sur le marché des soukook ont marqué ce marché de manière indélébile. Par exemple, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) a émis des soukook qui ont permis de lever plus de 500 millions de dollars pour la protection de dizaines de millions d'enfants contre des maladies évitables, ce qui reflète véritablement l'énorme impact social des investissements dans ces instruments. Nous pouvons faire davantage.

Je ne voudrais pas que la finance islamique soit perçue comme étant destinée aux seuls musulmans. C'est plutôt un moyen de faire des investissements éthiques dans des projets durables au profit des musulmans comme des non-musulmans. Les investisseurs du monde entier cherchent des investissements qui offrent des rendements et une durabilité. La finance islamique a fait ses preuves en matière de promotion de l'impact financier, économique et social, ainsi que d'inclusion financière. Dans ce contexte, le Royaume-Uni a été le premier pays non musulman à émettre des soukook en 2014. La banque britannique Al Rayan a été la première au monde à émettre des soukook publics dans un pays non musulman. Le Royaume-Uni compte désormais cinq banques islamiques à part entière, et 20 autres qui disposent de guichets de produits islamiques. En outre, la Grande-Bretagne est un pôle important pour les compagnies d'assurance conformes à la charia, les gestionnaires d'actifs et de nombreuses sociétés de conseil islamiques. Tous les soukook de la BID sont émis et enregistrés à la Bourse de Londres. La *Financial Conduct Authority* – FCA (autorité de réglementation du secteur financier du Royaume-Uni) a autorisé les soukook de la BID en tant qu'instruments de revenu financier liquide. Ces soukook sont reconnus par la Banque d'Angleterre comme une garantie de rachat qualifiée pour les opérations de la BID. Ils sont également reconnus par le Comité de Bâle pour le contrôle bancaire et la Commission des Communautés européennes, qui considèrent la BID comme une banque de développement à risque zéro.

La finance islamique et les soukook en particulier ont un énorme potentiel de croissance. Le secteur bancaire islamique a connu une croissance mondiale de 20 % au cours de la dernière décennie, pour atteindre environ 3.500 milliards de dollars, et le marché des soukook connaît lui aussi une croissance rapide.

La BID a organisé la première conférence sur les soukook à la Bourse de Londres en 2018, à laquelle ont participé d'éminentes personnalités britanniques du gouvernement et du secteur financier bancaire, notamment M. John GLEN, secrétaire économique au Trésor et ministre de la Ville, M. Sajid JAVID, secrétaire d'État au logement, aux communautés et au gouvernement local, M. Nikhil RATHI, directeur général de la FCA et Sir Peter ESTLIN, adjoint au maire de la City of London Corporation.

La BID a également organisé la deuxième conférence sur les soukous au Luxembourg en 2019, en collaboration avec le ministère des Finances de ce pays. Elle mène également des campagnes de promotion pour sensibiliser les investisseurs du monde entier, en ciblant en particulier les banques centrales et les institutions d'investissement.

La fintech a suscité un grand intérêt auprès des entreprises britanniques et américaines, compte tenu de la révolution numérique à laquelle le monde assiste actuellement. On compte vingt-sept entreprises en Grande-Bretagne, neuf aux États-Unis d'Amérique, quinze aux Émirats arabes unis, neuf en Arabie saoudite et treize en Indonésie. De nombreuses plateformes numériques ont également été lancées, comme MyAhmed, une plateforme de monnaie électronique inscrite au titre du FAC Regulatory Sandbox, la plateforme de prêt islamique Qardus et la plateforme de commerce de l'or conforme à la charia.

Il existe des initiatives visant à lancer des banques numériques conformes à la charia. La plateforme Wahed Invest compte plus de 150.000 clients répartis dans 130 pays ; elle est évaluée à environ 100 millions de dollars. Elle cherche à devenir le premier détaillant de produits financiers conformes à la charia. Dans ces évolutions rapides et successives de la fintech, l'Institut de la BID a lancé un certain nombre

d'initiatives en vue de jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. En outre, la BID a créé en Malaisie un centre d'excellence axé principalement sur la finance islamique, les STI et les interventions *Reverse Linkage* pour accompagner le secteur financier et bancaire des pays membres. Elle a également créé des incubateurs à l'Université Mohammed V de Rabat au Maroc, et à Jakarta en Indonésie.

La BID a récemment publié un rapport exhaustif sur l'avenir de la finance, dont une partie est consacrée à la finance islamique à la lumière des évolutions technologiques rapides stimulées par l'industrie 4.0 et ses diverses applications en matière de fintech, de chaînes de blocs, etc. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, la Malaisie et l'Iran sont les principaux marchés de ce secteur. En fait, l'Arabie saoudite est considérée comme l'un des meilleurs marchés et un pays à l'avant-garde de la fintech, avec un marché estimé à 18 milliards de dollars, qui devrait atteindre 47 milliards dans les quatre prochaines années.

Question : Récemment, on a observé un regain d'intérêt des investisseurs pour des institutions respectueuses des normes environnementales, sociales et de gouvernance. Dans quelle mesure la BID adhère-t-elle à ces normes ? Pouvez-vous nous donner des exemples ?



Réponse : La BID a lancé un certain nombre d'initiatives qui traduisent sa volonté de se conformer aux normes environnementales, sociales et de gouvernance dans ses différentes opérations et ses activités, et son engagement envers ces normes lui offre de plus grandes opportunités de croissance, car le nombre d'investisseurs et de partenaires qui souhaitent produire un impact environnemental et social en sus de la rentabilité, augmente au niveau mondial et perçoit favorablement une institution qui respecte ces normes. Je ne veux pas répéter ce que j'ai mentionné plus tôt concernant les efforts déployés par la BID pour lutter contre les changements climatiques et sa récente émission de soukook de durabilité (lesquels ont été affectés aux secteurs sociaux à la suite de l'apparition de la pandémie à coronavirus) et de soukook verts, ainsi que le lancement de plus d'une vingtaine de politiques sectorielles.

Outre ce qui précède, quelques exemples peuvent être donnés pour confirmer l'engagement de la BID envers les normes sociales, environnementales et économiques.

- ▶ La BID a créé un fonds pour l'élimination du choléra, l'approvisionnement en eau et l'hygiène, et ce en coopération avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le fonds vise à mobiliser 150 millions de dollars sous forme de subventions auprès des donateurs. La BID fournira des garanties remboursables d'un montant de 100 millions de dollars, mais ses propres ressources ne seront pas allouées, ce qui lui permettra d'économiser des fonds qui pourraient être orientés vers d'autres projets et, parallèlement, d'apporter son assistance à vingt-neuf pays membres dans la lutte contre le choléra et avoir un impact positif sur la vie de cinq millions de personnes. Elle contribuera également à la réalisation des Objectifs de développement durable, à savoir l'ODD 3 pour la santé, l'ODD 5 pour l'égalité des sexes, l'ODD 6 pour l'eau et l'assainissement et l'ODD 17 pour les partenariats, ainsi qu'à la mise en œuvre de la feuille de route pour éliminer le choléra et réduire les décès de 90 % à l'horizon 2030. De nombreux philanthropes du secteur privé ont manifesté leur intérêt pour le fonds, et il convient de noter que la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a une longue expérience sur le terrain, ayant servi trente-six millions de personnes grâce à des programmes similaires depuis 2005, mais elle n'a pas la capacité de créer seule des fonds.
- ▶ Le Fonds philanthropique islamique mondial pour l'enfance est un fonds d'affectation spéciale créé par la BID en coopération avec l'UNICEF dans l'objectif de mobiliser le financement social et islamique pour soutenir les enfants dans des situations d'urgence, l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la nutrition. *KSRelief* et la Fondation Abdulaziz Al Ghurair des Émirats arabes unis ont contribué au Fonds. Le Fonds apportera son appui sous forme de subventions et ses ressources pourront être associées aux Ressources ordinaires en capital de la BID. Quelque 90 % des ressources du Fonds seront allouées aux pays membres les moins avancés. Doté de 250 millions de dollars, le fonds dispose d'un guichet philanthropie et d'un guichet zakat, et opère sous la supervision de la BID et des donateurs.
- ▶ Le Fonds pour la nutrition de la BID et du Programme alimentaire mondial (PAM) est un fonds d'affectation spéciale multidonateurs qui tire ses ressources de la zakat et de la philanthropie. Il a été créé dans le but de lutter contre la malnutrition aiguë et chronique, d'assurer l'alimentation des nourrissons et des enfants, et de promouvoir les ODD 3, 2 et 17.
- ▶ Le Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien a été créé par la BID après la réussite remarquable du Programme d'autonomisation économique des familles palestiniennes démunies, grâce au microfinancement islamique axé sur l'autonomisation. Il fournit un ensemble intégré de services financiers et non financiers. Le fonds a réussi à allier des facteurs d'impact économique, social et de gouvernance. Il entend accompagner 300.000 familles palestiniennes et améliorer leurs conditions et leur qualité de vie, mais aussi à promouvoir une vie productive et l'égalité sociale.
- ▶ Le Fonds de lutte contre le cancer du sein et du col de l'utérus est un fonds conjoint de la BID et de l'AIEA. Les deux institutions ont convenu de créer un fonds qui met l'accent sur les projets en premier lieu, et non l'approche traditionnelle qui consiste à mobiliser d'abord les ressources, puis préparer les projets. L'objectif du fond est de sauver les femmes des cancers du sein et du col de l'utérus, en offrant des soins de santé abordables et accessibles, suivant le modèle de partenariat public-privé philanthropique pour les personnes, appelé modèle des 5P. Le Fonds vise à intensifier la lutte contre ces cancers féminins par la détection précoce, le diagnostic et le traitement. Cette approche permet aux pays à revenu faible et intermédiaire de juguler les maladies et la mortalité. Outre la BID, le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID) et d'autres institutions du secteur privé, dix-sept pays ont contribué au fonds.

Question : Il apparaît que dans les pays en développement, le secteur à but non lucratif joue un rôle très modeste dans le développement en comparaison avec les pays industrialisés. La BID entend-elle aider les pays membres à renforcer ce rôle pour une plus grande participation au développement socio-économique ?

Réponse : Dans les pays développés il existe trois secteurs : le secteur public, le secteur privé et le secteur à but non lucratif, qui sont à la fois financièrement robustes, structurellement forts, et complémentaires. Dans ces pays, la contribution moyenne du secteur à but non lucratif au PIB mondial est d'environ 6 %, contre moins de 1 % dans les pays en développement. En outre, dans la plupart des pays en développement, le secteur public est en léthargie, le secteur privé faible et le secteur à but non lucratif inexistant ou très faible. Dans certains de ces pays, le secteur à but non lucratif fait face à des problèmes financiers, législatifs et réglementaires, tandis que ses activités ne sont pas diversifiées, la plupart étant axées sur la bienfaisance et l'assistanat, non le développement. Des pays membres ont lancé des programmes de transformation et de réforme économique, mais il demeure que ces programmes

se focalisent sur les secteurs public et le secteur privé. Par conséquent, ils font face à des difficultés car le basculement vers l'économie de marché en l'absence d'un secteur à but non lucratif robuste n'est pas sans effets négatifs en raison des distorsions du système de marché. Par conséquent, l'une des principales raisons de l'intérêt accordé au secteur à but non lucratif est le désir de pallier les insuffisances créées par le système de marché. C'est pourquoi dans la conception du nouveau modèle d'entreprise de la BID, nous avons tenu à la prise en considération des trois secteurs et à leur intégration de manière à favoriser l'inclusivité, l'autonomisation, l'intégration, la durabilité et à tirer parti de mécanismes de financement social islamique tels que la zakat, la sadaqa et le waqf.

Je reviens maintenant à l'appui de la BID aux pays membres pour renforcer le rôle du secteur à but non lucratif. En fait depuis sa création, la BID joue un rôle de premier plan dans le développement du secteur du waqf. Puisque nous parlons des réalisations enregistrées entre 2017 et 2020, il convient de mentionner ce que la BID a accompli à cet égard au cours des cinq dernières années.

1. Comme je l'ai souligné tantôt, le principal objectif du Programme quinquennal du Président est de permettre aux pays membres d'édifier des économies durables,

diversifiées et résilientes. La transformation et la réforme économiques exigent un secteur public, un secteur privé et un secteur à but non lucratif robustes. L'intégration de ces trois secteurs est la valeur ajoutée que le Programme quinquennal du Président entend apporter. La BID joue le rôle de catalyseur, de facilitateur et de maillon reliant ces secteurs. Nous avons œuvré à la concrétisation de cette vision par le biais d'un certain nombre d'initiatives, dont la plus importante est de passer clairement ce message aux plus hautes autorités dans les pays membres. Lors de visites dans ces pays, j'ai rencontré plusieurs gouverneurs (ministres des Finances) et parfois des chefs d'État, que j'ai informés des différents programmes de la BID, notamment le développement du secteur à but non lucratif. Au cours de ma visite en République d'Ouzbékistan en septembre 2018 par exemple, j'ai eu l'honneur de rencontrer le Président de la République, S.E. M. Shavkat MIRZIYOYEV, qui m'a fait part de sa volonté de rompre avec l'économie socialiste pour introduire un modèle axé sur le marché, ainsi que des programmes déployés pour renforcer les institutions exécutives et législatives, édifier et développer un secteur privé solide. Il suivait personnellement la mise en œuvre de ces programmes. Je lui ai souligné l'importance que revêt la création d'un secteur waqf en



appoint aux efforts du gouvernement et du secteur privé. Il s'est réjoui de cette idée et une mission technique de la BID fut dépêchée en Ouzbékistan pour discuter de la question avec les fonctionnaires des ministères compétents. Une assistance financière fut accordée pour effectuer les études nécessaires.

Lors de ma visite en République du Niger en janvier 2019, j'ai eu l'honneur de rencontrer l'ancien président S.E. M. Mouhamadou ISSOUFOU. Durant l'audience qu'il m'a accordée, je l'ai informé des visites que j'avais effectuées dans des écoles de la capitale et de certains villages, et lui ai fait part de mon point de vue selon lequel le développement des secteurs de l'éducation et de la santé au Niger nécessitait des fonds au-dessus des capacités de la BID et d'autres institutions financières internationales, tandis que les ressources du secteur public étaient limitées. Je lui ai donc suggéré la création d'un secteur waqf en complément du rôle du gouvernement dans la promotion du développement socio-économique, et exprimé la disposition de la BID à apporter son appui à cet égard. Il a donné une suite favorable à la proposition, et le même jour j'ai demandé au bureau de la BID à Dakar (Sénégal) d'envoyer une mission au Niger pour partager l'expérience du Sénégal que la BID a accompagné dans la création de waqfs. Une assistance financière a été accordée pour effectuer les études nécessaires. La mission a préparé des lois et des règlements pour le secteur et aidé à la création d'une institution waqf dont la gestion est confiée à un expert de la BID. Une autorité suprême du waqf a été créée et sa présidence est confiée à Dr Hamid ALGABID, ancien Secrétaire général de l'OCI (1989 à 1996) et ancien Premier ministre du Niger (1983 à 1988).

Lors de ma visite en Guinée, j'ai également eu l'honneur de rencontrer le Président de la République S.E. M. Alpha CONDÉ, et d'avoir avec lui une discussion exhaustive sur l'importance qu'il y avait à lancer en Afrique un programme de sensibilisation et d'éducation sur le rôle du waqf dans le domaine du développement socio-économique. Il a salué l'idée et appelé à l'organisation d'une grande conférence sur le waqf à laquelle participeraient des chefs d'État africains et toute autre partie prenante. La conférence a été organisée en janvier 2019 par la BID, en collaboration avec le ministère des Finances.

2. La BID intervient dans cinquante-sept pays membres et auprès des communautés musulmanes établies dans des pays non membres. Elle entend y développer le secteur à but non lucratif et tirer parti des expériences réussies dans les pays industrialisés. C'est ainsi qu'est née l'idée de créer un cadre pratique de coordination institutionnelle entre les institutions waqf des pays membres, dans le but de mettre en place une instance spécialisée pour renforcer leurs capacités et leur fournir les informations et l'expertise nécessaires, promouvoir l'innovation, utiliser les technologies modernes dans la gestion et l'investissement des actifs waqf et renforcer les capacités individuelles. La création d'un centre d'excellence mondial pour le waqf répond à cette vision. Le centre offrira un cadre de coordination unifié entre les institutions concernées par le waqf dans le monde, qui leur permettra

de forger un partenariat efficace, renforcer leur efficacité, éviter la dispersion des efforts, mettre au point un système législatif, transférer l'expertise et l'expérience pionnière dans la gestion et l'investissement du waqf, et promouvoir la recherche scientifique et les efforts d'application pratique. Le centre servira également de référence pour les informations fiables sur les waqf afin d'opérationnaliser leur rôle de développement. Il s'emploiera à :

- ▶ créer une plateforme waqf mondiale numérique et interactive de collecte d'informations dispersées pour les mettre à disposition dans une base de données unique, et fournir aux décideurs des données fiables sur divers aspects du waqf ;
- ▶ lancer un forum annuel sur le waqf réunissant les parties prenantes de tous les pays du monde pour discuter de questions portant sur le waqf, suggérer des solutions appropriées, partager les expériences réussies et proposer des initiatives apportant une valeur ajoutée. Par la grâce d'Allah, le forum sera similaire à celui de Davos ; et
- ▶ se constituer en pôle d'expertise mondial en matière de waqf, qui assure la coordination entre les institutions, consolide les efforts, contribue à la commercialisation des programmes et projets, et apporte aux institutions de waqf un appui technique pour le renforcement des capacités de leurs ressources humaines et de leur architecture institutionnelle. Al-Madina Al-Mounawara a été choisie pour abriter le siège du Centre mondial du waqf pour avoir été le lieu de lancement du premier waqf en l'islam, et en tant que capitale du waqf.

3. Nous avons porté le capital du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) de 100 à 500 millions de dollars, et réussi à attirer cinq nouveaux partenaires. Le capital souscrit est donc passé de 76,41 à 98,57 millions de dollars. Avec les trois nouvelles participations prévues, il devrait enregistrer une hausse de 17 millions de dollars. Il y a lieu de rappeler que le FIBA a été créé dans le but de développer les biens immobiliers waqf présentant des avantages économiques et sociaux dans les pays membres et au sein des communautés musulmanes établies dans des pays non membres. À cet égard, il convient de souligner un point important, à savoir l'amendement des règles régissant le FIBA pour ajouter l'investissement dans des secteurs autres que l'immobilier comme l'industrie, l'agriculture, etc., car la limitation du waqf aux actifs immobiliers réduit l'offre d'emplois ainsi que l'impact social et environnemental.

4. La BID a lancé deux initiatives de partenariat avec deux organismes des Nations Unies. La première est avec l'UNICEF qui est la plus grande organisation internationale œuvrant pour l'enfance. Dans ce cadre, un fonds a été créé pour mobiliser les ressources de la zakat et les fonds de bienfaisance et les orienter vers la réalisation des ODD relatifs aux enfants. *KSRelief* et le Fonds Abdul Aziz Al Ghurair ont rejoint ce nouveau fonds. Je saisis cette occasion pour les remercier de leurs initiatives pionnières. La deuxième initiative porte sur le lancement d'un dialogue mondial sur le rôle de la finance islamique sociale (zakat, sadaqa et waqf) dans la réalisation des ODD. Dans ce contexte, il convient de noter que les fonds zakat dans le monde sont estimés

aujourd'hui à environ 300 milliards de dollars. Cette initiative a été entreprise en coordination entre la BID et le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) sous les auspices de la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, Mme Amina MOHAMMED, pour soutenir les efforts visant à financer le rétablissement suite à la pandémie à coronavirus qui a plongé des millions de personnes dans l'extrême pauvreté.

Question : L'un des objectifs du Programme quinquennal du Président est d'aider les pays membres à mettre en œuvre l'accord de Paris (sur les changements climatiques). Quelles sont les mesures prises par la BID à cette fin ?

Réponse : Les pays membres de la BID sont les plus exposés aux catastrophes naturelles causées par les changements climatiques, comme les cyclones, les sécheresses et les inondations. Certaines scènes de catastrophes sont encore vivaces dans les esprits. Lorsque les catastrophes frappent les pays pauvres qui ont des infrastructures fragiles et dépendent de l'agriculture et du tourisme, elles accentuent

la pauvreté, la faim et les déplacements de population, et créent des problèmes économiques, sociaux et de sécurité. C'est pourquoi la BID a intégré les changements climatiques dans ses priorités au cours des cinq dernières années. À cet égard, elle a pris un train de mesures visant à aider ses pays membres à mettre en œuvre l'Accord de Paris, améliorer les conditions de vie et réduire les émissions, notamment :

- ▶ la création en 2018 d'un département dédié dénommé « Résilience et Développement social ». Ce département compte trois divisions chargées respectivement de la fragilité, des changements climatiques et de la gestion des risques de crise. Il a mis au point des stratégies, politiques et plans visant à renforcer la résilience des pays membres par rapport à l'atténuation des catastrophes nées des changements climatiques et le rétablissement après leur survenance ;
- ▶ l'émission de soukous verts pour un montant de 1 milliard de dollars, dans ce qui a été la toute première initiative de financement de projets écologiques par la BID dans les pays membres ;



- ▶ l'affectation de 35 % des approbations au financement de projets respectueux de l'environnement pour les cinq prochaines années. Le volume global des financements consacrés au secteur des énergies renouvelables est d'environ 3,4 milliards de dollars ;
- ▶ l'entrée en partenariat avec des institutions internationales dont *Sustainable Energy For All* (Énergie durable pour tous) avec qui un accord de partenariat a été signé pour le lancement du Centre de l'Énergie durable pour tous (*Sustainable Energy For All Centre*) au Moyen-Orient
- ▶ l'accueil d'une plateforme pour les pays membres voulant accélérer la réalisation des ODD en matière d'énergie. La plateforme lancée lors de la Réunion annuelle de la BID tenue en 2018 se veut un mécanisme de mobilisation et de sensibilisation des entreprises pour la réalisation de l'ODD 7 ;
- ▶ la coopération avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CE- SAO) sur la publication d'un rapport de suivi des progrès enregistrés par les pays arabes pour la réalisation de l'ODD relatif à l'énergie. Le rapport a été publié en marge de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue en décembre 2019 à Madrid. C'est un instrument important permettant aux pays arabes de promouvoir des politiques axées sur la sécurité énergétique et de renforcer la résilience face aux changements climatiques ;
- ▶ la participation à l'organisation d'ateliers et séminaires sur l'énergie renouvelable ;
- ▶ l'adhésion récente au Réseau d'action pour les énergies renouvelables (REN21), une organisation tournée vers le partage de connaissances dans le secteur des énergies renouvelables et la mise au point de stratégies adaptées. Elle réunit des institutions internationales, universitaires et du secteur privé ;
- ▶ le financement de projets PPP d'énergies renouvelables pour promouvoir l'entrée du secteur privé dans ce domaine ; et
- ▶ l'incitation faite aux pays membres d'augmenter la part des énergies renouvelables dans leur bouquet énergétique.

Bien qu'énormes, les défis peuvent être transformés en opportunités rentables sur les marchés des pays membres forts de 1,7 milliard de personnes - 2,2 milliards à l'horizon 2030 selon les estimations - et d'une valeur de 7.000 milliards de dollars. Dans les domaines de la technologie et de l'innovation, il y a une course effrénée vers la réduction des coûts des énergies renouvelables et le renforcement de leur efficacité. Dans ce contexte, la BID a lancé le Fonds *Transform* doté de 500 millions de dollars, en vue de stimuler l'innovation dans certains domaines comme les énergies renouvelables, les villes intelligentes et l'environnement. Ce fonds a déjà financé plusieurs projets. Par ailleurs et outre les soukous verts, la BID travaille sur

le lancement de nouveaux mécanismes de financement à même d'attirer des investisseurs.

Nous travaillons sur des projets écologiques qui vont attirer des investisseurs dans un proche avenir, tout en continuant d'aider nos pays membres à mettre au point les législations pertinentes, partager les expériences réussies, et élargir leurs partenariats avec les BMD, le secteur privé, les organisations de la société civile, les universités et centres de recherche. Les pays du G20, c'est-à-dire les pays industrialisés qui représentent 80 % de l'économie mondiale, ont la lourde responsabilité de mettre en œuvre l'accord de Paris sur les changements climatiques.

Question : Que se serait-il passé si la BID n'avait pas opéré sa mue et lancé un nouveau modèle d'entreprise ?

Réponse : Nous vivons dans un monde en évolution rapide où les STI, les plateformes électroniques, les robots et les mégadonnées sont en pleine expansion. Des millions de jeunes hommes et de jeunes femmes arrivent chaque année sur le marché du travail. Certains emplois disparaissent et d'autres sont créés. Le pays, l'institution ou l'entreprise qui ne se renouvelle pas et n'adapte pas son modèle d'entreprise, se verra dépassé et finira par disparaître. Dans ce contexte, les chiffres concernant les pays en développement sont inquiétants et appellent notre intervention rapide. En effet, plus de 800 millions de personnes dans le monde vivent en dessous du minimum vital, et le nombre d'enfants non-scolarisés dans le monde est de 57 millions. Environ 2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, à l'électricité et à l'assainissement. Le développement de la technologie et des connaissances aggrave la fracture entre les pays du Nord et ceux du Sud. Le financement nécessaire pour les projets d'infrastructure dans les pays en développement est passé de milliards à des milliers de milliards. Bien entendu, si face à ces problèmes et à d'autres, le même modèle d'entreprise est appliqué, les mêmes résultats seront obtenus.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face à deux options : la fragilité ou la prospérité. Si les pays membres continuent de dépendre des dépenses publiques et d'exporter des matières premières sans améliorer les cadres réglementaires, renforcer la transparence et les capacités, consolider la gouvernance, intégrer les femmes et les jeunes dans le développement, affermir le rôle du secteur privé et accroître l'efficacité de la gestion, le résultat inévitable sera l'augmentation du chômage, l'accroissement des taux de pauvreté, l'immigration clandestine et la fragilité économique. Quant à la deuxième option, celle de l'avenir prospère, elle est l'objectif fondamental du nouveau modèle d'entreprise de la BID, qui considère cette dernière le partenaire des pays membres et non un simple pourvoyeur de financement. La relation entre les deux parties se projette sur le long terme, avec comme objectif ultime l'autonomisation et une croissance durable et plus inclusive.

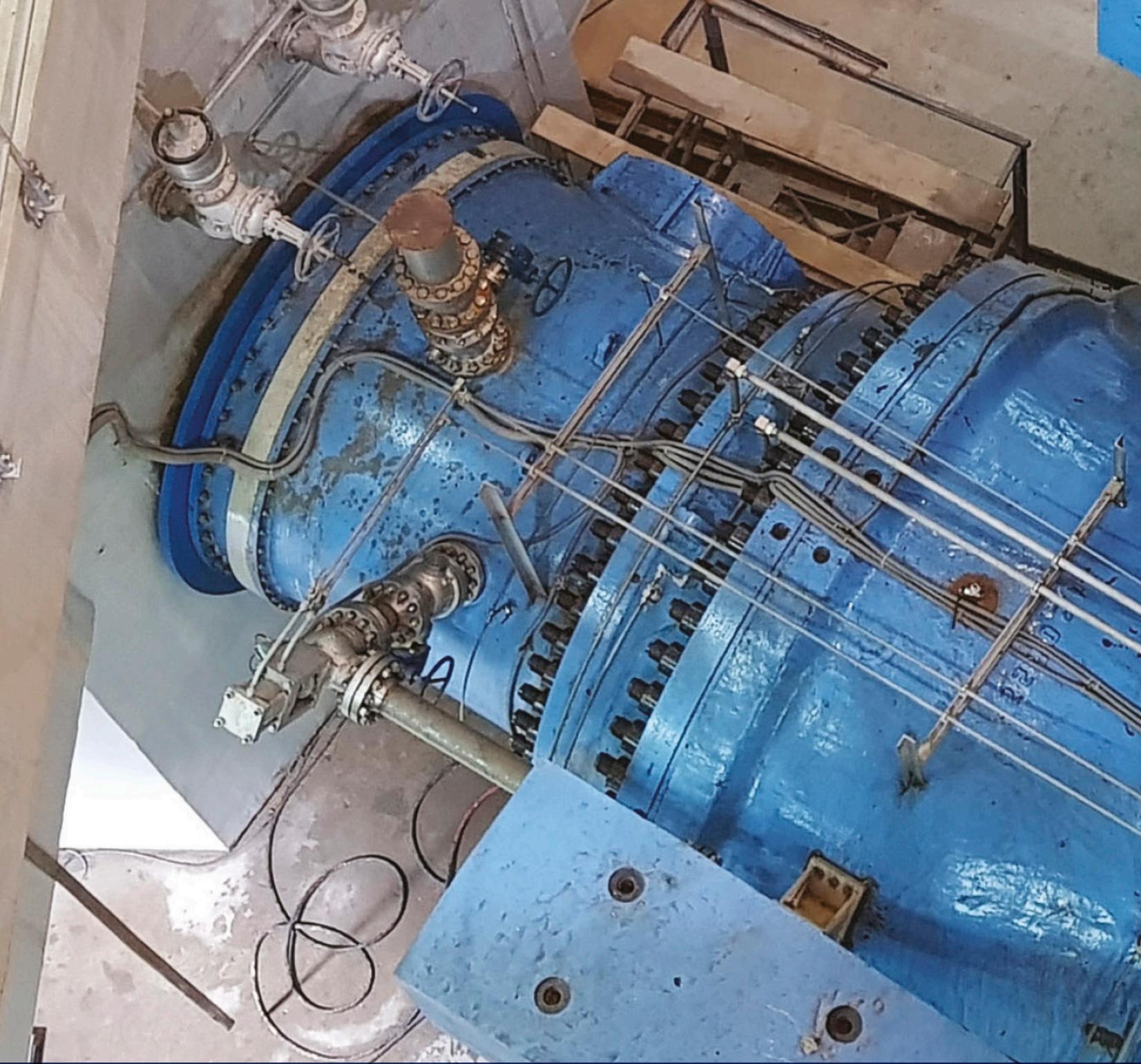


**MENER LES ACTIVITÉS
AUTREMENT**

Introduction

Les pays membres sont confrontés à des défis complexes et multidimensionnels et requièrent donc des services à valeur ajoutée complets qui vont au-delà du simple financement. L'ambition du Groupe de la BID est de devenir l'institution de choix pour la structuration et le financement de projets dans les pays membres. Il se veut un conseiller de confiance dans la conception de programmes de développement complets.

Dans le cadre du processus d'alignement de ses opérations sur ce nouveau modèle d'entreprise, la BID intègre trois objectifs de développement, six domaines de résultats opérationnels, six éléments de performance, ainsi que la contribution des partenaires pour accroître l'ampleur, l'orientation et la profondeur de l'impact sur le terrain. Le principe fondamental est de créer avec les partenaires des solutions complètes et adaptées qui s'attaquent aux causes profondes, et pas seulement aux symptômes, face aux besoins de développement soulevés par les bénéficiaires eux-mêmes.



Bâtir les infrastructures



Politique du secteur de l'agriculture et du développement rural

La politique du secteur de l'agriculture et du développement rural définit des orientations stratégiques pour l'investissement par la BID dans le secteur.

OBJECTIF

- ▶ Les pays membres à vocation agricole (essentiellement tournés vers la production de produits agricoles, l'élevage et l'aviculture, l'apiculture, la pêche et l'aquaculture) où le secteur est le principal pourvoyeur de l'économie, font face à de nombreux défis, notamment :
 - l'extrême pauvreté chronique ;
 - la malnutrition et la faim ;
 - une faible productivité agricole et l'incapacité à répondre à une demande alimentaire toujours plus forte, particulièrement en Afrique subsaharienne ;
 - l'accès limité au marché ;
 - le gaspillage et les pertes alimentaires incessants ;
 - les faibles niveaux de technologie agricole et les infrastructures rurales limitées telles que les voies d'accès, les installations de stockage et un approvisionnement énergétique fiable, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne ; et
 - une coordination institutionnelle et politique inappropriée.

La politique favorise les projets et programmes qui ont une approche intégrée de l'agriculture et du développement rural, en améliorant l'accès aux services de base, aux infrastructures et aux débouchés économiques.

- ▶ Par sa politique sectorielle pour l'agriculture et le développement rural, la BID appuie les efforts déployés par ses pays membres pour améliorer la sécurité alimentaire grâce au développement rural et agricole, et ainsi favoriser la croissance économique rurale et la création d'emplois. Dans ce cadre, ses interventions sont axées sur :
 - la commercialisation de la petite agriculture ;
 - la création de chaînes de valeur agricoles ; et
 - l'incitation à l'implication du secteur privé.
- ▶ Dans la Stratégie décennale de la BID, l'inclusion, la connectivité et la croissance du système de finance islamique sont considérées comme les principaux objectifs stratégiques de développement de l'institution. La politique tient compte de ces objectifs, en ciblant une agriculture et un développement rural durables, résilients et équitables par la création de chaînes de valeur viables et rentables et la promotion d'une finance islamique innovante.
- ▶ Pour atteindre ses objectifs, la politique met l'accent sur :
 - la réduction de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire ;
 - le renforcement des partenariats public-privé en vue d'atteindre l'objectif global d'une agriculture et d'un développement rural durables, inclusifs et équitables ; et
 - la création d'opportunités d'emploi rural dans l'agriculture, notamment chez les femmes et les jeunes, et dans l'économie rurale non agricole.

MÉTHODE

- ▶ La politique :
 - s'applique à tous les projets, programmes et initiatives financés par la BID dans le secteur, offrant une plateforme pour les synergies au sein de la Banque afin d'obtenir l'impact souhaité sur le développement tout en optimisant l'efficacité ; et
 - permet à la BID de forger des partenariats ciblés avec des acteurs du développement,





notamment les BMD, les organisations de la société civile et le secteur privé.

- ▶ La politique s'articule autour des principes suivants :
 - **Synergie et complémentarité** - La préférence sera donnée aux prêts à des projets intégrés ayant des volets complémentaires pour répondre aux besoins socio-économiques des communautés rurales.
 - **Approche de la chaîne de valeur et participation du secteur privé** - Les financements de la BID porteront sur des projets et programmes axés sur les chaînes de valeur (modèle de marché d'entrées-sorties), encourageant le secteur privé à jouer un rôle essentiel dans le développement durable en favorisant la recherche, la diffusion et l'adoption des technologies.
 - **Science, technologie et innovation** - La BID encouragera les projets et programmes présentant des modèles de développement innovants axés sur la recherche ou un potentiel de transfert de technologie. La coopération Sud-Sud et les interventions *Reverse Linkage* peuvent également jouer un rôle.
 - **Différenciation régionale** - Elle reflète la diversité des enjeux et des priorités des cinquante-sept pays membres, ainsi que la variété de leurs ressources, de leurs structures socio-économiques et de leurs stades de développement. Une attention particulière sera accordée aux régions les plus vulnérables.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Les réalisations visées sont fonction des facteurs suivants :
 - **Instauration d'une agriculture résiliente et climato-intelligente** - Encourager une agriculture intelligente face au climat qui renforce la résilience et améliore la productivité, en accordant une attention particulière à la résilience dans les pays fragiles à haut risque et à faible capacité.
 - **Amélioration de l'accès à des marchés rémunérateurs** - Améliorer les infrastructures de marché et promouvoir des relations solides entre agriculteurs et acheteurs qui facilitent la commercialisation des produits de l'agriculture de subsistance, en comblant le fossé entre les femmes et les hommes dans les rôles productifs et sociaux des chaînes d'approvisionnement.
 - **Promotion d'approches inclusives, durables et intégrées** - Adopter une approche intégrée de l'agriculture et du développement rural en améliorant l'accès aux services de base, aux infrastructures et aux débouchés économiques.
 - **Amélioration de l'accès aux produits et services financiers islamiques** - Encourager le développement de produits de microfinance islamique qui répondent aux besoins des petits exploitants et des petites et moyennes entreprises dans le cadre du développement rural ; favoriser un environnement juridique et réglementaire propice à l'utilisation de produits conformes à la charia.
 - **Renforcement de la participation du secteur privé** - Aider les pays membres à attirer les investissements étrangers afin de créer une croissance généralisée et d'augmenter le nombre d'emplois de meilleure qualité dans les zones rurales, et encourager les IDE dans l'agriculture.
 - **Renforcement des capacités humaines et institutionnelles** - Collaborer avec les principaux partenaires, les agences spécialisées et par le biais de mécanismes internes pour appuyer le renforcement des capacités, l'enseignement technique et professionnel et la formation en agriculture.

INVESTISSEMENT

- ▶ La politique entend donner des orientations stratégiques pour les investissements de la BID dans le développement agricole et rural de ses pays membres.
- ▶ Elle vise également à renforcer la résilience des systèmes alimentaires et des chaînes de valeurs des pays membres afin de réduire les incidences des événements liés aux changements climatiques et de renforcer leur capacité à résister ou à rebondir rapidement après de tels événements.
- ▶ Elle fournit au Groupe de la BID un cadre pour l'accompagnement des pays membres, afin d'améliorer la sécurité alimentaire grâce au développement rural et agricole pour la croissance économique rurale et la création d'emplois.
- ▶ Son objectif principal est la commercialisation des produits des petits exploitants par le développement de chaînes de valeur, en mettant l'accent sur la participation du secteur privé.
- ▶ À la faveur de cette politique, la BID entend renforcer les investissements dans l'agriculture qui créent une croissance durable au sein des communautés rurales, ainsi que l'intermédiation financière rurale islamique.

POLITIQUE DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

La politique est axée sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire, le renforcement des partenariats public-privé et la création d'emplois en milieu rural

Politique du secteur de l'eau

Dans le cadre de sa nouvelle politique du secteur de l'eau, la BID s'engage à garantir un accès résilient et durable à l'eau et à l'assainissement pour tous.

OBJECTIF

- ▶ Même avec les résolutions mondiales reconnaissant le droit humain à l'eau et à l'assainissement, près d'un tiers de la population de la planète, soit 2,1 milliards de personnes, n'a pas accès à des services d'eau potable gérés de manière sûre, et 4,5 milliards de personnes (58 %) n'ont toujours pas accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre.
- ▶ De nombreux pays membres sont vulnérables aux difficultés liées à l'eau, telles que la rareté des ressources naturelles, la forte exposition aux effets des changements climatiques, la médiocrité des services d'eau, d'assainissement et de la gouvernance,

La politique contribuera à l'amélioration de la conception des projets et programmes liés à l'eau dans les pays membres, tout en garantissant une exécution efficace et efficiente par la BID.

ainsi qu'un rendement et une productivité hydraulique faibles dans l'agriculture.

- ▶ La BID entretient avec ses pays membres une longue collaboration dans le secteur de l'eau. Cependant, toutes ses interventions ont été jusqu'ici axées sur la demande, fragmentées et non encadrées par une politique clairement articulée.

- ▶ À cet égard, la BID a adopté sa politique de l'eau qui détermine un cadre commun pour ses opérations dans le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement. Elle établit la base de l'engagement stratégique et du développement conjoint de projets et programmes avec les pays membres. Elle offre également les moyens de communiquer et de collaborer avec d'autres services de la BID et avec des partenaires ayant un mandat similaire, notamment les institutions financières internationales, les organisations multilatérales, les prestataires de services et les groupes de réflexion. Par ce biais, la BID s'efforcera d'aider ses pays membres à garantir un accès résilient et durable à l'eau pour :
 - l'agriculture ;
 - l'industrie ;
 - les services municipaux ; et
 - l'environnement.

- ▶ La politique s'articule autour des principes directeurs de la Stratégie décennale pour améliorer l'efficacité et l'efficience de la BID et du Programme quinquennal du Président. Elle prend également en considération le Programme de développement mondial présenté dans les ODD. Des consultations ont été menées avec des pays membres et partenaires au développement pour établir sa pertinence au regard des besoins des pays membres et sa compatibilité avec le Programme mondial.

MÉTHODE

- ▶ La politique tient compte des interventions précédentes de la BID dans le secteur et des enseignements tirés de la mise en œuvre de ces opérations. Elle donne également un aperçu des difficultés que rencontrent les pays





membres en matière d'hydraulique. Sa vision globale est de garantir « des systèmes d'eau et d'assainissement résilients et durables pour tous ».

- ▶ Elle est déterminée par deux objectifs généraux :
 - la durabilité de l'eau en tant que ressource et des infrastructures pour des résultats pérennes ; et
 - la résilience des systèmes et leur capacité à se remettre des chocs qu'ils soient d'origine naturelle en raison des effets des changements climatiques ou des catastrophes, ou d'origine humaine dans le contexte de la fragilité et des conflits.
- ▶ Pour mettre au point des programmes et opérations déterminés dans le secteur de l'eau, quatre principes directeurs seront utilisés en étroite collaboration avec les pays membres pour aider à atteindre les objectifs généraux de la politique :
 - la finance/financement mixte stratégique ;
 - la synergie ;
 - la sélectivité ; et
 - les science, technologie et innovation.
- ▶ Les résultats attendus de cette politique pour les pays membres sont :
 - le renforcement de la sécurité hydrique ;
 - le renforcement du capital humain pour la gestion du secteur de l'eau ; et
 - la pérennité des projets et programmes d'eau et d'assainissement.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Les objectifs de la politique sont :
 - **l'accès universel et abordable à l'eau et à l'assainissement**, en mettant l'accent sur la quantité, la qualité et le coût abordable, et en tenant dûment compte de la dimension du genre et des populations vulnérables dans les régions fragiles et touchées par des conflits ;
 - **l'utilisation efficace de l'eau**, en mettant fin aux prélèvements d'eau à des fins agricoles dans les pays membres (qui dépassent la moyenne mondiale) ainsi qu'aux déperditions techniques et non techniques ;
 - **le renforcement des capacités et le transfert de solutions**, en autonomisant les parties prenantes afin de pallier les insuffisances en matière de capacité ;
 - **la gestion efficace des ressources en eau**, en renforçant les ressources hydriques par une utilisation efficace, avec entre autres la restauration des paysages, les solutions axées sur la nature ou les eaux de crue ; et
 - **les réseaux d'eau résilients**, en mettant fin aux effets des changements climatiques, en gérant les risques d'inondation et en renforçant la capacité des réseaux d'eau à résister, s'adapter et se rétablir après des événements extrêmes.

INVESTISSEMENT

▶ En mobilisant des ressources financières additionnelles auprès d'autres partenaires, y compris le secteur privé, la BID s'efforcera de répondre aux énormes besoins de ses pays membres dans le secteur de l'eau, d'autant plus que la majorité d'entre eux ont besoin de financements subventionnés, voire de dons.

▶ Ainsi, les principaux objectifs de la politique consistent à fournir un cadre conceptuel pour les opérations de la BID dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, tout en établissant la base de la collaboration stratégique et du développement conjoint de projets et de programmes avec les pays membres.

▶ Un rapport du *McKinsey Global Institute* a estimé en 2017 qu'il était nécessaire d'investir chaque année 500 milliards de dollars dans les infrastructures hydrauliques de 2017 à 2035, soit un montant global de 9.100 milliards de dollars .

▶ Pour prendre en charge une partie de ces besoins financiers, la BID devra mobiliser des ressources additionnelles par le biais de partenariats avec d'autres donateurs, et se tourner vers des sources de financement non traditionnelles comme les investisseurs institutionnels, les entreprises et les organisations philanthropiques, pour accompagner les projets d'investissement. Les financements mixtes joueront un rôle important dans la mobilisation de fonds additionnels.

DROIT HUMAIN À L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

Près d'un tiers de la population mondiale, soit **2,1 milliards** de personnes, n'a pas accès à des services d'eau potable gérés de manière sûre, et **4,5 milliards** de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement gérés sans danger



Politique du secteur de l'éducation

La politique du secteur de l'éducation de la BID met en lumière son approche par rapport au secteur et détermine tous ses programmes d'éducation et ses priorités en matière d'investissement.

OBJECTIF

- ▶ Bien que le nombre d'enfants qui terminent leur scolarité n'ait jamais été aussi élevé dans le monde, de nombreux systèmes éducatifs continuent d'être en proie à l'insuffisance de financement, au manque d'enseignants qualifiés, aux cadres d'apprentissage inadaptés, aux résultats d'apprentissage insuffisants et aux programmes scolaires dépassés. La pauvreté des ménages, le déséquilibre rural, le faible niveau d'éducation des parents, la dénutrition des enfants et le manque de soutien à la petite enfance entravent davantage l'accès à l'apprentissage.
- ▶ Par le passé, les investissements de la BID dans le secteur étaient de nature ponctuelle et biaisés en faveur de ses pays membres à revenu intermédiaire, de l'enseignement supérieur, des infrastructures et éléments matériels de l'éducation. Cette situation s'explique par les instruments de financement et critères de prêt, et non l'évolution des besoins des pays membres.

La politique définit la position de la BID en matière d'éducation et précise ce que les bénéficiaires peuvent attendre d'elle en termes de soutien prioritaire.

- ▶ Malgré de gros investissements, les performances des pays en matière d'éducation sur la période allant de 2000 à 2016 ont été mitigées, beaucoup d'entre eux n'ayant pas atteint les cibles fixées pour les Objectifs de développement du millénaire des Nations Unies.

MÉTHODE

- ▶ La politique de la BID pour le secteur de l'éducation encourage le renforcement du capital humain national afin d'améliorer la compétitivité mondiale à long terme des pays membres, en mettant en valeur les systèmes d'éducation et de développement des compétences. Elle analyse également la manière dont le secteur de l'éducation dans les pays membres peut contribuer à la réalisation des ODD.
- ▶ La politique met en évidence les principes directeurs, stratégies, mécanismes de mise en œuvre, modalités de financement et autres considérations sur lesquelles s'appuiera la BID pour promouvoir l'éducation dans les pays membres et au sein des communautés musulmanes établies dans d'autres pays. L'objectif fondamental de la politique est de promouvoir l'apprentissage pour le développement humain.
- ▶ Dans l'ensemble, la politique est inspirée par la doctrine islamique selon laquelle la recherche de la connaissance est obligatoire pour tous, et par l'injonction selon laquelle tous les enfants ont le droit de vivre et de s'épanouir au maximum de leurs capacités.
- ▶ Le fil conducteur entre la BID à ses pays membres se définit comme leur engagement et leur adhésion aux principes islamiques pour les investissements et les interventions dans l'éducation. La politique s'appuie sur ces paramètres pour déterminer ses interventions sur la base du premier impératif de l'apprentissage pour le développement humain. Elle souligne également les domaines prioritaires dans lesquels la BID et ses partenaires au développement accompagneront les pays membres.





► La politique reconnaît que les pays membres sont à différents stades de développement et à divers niveaux de réalisation des ODD liés à l'éducation, et que les interventions de la BID seront fondées sur une approche intégrée et globale axée sur l'analyse et le dialogue avec chaque pays.

- La politique repose sur les principes suivants :
- **La création des bases du développement humain** - Élargir l'offre d'enseignement élémentaire pour répondre aux besoins des enfants non scolarisés et des réfugiés, reconstruire les systèmes scolaires dans les états fragiles et touchés par des conflits.
 - **Le renforcement du développement humain** - Investir dans des centres d'excellence, les universités et les instituts d'enseignement et de formation techniques et professionnels, ainsi que les initiatives scientifiques et technologiques innovantes.
 - **La promotion de partenariats à valeur ajoutée** - Renforcer la présence de la BID au sein de la communauté mondiale pour lui permettre de jouer un rôle plus important dans le dispositif d'aide à l'éducation.
 - **L'optimisation du financement de l'éducation** - Utiliser un ensemble innovant d'options souples pour réduire au minimum la dépendance financière des pays membres vis-à-vis des ressources des donateurs.

RÉSULTATS PRÉVUS

- La politique permet d'atteindre les objectifs de la BID pour le secteur grâce aux trois piliers suivants :
- **L'amélioration de l'offre d'éducation de base** - Intégrer les interventions dans les domaines de la protection et du développement de la petite enfance, de l'enseignement primaire, de l'alphabétisation et de l'enseignement extrascolaire ; promouvoir les investissements, notamment le microfinancement, dans l'enseignement extrascolaire qui cible l'alphabétisation fonctionnelle et professionnelle.
 - **L'offre d'enseignement postélémentaire** - Appuyer l'enseignement secondaire supérieur, l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et l'enseignement tertiaire/supérieur ; appuyer l'expansion et la diversification de l'enseignement secondaire supérieur.
 - **L'offre de services de plaidoyer et de conseil** - Encourager la scolarisation des enfants défavorisés dans les programmes d'éducation de la petite enfance ; garantir un accès équitable à l'allocation des ressources ; inclure des dispositions parallèles pour l'éducation (formelle et islamique) ; promouvoir l'autonomisation des jeunes ; et garantir l'équité entre les sexes.

INVESTISSEMENT

- La BID a été l'un des principaux pourvoyeurs de fonds à l'éducation dans ses pays membres avec des investissements de plus de 3,8 milliards de dollars, ce qui la place au deuxième rang derrière le Groupe de la Banque mondiale.
- À l'avenir, la BID adoptera trois formes d'investissement en faveur de l'apprentissage pour le développement humain :
- Les investissements impérieux qui comportent des domaines pour lesquels la BID assumera la responsabilité et devra rendre compte. Il s'agit de projets et programmes d'apprentissage qui jettent les bases du développement humain. Ils constituent une niche qui définit ce que représente la BID en matière d'éducation.
 - Les investissements souhaitables, qui sont des interventions auxquelles la BID collaborera ou qu'elle soutiendra, pour renforcer le développement humain.
 - Les investissements louables, qui sont des activités importantes que la BID préconisera ou pour lesquelles elle fournira des services consultatifs, sans engager des ressources financières importantes.

POLITIQUE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

La politique est inspirée par la **doctrine islamique** selon laquelle la recherche de la connaissance est obligatoire pour tous, et par l'injonction selon laquelle tous les enfants ont le droit de vivre et de s'épanouir au maximum de leurs capacités



Politique du secteur de la santé

La politique du secteur de la santé est axée sur le thème « des services de santé de qualité abordables pour le développement humain ».

OBJECTIF

► L'objectif de la politique du secteur de la santé est d'améliorer l'état de santé, la protection financière et la capacité de réaction à la satisfaction des citoyens, tout en favorisant l'équité.

MÉTHODE

► Le politique du secteur de la santé donne des orientations à la BID dans le cadre du renforcement des systèmes de santé des pays membres d'autant plus que de nombreux pays à revenu faible et à revenu moyen de la tranche inférieure ne sont pas encore sur la bonne voie pour réaliser l'ODD 3 et les cibles

La politique du secteur de la santé se penche sur la manière de réaliser les objectifs de la BID pour le secteur, en mettant un accent particulier sur l'équité, le partenariat, la recherche et le développement, la durabilité et la différenciation entre pays et régions.

qui s'y rapportent. En effet, les principales conclusions de l'étude technique menée dans le cadre de l'évaluation de la situation sanitaire des pays membres sont que :

- la santé maternelle et infantile, les maladies transmissibles et les carences nutritionnelles constituent des points non résolus de l'ordre du jour pour les groupes à revenu faible et à revenu moyen de la tranche inférieure ;
- le secteur des soins primaires est une priorité commune à tous les pays membres et à tous les groupes de maladies ;
- la protection contre les risques financiers dans les pays membres à revenu moyen et à revenu faible constitue un défi important par rapport aux objectifs de la couverture sanitaire universelle.
- les investissements de la BID dans le secteur de la santé privilégient les hôpitaux et souvent les soins tertiaires, avec des volets importants consacrés à la construction et à l'équipement, en particulier en Asie et dans la région MENA ;
- les projets ne comportent pas de volets permettant d'assurer la pérennité des activités après leur achèvement ;
- les méthodes d'évaluation actuelles ne sont pas assez rigoureuses pour établir des preuves solides de l'efficacité de l'impact sur les indicateurs de performance sanitaire ;
- la BID dispose d'une expertise en santé et de mécanismes de financement limités dans le secteur, et sans cette expertise, elle est moins en mesure de concevoir, d'évaluer et d'accompagner la mise en œuvre de projets plus efficaces ; et
- le faible volume des financements concessionnels qui ne représentent que 6 % des financements globaux, limite les interventions de la BID dans les pays à revenu faible.

► La politique du secteur de la santé s'articule autour des six piliers suivants, qui favorisent l'ODD 3 et les cibles connexes, et contribuent à sa réalisation dans les pays membres :

- **Cibler les populations vulnérables et pauvres** - Les projets et programmes relevant des mécanismes de financement innovants de la BID devraient privilégier les pays à revenu faible et à revenu moyen de



la tranche inférieure, mais également les personnes vulnérables et pauvres dans les pays à revenu moyen de la tranche supérieure et les pays à revenu élevé.

- **Accorder la priorité au renforcement de la prestation des soins de santé primaires et de la prévention, avec un appui limité et exceptionnel aux soins tertiaires et aux hôpitaux spécialisés** - Pour faire face efficacement au défi de la recrudescence des maladies, la BID devrait consacrer une part importante de ses financements aux soins de santé primaires et à la prévention.
- **Appuyer les initiatives nationales de financement de la santé en vue de réaliser la couverture sanitaire universelle** - Il s'agira de fournir une assistance technique pour un financement national alternatif de la santé par le biais de nouveaux mécanismes de mutualisation tels que l'assurance maladie sociale, l'assurance maladie nationale et les fonds de participation.
- **Innovier dans le financement des projets et programmes de santé** - La collaboration dans le financement innovant de la santé évoluera pour passer d'une approche ad hoc à une approche plus systématique qui met l'accent sur les financements mixtes, les prêts à taux réduit, les nouveaux modèles de financement islamique et les partenariats public-privé.
- **Réaliser l'impact d'investissement en appuyant d'autres secteurs et politiques thématiques** - La politique de santé encourage la collaboration avec les autres secteurs pour réaliser la « santé dans toutes les politiques » ainsi que l'approche de la chaîne de valeur mondiale de la santé.
- **Améliorer la gouvernance et le renforcement des capacités de la BID dans le secteur de la santé** - L'expertise technique, la gouvernance et les mécanismes de redevabilité doivent être mis au point dans la conception et la mise en œuvre des projets de santé, au-delà de la période de financement de la BID.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ La politique du secteur de la santé se penche sur la manière de réaliser les objectifs de la BID pour le secteur, en mettant l'accent sur les priorités

suivantes :

- L'équité (ne laisser personne de côté) en inversant le statut sous-optimal actuel des principaux résultats en matière de santé pour les populations cibles dans leurs diverses niches.
- Le partenariat et une meilleure collaboration entre les membres affiliés au Groupe de la BID pour garantir la cohérence interne des opérations, et la collaboration avec les parties prenantes aux niveaux national, régional et international.
- La recherche et le développement pour répondre à la demande en matière de santé en fournissant l'expertise et l'innovation nécessaires au sein des pays membres, pour l'approvisionnement en intrants et en services et la transposition à grande échelle des interventions dont l'efficacité a été prouvée.
- Des solutions durables pour promouvoir la croissance et l'appropriation nationale pour les pays du Sud, l'analyse des chaînes de valeur mondiales dans le secteur de la santé, et la cartographie des acteurs et des parties prenantes pour améliorer la compétitivité et les marchés potentiels dans le secteur de la santé au sein des pays membres.
- La différenciation régionale et nationale pour assurer l'adéquation des interventions sanitaires au contexte politique, économique, social et culturel du pays ou de la région du projet.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a une vieille tradition de financement de projets dans le secteur de la santé et ses investissements dans ce domaine ont triplé au cours de la période 2010 à 2016 en comparaison avec la période 2003 à 2009. Les projets couvrent différents domaines et pays membres dans toutes les régions et les groupes de revenus.
- ▶ Le Groupe de la BID a approuvé un programme de préparation et de riposte stratégique à la pandémie à coronavirus de 2,3 milliards de dollars, qui constitue une riposte intégrée et globale.
- ▶ La BID dispose également de fonds spéciaux avec des volets de prêts

concessionnels et de prêts à taux réduit, y compris le FSID, un fonds de 10 milliards de dollars avec des prêts à taux réduit et des subventions, à l'instar de l'IDA de la Banque mondiale.

- ▶ Elle a réussi à mobiliser 559 millions de dollars pour des projets dans le secteur de la santé, par le biais du *Fonds Lives & Livelihoods*.
- ▶ La collaboration avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a permis de lever une obligation de 100 millions de dollars pour la lutte contre le choléra dans vingt-neuf pays. La BID s'engage également dans des projets de partenariat pour financer l'Alliance pour les vaccins. En outre, le secteur de la santé a bénéficié de 20 % des 700 millions de dollars décaissés jusque-là au titre du Programme Roi Abdullah bin Abdulaziz pour les œuvres caritatives qui est géré par la BID.

POLITIQUE DU SECTEUR DE LA SANTÉ

La politique a évalué le statut des pays membres par rapport aux normes internationalement reconnues, servant de base pour veiller à l'alignement du programme de la BID dans le secteur de la santé avec les cibles de l'ODD 3 et pour optimiser les allocations de fonds

Politique du secteur de l'énergie

La politique de l'énergie établit les orientations générales déterminant les futures opérations de la BID dans le domaine de l'énergie dans les pays membres, conformément à la vision et aux stratégies de la BID et aux ODD, en particulier l'ODD 7 relatif à l'accès à une énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous.

OBJECTIF

- L'appui de la BID au développement de l'énergie durable dans ses pays membres s'explique par l'important déficit de financement établi dans le cadre des ODD. La politique du secteur de l'énergie de la BID aligne les opérations futures dans le domaine de l'énergie sur les besoins en évolution des pays membres et les priorités mondiales en matière d'énergie fixées par les ODD, la Stratégie décennale de la BID et le programme de réforme fondé sur le Programme quinquennal du Président.
- Les actions et les stratégies opérationnelles dans le secteur reposent sur quatre piliers principaux (accès à l'énergie, développement des énergies renouvelables, augmentation de l'efficacité énergétique et amélioration

La BID appuiera les projets liés à l'énergie du secteur privé et du partenariats public-privé, et tiendra dûment compte de la situation de chaque pays et de la nécessité d'une gestion prudente des risques.

des services de la connaissance) et quatre vecteurs clé (développement du secteur privé, financement innovant, création de partenariats et intégration régionale). La politique met l'accent sur la création de partenariats et de mécanismes de financement innovants afin d'agrandir le financement futur du secteur.

MÉTHODE

- Le développement énergétique durable des pays membres nécessite des politiques économiques, sociales et environnementales viables, dans le cadre desquelles l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'exploitation des ressources renouvelables locales offrent un grand potentiel inexploité dans toutes les zones d'intervention de la BID, pour réduire l'inégalité énergétique sans cesse croissante.

La politique de l'énergie repose sur quatre principaux piliers :

- **L'amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes** - Dans le cadre des actions menées par les Nations Unies pour l'accès universel et abordable à des services énergétiques modernes et durables d'ici 2030 (ODD 7), la BID cherchera des moyens d'intensifier son soutien à l'accès à l'électricité.
- **Le développement des énergies renouvelables** - La BID entend jouer un rôle de catalyseur dans la promotion des énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire et éolienne, dans le cadre de son objectif de développement énergétique durable et comme alternative aux combustibles fossiles.
- **L'efficacité énergétique** - la BID aidera tous les pays membres à évaluer les meilleures pratiques en matière de gestion de l'énergie et à les adapter à leur contexte. Grâce à des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique bien conçus et ciblés, la BID permettra à tous les pays de rendre leurs secteurs énergétiques moins énergivores.
- **L'amélioration des services de connaissances** - La BID se focalisera sur des activités répertoriées méticuleusement afin de s'imposer en tant que partenaire pour





apporter des connaissances de haute qualité aux pays membres et les utiliser en leur faveur.

- ▶ Ces piliers sont alignés sur les principales cibles de l'ODD 7, notamment :
 - **la cible 7.1** : d'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable ;
 - **la cible 7.2** : d'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial ; et
 - **la cible 7.3** : d'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ La politique comporte quatre principaux volets qui faciliteront la réussite des projets énergétiques dans les pays membres :
 - **Le développement du secteur privé** - La BID reconnaît l'impérieuse nécessité de soutenir le secteur privé pour stimuler la croissance économique dans les pays membres, et de faciliter son intervention dans le secteur.
 - **Le financement innovant** - La focalisation sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre les changements climatiques nécessitera une augmentation importante des financements concessionnels ou à faible taux d'intérêt, même dans

les pays à revenu intermédiaire. La BID recensera les possibilités de développer des mécanismes de financement efficaces et innovants.

- **L'intégration régionale de l'énergie** - La BID encourage et facilite l'intégration régionale des systèmes énergétiques, et dans des domaines tels que l'énergie solaire. En tant qu'institution Sud-Sud, elle est dans une position privilégiée pour élargir la coopération régionale entre les pays membres.
- **La création de partenariats** - La BID encourage la création de partenariats plus solides avec d'autres institutions de développement multilatérales et bilatérales pendant la mise en œuvre de la politique, tout en préservant son avantage comparatif en tant que l'une des principales institutions de financement Sud-Sud.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le Stratégie décennale et le Programme quinquennal du Président appellent à une plus grande sélectivité dans la définition des futures opérations de financement, en tenant compte des besoins des pays et des critères de durabilité adoptés par les BMD et les autres partenaires au développement. Dans le secteur de l'énergie, cette sélectivité garantira la pertinence des opérations futures pour relever les défis de développement prioritaires, en tenant compte de l'évolution de la situation et des besoins des pays membres.

- ▶ La BID élargira son appui aux projets énergétiques du secteur privé et aux partenariats public-privé, en tenant compte des réalités nationales et de la nécessité d'une gestion prudente des risques. La BID aidera également les pays membres à renforcer leur cadre politique et leur capacité institutionnelle pour les PPP dans les projets énergétiques.
- ▶ La BID passera en revue les possibilités de mise au point de modèles de coopération efficaces et innovants pour créer des modes de financements inédits avec les institutions de développement partenaires.

ALIGNEMENT SUR LES ODD

Les piliers de la politique sont alignés sur les cibles de l'ODD 7, à savoir garantir l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables et modernes, accroître la part des énergies renouvelables, et multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030

Politique du secteur des transports

La politique du secteur des transports de la BID définit l'orientation générale de ses opérations de transport dans les pays membres.

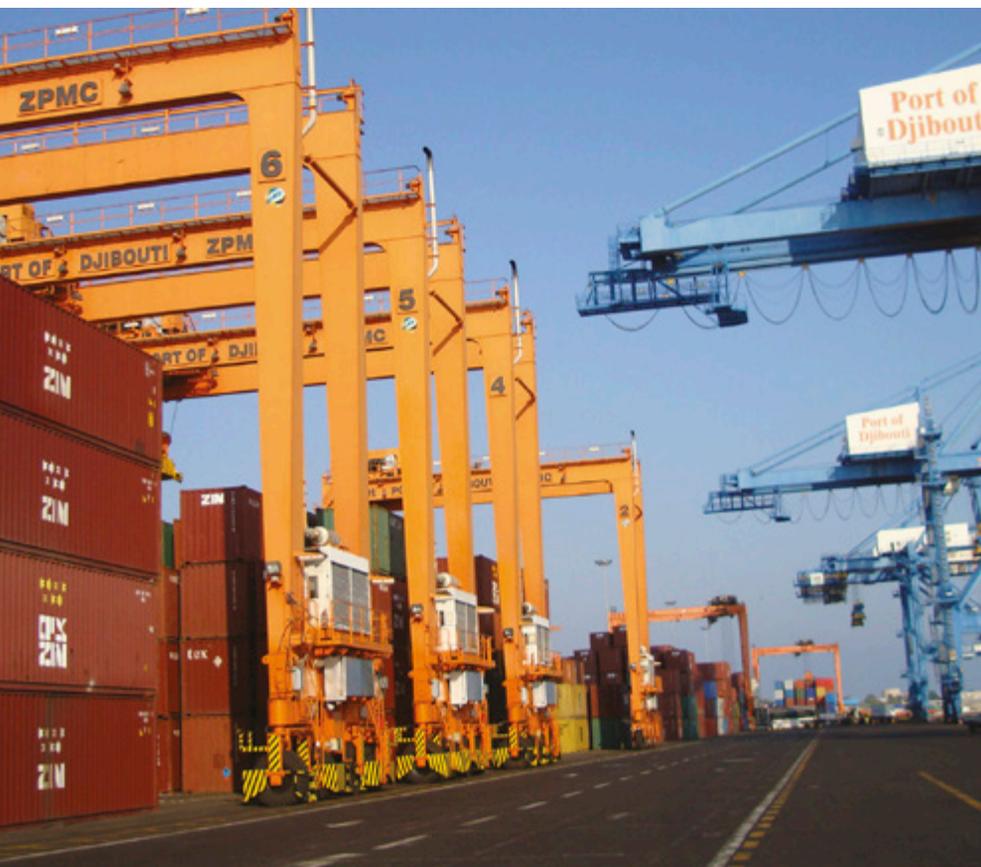
OBJECTIF

- ▶ La politique du secteur des transports vise à combler l'important déficit de financement apparu dans le cadre des ODD liés au secteur.
- ▶ Elle définit les principes et les intentions qui autorisent, déterminent et régissent les opérations de la BID dans le secteur des transports pour lui permettre d'atteindre ses objectifs institutionnels dans le domaine, qui peuvent être résumés dans sa vision du « transport durable pour l'inclusion et la prospérité ».
- ▶ Dans le cadre de la décentralisation de la BID, la politique facilitera une collaboration plus étroite avec les pays grâce aux centres régionaux, qui permettra de discuter de politique et de stratégie, d'éclairer les choix d'investissement et autres formes de soutien aux pays membres.

La BID aidera les pays membres à introduire de manière sélective des types d'opérations de transport nouveaux et innovants pour répondre à l'évolution des besoins et améliorer la durabilité des transports.

MÉTHODE

- ▶ La politique du secteur des transports est axée sur deux objectifs, cinq piliers, six vecteurs transversaux et trois principes directeurs.
- ▶ Les cinq piliers déterminent les principaux types d'intervention en matière de transport que la BID financera. Deux d'entre eux portent sur l'accès et la connectivité de base pour aider les populations les plus démunies :
 - La BID soutiendra l'accès universel et abordable dans les pays pauvres et défavorisés, et dans certaines parties de ces pays.
 - La BID introduira un volet relatif à l'appui à la reconstruction post-catastrophe ou post-conflit dans le secteur des transports.
- ▶ Les trois autres piliers renforcent la part des transports dans la compétitivité, le commerce et la croissance économique, et permettent aux pays membres de faire une transition appropriée vers des types de transport propres et à faible émission de carbone :
 - À la faveur de son appui aux systèmes de transport efficaces, la BID financera des investissements visant à améliorer l'efficacité et la compétitivité des systèmes de transport à fort volume, en vue d'optimiser l'utilisation des ressources et de favoriser la croissance économique.
 - Le soutien de la BID à la connectivité régionale permettra de financer des corridors de transport régionaux à forte intensité de trafic et de rationaliser les procédures de passage des frontières ainsi que les dispositions logistiques, contribuant ainsi à la croissance des échanges.
 - Les transports verts aideront les pays membres à revenu moyen et élevé désirant remodeler leurs systèmes de transport afin de réduire les effets néfastes sur l'environnement tels que la congestion urbaine, la pollution atmosphérique, la pollution sonore et les émissions de CO₂.
- ▶ La Politique comporte six vecteurs transversaux à prendre en considération dans la préparation de toutes les opérations





de transport. Ceux-ci portent sur des questions importantes à la fois pour la durabilité des projets et la réalisation des ODD liés au transport :

- **Sécurité routière** : Tous les projets routiers comprendront un audit de sécurité routière aux stades de l'étude de faisabilité, de la conception technique et de la supervision technique.
- **Inclusion et viabilité sociale** : Au cours de la préparation du projet, la BID examinera les options permettant de répondre aux besoins des différents groupes d'utilisateurs potentiels, en tenant compte des dimensions jeunesse et genre et des besoins des groupes pauvres, défavorisés et vulnérables.
- **Viabilité des actifs** : Pour résoudre les problèmes d'entretien, tous les projets routiers tiendront compte de l'adéquation des systèmes de gestion des actifs des pays membres.
- **Viabilité environnementale** : La BID adoptera des approches respectueuses de l'environnement dans la conception des projets de transport. À la demande des pays membres, elle apportera son soutien dans la définition et à la mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement.
- **Changements climatiques** : La BID introduira l'examen de tous les projets pour les risques climatiques au début de la préparation du projet, et intégrera une conception résiliente au climat lorsque des risques importants seront décelés.
- **Renforcement des capacités** : Au niveau des projets, la BID intensifiera son soutien au renforcement des capacités des pays membres dans la mise. Au niveau sectoriel, elle envisagera un appui au renforcement des capacités pour

répondre aux préoccupations et aux besoins de l'ensemble du secteur.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Grâce à la politique, la BID entend concrétiser sept nouvelles opportunités :
 - Lancer des opérations de partenariat public-privé dans les pays membres qui disposent d'un cadre politique/juridique, d'une capacité et de mécanismes de gouvernance favorables.
 - Élargir le rôle de la BID dans la coopération régionale en matière de transport.
 - Réaliser des cofinancements avec des institutions de finance islamique du secteur privé.
 - Mettre en place des mécanismes de financement de la préparation des projets afin de compléter les ressources disponibles pour la préparation des projets et la conception technique.
 - Introduire des formes innovantes de financement islamique pour les projets de transport, notamment les financements multitranches.
 - Nouer des partenariats de connaissances pour compléter les connaissances et l'expertise des personnels.
 - Élargir l'appui au renforcement des capacités de transport des pays membres, notamment par le biais du mécanisme *Reverse Linkage*.
- ▶ La Politique permettra également à la BID de faire face à quatre nouvelles menaces :
 - La concurrence de plus en plus forte des autres BMD et des nouveaux financiers.

- Le mauvais entretien des routes et l'insécurité routière qui menacent la durabilité des projets routiers dans certains pays membres.
- L'exigence d'une plus grande efficacité des pays membres à revenus moyens et élevés.
- La faiblesse persistante dans la préparation et l'administration des projets, qui pourrait à terme entraîner des risques pour l'ensemble du portefeuille.

▶ La principale solution à ces menaces consistera à renforcer la sélectivité des projets et améliorer leur qualité ainsi que leur valeur ajoutée.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le volume moyen des financements de la BID pour les projets de transport n'a cessé d'augmenter ces dernières années, passant d'environ 43 millions de dollars en 2012, à 158 millions en 2016 et 2017. Cet accroissement a permis à la BID de mieux adapter son soutien aux besoins des pays et d'utiliser plus efficacement le temps du personnel.
- ▶ Au cours de la période -2012 12,2017 projets de transport ont été approuvés en moyenne chaque année, pour un montant total de 1,1 milliard de dollars.
- ▶ Toutes régions confondues, 72 % des financements ont été consacrés aux routes et 14 % aux chemins de fer, les ports, les aéroports et les transports urbains bénéficiant de montants moins élevés.

FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Au cours de la période
2012-2017, **12** projets de
transport ont été approuvés
en moyenne chaque année,
pour un montant total de
**1,1 milliard de
dollars**



Politique du secteur urbain

La nécessité de disposer d'une politique d'urbanisme actualisée offrant une vision proactive, un cadre stratégique, des outils d'intervention, ainsi que des services et produits financiers, est cruciale aussi bien pour BID que pour les pays membres. Ces objectifs sont encouragés au niveau mondial par l'ODD 11 et l'engagement à œuvrer pour « ne laisser personne de côté ».

OBJECTIF

- La politique d'urbanisme est destinée à éclairer tous les programmes et opérations de la BID dans le secteur urbain. Elle met l'accent sur l'objectif transversal de réaliser le développement urbain durable et inclusif dans les pays membres.
- Les défis auxquels sont confrontés les pays en développement en raison de l'urbanisation importante et rapide ne peuvent être sous-estimés. Maîtrisée, l'urbanisation peut s'avérer positive, mais si les pays manquent de politiques et d'institutions capables de la gérer, elle sera négative.

L'urbanisation bien planifiée et gérée peut être un outil puissant de développement durable, tant pour les pays en développement que pour les pays développés.

- Les pays à revenu inférieur et à revenu moyen de la tranche inférieure représentent la croissance urbaine la plus rapide. En 2018, les villes de ces pays abritaient déjà 32 et 41 % de leurs populations respectives. En 2050, ces deux groupes de pays dépasseront le seuil de 50 %, avec 50 et 59 % de leurs populations respectives vivant en milieu urbain.

MÉTHODE

- La politique d'urbanisme de la BID est conforme aux recommandations du Nouveau Programme pour les Villes auquel a donné lieu la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en 2016, qui représente une vision partagée pour un avenir meilleur et plus durable.

- La politique est conçue pour remplir trois fonctions clé, à savoir (i) dégager un cadre pour l'élaboration, avec les pays membres, de programmes et de projets propres à favoriser l'urbanisme durable et inclusif ; (ii) asseoir un cadre de coordination pour l'harmonisation des politiques sectorielles et thématiques pertinentes de la BID et la création de synergies avec d'autres interventions sectorielles ; et (iii) harmoniser la politique d'urbanisme avec les politiques de la BID, notamment le Programme quinquennal du Président et la Stratégie décennale. La politique d'urbanisme offre également la base pour l'échange de vues et la création de partenariats devant promouvoir, avec d'autres banques multilatérales de développement, des organisations internationales, des organisations de la société civile et le secteur privé, d'une urbanisation durable et inclusive.

- La politique repose sur cinq piliers qui contribuent à la réalisation d'une urbanisation durable et inclusive de différentes manières. Ces piliers sont :
 - l'économie urbaine ;
 - la mobilité urbaine ;
 - le logement urbain et l'amélioration des bidonvilles ;
 - l'eau et l'assainissement en milieu urbain ; et
 - la résilience environnementale, aux





catastrophes et aux changements climatiques.

- ▶ La politique utilise sept outils, à savoir (1) la gouvernance urbaine ; (2) les politiques d'urbanisme nationales ; (3) l'aménagement urbain ; (4) les ressources financières communales ; (5) la participation citoyenne ; (6) la création de partenariat ; et (7) les applications STI et TIC.
- ▶ La politique est orientée par quatre principes :
 - la sélectivité axée sur les pays ;
 - le renforcement des capacités et le partage des connaissances ;
 - les mécanismes de financement, notamment le partenariat public-privé ; et

- l'autonomisation des femmes et des jeunes.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Étant donné que tout sujet d'intérêt national comme la santé, l'éducation, les changements climatiques et la cohésion sociale, touche à l'espace urbain, c.-à-d. revêt des questions ou constitue des facteurs qui ont une incidence sur les villes ou subissent l'influence de celles-ci, la portée d'une politique d'urbanisme est pratiquement illimitée. En raison de cette caractéristique quelque peu unique, les programmes d'urbanisme sont souvent considérés comme des « intégrateurs » de différents secteurs dans un espace commun.

- ▶ Ainsi, une politique d'urbanisme peut avoir un impact d'une manière ou d'une autre sur les 17 ODD. La politique du secteur urbain de la BID devrait principalement avoir un effet sur quatre ODD, à savoir l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), l'ODD 11 (Villes et communautés durables) et l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques).

INVESTISSEMENT

- ▶ De sa création à janvier 2021, la BID a approuvé un financement net de 7,6 milliards de dollars en faveur du secteur urbain, bien qu'une politique d'urbanisme à part entière n'ait été pas encore adoptée.
- ▶ Pour les interventions achevées dans le sous-secteur du logement, deux projets clé ont été réalisés : l'un à Bamako, Mali (Projet de logements sociaux de base et de soutien au programme de logement social - 31 millions de dollars) et l'autre à Sidon, Liban (Projet de développement des infrastructures de la ville de Sidon - 21 millions de dollars). Il convient cependant de mentionner que les plus grands projets du secteur urbain achevés ont porté sur l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain (Bahreïn : 191 millions de dollars, Algérie : 63 millions, Liban : 58 millions, etc.) et le secteur de l'assainissement (Iran, Turquie, Turkménistan, Ouzbékistan, etc.).

FINANCEMENT DU SECTEUR URBAIN

De sa création à janvier 2021, la BID a approuvé un financement net de **7,6 milliards de dollars** en faveur du secteur urbain

Ligne de financement BID-APICORP

Signé entre la BID et APICORP (Arab Petroleum Investments Corporation), le protocole d'accord relatif à la création d'une nouvelle facilité d'infrastructure économique visait à relever les défis de gestion des ressources hydriques, de l'énergie et des déchets auxquels sont confrontés collectivement leurs pays membres communs.

OBJECTIF

- L'ODD 9 consiste pour les pays membres à « bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous, et encourager l'innovation ». Tout comme l'ODD 6 (Eau propre et Assainissement) et l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), l'ODD 9 a la capacité de changer les vies dans les pays qui prendront des mesures décisives pour sa réalisation.
- Le partenariat important entre la BID et APICORP s'emploiera à concrétiser ces objectifs, en appuyant des projets de chaînes de valeur de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets dans les pays membres communs aux deux institutions.

La ligne de financement de l'infrastructure économique BID-APICORP d'un milliard de dollars permettra de financer des initiatives dans les chaînes de valeur de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets dans onze pays de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).

- La BID et APICORP ont conclu un protocole d'accord en septembre 2019, au Forum mondial de l'énergie, tenu à Abu Dhabi. En guise de premier résultat attendu au titre du protocole d'accord, la BID et APICORP prévoient de mettre en place une ligne de financement de l'infrastructure économique d'un milliard de dollars. Elle sera destinée au secteur privé et financera des projets dans les chaînes de valeur de l'énergie, de l'eau et de la gestion des déchets. Cette coopération permettra de :
 - pallier l'absence du secteur privé du financement de l'infrastructure, en encourageant le recours aux partenariats public-privé - PPP dans les pays membres de la BID comme solution de financement alternative à la dette publique ;
 - appuyer le développement humain et économique des pays membres, en répondant aux besoins en infrastructures d'électricité et d'eau, pour lesquelles le déficit d'investissement est estimé à 200 milliards de dollars dans les pays de l'OCI ; et
 - aligner le financement sur l'approche de la chaîne de valeur mondiale de la BID, puisque la stratégie d'industrialisation des pays membres est directement liée à l'approvisionnement interne en eau et à la capacité de production d'électricité.

MÉTHODE

- La ligne de financement de l'infrastructure économique revêtira la forme d'un partenariat entre la BID et APICORP. Son objectif est d'identifier, négocier, conclure et exécuter conjointement des missions visant à mettre en place des mécanismes de financement structuré pour le développement durable des infrastructures économiques, notamment dans les domaines de l'électricité et de l'eau, dans les pays membres communs aux deux institutions.
 - **Combiner le soutien financier** : La BID et APICORP financeront conjointement les projets d'infrastructure éligibles.
 - **Mutualiser les efforts de mobilisation de ressources** : La BID et APICORP mobiliseront conjointement des ressources financières supplémentaires sur le marché





de la syndication afin d'augmenter la contribution initiale.

- **Mettre à profit les synergies** : La complémentarité des compétences et des connaissances du marché permettra à la BID et à APICORP de renforcer leurs capacités de préparation, d'exécution et de distribution.

RÉSULTATS

- La ligne de financement de l'infrastructure économique permettra à la BID de :
 - **réaliser davantage de projets** grâce à l'augmentation conséquente de la contribution de la BID au financement des infrastructures économiques impliquant le secteur privé ;
 - **exploiter les connaissances spécialisées** en tirant parti de l'expertise d'APICORP dans le secteur de l'énergie et en renforçant les capacités du chef de file des PPP au sein de la BID ;
 - **partager les coûts** en mutualisant les efforts de préparation, de financement et de mobilisation de ressources ; et
 - **renforcer l'intégration régionale** en améliorant la connectivité du

marché entre les pays membres communs aux deux institutions.

INVESTISSEMENT

- **Taille cible** - L'objectif est d'organiser conjointement des financements pour un montant total d'un milliard de dollars sur une période de trois ans.
- **Mobilisation de ressources par la BID** - Multiplication par quatre des ressources mobilisées par la BID avec une contribution de 250 millions de dollars provenant de la BID, 250 millions de dollars d'APICORP, et le reste de sources de financement extérieures, dont les banques commerciales et les institutions de financement du développement.
- **Secteurs et projets** – La ligne de financement se concentrera sur la chaîne de valeur mondiale de l'énergie en finançant l'infrastructure économique, notamment dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et de la gestion des déchets. La participation du secteur privé (local, régional et/ou international) constituera également une priorité.
- **Couverture géographique** - Tous les États membres de l'OCI sont

inclus dans l'étendue de la ligne de financement de l'infrastructure économique, la priorité étant accordée aux onze pays membres communs aux deux institutions. La ligne financera également des projets dans des pays non-membres de l'OPAEP si ces projets sont commandités par une société dont le siège social est implanté dans un pays membre de l'organisation.

TAUX D'ACHÈVEMENT DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

La ligne de financement de l'infrastructure économique permettra à la BID de réaliser davantage de projets grâce à la multiplication par quatre de sa contribution au financement de l'infrastructure économique axé sur le secteur privé



Mobilisation de ressources du marché : premier projet du genre au Kazakhstan

La BID collabore avec d'autres pourvoyeurs de financement multilatéraux pour dégager 585 millions de dollars nécessaires à la réalisation d'une rocade au Kazakhstan, premier projet en partenariat public-privé au pays.

OBJECTIF

► Le projet de la Rocade BAKAD d'Almaty est une initiative d'infrastructure importante qui transformera les vies et les entreprises au Kazakhstan. Ayant gagné récemment une reconnaissance internationale – *Europe Transport Deal of the Year* – de *Project Finance International 2020*, le projet aidera la ville d'Almaty au Kazakhstan à réaliser une rocade devant répondre aux besoins ci-après :

- réduire le temps de trajet, les embouteillages et les accidents de la route dans la ville ;
- créer une voie de contournement pour les véhicules utilitaires, suivant l'autoroute transnationale « Chine occidentale - Europe occidentale » qui fait partie de l'initiative de la Chine, la Nouvelle route de la soie ; et
- encourager l'intégration de la ville et de la région dans les économies de l'Asie centrale.

Le projet de la Rocade BAKAD d'Almaty devrait servir de référence aux investisseurs internationaux dans l'utilisation des modèles de partenariat public-privé pour les projets d'infrastructure dans la région.

- L'objectif du projet est de financer, construire et exploiter une autoroute à péage de 66 km.
- En supprimant un important goulot d'étranglement à Almaty, le projet entraînera la réduction de la pollution atmosphérique locale et des émissions de gaz à effet de serre.
- En dehors du secteur pétrolier et gazier, la rocade est le plus grand projet d'infrastructure au Kazakhstan.
- L'on s'attend à ce que l'économie ne dépende plus du pétrole et du gaz, grâce aux nouvelles méthodes d'investissement, comme le partenariat public-privé.
- Le projet aidera le pays à réaliser son aspiration de rejoindre les rangs des trente pays les plus développés du monde, en respectant les normes de l'OCDE et en améliorant ses chances d'atteindre ses cibles au titre des ODD.

MÉTHODE

- En réponse aux besoins identifiés, la BID a collaboré avec divers pourvoyeurs de financement pour dégager le financement nécessaire au Partenariat à responsabilité limitée d'investissement et d'exploitation de BAKAD (*BAKAD Investment and Operation Limited Liability Partnership*), à créer sous forme d'une société de projet devant développer et exploiter une rocade de 66 km située au nord de la ville d'Almaty.
- Le financement est monté sous forme d'un partenariat public-privé et est le premier projet du genre à réaliser dans le pays.
- Le mode de financement mourabaha (aussi dénommé « coût plus marge ») de la BID permet au prêteur de convenir avec l'emprunteur d'une marge fixe sur les remboursements, au lieu d'un taux d'intérêt.





RÉSULTATS

- ▶ La signature des accords de financement a eu lieu à Nur Sultan (Kazakhstan) en février 2020, la clôture financière étant intervenue en août 2020, et ce malgré les contraintes imposées par la pandémie à coronavirus.
- ▶ BAKAD a une concession de vingt ans, accordée par le gouvernement à un consortium d'entreprises turques et coréennes pour le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien du projet.
- ▶ La concession a été attribuée aux commanditaires du projet, *Alsim Alarko* et *Makyol Insaat* de Turquie, *SK Engineering and Construction* et *Korean Expressway Corporation* de Corée.
- ▶ La rocade aura quatre voies dans les premier et dernier tronçons, d'une longueur de 9 km et six voies dans tous les autres tronçons, pour une longueur totale de 57 km. Elle comprendra 21 ponts, 19 viaducs et d'autres structures surélevées.

- ▶ Le projet créera des opportunités d'emploi pour la population locale sur plusieurs années.
- ▶ La rocade est le premier projet de concession d'infrastructure à réaliser au niveau national, aussi bien au Kazakhstan qu'en Asie centrale.
- ▶ La présence de conseillers et d'avocats internationaux et le processus concurrentiel ouvert aux entreprises internationales ont fait de ce projet un cas unique, le seul en son genre dans toute la région.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID fournira une ligne de financement sous forme d'une vente à tempérament conforme à la charia d'un montant de 100 millions de dollars, en appui à la réalisation du projet.
- ▶ Le financement de la BID fait partie d'une enveloppe de financement totale de 585 millions de dollars, cofinancée par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

et la Banque eurasiennne de développement.

PROJET DE LA ROCADE

Aider le Kazakhstan à réaliser son aspiration à rejoindre les rangs des **30** pays les plus développés

INVESTISSEMENT

La BID fournira une ligne de financement sous forme d'une vente à tempérament conforme à la charia d'un montant de **100 millions de dollars**, en appui à la réalisation du projet



Initiatives de renforcement des capacités d'évaluation

En plus de son rôle de pourvoyeur de financement, la BID est une institution axée sur la connaissance. En effet, son Département d'Évaluation des Opérations a contribué au renforcement des systèmes et capacités de suivi et d'évaluation des pays membres à tous les niveaux, afin de leur permettre de générer et d'utiliser des résultats tirés des évaluations dans l'adoption de politiques plus efficaces.

OBJECTIF

- ▶ Des progrès économiques importants ont été accomplis par de nombreux pays membres au cours des dernières décennies. C'est ce qui leur permet d'avancer sur la voie de la réalisation des ODD. Cependant, l'évolution des mécanismes de suivi et d'évaluation des interventions n'a pas suivi la même cadence, ce qui laisse les gouvernements à la traîne en matière de mesure des résultats.
- ▶ À travers son Département d'Évaluation des Opérations, la BID a mis à profit ses expertise et expérience en matière de suivi et d'évaluation pour aider les pays membres à améliorer leurs systèmes de suivi et d'évaluation et leurs capacités de mesure des résultats.
- ▶ Des initiatives de renforcement des capacités d'évaluation ont été entreprises dans le but d'asseoir dans les pays membres :
 - la culture de prise de décision fondée sur des données probantes ;
 - des systèmes de suivi et d'évaluation ; et
 - la capacité d'évaluation des institutions publiques ainsi que des professionnels chargés de l'évaluation.

Grâce au renforcement des capacités des cadres des pays membres en matière de mesure des résultats, le Département d'Évaluation des Opérations contribue à la sensibilisation, les compétences, l'exécution et le renforcement des capacités.

- ▶ Ces activités s'inscrivent dans le droit fil des piliers de sensibilisation, de mise en lien, de compétences, d'exécution et de renforcement des capacités du Programme quinquennal du Président. C'est ce qui appert des activités de la BID au Bahreïn, au Kazakhstan, au Maroc et au Sénégal.

MÉTHODE

- ▶ Le Département d'Évaluation des Opérations s'évertue à identifier les besoins en renforcement des capacités dans les domaines du suivi, de l'évaluation et de l'analyse d'impact dans les pays membres. En plus de son approche axée sur l'offre, le Département d'Évaluation des Opérations répond souvent aux demandes des pays membres.
- ▶ De concert avec des partenaires comme la Banque mondiale, des programmes de renforcement des capacités, notamment des ateliers personnalisés, des études de cas, des simulations et le soutien au développement des systèmes de suivi et d'évaluation, sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques des pays membres.
- ▶ Des efforts visant à mener des initiatives de renforcement des capacités associent souvent la formation en classe et l'expérience pratique en évaluation. Par exemple, les participants de la Cour des comptes du Royaume du Maroc ont eu la possibilité d'agir en tant que membres externes de l'équipe d'évaluation du Département d'Évaluation des Opérations.
- ▶ Dans certains cas, la BID a collaboré avec des organismes publics pour les transformer en centres d'excellence de renforcement des capacités en suivi et évaluation et préparer leurs cadres à devenir des formateurs. L'objectif est de transformer les systèmes de prise de décision et d'élaboration de politiques des pays en processus étayés par des preuves.





► La Cour des comptes du Royaume du Maroc et le Centre financier international d'Astana du Kazakhstan sont désormais dotés des capacités nécessaires à la formation d'autres entités. A cet égard, des effets en cascades sont produits grâce aux initiatives de renforcement des capacités.

► La BID a rejoint l'Initiative mondiale pour l'évaluation, un vaste groupe inclusif de gouvernements nationaux, d'organisations régionales et internationales, d'entités du secteur privé, d'établissements universitaires et de groupes de la société civile qui a lancé un partenariat mondial visant à combler le déficit en suivi et évaluation et à renforcer les capacités à tous les niveaux, afin de générer et d'utiliser des preuves d'évaluation pour des politiques plus efficaces dans les pays membres.

RÉSULTATS

► Grâce à des programmes de renforcement des capacités à Bahreïn, au Kazakhstan, au Maroc et au Sénégal, la BID a pu former 130 cadres moyens et supérieurs de neuf pays membres.

► Les interventions ont été conçues sur la base d'une compréhension approfondie des problèmes sous-jacents et sont donc adaptées aux contextes locaux des pays spécifiques.

- **Formation en suivi et évaluation pour les cadres publics du Royaume de Bahreïn** - En réponse à la demande du Gouvernement du Royaume de Bahreïn sur l'amélioration des résultats, la BID a organisé un atelier intensif pour familiariser les cadres publics avec la théorie du changement et renforcer leurs capacités à exécuter, assurer le suivi et évaluer les résultats des projets. Vingt-sept cadres supérieurs du ministère des Finances et des agences d'exécution des ministères de tutelle ont pris part à l'atelier.
- **Atelier de renforcement des capacités en évaluation pour les cadres supérieurs du Kazakhstan** - Avec le soutien du Centre financier international d'Astana du ministère des Finances, la BID a organisé un atelier de renforcement des capacités en évaluation pour trente participants de différents secteurs et ministères, y compris ceux du centre. L'objectif de l'atelier était de doter les participants de compétences techniques en évaluation et de leurs applications pratiques à des projets de développement. Les participants ont acquis une meilleure compréhension des méthodes et techniques d'évaluation et de leurs applications à la gestion de projets.
- **Programme de renforcement des capacités en évaluation pour la Cour des comptes du Royaume du Maroc** - La Cour des comptes du Royaume du Maroc a récemment été chargée de l'évaluation des projets et des politiques du secteur public. Le programme de la BID visait à aider la Cour des comptes à préparer vingt-huit magistrats à devenir des experts dans l'évaluation de projets, stratégies et politiques publics grâce à une formation en classe et à une expérience pratique. Le programme a pu renforcer les capacités d'évaluation institutionnelle de la Cour des comptes grâce à l'élaboration d'un manuel d'évaluation, d'outils et de procédures pertinents et d'orientations sur quatre évaluations pilotes menées par la cour elle-même. Des systèmes ont été mis au point pour appuyer la prise de décision fondée sur des données probantes et encourager l'apprentissage organisationnel et la reddition de comptes.
- **Atelier d'évaluation d'impact pour les cadres des pays membres au Sénégal** - La BID s'est jointe au

Groupe d'Évaluation indépendante du Groupe de la Banque mondiale qui jouit d'une bonne expertise, pour offrir une opportunité unique de renforcement des capacités en évaluation d'impact aux cadres des pays membres sélectionnés. Dispensé en langue française, le programme de formation a été conçu pour permettre aux participants de concevoir et de mettre en œuvre une évaluation d'impact solide et de haute qualité des politiques, stratégies et projets de développement. La formation a utilisé six études de cas de six pays membres, à savoir le Burkina-Faso, le Cameroun, la Guinée, le Mali, le Niger et le Sénégal, pour permettre aux participants d'établir des liens entre leurs compétences et leur propre expérience. Au total, soixante cadres des pays mentionnés qui sont tous des pays membres de la BID et de la Banque mondiale, ont pris part à l'atelier.

INVESTISSEMENT

► La BID a investi environ 77.000 dollars pour entreprendre ces initiatives de renforcement des capacités en évaluation. Les gains sont très élevés pour un investissement aussi modeste, d'autant plus qu'il s'agit de l'impact sur les capacités des pays membres à assurer le suivi des stratégies, politiques et projets publics destinés à réaliser les ODD.

INITIATIVES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

77.000 dollars
investis sur **4** activités de renforcement des capacités

130 cadres de **9** pays membres formés en

partenariat avec **2** initiatives mondiales



Accès à l'énergie grâce au financement participatif

Un projet pilote de financement participatif devrait alimenter plus de 50.000 personnes en électricité provenant de systèmes solaires hors réseau.

OBJECTIF

- ▶ 789 millions de personnes vivent toujours sans électricité, dont 75 % dans des zones rurales.
- ▶ Le manque de financement suffisant pour accéder à l'électricité, notamment dans les zones rurales, est un défi majeur qui entrave l'Objectif d'accès universel à l'électricité d'ici 2030 (ODD 7.1.1). Les petites et moyennes entreprises sont confrontées à des défis particuliers à cet égard en raison de la difficulté à obtenir des fonds de roulement.
- ▶ Les solutions solaires à faible coût commencent à offrir de nouvelles alternatives à ces communautés. La BID travaille avec la plateforme suédoise de financement participatif, TRINE, qui a été créée en 2015 pour apporter des réponses à ces défis.

TRINE se veut un outil de financement innovant qui permettra de tisser des partenariats avec le secteur privé dans le domaine du développement.

MÉTHODE

- ▶ L'accord passé avec TRINE consistait pour la BID à fournir le financement nécessaire aux solutions énergétiques propres et durables hors réseau dans les pays membres. La proposition entend également améliorer la disponibilité d'une structure financière islamique pour les solutions hors réseau dans les pays membres, et ce grâce au financement participatif.
- ▶ Plus précisément, TRINE permet l'accès aux capitaux dans le secteur de l'énergie solaire hors réseau.
- ▶ Convaincue que tout le monde devrait avoir accès à une énergie propre, TRINE appuie les petites et moyennes entreprises spécialisées dans la distribution de systèmes solaires domestiques aux ménages ruraux. Elle finance l'acquisition de ces systèmes.
- ▶ Les systèmes solaires domestiques sont des systèmes photovoltaïques autonomes qui constituent une solution idoine pour les communautés éloignées n'ayant pas accès au réseau national.
- ▶ Les coûts de la technologie nécessaire au pourvoi des énergies renouvelables, comme les systèmes solaires domestiques, ont considérablement baissé, de plus de 40 %, au cours des trois dernières années jusqu'à 2020.
- ▶ La BID considère le financement participatif comme le moyen de créer des liens et de tisser des partenariats devant ouvrir la voie à des services de mobilisation de ressources pour les pays membres.
- ▶ La BID a choisi de travailler avec TRINE sur un projet dont les objectifs consistent à :
 - attirer et influencer positivement les décisions des investisseurs au titre du financement participatif pour appuyer les campagnes de la plateforme ; et
 - permettre aux communautés de certains pays membres de bénéficier de campagnes de financement participatif et d'accéder à une énergie à faibles émissions.





► La coopération avec TRINE a permis d'accorder des financements mourabaha aux petites et moyennes entreprises qui fournissent des services d'électricité propre aux ménages ruraux et aux petites entreprises.

- L'initiative :
- présente un effet multiplicateur par deux, en tirant parti de la contribution d'un million d'euros de la BID pour obtenir des contributions des financeurs participatifs ;
 - crée l'opportunité pour la BID de produire un impact de développement réel, en ouvrant l'accès à l'énergie renouvelable dans les pays membres ; et
 - permet le transfert de connaissances sur le financement participatif, en intervenant à partir d'une plateforme externe.

RÉSULTATS

- Plus de 50.000 personnes bénéficieront de l'accès à l'électricité grâce au projet pilote TRINE.
- Des émissions équivalentes à 145.000 tonnes de CO₂ seront évitées grâce au remplacement des sources d'énergie à combustibles fossiles.
- La réussite de ce projet pilote inspirera le soutien à d'autres plateformes de financement participatif dans diverses régions et secteurs.

► La participation de la BID à cette initiative permettra de réduire les risques et d'attirer ainsi davantage d'investissements au titre du financement participatif pour produire un effet tangible.

► La BID travaille en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'initiative TRINE pour évaluer l'impact des campagnes financées par la Banque, et ce à l'aide de l'Outil d'évaluation de l'impact de l'action climatique du PNUD. L'objectif est de permettre aux investisseurs, aussi bien institutionnels qu'au titre du financement participatif, d'assurer le suivi de l'impact des investissements sur la réalisation des cibles des ODD.

INVESTISSEMENT

- Le modèle durable de TRINE et son orientation vers la résolution de problèmes de développement aigus l'ont rendu éligible au financement approuvé par la BID d'un million d'euros.
- La plateforme dispose déjà d'un portefeuille de plus de 45 millions d'euros et a acquis une expérience importante grâce au projet pilote.
- Les estimations montrent que pour chaque euro investi par la BID, 2 à 3 euros des investisseurs au titre du financement participatif seront mobilisés.

► La BID et les investisseurs au titre du financement participatif réaliseront une majoration de plus de 7 % par an, avec une durée maximale de cinq ans.

FINANCEMENT DE SOLUTIONS D'ÉNERGIE PROPRES ET DURABLES HORS RÉSEAU

Fournit un effet multiplicateur par **deux**, en tirant parti de la contribution de **1 million d'euros** de la BID pour obtenir des contributions au titre du financement participatif

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS

Des émissions équivalentes à **145.000 tonnes de CO₂** seront évitées

Partenariat mondial pour l'Alliance pour l'éducation : accroître le volume et améliorer la qualité des financements

La BID soutient l'éducation de base universelle en collaborant avec le Partenariat mondial pour l'éducation.

OBJECTIF

- ▶ En 2019, la BID et la plus grande institution de financement de l'éducation, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), ont lancé une alliance pour faire face à la crise mondiale de l'éducation.
- ▶ Le GPE est un fonds mondial doté de 2,8 milliards de dollars qui rassemble les principales parties prenantes pour améliorer l'éducation dans soixante-huit des pays les plus pauvres du monde, dont trente-cinq pays membres de la BID. Le partenariat s'attache particulièrement à proposer des solutions face au nombre élevé des enfants non scolarisés et aux faibles niveaux de réussite scolaire.
- ▶ L'objectif principal de ce partenariat est de fournir l'accès à l'éducation aux enfants non scolarisés, scolaire, avec comme slogan « Ne laisser aucun enfant non scolarisé dans les États membres de l'OCI d'ici 2030 ».

La BID s'associe au Partenariat mondial pour l'éducation pour promouvoir la mise en œuvre de la Stratégie de développement de l'éducation nationale de la République du Tadjikistan.

- ▶ Les partenariats permettent à la BID de participer activement au débat sur l'architecture de l'aide mondiale tout en mobilisant des ressources pour ses pays.
- ▶ La BID et les partenaires au développement concernés œuvreront de concert pour mobiliser des ressources dans le but de ramener 28 millions d'enfants à l'école.

MÉTHODE

- ▶ Ces initiatives visent à opérer un changement de paradigme en passant de la scolarisation à l'apprentissage, avec une réforme structurelle et opérationnelle des systèmes éducatifs pour favoriser un environnement intégré et propice à l'enseignement et à l'apprentissage.
- ▶ Grâce à la collaboration avec des partenaires, les investissements dans l'éducation peuvent être optimisés pour une plus grande efficacité et un impact plus marqué. Par exemple, l'UNICEF apporte une assistance technique au projet, tandis que la collaboration de la BID avec le GPE permet d'avoir des ressources sous forme de subventions directes par le biais de la subvention à la mise en œuvre de programmes dans le secteur de l'éducation dans le cadre du Fonds à effet multiplicateur, qui permet de mobiliser des ressources pour attirer de nouveaux financements extérieurs ou des financements extérieurs additionnels.
- ▶ Pour accéder aux financements du GPE, les pays doivent allouer 20 % de leur budget de fonctionnement à l'éducation. Cette exigence de ressources nationales renforce la capacité des maîtres d'œuvre ou des ministères de l'Éducation à répondre aux exigences de financement de contrepartie qui constituent un aspect important des projets sectoriels financés par la BID.
- ▶ Le nouveau cadre actuellement piloté au Tadjikistan a mobilisé le groupe local pour l'éducation (composé de tous les donateurs,





INVESTISSEMENT

- ▶ Le coût total du projet pilote pour l'éducation au Tadjikistan est de 46 millions de dollars, avec une contribution de 30 millions de la BID et une subvention de 10 millions du GPE, en plus des 6 millions apportés par le Gouvernement du Tadjikistan.
- ▶ Dans le cadre de la préparation du projet, le GPE a fourni 181.141 dollars à la BID à titre de subvention.
- ▶ Ayant accès aux allocations du GPE au pays, la BID peut y faire fond pour mettre en place sa réserve de projets. De cette manière, elle peut s'appuyer sur les subventions et les fusionner pour octroyer ses financements ordinaires que les pays membres à faible revenu sont peu enclins ou incapables d'absorber, à des conditions douces.
- ▶ Le partenariat étant évolutif, la BID a pu entamer des consultations avec le centre régional de Rabat au Maroc, pour étudier les possibilités d'aider la Tunisie et le Maroc à débloquer leurs allocations respectives dans le cadre du Fonds à effet multiplicateur du GPE, soit 15 millions de dollars chacun, avec la réussite du projet pilote au Tadjikistan.

ONG, organisations de la société civile et syndicats d'enseignants) sous la direction du gouvernement, pour garantir un dialogue politique inclusif, une synergie et une responsabilité mutuelle des parties prenantes.

- ▶ La plateforme du groupe local pour l'éducation a permis à la BID d'harmoniser ses interventions dans le cadre d'une approche sectorielle alignée sur la politique et les stratégies nationales.

RÉSULTATS

- ▶ Les résultats du partenariat, dont l'objectif est d'améliorer l'accès à un enseignement adapté aux besoins des étudiants, se présentent comme suit :
 - Construction de 68 écoles, soit 752 salles de classe pour 18.000 élèves et de cinq bâtiments administratifs dans 18 districts et villes de la province de Khatlon et de Douchanbé.

- Déploiement du programme d'études et réformes de l'évaluation de l'apprentissage.
- Formation des enseignants/mentors/cadres.
- Mise au point et impression de 250.000 jeux de nouveaux matériels d'enseignement/apprentissage.
- Bilan des activités d'éducation axées sur les compétences.
- ▶ Dans le cadre de cette initiative, la BID a été accréditée en tant que deuxième banque multilatérale de développement à servir de partenaire à la subvention pour le GPE (aux côtés de la Banque mondiale) avec une responsabilité fiduciaire sur les ressources du GPE.
- ▶ La BID est devenue membre suppléant du Conseil d'administration pour le groupe des agences de développement multilatérales, ce qui lui permet de renforcer sa participation à la gouvernance du GPE.

PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION

Fonds mondial de 2,8 milliards de dollars pour améliorer l'éducation dans 68 des pays les plus pauvres du monde, dont 35 pays membres de la BID

PROJET PILOTE AU TADJIKISTAN

68 écoles pour 18.000 élèves



Initiatives en ligne de THIQAH

En collaboration avec les membres du Groupe de la BID en charge du secteur privé, le Forum des affaires du Groupe de la BID (THIQAH) a lancé et mis en œuvre des initiatives dans plus de trente des pays membres de la BID.

OBJECTIF

- ▶ La BID s'est lancée dans une série de projets numériques et virtuels, de concert avec trois membres du Groupe de la BID chargés du secteur privé, à savoir la SIACE, la SID et la SIFC.
- ▶ La pandémie à coronavirus a fait naître une nouvelle exigence de maintien de la dynamique des IDE par des moyens virtuels, en l'absence d'options physiques et à la lumière des confinements et des restrictions sur les déplacements partout dans le monde.
- ▶ L'objectif de cette coopération est d'augmenter de plus de 100 milliards de dollars les entrées nettes d'IDE en faveur des pays membres, dont 50 milliards proviendront d'investissements intra-OCI.
- ▶ Ces initiatives consistent en des :
 - exposés virtuels sur les pays pour promouvoir des investissements et des échanges ;
 - séries « Made in... » pour les PME ; et
 - concours de promotion virtuels pour les start-up.

Ces initiatives inédites ont pour but d'apporter des solutions innovantes, en favorisant un flux continu d'investissements et d'échanges vers et entre les États membres de l'OCI.

MÉTHODE

- ▶ Ces trois initiatives en ligne inédites ont pour but de :
 - soutenir les économies des pays membres ;
 - entrer en contact avec de nouveaux partenaires ; et
 - promouvoir les investissements transfrontaliers et le secteur privé, le commerce, les exportations et les IDE dans les pays participants.
- ▶ Ces initiatives ont été lancées et mises en œuvre avec succès dans plus de trente pays, et il est prévu de les élargir à d'autres pays.
- ▶ La pandémie à coronavirus a donné une impulsion majeure aux solutions numériques. Ces initiatives ont placé l'innovation numérique au service du développement et contribueront *in fine* à la réalisation des ODD.
- ▶ Les initiatives permettront à la BID de soutenir ses pays membres en renforçant leurs capacités d'investissement et de commerce, notamment par la création de liens avec de nouveaux partenaires, le renforcement de la coopération Sud-Sud, le partage d'expériences et le cofinancement de projets de développement.
- ▶ L'accent est mis sur la création d'un environnement propice à une croissance durable et inclusive.

RÉSULTATS

- ▶ À la faveur de THIQAH, du ministère de l'Économie des Émirats arabes unis et de la réunion annuelle sur l'investissement, le Groupe de la BID a annoncé les initiatives en ligne qui ont déjà été mises en œuvre avec succès dans plus de trente pays membres.
- ▶ Les trois initiatives visent des objectifs clairs.

Exposés virtuels sur les pays

Les opportunités d'investissement et de commerce, ainsi que les projets éventuels sont estimés à plus de 10 milliards de dollars. L'initiative :



Opportunités d'investissement/de commerce

Plus de 30 start-up gagnantes dans les pays membres



Mise en œuvre dans plus de 30 pays



Opportunités d'investissement/de commerce et projets estimés à plus de 10 milliards de dollars

- permet d'avoir un important rassemblement virtuel d'investisseurs, d'agences gouvernementales, de sociétés privées, d'institutions financières et d'agences de promotion de l'investissement, et aux États membres de l'OCI de promouvoir leurs opportunités d'investissement et de commerce ;
- permet de promouvoir et mettre en valeur les possibilités d'investissement et de commerce dans les pays membres ; et
- sert de plateforme en ligne stratégique et innovante permettant aux agences de promotion des investissements d'établir des contacts et des réseaux avec des investisseurs, partenaires et financiers potentiels.

Séries « Made in... »

- ▶ Ces séries servent de plateforme numérique pour les projets, produits et services industriels des PME dont l'objectif est de :
 - réaliser la croissance économique et accroître le volume des exportations des pays, tout en obtenant des financements pour leurs projets ;
 - promouvoir leurs produits fabriqués localement et les exposer à l'échelle mondiale, en leur offrant une reconnaissance sur un plus grand marché de détail ;
 - sensibiliser davantage aux propositions de valeur tout en améliorant la compétitivité des produits fabriqués localement et des services sur le marché mondial ; et
 - établir des réseaux avec des partenaires potentiels du monde

entier intéressés par l'importation d'un produit ou d'un service déterminé des PME présentées.

Concours de promotion virtuels pour les start-up

- ▶ Plus de 500 entreprises sélectionnées se sont disputées les prix :
 - Offrir une vitrine virtuelle par laquelle les start-up peuvent rayonner, se connecter, établir des réseaux et examiner les voies et moyens de pénétrer le marché mondial.
 - Mettre en relation les start-up au niveau mondial et les aider à rencontrer des partenaires et des investisseurs potentiels venant d'autres parties du monde.
 - Organiser des concours de promotion virtuels dans plusieurs pays membres, le gagnant de chaque concours étant invité à participer à la finale de la Ligue mondiale des champions pour les start-up.
 - Découvrir des start-up prospères et à fort potentiel d'expansion et de pénétration du marché en toute confiance.

INVESTISSEMENT

- ▶ Grâce à THIQAH, les membres du Groupe de la BID en charge du secteur privé seront en mesure d'accroître le volume des IDE en encourageant et en mettant en valeur les investissements transfrontaliers entre les pays membres, les flux entrants d'IDE anticipés devant dépasser 100 milliards de dollars.

INITIATIVES EN LIGNE DE THIQAH

L'objectif de cette coopération

est d'augmenter de plus de **100 milliards de dollars**

les entrées nettes d'IDE en faveur des pays membres,

dont **50 milliards**

proviendront des

investissements intra-OCI



Appui aux projets d'énergie propre en Égypte

La SID entend aider l'Égypte à atteindre ses objectifs de réduction des émissions dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat.

OBJECTIF

- ▶ Le Gouvernement égyptien a lancé en 2014 un programme d'énergie renouvelable selon un système de tarif de rachat, dans le but d'attirer suffisamment d'investissements privés pour faciliter la création d'une capacité éolienne et solaire photovoltaïque de 4.300 MW dans le pays.
- ▶ Le gouvernement prévoit également de :
 - tirer 20 % de sa production d'électricité de sources renouvelables au cours de la prochaine décennie ;
 - renforcer la sécurité énergétique de l'Égypte en exploitant le vaste potentiel du pays en énergies renouvelables ;

Cette initiative témoigne de l'intérêt que la SID accorde au secteur des énergies renouvelables et de l'élargissement de la coopération avec des institutions internationales stratégiques de financement du développement.

- améliorer l'efficacité de son secteur de l'électricité ; et
- réduire la dépendance vis-à-vis des importations coûteuses de combustibles fossiles.

MÉTHODE

- ▶ En 2017, la SID a approuvé une enveloppe de crédit d'un montant maximal de 75 millions de dollars pour financer la construction et l'exploitation de nouveaux projets d'énergie solaire photovoltaïque indépendants dans le cadre du programme égyptien de tarif de rachat, en partenariat avec des institutions de financement du développement de premier plan, notamment la BERD, le Fonds vert pour le climat et la Banque de développement néerlandaise (FMO).

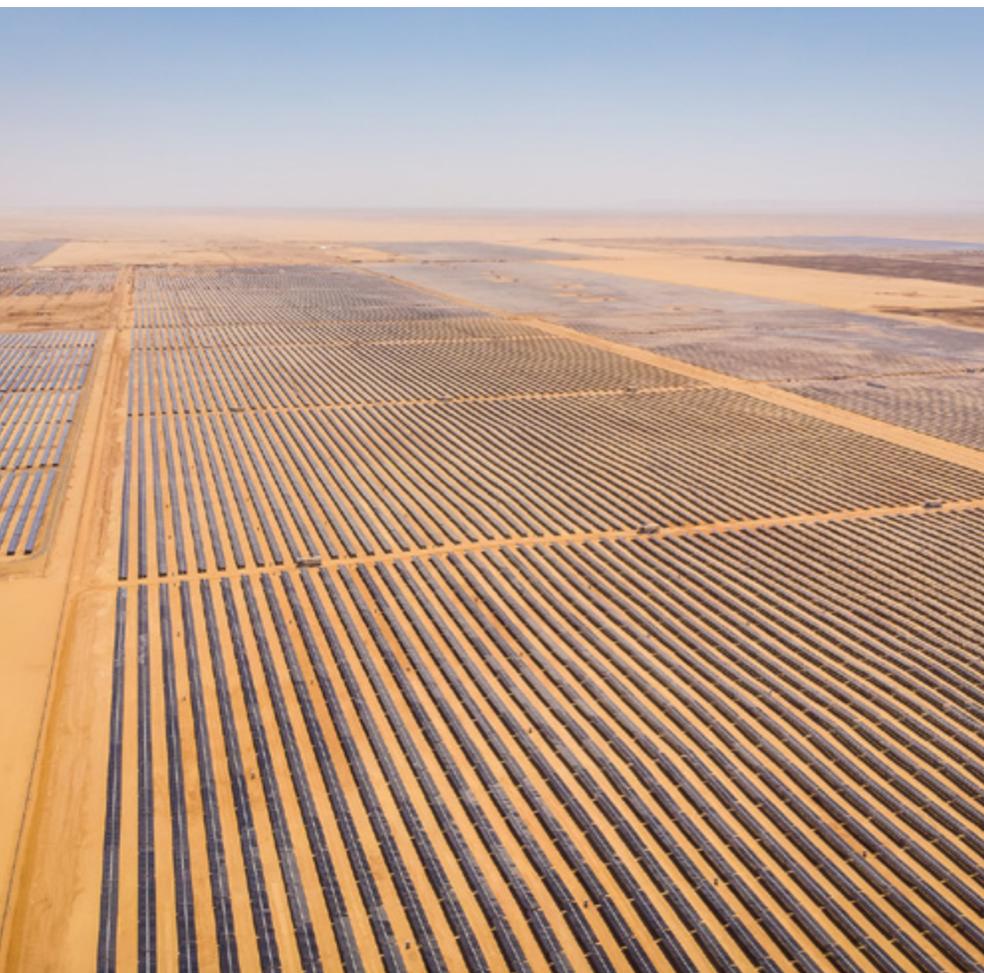
Projet Alfanar

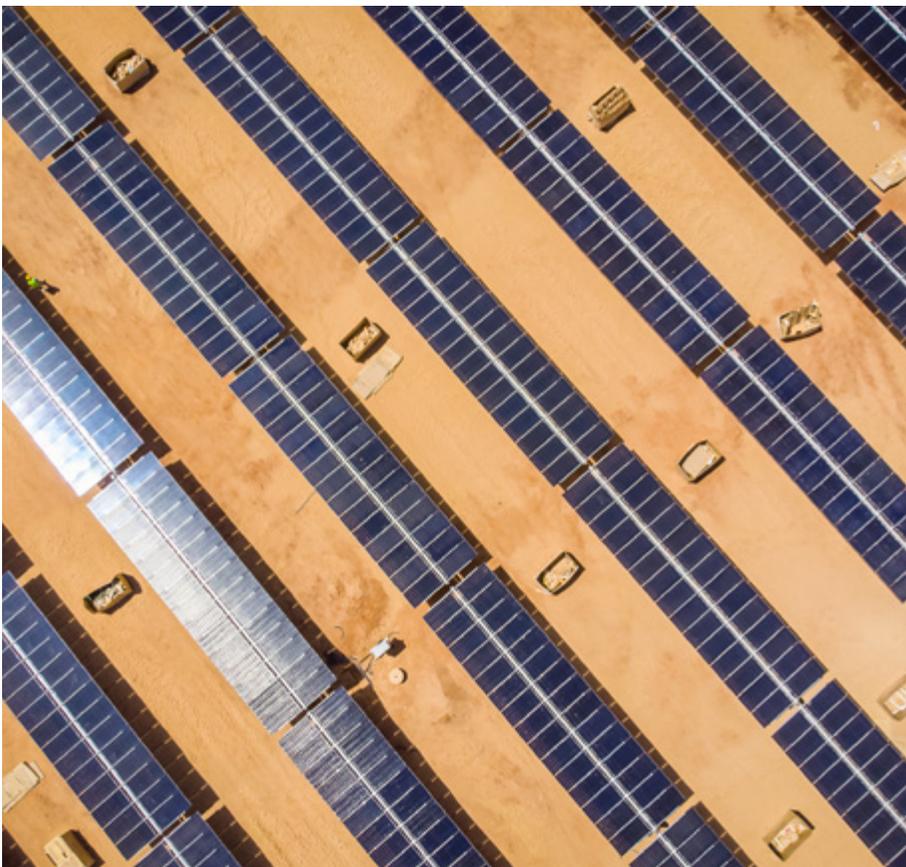
- ▶ Ce projet comprenait la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 MW dans le parc solaire de Benban, province égyptienne d'Assouan, qui est appelé à devenir l'un des plus grands parcs d'énergie solaire au monde. L'ensemble du projet a été financé par des fonds propres et des emprunts, les fonds propres étant fournis par la société Alfanar, un important conglomérat saoudien du secteur de l'énergie intervenant dans la région du CCG, et les financements privilégiés par la BERD et la SID.

- ▶ Le projet devrait permettre de réduire jusqu'à 100.000 tonnes d'équivalent de CO₂ par an, en droite ligne des objectifs de réduction des émissions de l'Égypte dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, mais aussi pour promouvoir le développement énergétique durable et la présence du secteur privé dans le paysage énergétique du pays.

Projets de Scatec Solar

- ▶ Scatec Solar ASA (SSO) est une entreprise norvégienne qui met au point, construit, détient, exploite et entretient des centrales solaires dans le monde entier. Elle est en train de mettre au point six projets pour le programme égyptien de tarif de rachat, en partenariat avec des investisseurs





internationaux de premier rang, dont Norfund et Africa50, le fonds d'infrastructure pour l'Afrique. Les projets auront une capacité de production installée totale de 400 MW et seront implantés dans le parc solaire de Benban. Leur coût total sera financé par des fonds propres du promoteur et des financements privilégiés fournis par la BERD, la BID, la FMO et la SID.

► Les 870 GWh d'électricité produits annuellement par les centrales solaires de 400 MW permettront d'éviter environ 350.000 tonnes d'émissions de CO₂ par an, dans le droit fil des objectifs de réduction des émissions de l'Égypte dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. L'Égypte s'est engagée à porter à 37 % la part des énergies renouvelables dans son bouquet énergétique d'ici 2035.

RÉSULTATS

- Cette initiative démontre :
 - l'accent mis par la SID sur l'espace des énergies renouvelables ;
 - les efforts déployés par la SID pour élargir la coopération avec les institutions internationales stratégiques de financement du développement ;
 - l'engagement de la SID envers un important pays membre, l'Égypte, dans son cheminement vers le développement économique durable et l'alignement sur les ODD ; et
 - l'engagement de la SID à contribuer au développement socio-économique de Benban en offrant à la population locale des infrastructures, des emplois et des formations professionnelles.

INVESTISSEMENT

- Le projet Alfanar est financé par une facilité à terme d'un montant maximum de 28,5 millions de dollars.
- Les projets solaires de Scatec sont financés par six facilités à terme pour un montant total de 24 millions de dollars.

NOUVEAUX PROJETS DE CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES INDÉPENDANTES

La SID a approuvé une enveloppe de crédit d'un montant maximal de **75 millions de dollars** pour financer la construction et l'exploitation de nouveaux projets de centrales solaires photovoltaïques indépendantes



Changer pour un meilleur impact : transformation de l'agriculture et du développement rural

Publié par la BID en 2018, l'ouvrage intitulé « *Changer pour un meilleur impact : transformation de l'agriculture et du développement rural dans les pays membres de la BID* » a permis de mieux faire connaître le travail accompli par la BID dans ses pays membres.

OBJECTIF

- ▶ La BID est déterminée à développer le secteur agricole dans ses pays membres et à permettre à ces derniers d'atteindre les ODD. Il apparaît de plus en plus clairement que des améliorations dans le secteur agricole peuvent avoir un effet multiplicateur.
- ▶ Diverses études sur le développement ont montré qu'un dollar investi dans le secteur agricole en Afrique subsaharienne peut contribuer à tirer au moins seize personnes de la pauvreté.
- ▶ La BID s'emploie à ce que les investissements nécessaires soient réalisés, notamment par le secteur privé, afin que l'agriculture se développe durablement à grande échelle, sur le long terme. Il convient également d'intégrer ces investissements, afin de produire un changement à impact.
- ▶ Les investissements réalisés par la BID dans le secteur agricole ont notamment permis d'obtenir les résultats suivants :
 - un meilleur accès à des semences de qualité et à haut rendement pour les agriculteurs de nombreux pays membres ;

La publication répertorie les leçons et présente les opportunités de transformer le secteur de l'agriculture dans les pays membres. Elle explore également les possibilités de collaborer avec un large éventail de parties prenantes, notamment le secteur privé, les partenaires du développement et la société civile, sur le processus de transformation.

- l'amélioration des infrastructures rurales, notamment les routes, les marchés et les systèmes d'irrigation, pour les communautés rurales ;
- une idée plus précise de ce qui devrait être fait différemment à l'avenir, en veillant, par exemple, à :
 - avoir des représentants sur le terrain ;
 - se rapprocher du secteur privé ; et
 - favoriser des chaînes de valeur permettant aux agriculteurs d'accéder aux marchés et créant des emplois pour les jeunes et les femmes en milieu rural.

- ▶ La publication est née de la volonté de mieux faire connaître le nouveau modèle d'entreprise de la BID, notamment en ce qui concerne les nouvelles chaînes de valeur mondiales et la promotion de la participation du secteur privé, ainsi que de partager avec un public plus large sa très grande connaissance de l'agriculture et du développement rural.

MÉTHODE

- ▶ À travers des études de cas, l'ouvrage examine le rôle de la BID dans la promotion d'une croissance durable, inclusive et intégrée dans le secteur de l'agriculture et du développement durable.
- ▶ L'ouvrage met en lumière les voies et moyens d'obtenir un impact optimal grâce à l'investissement, en s'appuyant sur le nouveau modèle d'entreprise de la BID, qui suit une approche axée sur la chaîne de valeur mondiale et des partenariats solides avec les partenaires au développement.
- ▶ Il constitue une indication de l'engagement de la BID à transformer le secteur agricole dans ses pays membres et offre une réflexion équilibrée sur les enseignements précieux du passé qui éclairent la voie à suivre.
- ▶ La publication aborde, par ailleurs, les problèmes auxquels est confronté le secteur





agricole dans de nombreux pays membres de la BID, notamment :

- la faible productivité ;
- les changements climatiques ;
- la dégradation de l'environnement ;
- l'insécurité alimentaire ; et
- le taux de chômage élevé chez les jeunes et les femmes.

► Elle répond à la nécessité d'assurer une transformation du secteur afin d'éliminer la faim et la malnutrition et de créer une plateforme pour une croissance économique durable et inclusive, qui ne laisse personne au bord du chemin.

► Pour ce faire, elle s'appuie sur les enseignements du passé pour faire le point sur les réussites et les échecs, afin d'opérer un changement et d'obtenir un meilleur impact sur le secteur agricole.

► L'ouvrage ne cherche pas à fournir une évaluation complète de tous les programmes et projets de développement financés par la BID en faveur de ses pays membres. Il choisit plutôt des programmes et des projets représentatifs pour effectuer des études de cas afin d'en tirer des enseignements généraux et de déterminer la voie à suivre.

► Il comporte treize chapitres succincts et étroitement liés entre eux, couvrant les sujets suivants :

- La stratégie suivie par la BID pour l'agriculture et le développement rural, ainsi que les méthodologies de financement des investissements agricole à grande échelle.
- La transformation requise en vue d'une augmentation durable de la productivité agricole (cultures et élevage) et des ressources hydriques au regard des changements climatiques.

- Les solutions pratiques, pouvant faire l'objet d'une transposition à grande échelle, pour renforcer la résilience des systèmes de production végétale et animale et augmenter la productivité de manière à renforcer la sécurité alimentaire et générer des produits supplémentaires pour lesquels des marchés rémunérateurs peuvent être trouvés.
- Les études de cas réalisées sur les investissements de la BID dans des pays membres situés en Asie et en Afrique subsaharienne.
- L'importance de l'autonomisation des communautés, du financement inclusif et de l'emploi des jeunes, pour parvenir à une transformation durable.
- Les mécanismes pratiques auxquels il est possible de recourir pour élargir l'accès au financement dans les zones rurales de manière à autonomiser les communautés et à créer des emplois pour les jeunes et les femmes.
- Les raisons pour lesquelles les partenariats stratégiques, tant financiers que techniques, sont nécessaires pour accélérer la transformation requise.
- La manière dont les mécanismes de partenariat pourraient être développés pour assurer le partage de connaissances et d'expériences, et recourir continuellement à des innovations essentielles afin de produire un impact.
- Les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre efficace des projets dans nombre de pays membres.
- L'approche dite *Reverse Linkage*, un mécanisme de coopération technique axé sur les résultats, que la BID a été la première à mettre en œuvre.
- Les enseignements tirés de l'évaluation des opérations financées par la BID au cours des quatre dernières décennies, qui serviront de base à ses interventions futures.

► L'objectif visé à long terme est de créer des secteurs agricoles productifs, résilients, ouverts au commerce et axés sur la chaîne de valeur, qui répondent aux besoins nutritionnels et de sécurité alimentaire des populations en augmentation constante dans les pays membres de la BID.

RÉSULTATS

► Du fait de sa popularité, cet ouvrage a été traduit en français et en arabe, en prévision de sa distribution durant

la Réunion annuelle 2020 de la BID à Djeddah.

► La Banque asiatique de développement a choisi deux des études de cas figurant dans l'ouvrage, à savoir « Comment accroître la productivité des petits exploitants agricoles » et « Leçons tirées de l'approche islamique au financement en milieu rural », pour les publier sur son site web et mettre en évidence les meilleures pratiques.

► La publication de l'ouvrage a conduit à la conception du Programme de la chaîne de valeur régionale du riz en Afrique subsaharienne et à la mobilisation de ressources à ce titre. Elle a permis à la BID de faire appel à plusieurs partenaires traditionnels et non-traditionnels, pour mobiliser des ressources sous forme de dons en faveur du programme, à titre de soutien aux pays bénéficiaires.

INVESTISSEMENT

► À la fin de 2017, la BID avait investi 12,6 milliards de dollars dans l'agriculture et le développement rural, ce qui représente une progression importante par rapport à la décennie précédente. Ce travail contribue à la réalisation de l'ODD 2 (Faim « zéro ») et continuera à produire des bénéfices importants à l'avenir.

INVESTISSEMENT DE LA BID

12,6 milliards de dollars

investis dans l'agriculture et le développement rural

1 dollar investi dans

le secteur agricole en

Afrique subsaharienne peut contribuer à tirer au moins

16 personnes de la pauvreté

Politique de coopération et d'intégration régionales

La BID a lancé une initiative d'appui à la coopération et à l'intégration régionales dans ses pays membres.

OBJECTIF

- ▶ Depuis l'élaboration du Programme quinquennal du Président, la BID poursuit diverses initiatives ciblées dans les pays membres, afin de faciliter la circulation transfrontalière des biens, services, informations, technologies et personnes. Figurent parmi ces initiatives :
 - les interventions d'intégration et de coopération régionales (projets d'infrastructures, programmes de subvention et initiatives de promotion des investissements) ;
 - les instruments de politique (politique, stratégie et rapports de référence d'intégration et de coopération régionales, rapports d'inventaire des organisations de coopération régionale) ; et
 - les directives d'orientation stratégiques (plans d'action de la coopération et de l'intégration régionales, rapports de l'impact de la pandémie à coronavirus sur la coopération et l'intégration régionales, mécanismes d'allocation stratégique de

La Politique et la Stratégie de coopération et d'intégration régionales de la BID renforceront les capacités des pays membres pour orienter les investissements intérieurs et étrangers vers le développement durable.

(l'Indice d'évaluation du financement du développement).

- ▶ Ces instruments et interventions de coopération et d'intégration régionales donnent des orientations sur la programmation, la planification, la mise en œuvre, l'appui et le secteur allocataire de ressources, ainsi que sur d'autres opérations thématiques classées sous la rubrique des activités de coopération régionale et d'intégration des marchés.
- ▶ Bien que les pays membres fassent partie de grands projets d'intégration et de connectivité régionales et d'accords commerciaux préférentiels, nombre d'entre eux enregistrent de faibles résultats en termes de commerce intrarégional, de flux d'investissements directs étrangers (IDE) intrarégionaux, et de liaisons d'énergie et d'électricité transfrontalières.
- ▶ Pour relever ces défis, la BID a élaboré une politique de coopération et d'intégration régionales qui vise à combler les déficits de développement entre les pays et au sein même des pays par :
 - l'amélioration de l'accès au marché et du partage des ressources ;
 - le renforcement de l'intégration du commerce et de l'investissement entre secteurs et industries ;
 - la mise en lien des zones souffrant de retard ou isolées et des régions économiquement plus actives ; et
 - la création de liens financiers plus forts.

MÉTHODE

- ▶ La politique de coopération et d'intégration régionales et les interventions et instruments de coopération et d'intégration régionales subséquents sont étroitement alignés sur le Programme quinquennal du Président et le nouveau modèle d'entreprise de la BID, lesquels confèrent à la BID le rôle de catalyseur facilitant la coopération entre les acteurs de développement à toutes les étapes du cycle de développement. La politique est étroitement liée à la nouvelle Stratégie de partenariat avec les pays membres, en ce qu'elle complète son analyse axée sur les pays, avec une approche plus large et plus holistique.



- ▶ La politique de coopération et d'intégration régionales bénéficie des activités des autres membres affiliés au Groupe de la BID, en l'occurrence la SID, la SIACE et la SIFC dans l'appui du commerce et de l'investissement pour le développement. La politique est fondée sur trois principes :
 - axer les interventions sur les ODD ;
 - appuyer l'intégration de la chaîne de valeur régionale pour une meilleure intégration dans la chaîne de valeur mondiale ; et
 - promouvoir le partage des connaissances.
- ▶ Le rôle de la BID de mettre en lien les bénéficiaires finaux (demande) et les contributeurs (offre) par le biais d'un réseau mondial d'acteurs de développement est l'un des principes directeurs de toute intervention de coopération et d'intégration régionales. Ainsi, la BID a quatre rôles dans le cadre de la coopération et de l'intégration régionales, à savoir conseiller, financer, renforcer les capacités, servir d'intermédiaire de diffusion des connaissances et agir en partenaire.
- ▶ De multiples cibles des ODD reconnaissent de manière explicite l'importance de la planification et de la coopération aussi bien au niveau national que régional et international.
- ▶ Après l'approbation de la première politique de coopération et d'intégration régionales de la BID en juillet 2019, une Stratégie opérationnelle de coopération et d'intégration régionales détaillée a été approuvée en décembre 2020. Elle comporte une évaluation des opérations et partenaires de la BID en matière de coopération et d'intégration régionales, en collaboration avec des partenaires dans la coordination (Secrétariat général de l'OCI, CCG, OCE, NEPAD, UMA, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, CEDEAO, SESRIC, COMESA, CESA), ainsi que d'autres institutions partenaires dans les centres régionaux et les pays membres.
- ▶ La stratégie adopte des programmes sous-régionaux par le biais de plans d'action de coopération et d'intégration régionales couvrant divers secteurs économiques et reposant sur quatre piliers fondamentaux :
 - renforcement de la connectivité transfrontalière ;
 - amélioration du climat d'investissement et des IDE ;
 - promotion du commerce et de la finance islamiques ; et
 - promotion des biens publics régionaux.

▶ Au titre de ce cadre stratégique, une part considérable (environ 30 %) des financements approuvés par la BID est allouée chaque année aux projets régionaux.

▶ L'analyse de la chaîne de valeur sert de cadre qui informe la mise en œuvre de la Stratégie de coopération et d'intégration régionales, et des considérations qui précèdent de la coopération et de l'intégration régionales feront partie intégrante de la préparation des stratégies de partenariat avec les pays membres.

RÉSULTATS

▶ Les résultats des interventions de la BID en matière de coopération et d'intégration régionales à la date de la présente publication se présentent ainsi :

▶ instruments de politique : la Politique et la Stratégie opérationnelle de la coopération et de l'intégration régionales, les rapports de référence annuels sur la coopération et l'intégration régionales, et les rapports d'inventaire des organisations de coopération régionale ;

▶ directives relatives à l'orientation stratégique : Cadre des plans d'action de coopération et d'intégration régionales, Rapport sur l'impact de la pandémie à coronavirus sur la coopération et l'intégration régionales pour orienter le Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie, et premier modèle stratégique régional d'affectation de ressources (modèle DEFAI mis au point pour orienter l'affectation de ressources aux pays, afin de résorber les déficits de financement des ODD des pays membres) ;

▶ impact de la coopération et de l'intégration régionales sur le portefeuille de la BID et les financements : en moyenne, la part annuelle des approbations au titre de la coopération et de l'intégration régionales dans le portefeuille des approbations de la BID se situe entre 24 et 37 %. Cela traduit clairement l'importance de la coopération et de l'intégration régionales, puisqu'elles comptent pour environ un quart des opérations de la BID ; et

▶ financement sous forme de subventions de coopération et d'intégration régionales – Instruments de renforcement des capacités : trois programmes de subventions qui contribuent au programme de coopération et d'intégration régionales de la BID, de sorte que collectivement, ils constituent un instrument efficace d'appui aux efforts déployés par la BID pour une meilleure coopération entre ses pays membres, en offrant des capacités

non-matérielles et de l'assistance technique en complément de sa solide infrastructure d'intégration régionale.

INVESTISSEMENT

▶ Les approbations de la BID relatives aux projets de la coopération et d'intégration régionales (2018-2016) portent sur :

- environ 2,3 milliards de dollars pour la région Afrique ;
- 1,4 milliard de dollars pour la région Asie ; et
- 1 milliard de dollars pour la région MENA.

▶ Cela représente :

- quelque 3,5 milliards de dollars pour la connectivité transfrontalière ; et
- 722 millions de dollars pour les biens publics régionaux.
- Les investissements dans le commerce et la finance islamique représentent respectivement 374 et 137 millions de dollars sur l'ensemble des financements de la coopération et de l'intégration régionales.

▶ Après le déploiement de la Politique de coopération et d'intégration régionales et des instruments de stratégie, les trois initiatives du programme de subvention de la coopération et de l'intégration régionales ont mobilisé environ 3,2 millions de dollars à titre de financement auprès des partenaires au développement, souvent avec de nouveaux acteurs.

▶ S'agissant des perspectives, la BID s'attachera à mobiliser des prêts à hauteur de 1,25 milliard de dollars initialement, pour soutenir les opérations de coopération et d'intégration régionales, aussi bien les initiatives au niveau interne qu'à l'échelle mondiale. Elle ciblera un montant de 5 millions de dollars à lever auprès des partenaires pour le financement sous forme de subventions.

IMPACT DE LA COOPÉRATION ET DE L'INTÉGRATION RÉGIONALES

En moyenne, la part annuelle des approbations au titre de la coopération et de l'intégration régionales dans le portefeuille des approbations de la BID se situe entre 24 et 37 %



Promouvoir les secteurs public et privé, les philanthropes et les individus



NO
LOW FUEL ON OUT STROKE

PIE OFF
TWO 8 00 20
OFF
DRILL 2
14 OFF
14 ON
14 ON

FLIGHT



Politique et stratégie opérationnelle STI

Gâce à plusieurs programmes visant à stimuler l'innovation et accélérer la numérisation, la BID entend soutenir les activités de développement dans les pays membres et promouvoir la création de nouveaux secteurs d'activité pour ses interventions.

OBJECTIF

► La BID a défini une nouvelle politique STI qui vise à intégrer la science, la technologie et l'innovation dans ses opérations et à soutenir les pays membres par le biais d'une série d'activités qui améliorent les écosystèmes STI nationaux, comme le renforcement des capacités et la formation, l'appui stratégique et la collaboration internationale.

► La politique STI s'inscrit en droite ligne de la stratégie opérationnelle STI pour permettre à la BID d'atteindre ses objectifs de transformation en passant par :

- le renforcement du pilier « exécution » du Programme quinquennal du Président en intégrant les opérations ;
- la contribution au recensement des priorités et des besoins des pays membres en matière des STI ;
- le soutien aux actions menées par la BID pour concrétiser sa vision et contribuer à la réalisation des ODD ;
- la contribution à la réalisation des ODD ; et
- la promotion et le renforcement de l'écosystème STI dans les pays membres grâce au renforcement des capacités, à

Les politiques et programmes STI de la BID sont en train de transformer sa culture, ce qui permet d'améliorer l'efficacité de ses interventions dans les pays membres et de ses opérations au niveau interne.

l'appui stratégique et aux instruments de politiques appropriés.

► Dans le cadre de sa politique STI, la BID a mis en place un programme d'initiatives innovant destiné à aider les pays membres à renforcer leurs capacités institutionnelles STI face aux grands enjeux du développement. En collaboration avec les centres régionaux de la BID et les partenaires au développement, le programme met l'accent sur les pays les moins avancés.

► La BID a également mis en place une équipe spéciale chargée de remettre en question les modèles de travail actuels de l'organisation et d'introduire l'agilité dans tous les départements. Le projet qui est en cours de déploiement vise à aligner la transformation numérique sur les activités quotidiennes de l'entreprise qui font partie des principaux moteurs du Programme quinquennal du Président et de la Stratégie décennale.

MÉTHODE

► Un document de la BID axé sur l'intégration des ODD fournit un cadre pour le rôle de la STI dans la réalisation des ODD dans les pays membres. La BID a noué un partenariat stratégique avec l'UNESCO pour soutenir les efforts déployés en matière des STI et renforcer les systèmes STI inclusifs dans les pays membres. Ce partenariat a déjà donné lieu à des réalisations de taille comme l'outil méthodologique de l'Observatoire mondial des instruments de politiques de science, de technologie et d'innovation (GO-SPIN), pour cartographier les paysages STI.

► Le programme de la BID en la matière fonctionne en harmonie avec le Programme quinquennal du Président et les secteurs prioritaires tels que l'énergie, la santé, l'agriculture et l'éducation, car il englobe la formation, l'amélioration des infrastructures STI, la formulation de politiques et l'acquisition des technologies proposées. Il ouvre la voie dans la prévision des tendances stratégiques en matière de développement et donne des orientations quant à la manière dont la STI





peut contribuer à trouver des solutions innovantes pour les pays membres.

► La fonction de gestion informatique a accompagné la transformation organisationnelle de la BID par un programme de numérisation, de décentralisation et de délégation de pouvoirs. Son objectif principal est de fournir des solutions intelligentes et innovantes afin d'améliorer la communication et la collaboration entre utilisateurs.

RÉSULTATS

► Le partenariat avec l'UNESCO permet de mettre en place des écosystèmes STI performants au Mozambique et en Ouzbékistan, en passant en revue ce qui existe déjà pour déterminer les domaines stratégiques d'investissement et recommander des politiques propres à l'améliorer. Les projets serviront de pilote pour établir un cadre à reproduire éventuellement dans d'autres pays membres.

► En partenariat avec *Barefoot College International*, le Programme régional de développement communautaire de la BID pour les femmes techniciennes en solaire et entrepreneuses en milieu

rural a jusqu'ici fourni du matériel d'électrification à 2.297 ménages dans sept sur neuf pays membres (Afghanistan, Burkina-Faso, Cameroun, Indonésie, Mali, Sénégal et Syrie). En outre, 40 femmes de neuf pays membres (Afghanistan, Burkina-Faso, Cameroun, Indonésie, Jordanie, Mali, Sénégal, Somalie et Syrie) ont été formées aux techniques du solaire, et les *Solar Mamas* en Afghanistan, au Burkina-Faso, en Jordanie et au Mali à l'apiculture comme activité secondaire de subsistance. Ces actions ont pu être menées en dépit du fait que la pandémie à coronavirus a affecté les progrès réalisés dans l'ensemble et ralenti les chaînes d'approvisionnement.

► L'initiative visant à promouvoir l'éducation pour la paix, l'esprit d'entreprise et la connectivité dans la région la plus vulnérable de l'Ouganda a été lancée en juillet 2020 en partenariat avec l'Initiative Whitaker pour la paix et le développement (*Whitaker Peace and Development Initiative*). Au total, 9 réunions de lancement du programme ont été organisées pour ce projet axé sur la STI, avec 281 participants dont 218 hommes et 63 femmes.

► Dans le même temps, il ressort du processus de numérisation de la BID que la réactivité, la visibilité

et la transparence internes se sont considérablement améliorées, la BID allant vers un environnement de travail sans papier.

INVESTISSEMENT

► La BID a créé le Fonds *Transform* pour la science, la technologie et l'innovation doté d'un capital initial de 500 millions de dollars en 2017. Le fonds finance quatre types d'initiative : (i) les idées nouvelles avec preuve de concept ; (ii) l'exécution à grande échelle de projets innovants ; (iii) la commercialisation de la technologie ; et (iv) le renforcement des capacités STI.

► La BID a approuvé et décaissé un montant de 1,5 million de dollars pour améliorer les conditions de vie et la viabilité économique des populations rurales démunies vivant dans des villages éloignés, inaccessibles et dépourvus de réseaux d'énergie, en fournissant à leurs communautés un éclairage domestique propre et peu coûteux grâce à l'énergie solaire dans les neuf pays membres choisis. Elle a approuvé un montant de plus de 1,6 million de dollars pour promouvoir la paix, l'inclusion sociale et l'employabilité dans les communautés en conflit en Ouganda. Jusqu'ici, 378.400 dollars (23,3 % du montant approuvé) ont été décaissés.

► Le projet de numérisation de la BID a été déployé auprès de plus de 1.000 utilisateurs et la Banque estime les économies anticipées entre 11 et 14 millions de dollars. Si l'utilisation du système s'élargit, les économies pourraient atteindre 14 millions de dollars par an.

FONDS TRANSFORM POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION

La BID a créé le Fonds *Transform* pour la science, la technologie et l'innovation doté d'un capital initial de 500 millions de dollars en 2017



Lancement de la plateforme Engage

Lancée en 2017, la plateforme *Engage* est un centre numérique créé par la BID pour accélérer le développement économique et social dans le monde en développement, grâce à la puissance de la science, de la technologie et de l'innovation.

OBJECTIF

- ▶ Étroitement liée aux ODD, la plateforme *Engage* crée un écosystème innovant permettant de faire participer et de mettre en relation les acteurs clé (innovateurs, investisseurs, universitaires, startup, philanthropes et gouvernements) pour aider les pays à atteindre les ODD.
- ▶ L'objectif est d'encourager, de catalyser et d'exploiter l'innovation pour créer de nouvelles technologies et apporter des solutions aux défis liés aux ODD suivants :
 - ODD 2 : Faim « zéro »
 - ODD 3 : Bonne santé et Bien être
 - ODD 4 : Éducation de qualité
 - ODD 6 : Eau propre et Assainissement
 - ODD 7 : Énergie propre et d'un coût abordable
 - ODD 9 : Industrie, Innovation et Infrastructure

Sur les 95 solutions de développement innovantes mises en œuvre dans le cadre de la plateforme Engage, 50 % sont dirigées par des femmes.

- ▶ Grâce à l'appel à innovation et à son processus de sélection complet intégré, *Engage* crée un écosystème propice à la participation des masses et à la mise à profit des innovations et des nouvelles technologies susceptibles de relever les principaux défis de développement auxquels sont confrontés les pays membres de la BID.

MÉTHODE

- ▶ *Engage* permet aux communautés en développement du monde, y compris les innovateurs, les petites et moyennes entreprises, le secteur privé, les organisations non-gouvernementales, les sociétés et les gouvernements, de bénéficier de services de mentorat adaptés et d'un accès à des ressources financières et à des conseils d'experts, afin de faire germer de nouvelles idées et propositions susceptibles de devenir des solutions de développement réalistes.
- ▶ La plateforme *Engage* :
 - permet le partage des connaissances sur les tendances mondiales en matière de STI pour permettre aux parties prenantes d'évaluer l'impact et les résultats ;
 - héberge des ressources d'apprentissage en ligne ; et
 - agit en tant que centre d'information sur la propriété intellectuelle et sur des initiatives telles que les concours d'innovation STI, les tournées de présentation des acteurs de transformation, l'appel annuel à innovation du Fonds *Transform*, les webinaires, etc.
- ▶ Grâce à *Engage*, les abonnés peuvent bénéficier des services ci-après :
 - **Appel à innovation** – outil structuré pour les innovations de masse dans divers secteurs et sur des thèmes diversifiés ;
 - **Jumelage** – service qui met en relation des innovateurs, des investisseurs et des institutions à la recherche de partenariats ou de nouvelles opportunités d'affaires, afin de produire de puissantes innovations appliquées ;
 - **Transfert de technologie** – collaboration pour promouvoir le transfert de





technologie entre les pays en développement et les pays développés ; et

- **Solutions de développement** – large éventail de solutions fondées sur la science, la technologie et l'innovation, qui peuvent être mises à profit pour promouvoir un développement durable inclusif et pour relever les défis les plus pressants du monde en développement dans des secteurs clé.

► *Engage* crée un écosystème STI intégré, offrant à toutes les parties prenantes la possibilité d'apporter des changements pour transformer les communautés.

► Orientée vers six ODD, *Engage* accélère les solutions axées sur les STI afin de promouvoir un développement durable inclusif dans les pays membres.

RÉSULTATS

- Chaque année, *Engage* lance plusieurs appels à innovation :
 - appel à innovation annuel du Fonds *Transform*, le dernier étant consacré à la pandémie à coronavirus ;
 - appel pour sauver la vie des femmes du cancer ;
 - concours interne sur l'innovation en matière de STI ouvert au personnel

de la BID ;

- appel à candidatures pour le prix STI récompensant des réalisations exceptionnelles ; et
- tournées de présentation des acteurs de transformation organisées régulièrement dans le cadre des activités de la plateforme.

► *Engage* a enregistré les résultats ci-après :

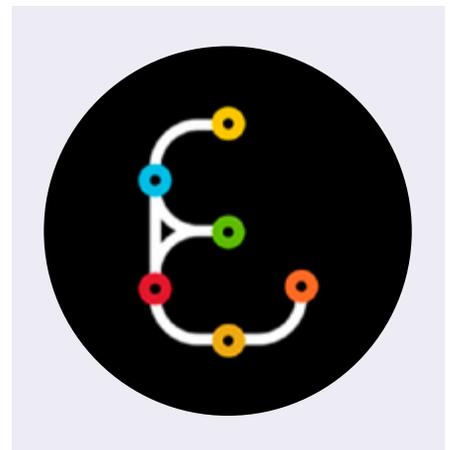
- environ 15.600 utilisateurs enregistrés, notamment des innovateurs, des investisseurs et des organisations corporatives ;
- environ 200.000 visites de la plateforme, soit plus de 1.080.000 de vues. Les visiteurs consacrent en moyenne quatre minutes à la lecture du contenu de la plateforme ;
- environ 80 % du trafic Internet provient des canaux de médias sociaux *Engage* (150.000 suiveurs sur Facebook, 11.800 sur Twitter et 1.000 sur LinkedIn) ;
- les blogs des projets du Fonds *Transform* tagués avec les journées spéciales de promotion des Nations Unies - à l'instar de la Journée des Banques, la Journée mondiale de la science, la Journée mondiale des villes, la Journée de l'industrialisation de l'Afrique et la Journée de solidarité avec le peuple palestinien ; et

- une série de webinaires organisés pour faire participer différentes parties prenantes.

INVESTISSEMENT

► Grâce à son outil structuré d'appel à innovation, *Engage* a jusque-là produit 95 solutions de développement innovantes.

► Le Fonds *Transform* a investi 17,33 millions de dollars pour appuyer ces solutions propres à relever les défis liés aux six ODD sélectionnés, à savoir l'ODD 2 (11 solutions), l'ODD 3 (39 solutions), l'ODD 4 (15 solutions), l'ODD 6 (9 solutions), l'ODD 7 (3 solutions) et l'ODD 9 (18 solutions).



OUTIL D'APPEL À INNOVATION

À ce jour, *Engage* a permis de produire **95** solutions de développement innovantes

INVESTISSEMENT DU FONDS

Le Fonds *Transform* a investi **17,33 millions de dollars** pour appuyer ces solutions

Fonds Transform

La BID s'est engagée à aider les pays membres en favorisant les STI pour résoudre les problèmes socio-économiques et réaliser les ODD.

OBJECTIF

- ▶ Chaque année, plus de cent millions de personnes intègrent le marché de l'emploi. Les pays membres de la BID sont de ce fait confrontés à un défi sans précédent, mais également une vraie opportunité s'offre à eux à cet égard. En effet, cette offre de main-d'œuvre qui dans les conditions actuelles constituerait un défi, est aussi une opportunité d'entrepreneuriat et d'innovation.
- ▶ En proposant une alternative de mobilisation de fonds pour les projets innovants, le Fonds *Transform* de la BID pour la science, la technologie et l'innovation (Fonds BID-STI, également appelé Fonds *Transform*), qui est géré par BID-Innovate, associe un système de subventions et une plateforme de financement participatif dédiée à la collecte de fonds pour les innovateurs à travers le monde. Le Fonds est orienté vers les programmes de développement des pays membres, tel qu'il est énoncé dans la Stratégie de partenariat avec les pays membres.

MÉTHODE

- ▶ Le Fonds a été créé en 2017 avec un capital initial de 500 millions de dollars. Ses principaux objectifs consistent à :
 - apporter un soutien financier et technique aux scientifiques, innovateurs et entrepreneurs ;

À travers des programmes tels que le Fonds *Transform* et les activités qui s'y rapportent, la BID renforce les innovations et encourage le partage des nouvelles idées et des solutions de développement entre les pays membres.

- faciliter la commercialisation des technologies ;
 - promouvoir les capacités des institutions de recherche dans les pays membres par le biais du programme de renforcement des capacités ;
 - favoriser le développement de l'esprit d'entreprise ; et
 - aider les pays membres à atteindre les ODD.
- ▶ Le Fonds accompagne les initiatives dans quatre domaines :
 - les nouvelles idées avec preuve de concept ;
 - la transposition à grande échelle des projets innovants ;
 - la commercialisation des technologies ; et
 - le renforcement des capacités en matière des STI.
 - ▶ Les projets du Fonds *Transform* sont généralement divisés en projets de subventions et de participations. Les projets sous forme de subventions sont destinés à soutenir les idées initiales/preuves de concept et les projets de renforcement des capacités, tandis que les projets de participation sont destinés à la commercialisation et à la transposition à grande échelle.

RÉSULTATS

- ▶ Depuis 2018, 78 projets de subventions et 17 projets de participations ont été sélectionnés dans des pays membres et non-membres.
- ▶ L'appel à innovation de 2020 a abouti à la sélection de dix-neuf projets de subventions et de onze projets de participations axés sur la crise de la pandémie à coronavirus. Les contrats ont été préparés et les projets sont en cours de mise en œuvre.
- ▶ Les précédents appels à innovation lancés par la plateforme de marketing *Engage* du Fonds *Transform*, ont donné lieu à des propositions relatives à la thématique de « Sauver les femmes du cancer » et à l'innovation interne en matière des STI au sein de la BID. Les projets issus de ces appels sont



Competency Based Training for Poultry Farming in Cameroon

FUNDING

13 Days remaining

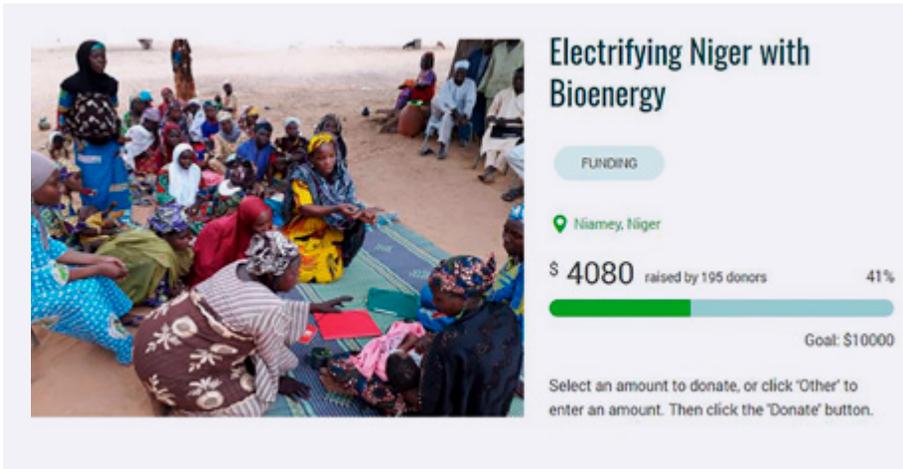
Bafoussam, Cameroon

\$ 1365 raised by 51 donors

27%

Goal: \$5000

Select an amount to donate, or click 'Other' to enter an amount. Then click the 'Donate' button.



en cours de traitement en vue de leur intégration dans les interventions de la BID et au-delà.

- ▶ La troisième édition annuelle de *Transformers' Academy* a eu lieu en virtuel du fait des contraintes liées à la pandémie à coronavirus. L'objectif a été de dégager des orientations et d'assurer une formation aux lauréats de l'appel à innovation 2020. Dans ce cadre, des mentors de la BID et des experts mondiaux ont dispensé des formations en gestion de projet, en financement et en propriété intellectuelle.
- ▶ Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour renforcer sa visibilité tel qu'énoncé dans le Programme quinquennal du Président, la BID organise à travers le Fonds *Transform* des forums multipartites et des tournées de sensibilisation.
- ▶ Sommet des acteurs de transformation – En décembre 2019, la République du Sénégal a accueilli le deuxième Sommet des acteurs de transformation sous le patronage de S.E. le Président Macky SALL et du Président de la BID, Dr Bandar HAJJAR. Le sommet a été marqué par un programme de formation détaillé et personnalisé d'une semaine par le Fonds *Transform*.
- ▶ Tournées des acteurs de transformation – En 2019, sept tournées d'acteurs de transformation ont eu lieu : Ouzbékistan, Bosnie, Niger, Pakistan, Bangladesh, Kazakhstan et Égypte.
- ▶ L'objectif de ces tournées était d'accélérer les initiatives STI dans les pays membres et au sein des communautés musulmanes établies dans des pays non-membres.

- ▶ Au total, vingt-deux candidats ont été reçus et ont remporté un prix de 3.000 dollars chacun qui leur permettra de développer leurs idées. Les innovateurs reçus ont présenté des concepts capables d'appuyer la réalisation des ODD.
- ▶ Les lauréats de la tournée des acteurs de transformation ont été invités à participer au Sommet des acteurs de transformation tenu au Sénégal, pour leur donner l'occasion d'établir des contacts et des réseaux avec d'autres innovateurs, investisseurs et scientifiques.
- ▶ Vers la fin de l'année 2020, les activités en ligne de *BID-Innovate* avaient enregistré 1.439.000 de vues, avec 22.100.000 de personnes de 208 pays les suivant par les réseaux sociaux.
- ▶ Actuellement, la plateforme en ligne *BID-Innovate* est lancée dans neuf pays membres et présente plus de 50 projets. Tous les projets gagnants des acteurs de transformation seront publiés sur la plateforme, une manière pour la BID de continuer à leur apporter son soutien. À ce jour, il y a 3.292 donateurs et les dix premiers pays en termes de mobilisation de fonds sont l'Algérie, le Bangladesh, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, la Guinée, l'Indonésie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et la Turquie.
- ▶ Deux projets, l'électrification du Niger grâce à la bioénergie et la formation axée sur les compétences pour l'élevage de volaille au Cameroun, se sont lancés dans le financement participatif pour mobiliser les fonds nécessaires. Le projet du Niger vise un total de 10.000 dollars et celui du Cameroun a un objectif de 5.000 livres sterling.

- ▶ Les tournées des acteurs de transformation suivantes ont été organisées en 2019 et 2020 :
 - Tournée du Niger – Tenu à Niamey, cet événement a attiré plus de deux cents entrepreneurs, scientifiques et innovateurs venant de tous les coins du Niger
 - Tournée de l'Ouzbékistan – Tenu à Tachkent, avec quatre innovateurs récompensés de 3.000 dollars chacun
 - Tournée du Pakistan – Tenu à Islamabad avec plus de 230 candidats
 - Tournée de la Bosnie-Herzégovine – Tenu à Sarajevo, quatre équipes au lieu de trois ont reçu le prix de 3.000 dollars chacune
 - Tournée de l'Égypte – Tenu au Caire avec plus de 100 candidats

INVESTISSEMENT

- ▶ Le Sommet des acteurs de transformation est devenu un événement majeur témoignant de l'engagement de la BID à investir dans les talents inexploités de ses pays membres pour la réalisation de leurs besoins et objectifs de développement dans le cadre des ODD.
- ▶ En décembre 2019, la République du Sénégal a accueilli le deuxième Sommet des acteurs de transformation sur le thème « Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables ». Tenu à Dakar, le sommet a réuni des investisseurs, des entrepreneurs, des innovateurs, des organisations non-gouvernementales et des leaders mondiaux pour discuter du rôle des STI dans la réalisation de l'ODD 11 : Villes et Communautés durables.

FONDS TRANSFORM POUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION

22 candidats ont été reçus et ont remporté chacun un prix de 3.000 dollars qui leur permettra de développer leurs idées



Cadre d'évaluation de la finance islamique dans les pays

Le Groupe de la BID est doté d'une division spécialisée qui est chargée de fournir aux pays membres des services de conseil et d'assistance technique sur le développement du secteur de la finance islamique

OBJECTIF

- ▶ La BID a mis en place un cadre permettant d'évaluer les pays membres au regard des forces, des faiblesses et de la résilience de leurs écosystèmes de finance islamique.
- ▶ Le Cadre d'évaluation de la finance islamique dans les pays est un programme clé visant à mettre en lien le pilier stratégique de base du Groupe de la BID, à savoir le développement de la finance islamique, avec différentes initiatives de l'Institut de la BID, notamment celles concernant :
 - les chaînes de valeur mondiales ;
 - les stratégies de partenariat avec les pays membres ; et
 - les principales recommandations du Département d'Évaluation des Opérations.

Le cadre d'évaluation de la finance islamique dans les pays vise à mettre en liaison le pilier stratégique de base du Groupe de la BID, à savoir le développement de la finance islamique, avec différentes initiatives dans les pays membres.

- ▶ Conformément aux dispositions du Programme quinquennal du Président, ledit cadre d'évaluation vise à :
 - renforcer la réactivité par l'identification plus rapide des priorités dans chacun des pays membres ;
 - mettre en œuvre des procédures plus efficaces et plus rapides concernant l'approbation des projets, les décaissements et le déploiement des fonds ;
 - garantir un degré optimal de transparence et de responsabilité, grâce au contrôle et à la mesure de l'efficacité ; et
 - évaluer les capacités actuelles de l'écosystème de la finance islamique, en vue d'identifier les lacunes dans sa capacité à créer un environnement favorable.

MÉTHODE

- ▶ Le cadre d'évaluation est un outil d'évaluation du secteur de la finance islamique du point de vue de l'impact réel aussi bien que potentiel sur l'économie, ainsi que sa contribution au bien-être de la société.
- ▶ Il est proposé à travers le cadre d'évaluation des moyens de développer ce secteur, grâce aux mesures suivantes :
 - le renforcement des capacités des communautés par l'autonomisation économique et l'inclusion financière ; et
 - sur le Programme de développement à l'horizon 2030 et ses ODD.
- ▶ La méthodologie adoptée dans le cadre de ce projet comprend deux étapes clé.
- ▶ **L'étape 1** concerne l'élaboration et l'approbation du cadre d'évaluation, avec ses directives, composantes, objectifs, règles et méthodologie, en vue de réaliser les évaluations des pays de manière objective et cohérente. Cette étape comprend les aspects suivants :
 - **la recherche documentaire** – réaliser une étude holistique de tous les cadres d'évaluation du secteur financier publiés par d'autres banques multilatérales de développement et agences internationales, et examiner les rapports et/ou cadres de diagnostic ou d'évaluation portant sur les secteurs de la finance islamique et/ou conventionnelle accessibles au public ;

ISLAMIC FINANCE MASTER PLAN FOR THE REPUBLIC OF KAZAKHSTAN

- **l'évaluation analytique** – examiner et analyser les documents/ informations/données pertinent(e)s, recueilli(e)s lors de la recherche documentaire et les confronter aux documents, aux plans et stratégies internes pertinent(e)s de l'Institut de la BID et de la BID elle-même, tels que la Stratégie décennale, le Programme quinquennal du Président, les règlements et les données ;
 - **l'évaluation et l'étalonnage** – recueillir les meilleures pratiques adoptées par les banques multilatérales de développement et les agences internationales, pouvant être utilisées comme référence pour la mise au point du cadre d'évaluation ;
 - **la modélisation** – identifier les critères d'évaluation qualitative du cadre d'évaluation et décrire la manière dont ils peuvent être utilisés comme paramètres de notation ; et
 - **finalisation du cadre d'évaluation** – contacter les intervenants au sein de l'Institut de la BID, du Groupe de la BID et d'autres parties prenantes externes (banques multilatérales de développement, experts du secteur, etc.) pour recueillir leurs observations sur le processus d'élaboration, les aboutissements et les résultats obtenus dans le cadre d'un programme pilote concernant cinq pays membres.
- **L'étape 2** concerne la mise en œuvre du cadre d'évaluation, avec les actions suivantes :
- l'évaluation effective des pays membres et l'élaboration d'études/ de rapports pour chacun d'entre eux, en mettant en relief les conclusions, les résultats et les recommandations ; et
 - l'utilisation des résultats tirés de l'évaluation de tous les pays membres sur la base du cadre d'évaluation, qui seront un élément important à prendre en compte dans le cadre plus large des stratégies de partenariat avec les pays membres en ce qui concerne le pilier stratégique de la finance islamique.
- En outre, la méthodologie :
- aboutira à la formulation d'un cadre d'évaluation conforme aux objectifs stratégiques définis dans la Stratégie décennale et le Programme quinquennal du Président ;
 - tiendra compte des autres cadres



- mis en place par d'autres banques multilatérales de développement et agences, afin de pouvoir déterminer les meilleures pratiques pouvant être adoptées, en tout ou partie, pour les besoins du cadre d'évaluation ;
- identifiera les composantes essentielles d'un écosystème de la finance islamique et les critères d'évaluation qualitative à utiliser pour mesurer l'efficacité ;
 - mettra au point un système de quantification clair qui permettra d'évaluer et de noter les pays membres pour ensuite proposer un soutien optimal, bien adapté à leurs besoins et leurs priorités spécifiques ; et
 - bénéficiera de données fournies par des experts de l'Institut de la BID et par des parties prenantes externes, pour la mise au point d'un cadre pratique et conforme à la vision et aux aspirations de l'Institut de la BID et du Groupe de la BID.

RÉSULTATS

- Il est prévu que le cadre d'évaluation puisse :
- assurer l'utilisation optimale, efficace et efficace des ressources pour la réalisation des objectifs stratégiques de la BID ;
 - permettre aux pays membres de reproduire les forces et les facteurs de réussite des pays où le secteur de la finance islamique connaît un succès ; et
 - donner aux pays membres les moyens d'identifier les lacunes de leurs écosystèmes de la finance islamique afin d'établir un ordre de priorités des mesures visant à les

comblent et réalisent des résultats plus efficaces.

- La première étape du projet est en voie d'achèvement, avec l'élaboration d'un cadre d'évaluation solide et efficace, permettant :
- l'identification précoce des forces et des insuffisances de l'écosystème de la finance islamique (aspects juridiques, réglementaires, fiscaux, de gouvernance, d'inclusion financière, etc.) de chaque pays ; et
 - la proposition des stratégies d'intervention les plus appropriées à mettre en œuvre par la BID pour un impact maximal et une efficacité réelle dans le développement de la finance islamique.
- La seconde phase du projet sera entamée en 2022. Elle comprendra une étude sur le terrain et une évaluation des pays membres. Le projet devrait se poursuivre sur le long terme pour couvrir les cinquante-sept pays membres et apporter un soutien dans le cadre des stratégies de partenariat avec les pays membres et des initiatives liées aux chaînes de valeur mondiales.

INVESTISSEMENT

- Le projet fait appel aux services d'un cabinet de conseil de renom en matière de finance islamique, en plus de bénéficier d'une revue technique et des contributions de l'équipe chargée du projet au sein de la Division des services de conseil et d'assistance technique sur la finance islamique de l'Institut de la BID.
- Des activités de mise en œuvre et d'évaluation sur le terrain devraient être entreprises au cours de l'année 2022, une fois la situation née de la pandémie à coronavirus stabilisée.

CADRE D'ÉVALUATION DE LA FINANCE ISLAMIQUE

Le programme vise à mettre en lien le pilier stratégique de base du Groupe de la BID, à savoir le développement de la finance islamique, avec les chaînes de valeur mondiales, la stratégie de partenariat avec les pays membres, ainsi que les principales recommandations du Département d'Évaluation des Opérations

Politique d'investissement dans l'autonomisation économique

La politique d'investissement dans l'autonomisation économique de la BID sous-tend les opérations futures de la BID dans le domaine de l'autonomisation économique et fournit un cadre permettant d'investir avec les pauvres pour un profit et un impact mutuels.

OBJECTIF

► L'autonomisation économique est un pilier du Programme quinquennal du Président, permettant aux pays membres de la BID de faire face aux changements auxquels ils sont confrontés. Elle vise à faire des personnes dépendantes de l'aide des personnes autonomes vivant dans la dignité, et à les intégrer dans l'écosystème du développement en mettant les marchés à leur service par l'incubation et les partenariats.

► La forte complémentarité entre les objectifs du Programme quinquennal du Président et l'autonomisation économique créera la synergie nécessaire pour atteindre les objectifs mutuels ci-après :

- impliquer les pauvres dans les activités productives ; intégrer les chaînes de valeur de produits ayant un avantage comparatif au niveau local et mondial ; créer des emplois décents en reliant les producteurs pauvres aux marchés et leur offrir des opportunités commerciales équitables pour maximiser leurs bénéfices ;

L'infrastructure habilitante de la politique aidera la BID à promouvoir l'autonomisation économique auprès de ses partenaires et à concevoir des solutions appropriées qui répondent à leurs besoins.

- établir un réseau efficace de partenariats régionaux et internationaux pour mobiliser les ressources financières et techniques nécessaires à la réussite et à la viabilité des initiatives d'autonomisation économique dans les pays membres ;
- rendre les modes de financement islamiques largement disponibles et permettre aux pauvres de s'engager dans des activités économiques en participant aux chaînes de valeur ; accroître et promouvoir la demande des produits de la finance islamique dans les pays membres ciblés ;
- cibler les groupes pauvres et fragiles dans les pays membres et les aider à surmonter les divers obstacles et barrières qui les empêchent d'accéder aux marchés ; appuyer la mise en œuvre diligente des programmes de relance en cas de crise dans les pays membres ; et
- souligner et renforcer le rôle de la BID en tant que leader mondial ; utiliser les connaissances générées par les initiatives pour améliorer les opérations et permettre le transfert de connaissances vers d'autres pays cibles, ce qui permettra d'étendre et de reproduire les initiatives d'autonomisation économique à l'échelle mondiale.

MÉTHODE

► Les actifs du portefeuille d'autonomisation économique gérés par la BID ou par des gestionnaires externes pour le compte de la BID sont régis par la Politique d'investissement dans l'autonomisation économique. Il s'agit d'investissements dans des opérations d'autonomisation économique provenant de sources variées, notamment le FSID, les Ressources ordinaires en capital (ROC) et les fonds fiduciaires des donateurs.

► La politique oriente les initiatives futures d'autonomisation économique de la BID vers :

- les besoins des pays membres en matière de réduction de la pauvreté et de création d'emplois ; et
- le soutien à la mise en œuvre de l'autonomisation économique et l'accès au





financement pour la réalisation des ODD liés à la pauvreté, ainsi que la direction générale de la BID définie dans le Programme quinquennal du Président et la Stratégie décennale.

- ▶ La politique est conforme aux principales politiques de la BID, telles que :
 - l’allocation de 30 % au plus du capital versé du waqf du FSID, à investir directement dans la lutte contre la pauvreté ; et
 - les initiatives d’autonomisation économique utilisant les ressources du waqf de développement doivent être conformes à la politique de réduction de la pauvreté du FSID.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ La BID s’est engagée à prendre des mesures, en droite ligne avec la politique :
 - fournir des boîtes à outils qui aideront les partenaires financiers à faire participer leurs clients en tant que partenaires dans les affaires ;
 - élaborer des solutions informatiques (financières et non-financières) pour réduire le coût élevé de l’acheminement des fonds vers les pauvres ; et
 - fournir l’accès aux marchés, des prix équitables et d’autres services à valeur ajoutée.

- ▶ La BID va promouvoir des solutions d’autonomisation économique par le biais de plateformes de renforcement des capacités, notamment des cours, des ateliers et des séminaires. Ces solutions seront également promues par le biais d’un site web.
- ▶ La BID établira et gèrera les fonds d’autonomisation économique initiés par ses soins ou proposés par les différentes parties prenantes.
- ▶ La BID peut fournir des fonds propres et d’autres modes de financement aux institutions d’autonomisation économique ainsi créées par ses soins ou proposées par les différentes parties prenantes.
- ▶ Les programmes d’autonomisation économique comprendront une ligne de financement et le renforcement des capacités, en collaboration avec les parties prenantes internes et/ou externes.
- ▶ Un mode d’intervention sera mis en œuvre, dans le but d’élaborer des approches, des outils, des manuels et des solutions informatiques/fintech en collaboration avec des partenaires.
- ▶ Des programmes de renforcement des capacités seront mis en œuvre pour promouvoir les solutions d’autonomisation économique, et ce dans le cadre des efforts de la BID pour assurer une meilleure qualité à ses interventions.

INVESTISSEMENT

- ▶ La politique a permis la mobilisation de ressources et la conception de plusieurs initiatives par le Département d’Autonomisation économique. Ce dernier a réussi à mobiliser plus de 450 millions de dollars, dépassant ainsi l’objectif de 50 millions de dollars fixé pour 2020. Sur ce montant :
 - 80 millions de dollars ont été mobilisés au profit du Fonds d’autonomisation économique du peuple palestinien ;
 - 327 millions de dollars ont été mobilisés auprès de partenaires dans le cadre du programme du Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) ; et
 - 43 millions de dollars ont été mobilisés dans le cadre d’autres programmes d’autonomisation économique.
- ▶ La politique appuie le programme SERVE qui a été conçu pour fournir un soutien immédiat et ciblé sous forme de liquidités aux entreprises qui subissent les contrecoups de la pandémie à coronavirus, ainsi que pour encadrer leurs activités au-delà de la crise. Le Groupe de la BID a contribué à hauteur de 120 millions de dollars sur les 327 millions de dollars mobilisés.

MOBILISATION DE L’INITIATIVE

La politique devrait régir une partie de l’allocation de **30 %** du capital versé du waqf du FSID, estimé à près de **800 millions de dollars**



Politique du secteur de la finance islamique

La politique de finance islamique de la BID comporte des objectifs stratégiques généraux qui déterminent ses interventions et investissements dans tous ses domaines d'opération.

OBJECTIF

- ▶ La finance islamique est un volet de la finance en pleine évolution qui est conforme à la charia. Son mode de fonctionnement privilégie l'inclusion financière, ce qui est dans le droit fil de l'objectif visé par la BID, à savoir réaliser un impact sur le développement et combler le déficit de financement des ODD dans les projets qu'elle finance. Il s'agit d'une forme de financement originale qui attire un ensemble distinct d'investisseurs et de bailleurs de fonds des secteurs public et privé à l'échelle mondiale.
- ▶ L'écosystème du secteur financier islamique comprend non seulement les banques islamiques, compagnies d'assurance islamique (takafoul), marchés monétaires et financiers islamiques, mais aussi les awqaf et zakat, organismes/conseils de réglementation, de contrôle et de charia.

La politique considère la finance islamique comme un élément essentiel du système financier mondial et une plateforme incontournable pour combler le déficit mondial de financement du développement.

- ▶ Malgré son envergure et sa croissance rapide, le secteur est entravé par plusieurs obstacles. Il s'est efforcé de normaliser et d'harmoniser les cadres juridiques et réglementaires dans toutes les juridictions, ce qui a limité la gamme de produits financiers islamiques disponibles sur le marché ainsi que les possibilités de transactions transfrontalières et interbancaires.
- ▶ L'un des principaux domaines stratégiques de la BID énoncé dans le Programme quinquennal du Président et la Stratégie décennale est le développement du secteur de la finance islamique.

MÉTHODE

- ▶ La BID a mis au point une politique pour le secteur financier islamique avec des objectifs stratégiques généraux qui déterminent ses interventions et investissements dans le secteur au sein des pays membres, conformément au Programme quinquennal du Président, à la Stratégie décennale et au nouveau modèle d'entreprise.
- ▶ Cette politique vise les interventions suivantes :
 - Assistance technique et activités de conseil pour la création d'un environnement favorable à la finance islamique et le renforcement des capacités institutionnelles.
 - Placements en actions et en dettes dans les institutions financières islamiques et les awqaf.
 - Création d'institutions d'infrastructure islamiques.
 - Création de produits/fonds financiers.
 - Activités de recherche et de formation.
 - Microfinance islamique pour promouvoir l'inclusion financière.
- ▶ Développement du secteur financier islamique en tant que pilier stratégique essentiel pour la BID. La politique entend s'appuyer sur ces éléments en mettant en évidence les domaines clé sur lesquels la BID se focalisera dans ses interventions et ses investissements dans le secteur financier islamique.





- ▶ En fournissant une base pour la définition de la stratégie et des directives de la BID relatives au secteur financier islamique, la politique servira de document de référence pour la hiérarchisation des activités de la BID dans le secteur.
- ▶ Entre autres objectifs, la politique vise à :
 - créer des cadres juridiques, réglementaires et de gouvernance favorable ;
 - renforcer les capacités et l'expertise techniques ;
 - établir des partenariats stratégiques ; et
 - promouvoir les institutions et produits financiers islamiques.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ La politique s'appliquera à tous les projets et programmes, interventions et initiatives entièrement ou partiellement financés par la BID et ayant trait au secteur de la finance islamique.
- ▶ Les projets seront sélectionnés et classés par ordre de priorité en fonction de leur adéquation avec les objectifs stratégiques et les buts sous-jacents définis dans le document de politique.
- ▶ La mise en œuvre effective de la politique permettra de consolider le secteur financier islamique dans les pays membres, qui pourra mieux

concurrer la finance conventionnelle en termes de qualité des produits, institutions et services, stimulant ainsi la croissance et le développement de leurs secteurs réels respectifs. Globalement, on s'attend donc à un accroissement du taux de pénétration et de la part de marché de la finance islamique.

INVESTISSEMENT

- ▶ À la fin de l'année 2017, les actifs du secteur de la finance islamique, qui sont conformes à la charia, étaient estimés à 2.000 milliards de dollars, dont une grande partie provenait des pays membres où la croissance des actifs du secteur bancaire islamique dépasse celle des actifs conventionnels.
- ▶ Les actifs du secteur financier islamique ne représentent que 2 % des actifs financiers mondiaux, alors que selon les estimations, seuls 14 % des quelque 2 milliards de musulmans ont accès aux services financiers.
- ▶ Dans onze pays membres, la finance islamique revêt une importance systémique, de sorte que son échec pourrait entraîner une crise financière et une récession.
- ▶ Le CCG, la région MENA (hors CCG) et l'Asie détiennent la plus grande part du marché mondial de la finance islamique.

ACTIFS DU SECTEUR FINANCIER ISLAMIQUE

Les actifs du secteur financier islamique ne représentent que 2 % des actifs financiers mondiaux, alors que selon les estimations, seuls 14 % des quelque 2 milliards de musulmans ont accès aux services financiers

Politique Reverse Linkage

La BID est la seule institution multilatérale de développement dont les membres sont entièrement issus des pays en développement du Sud. Depuis sa création, elle ne cesse de promouvoir les principes de la coopération Sud-Sud.

OBJECTIF

► La faiblesse du volume des IDE et du commerce intra-OCI ainsi que l'insuffisance de diffusion des technologies auxquelles s'ajoutent l'augmentation du déficit commercial et l'instabilité des marchés mondiaux, sont autant de facteurs qui appellent un repositionnement des États membres de l'OCI en tant que marché potentiel alternatif. Il existe une grande diversité entre les pays membres de la BID quant à leur situation géographique, leur revenu par tête d'habitant, leurs dimensions et la nature de leur économie.

► *Reverse Linkage* est un mécanisme de coopération technique à grande échelle, principalement utilisé pour le renforcement des capacités à la faveur de la coopération entre pays membres (et au sein des communautés musulmanes établies dans des pays non membres). Il peut facilement être adopté

Le mécanisme *Reverse Linkage* met en évidence le rôle de la BID en tant que facilitateur et coordinateur travaillant en collaboration avec tous les partenaires.

pour toute intervention de développement si au moins deux pays membres, et/ou des communautés musulmanes établies dans des pays non membres sont disposés à s'engager dans une telle forme de coopération.

MÉTHODE

► En 2017, la BID a approuvé la politique du mécanisme *Reverse Linkage* qui est une manifestation de son engagement à appuyer les interventions axées sur les résultats et à promouvoir la connectivité dans le cadre de la coopération Sud-Sud entre les pays membres. En définitive, son objectif est de contribuer à la réalisation des ODD.

► Le mécanisme *Reverse Linkage* peut comporter des volets matériels et immatériels comme la formation, l'apport d'expertise, la construction et la fourniture d'équipements.

► La politique du mécanisme *Reverse Linkage* est conforme aux principes internationalement reconnus de la coopération Sud-Sud, à savoir le respect de la souveraineté nationale, l'appropriation et l'indépendance nationales, l'égalité, l'inconditionnalité, la non-ingérence dans les affaires intérieures et l'intérêt commun.

► Les volets opérationnels des interventions de la BID en matière de *Reverse Linkage* sont :

- **La détermination de la demande** - Les interventions doivent être axées sur la demande et répondre clairement aux besoins des pays membres bénéficiaires.
- **Le choix des centres de ressources** - Choisis par le pays bénéficiaire, il s'agit d'institutions de pays membres disposant de connaissances, d'expertise, de technologies et de ressources éprouvées. Ce sont les fournisseurs de solutions dans le cadre des interventions *Reverse Linkage*.
- **La formulation des interventions *Reverse Linkage*** - Les projets *Reverse Linkage* autonomes et les volets intégrés sont configurés sur la base d'un processus de consultation entre pairs avec la pleine participation des pays membres bénéficiaires et fournisseurs, en plus de la BID.





- **La passation de marchés de biens, de travaux et de services** - Tous les services qui peuvent être fournis directement par le centre de ressources du fournisseur choisi seront directement mis à disposition par celui-ci. Tout service ne pouvant être fourni directement par le centre de ressources des prestataires sélectionnés sera acquis conformément aux directives des partenaires qui financent ces services.
- **La mise en œuvre** - La mise en œuvre d'un projet *Reverse Linkage* commence dès que les accords relatifs au projet sont signés avec les parties prenantes. Le centre de ressources du prestataire dirige la mise en œuvre en étroite coordination avec le pays membre bénéficiaire et la BID. Cette dernière facilite la mise en œuvre.
- **Le suivi** - La BID assure le suivi de la mise en œuvre en coordination avec les pays membres bénéficiaires et fournisseurs par le biais d'un comité de coordination conjoint, entre autres moyens. Ce comité est composé des partenaires techniques et financiers engagés dans le projet.
- **L'achèvement** - En coordination avec toutes les parties prenantes, la BID procède à un examen final des résultats du projet et prépare un rapport d'achèvement conjoint mettant en évidence les produits, les résultats et les enseignements tirés.
- **La Gestion des connaissances** - Les connaissances et l'expérience acquises pendant la mise en œuvre du projet sont documentées et transmises aux parties prenantes concernées.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Avec *Reverse Linkage*, la BID est devenue un chef de file en matière de coopération technique et facilite une collaboration plus globale et gagnant-gagnant en matière de coopération sud-sud, qui s'inscrit également dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et plus particulièrement de l'ODD 17 qui exige la redynamisation des partenariats mondiaux.
- ▶ Pour chaque intervention *Reverse Linkage*, une fois que le fournisseur et le bénéficiaire ont démontré leur engagement total à atteindre les résultats mutuellement convenus dès le départ, la BID, en tant que facilitateur, s'efforce de soutenir l'échange et d'assurer sa mise en œuvre adéquate et opportune.
- ▶ Les liens que la BID aide à établir entre les pays membres serviront à atteindre l'ODD 17 tout en contribuant à la réalisation de tous les autres ODD.

INVESTISSEMENT

- ▶ Tout mode de financement de la BID peut être utilisé pour les interventions *Reverse Linkage*, conformément à ses règles et directives de financement.
- ▶ **Contribution du bénéficiaire et du fournisseur** - L'une des principales caractéristiques de l'intervention *Reverse Linkage* est que toutes les parties prenantes, notamment le

bénéficiaire et le fournisseur, doivent apporter une contribution en plus du transfert d'expertise technique. Cela permet de garantir l'appropriation et l'engagement de toutes les parties. Les contributions peuvent être en espèces et/ou en nature, sous réserve de l'approbation de la BID. Les contributions en nature peuvent inclure, entre autres :

- les honoraires de conseil à prix réduit ;
- la propriété intellectuelle ; et
- les équipements et la logistique.

▶ Contribution des partenaires au développement

- Les autres partenaires au développement participant aux interventions *Reverse Linkage* sont également tenus de contribuer au projet sur le plan technique et/ou financier. Si le partenaire est une institution de financement du développement, il est tenu d'apporter une contribution financière. Les partenaires peuvent également contribuer aux projets en mobilisant des ressources financières additionnelles auprès de leur réseau de donateurs. Le mécanisme de mise à disposition de ces fonds pour les projets *Reverse Linkage* est déterminé au cas par cas pour chaque projet.

▶ Contribution financière du secteur privé

- Les ressources financières qui peuvent être acquises auprès du secteur privé pour des projets de développement socio-économique sont utilisées sans qu'aucune conditionnalité ne soit imposée au bénéficiaire.

POLITIQUE REVERSE LINKAGE

La politique met en évidence le rôle de la BID en tant que facilitateur et coordinateur favorisant le développement, surmontant les obstacles et travaillant en collaboration avec tous les partenaires

Fonds souverain BID-SIFC du commerce des produits agricoles

Le commerce international des produits agricoles a connu une forte croissance au cours des quatre dernières décennies. Depuis 1995, date de création de l'Organisation mondiale du commerce, les échanges agroalimentaires dans le monde ont plus que doublé, atteignant 1.500 milliards de dollars en 2018.

OBJECTIF

► Bien que la production agricole des pays membres de la BID soit relativement faible, leurs exportations agricoles sont passées de 33,5 milliards de dollars (6,7 % des exportations mondiales) en 1995 à 110 milliards de dollars (8 % des exportations mondiales) en 2016. Les importations sont également passées de 38 milliards de dollars (7,3 % des importations mondiales) à 155 milliards de dollars (11,1 % des importations mondiales) au cours de la même période. Ces chiffres sont la preuve que les pays membres sont actifs dans le commerce mondial des produits agricoles, quoique timidement, plus en tant qu'importateurs qu'exportateurs. La BID s'emploie actuellement à la création d'un fonds souverain pour le commerce des produits

Le Fonds appuiera le commerce des produits agricoles stratégiques identifiés dans la Politique/ Stratégie du secteur de l'agriculture et du développement rural et le rapport sur l'industrie agroalimentaire mondiale.

agricoles, en vue d'aider ses pays membres à s'affirmer dans le commerce mondial des produits agricoles.

- L'objectif du Fonds est de promouvoir le développement agricole des pays membres grâce au financement du commerce, dans le but suivant :
- accroître la compétitivité des produits agricoles des pays membres et leur part du marché mondial ;
 - renforcer le commerce interrégional entre pays membres et assurer la sécurité alimentaire ; et
 - offrir un financement alternatif aux chaînes de valeur agricoles prioritaires identifiées dans les stratégies de partenariat avec les pays membres.

MÉTHODE

► Axée sur le modèle de la chaîne de valeur mondiale, la nouvelle Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM 2.0) a été élaborée sur le principe de « mettre les marchés au service du développement ». Cela signifie une plus grande intégration des pays membres dans les chaînes de valeur mondiales et, pour ce faire, la prise en compte des marchés pour le financement de projets. Le commerce se positionne en amont et en aval des chaînes de valeur mondiales et constitue donc un maillon essentiel pour déclencher l'augmentation de la participation des pays membres aux marchés mondiaux.

► Le Fonds s'investira dans le financement du commerce des produits agricoles et du commerce structuré, ainsi que dans les actifs de financement de la chaîne d'approvisionnement d'entités souveraines ou semi-souveraines.

► Le Fonds se consacrera au financement du commerce des produits stratégiques et des intrants de la production (y compris les machines), domaines dans lesquels les pays membres ont fait montre d'un avantage comparatif mondial.

► Dans son rapport sur l'industrie agroalimentaire mondiale, la BID a identifié





cinq produits prioritaires, à savoir le cacao, l'huile de palme, le riz, les produits halieutiques et avicoles. En outre, il existe plusieurs autres produits agricoles de nombreux pays membres qui ont déjà intégrés des chaînes de valeur mondiales, notamment le bétail, le blé, la canne à sucre, les noix, le coton et la vanille, bien que leurs parts soient généralement faibles.

- ▶ Le Fonds couvrira les cinquante-sept pays membres et s'attèlera au renforcement des liens commerciaux entre eux dans le but d'accroître le commerce intracommunautaire au sein de l'OCI. Les pays membres auront également la possibilité d'exporter vers des pays non-membres.
- ▶ Le Fonds sera logé dans un pays acceptable pour toutes les institutions multilatérales et les investisseurs institutionnels ; il sera réglementé par l'instance financière compétente, comme *Dubai International Financial Centre Authority* ou *Financial Conduct Authority* du Royaume-Uni.
- ▶ Outre la structure de gouvernance standard (conseil d'administration et comité d'investissement), le Fonds sera doté d'un Comité consultatif des investisseurs qui agira en structure représentant les investisseurs au Fonds, chargé de fournir des conseils et d'approuver tout changement important dans l'Accord de partenariat entre le Fonds et les investisseurs. Le Comité sera composé d'un représentant de chaque investisseur détenant plus de

5 % de la taille totale du Fonds ; il se réunira tous les trimestres.

- ▶ Le Fonds devrait être géré par la SIFC, et bénéficierait de l'apport stratégique d'un conseiller en investissement et d'un conseiller technique. La SIFC se verrait confier les tâches quotidiennes du Fonds et se chargerait d'entretenir les relations avec les investisseurs. Elle sera responsable de la création et de la structuration de marchés, et de la réalisation de rendements au profit des investisseurs.
- ▶ La SIFC déléguera une partie des services de gestion auxiliaires à un gestionnaire d'actifs tiers assujéti à des règles de déontologie (fournisseur de services auxiliaires). Elle collaborera avec les conseillers en investissement et les conseillers techniques pour monter un portefeuille diversifié de projets alignés sur les stratégies de partenariat avec les pays membres et les chaînes de valeur mondiales du Groupe de la BID dans les pays cibles. Elle sollicitera le Conseil de charia de la BID pour garantir que tous les investissements sont conformes à la charia.

RÉSULTATS

- ▶ Le Fonds adoptera une stratégie d'investissement conduisant à la réalisation des objectifs de développement énoncés dans la Politique/Stratégie du secteur de l'agriculture et du développement rural. En outre, il s'inspirera fortement des conclusions et recommandations du rapport de la BID sur l'industrie agroalimentaire mondiale.
- ▶ Les conditions d'investissement au Fonds fixent des seuils afin d'obtenir des effets sur le développement au titre de la sécurité alimentaire (portefeuille de 50 % des cultures vivrières et des produits d'élevage), de la valeur ajoutée locale (30% des produits transformés ou semi-transformés) et de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité (20 % des intrants, y compris les machines/tracteurs agricoles).

INVESTISSEMENT

- ▶ L'objectif d'investissement du Fonds est d'optimiser les rendements pondérés en fonction des risques,

en faisant des placements de financement du commerce conformes à la charia qui devraient générer une faible volatilité et des rendements compétitifs.

- ▶ La BID prévoit d'investir dans le Fonds à concurrence de 200 millions de dollars via une ligne de financement moudaraba (contrat dans lequel une partie apporte des capitaux et l'autre, un effort personnel), ouverte à la SIFC. L'investissement permettra de diversifier les secteurs et les pays et donc d'utiliser la moudaraba à bon escient.
- ▶ La SIFC mènera la mobilisation de ressources (pilier de la « Mise en lien » du Programme quinquennal du Président) pour le Fonds.
- ▶ Le financement de la BID (200 millions de dollars au plus) sera proportionnel aux résultats obtenus en termes de mobilisation de ressources (pilier de « Capitalisation » du Programme quinquennal du Président) :
 - financement initial de 200 millions de dollars : BID (33 %), hors BID (66 %)
 - dernier financement à hauteur d'un milliard de dollars : BID (20 %), hors BID (80 %).

INVESTISSEMENT DE LA BID AU FONDS

La BID prévoit d'investir à concurrence de 200 millions de dollars dans le Fonds

EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES

Les exportations sont passées de 33,5 milliards de dollars en 1995 à 110 milliards en 2016

Amélioration des écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire

Forte de son expérience en *Reverse Linkage*, la BID a élaboré le cadre « Ecosystème national pour la coopération Sud-Sud et triangulaire » qui a été lancé en marge de la 74^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2019.

OBJECTIF

► Les pays en développement, y compris les pays membres de la BID, s'engagent dans la coopération Sud-Sud et triangulaire de différentes manières, en utilisant des approches, des dispositifs institutionnels et des méthodologies divers au niveau national. Ils y sont influencés par divers facteurs, notamment les capacités existantes tant au niveau institutionnel qu'organisationnel et humain. Si beaucoup a été accompli grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire, le rythme des améliorations que connaissent les cadres institutionnels nationaux, accuse du retard. C'est un obstacle qui empêche la réalisation du potentiel complet de coopération Sud-Sud et triangulaire.

► Le cadre a été élaboré avec le Centre Sud et les pays membres et en coordination avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération

L'écosystème national est un ensemble de dispositifs institutionnels qui devraient aider les pays membres à profiter pleinement de la coopération Sud-Sud et triangulaire et à y participer.

Sud-Sud. Il permet d'aborder le développement économique de manière holistique grâce à des partenariats stratégiques ainsi qu'il est énoncé dans le Programme quinquennal du Président. Le cadre répond à l'objectif du renforcement de la coopération entre les pays membres et avec les pays du Sud grâce à des efforts plus cohérents et plus coordonnés. En outre, il contribue à la réalisation de l'ODD 16 (Paix, Justice et Institutions efficaces) et de l'ODD 17 (Partenariats pour la Réalisation des Objectifs).

MÉTHODE

- Afin de relever ce défi, la BID, forte de son expérience aussi bien sur le terrain que dans le travail analytique, a élaboré le cadre de l'Écosystème national pour la coopération Sud-Sud et triangulaire qui identifie les principaux piliers d'un dispositif institutionnel national efficace dont :
- la volonté politique ;
 - une stratégie nationale pour la coopération Sud-Sud et triangulaire ;
 - un organisme national qui assume le rôle de contact pour les interventions de coopération Sud-Sud et triangulaire, afin d'améliorer les écosystèmes nationaux et de réaliser *in fine* le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
 - des bases d'informations qui permettent aux pays d'inventorier leurs capacités et des solutions de développement partageables avec d'autres pays devant faciliter l'identification des problèmes à résoudre par la coopération Sud-Sud et triangulaire ;
 - des acteurs connectés qui coordonnent leurs efforts et activités au titre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, afin d'harmoniser leurs interventions et d'amplifier leur impact ;
 - des mécanismes de financement nationaux qui fournissent les ressources nécessaires aux pays pour se lancer dans la coopération Sud-Sud et triangulaire ; et
 - des systèmes de gestion de la performance qui permettent aux pays d'évaluer dans



quelle mesure ils accomplissent leurs engagements au titre de la coopération Sud-Sud et triangulaire et de trouver des moyens propres à leur assurer l'amélioration continue.

- ▶ L'un des avantages de l'appui aux pays membres afin de se donner ou de renforcer leurs écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire est que la profondeur et l'étendue de la coopération sur le partage des perspectives et des expériences en matière de développement économique s'approfondiront et s'amélioreront, non seulement grâce à un afflux accru de la coopération Sud-Sud et triangulaire (bénéficiaires), mais aussi à l'offre (pourvoyeurs) de l'expertise.
- ▶ Les pays membres qui disposent de solides piliers au titre de leurs écosystèmes nationaux deviendront des pourvoyeurs pour d'autres pays qui ont besoin de renforcer leurs capacités. En facilitant l'échange de capacités institutionnelles et d'expertise en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire entre les pays membres ainsi qu'avec les pays du Sud, le cadre contribuera à l'objectif de la BID de devenir une « banque de développement et d'acteurs du développement ».
- ▶ Afin d'exécuter le cadre et de bénéficier aux pays membres, la BID a élaboré le « Programme de développement des capacités pour l'amélioration des écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire », lequel programme a été approuvé en décembre 2019. Le programme sera mis en œuvre en utilisant la modalité *Reverse Linkage* en tant que mécanisme clé.
- ▶ Dans le cadre de ce programme, la BID réalisera les principales activités suivantes en direction de chaque pays bénéficiaire :
 - l'évaluation des lacunes en termes de capacités de l'écosystème national pour la coopération Sud-Sud et triangulaire, l'identification des faiblesses et des domaines d'intervention prioritaires, et la mise au point d'un plan d'action à travers une approche participative avec les parties prenantes nationales ; et
 - la conception d'une solution

complète de renforcement des capacités pour améliorer l'écosystème national pour la coopération Sud-Sud et triangulaire, et la mise en œuvre avec les partenaires techniques du programme.

RÉSULTATS

- ▶ Grâce au cadre, la BID a contribué au contenu du Document final de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud (BAPA+40) qui appelle, entre autres, à renforcer les dispositifs institutionnels nationaux dans les pays du Sud afin de développer leurs capacités à se lancer efficacement dans la coopération Sud-Sud et triangulaire.
- ▶ Le cadre se veut la contribution de la BID au corpus de connaissances mondial sur la coopération Sud-Sud et triangulaire et a été salué au niveau mondial par divers partenaires de développement, tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et l'Agence de développement de l'Union africaine.
- ▶ En 2019, la BID a initié au titre du cadre des interventions dans les pays membres ; elles ont commencé à produire des résultats tangibles. À titre d'exemple, la BID a établi un partenariat entre l'Agence tunisienne de coopération technique et l'Agence guinéenne de coopération technique. Au moyen du mécanisme *Reverse Linkage*, la BID a financé le recrutement de deux experts tunisiens pour développer les capacités de l'agence guinéenne. Ce partenariat a conduit à la préparation et à l'adoption des principaux objectifs à réaliser, à savoir les statuts de l'agence guinéenne, les manuels d'administration et des finances, le plan d'action triennal et les outils opérationnels. Préparés grâce à l'appui de la BID, les statuts de l'agence guinéenne ont été approuvés par le Conseil des ministres réuni en juin 2020.
- ▶ En 2020, la BID a élaboré le « Cadre d'évaluation des écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire » qui est conçu en tant qu'outil complet d'identification des lacunes en termes de capacités spécifiques dans les écosystèmes des pays membres. Les évaluations seront

menées par la BID en coopération avec d'autres partenaires au développement ou indirectement en s'adjoignant les services d'experts qui appliqueront le cadre d'évaluation. Elles seront validées par les pays membres qui vont se les approprier. Le processus passera par les autorités compétentes de chaque pays. Les évaluations seront ensuite utilisées dans la formulation d'interventions de renforcement des capacités afin de raffermir les écosystèmes nationaux de coopération Sud-Sud et triangulaire.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le Programme de renforcement des capacités pour l'amélioration des écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire devrait fournir aux pays membres 20 millions de dollars en subventions dont une contribution de 3 millions de dollars de la BID, et ce afin de renforcer leurs écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire. Le reste des fonds proviendra des pays membres et des partenaires de développement. Tous les pays bénéficiaires seront invités à contribuer financièrement aux interventions entreprises dans leurs pays, et ce en guise d'engagement et d'appropriation.

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DES ÉCOSYSTÈMES NATIONAUX POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

**Le programme a été approuvé
avec un budget total de
20 millions de dollars
en subventions dont une
contribution de 3 millions
de la BID**



Renforcement des capacités de protection de la propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle est un domaine d'une importance considérable pour la protection des nouvelles technologies et des solutions innovantes, la promotion des STI, et l'accélération du passage à des économies axées sur l'innovation.

OBJECTIF

- L'objectif visé à travers le renforcement des capacités en matière de propriété intellectuelle est avant tout de permettre aux pays membres de se transformer en économies mues par l'innovation, tout en donnant accès aux connaissances et à l'expérience générées et développées par la BID et avec ses ressources.
- La BID tient fortement à promouvoir la propriété intellectuelle dans le contexte des efforts engagés par les pays membres pour créer des économies fondées sur la connaissance, appuyer la protection et l'utilisation des droits de propriété intellectuelle liés aux projets qu'elle

Le renforcement des capacités en matière de propriété intellectuelle est crucial à la transformation des pays membres en économies mues par l'innovation.

soutient, et transférer cette technologie vers des entités commerciales viables.

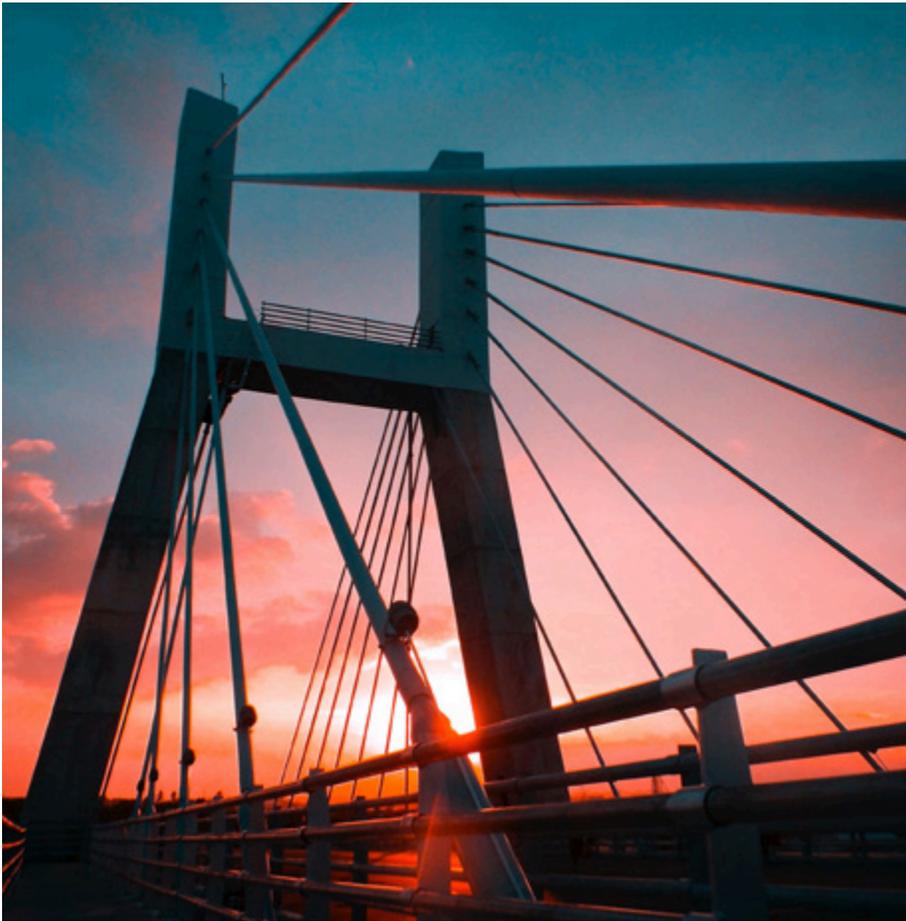
- La propriété intellectuelle revêt une importance particulière pour les opérations du Fonds *Transform*, lancé par la BID en 2018 pour susciter un changement significatif en donnant aux scientifiques, aux spécialistes de la technologie et aux innovateurs la possibilité de faire une différence dans le monde qui les entoure.
- La protection des droits de propriété intellectuelle joue un rôle important dans la réalisation de changements technologiques nouveaux et innovants et dans la facilitation de la croissance économique, ainsi que le renforcement du développement social.

► La propriété intellectuelle est une composante majeure de l'environnement opérationnel mû par la connaissance de la BID, ainsi que des paradigmes de partenariat privé que celle-ci a adoptés.

MÉTHODE

- Afin de mettre en place un système de propriété intellectuelle à la BID, la première étape consiste à effectuer une évaluation approximative du modèle actuel de propriété intellectuelle et des réglementations qui s'y rapportent. En outre, il est nécessaire d'identifier les départements, les sections et unités, ainsi que les projets et programmes qui sont gérés ou financés par la BID.
- La BID s'emploie à ce que la propriété intellectuelle contribue à créer des solutions innovantes, efficaces, adaptées et rentables, que chaque pays membre peut mettre en œuvre. Un avantage indirect de cette approche est la création d'emplois locaux, car l'innovation est initiée, financée, développée, protégée, fabriquée et commercialisée dans le pays.
- La BID intervient dans de nombreuses activités ayant des implications liées à la propriété intellectuelle, allant du financement des activités de développement (des points de vue social et économique) au soutien à la science, la technologie et l'innovation. Ces activités





concernent des actifs corporels et incorporels.

- ▶ La création d'un système de propriété intellectuelle solide est essentielle, non seulement pour aider à maximiser l'exploitation de la propriété intellectuelle, mais aussi pour protéger et sauvegarder les actifs incorporels de la BID. En outre, un système de propriété intellectuelle permettra à la BID d'éviter tout risque juridique pouvant découler d'une violation involontaire de la propriété intellectuelle de tiers.
- ▶ En 2021, la BID a entamé une coopération avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Cette coopération cible les innovateurs dans les pays membres et vise à lancer des centres d'appui à la technologie et à l'innovation qui fourniront un soutien direct aux innovateurs et entrepreneurs et les aideront notamment dans l'enregistrement de la propriété intellectuelle, l'obtention de brevets et la commercialisation. La coopération Sud-Sud est l'une des activités prévues au titre de l'Initiative Match de l'OMPI, qui permettra aux innovateurs de partager leurs idées avec des investisseurs potentiels et d'autres parties.

RÉSULTATS

- ▶ La BID a mis en place un cadre de haut niveau pour jeter les bases d'un programme de propriété intellectuelle qui, à terme, renforcera les capacités et les moyens de gestion et d'administration de la propriété intellectuelle ainsi que des aspects qui s'y rapportent.
- ▶ Les rôles et fonctions du programme de propriété intellectuelle envisagé couvriront les pays membres.
- ▶ L'unité de la propriété intellectuelle se concentrera principalement sur des activités de sensibilisation à la propriété intellectuelle et organisera des formations et des ateliers, tout en s'occupant de la mise en réseau. À l'avenir, elle pourra être utilisée afin d'obtenir les droits de propriété intellectuelle pour des projets sélectionnés.
- ▶ Pour le moment, l'unité de la propriété intellectuelle de la BID ne fonctionne que partiellement. Par ailleurs, la feuille de route de haut niveau de l'unité est en cours d'élaboration. Il est prévu de mettre au point un manuel sur les opérations et la stratégie en matière de propriété intellectuelle, décrivant la structure, les rôles, les fonctions et les activités de

l'unité, tant au sein de la BID qu'au niveau des pays membres.

- ▶ Un programme structuré visant à promouvoir la sensibilisation à la propriété intellectuelle au sein de la BID a été mis en place et une formation en ligne a été lancée pour le personnel chargé des STI. En outre, une formation sera disponible pour des membres du personnel d'autres départements de la BID.
- ▶ La BID a organisé un webinaire conjoint avec l'OMPI au début de 2021. Intitulé « Vers la création d'un écosystème d'innovation plus fort par le renforcement de la propriété intellectuelle », l'évènement a vu la participation de responsables de haut niveau, tels que le Président de la BID, Dr Bandar HAJJAR, le Directeur général de l'OMPI, M. Daren TANG, et Dr Hayat SINDI, conseillère supérieure du Président de la BID pour la science, la technologie et l'innovation.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID investit dans la réussite du programme par le biais de diverses initiatives, notamment un webinaire de sensibilisation à la propriété intellectuelle destiné à un public plus large dans les pays membres.
- ▶ Le webinaire a été programmé en coopération avec l'OMPI et des conférenciers de haut niveau ont pris part à l'évènement.
- ▶ Des acteurs de premier plan du domaine de la propriété intellectuelle ont été invités, notamment des innovateurs, des décideurs officiels en matière de propriété intellectuelle, et des représentants d'universités et de centres de recherche des pays membres.

PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La protection des droits de propriété intellectuelle revêt une grande importance. Elle permet des changements technologiques nouveaux et innovants, facilite la croissance économique et renforce le développement social

Promotion de l'environnement propice à l'investissement du secteur privé

L'existence d'un mécanisme de règlement des différends liés aux investissements dans les États membres de l'OCI contribue à l'amélioration de l'environnement de l'investissement du secteur privé.

OBJECTIF

- ▶ Le nouveau modèle d'entreprise de la BID vise à attirer un volume plus important d'investissements du secteur privé vers les principales chaînes de valeur et les industries essentielles, ce qui devrait avant tout aboutir à la création d'un plus grand nombre d'emplois dans les pays membres.
- ▶ L'existence d'un environnement juridique favorable, offrant un certain nombre de protections et garanties aux investisseurs, est un préalable à la promotion effective des IDE dans les pays membres de la BID.
- ▶ Un exemple de l'environnement favorable dont il est question est l'existence d'un cadre prévisible et transparent, permettant de résoudre les différends qui pourraient survenir entre les États accueillant les investissements et les investisseurs privés.

En améliorant le climat d'investissement, l'initiative attirera des investissements privés vers les États membres de l'OCI et accroîtra leurs capacités de financement des ODD.

- ▶ L'OCI a mis en place un mécanisme de règlement des différends qui complète le nouveau modèle d'entreprise de la BID et contribue à sa mise en œuvre, en offrant aux investisseurs du secteur privé un forum où les différends liés à l'investissement pourront être résolus.
- ▶ Le mécanisme permettra d'assurer la sécurité des investissements dans les pays membres de la BID et de réduire l'incertitude concernant les procédures de règlement des différends, ce qui permettra d'accroître la confiance des investisseurs et d'attirer des flux d'IDE plus importants vers les pays membres.
- ▶ Le mécanisme est aussi fortement lié au Programme quinquennal du Président, notamment à son pilier de « Mise en lien ». En outre, il est aligné sur l'un des messages clé du pilier de « Sensibilisation » du même programme, compte tenu du fait que la BID est une institution attachée à la coopération Sud-Sud, œuvrant à renforcer l'intégration et la coopération régionales, tout en s'employant à mettre en valeur les atouts et le potentiel de ses pays membres.

MÉTHODE

- ▶ L'initiative est née à la suite de deux événements majeurs survenus en 2016 :
 - le Forum de l'OCI ayant réuni les agences de promotion des investissements a décidé de « créer un organe permanent d'arbitrage des différends en matière d'investissement survenant entre des investisseurs ou des sociétés opérant dans les États membres de l'OCI » ; et
 - partant de la décision ci-dessus, le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'OCI a demandé, au titre d'une résolution portant sur le commerce, l'investissement et le tourisme, que soient proposées des modalités de création d'un organe permanent pour le règlement des différends découlant de l'Accord relatif à la promotion, la protection et la garantie des





investissements, entre des Etats membres de l'OCI.

- ▶ Sur demande officielle émanant du Secrétaire général de l'OCI, le Président de la BID a accepté d'autoriser la Division juridique de la BID, à fournir une assistance technique spéciale au Secrétariat général de l'OCI, en vue de la mise en œuvre de la décision susmentionnée du Conseil des ministres des Affaires étrangères.
- ▶ Depuis 2018, la BID, représentée par sa Division juridique, dirige les efforts déployés par le Secrétariat

général de l'OCI en vue de la mise en place d'un mécanisme permanent de règlement des différends en matière d'investissement.

RÉSULTATS

- ▶ Le résultat tangible attendu de cette initiative est l'amélioration du climat d'investissement dans les pays membres, en offrant aux investisseurs dans l'espace OCI et aux pays membres les accueillant un forum qui permet de résoudre leurs différends en matière d'investissement.

- ▶ L'initiative a atteint un stade d'exécution avancé, les résultats obtenus à ce jour étant les suivants :
 - L'approbation par le Conseil des ministres des Affaires étrangères d'une note d'orientation préparée par la BID, concernant une résolution relative au commerce et à l'investissement, ainsi qu'au tourisme et au transport au sein de l'OCI, qui a été adoptée lors de sa 46^e session tenue en mars 2019 à Abu Dhabi. La note d'orientation consiste en une proposition technique relative à la création d'un mécanisme permanent de règlement des différends.
 - La soumission d'un projet de Protocole au Traité de l'OCI sur l'investissement portant sur le règlement des différends en matière d'investissement au Conseil des ministres des Affaires étrangères, durant sa réunion tenue en novembre 2020 à Niamey (Niger).

INVESTISSEMENT

- ▶ L'initiative contribue à créer un environnement favorable à l'investissement dans les États membres de l'OCI, en apportant de la clarté et de la prévisibilité au système de règlement des différends mis en place aux termes de l'Accord de l'OCI sur les investissements.

CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE

L'initiative devrait renforcer la BID en tant qu'institution de coopération **Sud-Sud** qui œuvre pour le renforcement de la coopération et de l'intégration régionales et s'emploie à mettre à profit les atouts et le potentiel de ses pays membres

Initiative d'investissement maritime et économie bleue

La BID utilise l'investissement maritime et l'économie bleue pour exploiter le potentiel des océans par des pratiques de développement durable.

OBJECTIF

- ▶ 90 % du commerce mondial se fait par voie maritime qui constitue la pierre angulaire de l'économie mondiale ; elle y contribue pour quelque 2.500 milliards de dollars.
- ▶ Les habitats maritimes fournissent toute une série de produits essentiels à la vie humaine, notamment le poisson, les hydrocarbures et les minéraux.
- ▶ Les faits relatifs à la dépendance des pays membres de la BID à l'égard des mers et océans sont convaincants :
 - 85 % des pays membres sont des États côtiers ;
 - tous les pays membres ont des communautés établies le long des rivières et des lacs ;
 - l'aquaculture est le secteur de l'industrie

La BID prévoit et offre un large éventail d'activités pour créer un environnement favorable à l'initiative d'investissement maritime et au développement de l'économie bleue

- alimentaire qui connaît la croissance la plus rapide ;
- la contribution des océans à l'économie mondiale est d'environ 2.500 milliards de dollars ;
- 90 % des pêcheries mondiales ont atteint ou dépassé leur capacité de reconstitution ;
- l'industrie mondiale des produits de la mer génère 350 millions d'emplois, soit 10 à 12 % des emplois dans le monde ;
- un milliard de personnes dépendent du poisson comme principale source de protéines dans leur alimentation, et 3,2 milliards de personnes dépendent du poisson pour au moins 20 % de leur consommation en protéines animales ; et
- le transport maritime assure 90 % du commerce mondial.

- ▶ Le secteur maritime est confronté à une pléthore de problèmes qui constituent des urgences pour de nombreux pays membres de la BID, dont 85 % ont des côtes sur l'océan ou des mers intérieures :
 - les changements climatiques compromettent la santé des océans ;
 - beaucoup d'écosystèmes subissent les conséquences de la hausse de la température des océans ; et
 - l'acidification des océans et les plastiques marins sont une préoccupation majeure.

- ▶ Dans le contexte d'aggravation de la crise auquel ces pays peuvent être confrontés ou dans lequel ils se trouvent déjà, la BID est en train d'étudier le marché de l'investissement maritime, dans le but de créer un Fonds d'investissement maritime.

- ▶ Toute initiative d'investissement maritime soutenue par la BID aurait le potentiel de répondre aux besoins des pays membres situés dans les zones côtières et victimes des impacts négatifs.

- ▶ Si les industries maritimes demeurent sous-capitalisées en raison des risques perçus par les investisseurs commerciaux et de l'absence d'instruments financiers ciblés, une initiative d'investissement maritime pourrait permettre à la BID de jouer un rôle de chef de file pour les nouveaux investisseurs dans le secteur.





MÉTHODE

- ▶ Grâce à une initiative d'investissement maritime bien ciblée, la BID pourra aider les pays membres à investir dans des projets maritimes à petite et grande échelle en utilisant la finance islamique. L'initiative prévue aura les caractéristiques suivantes :
 - ▶ « Établir le socle de l'économie bleue » qui s'inspire en partie du Fonds *Transform*. Le fonds sera mondial et aura une portée également mondiale, intervenant sur l'ensemble du portefeuille de la BID, avec un accent particulier sur les pays membres les moins avancés.
 - ▶ Le fonds investira dans une série d'activités de l'économie bleue, notamment l'aquaculture et les produits de la mer, la logistique maritime, l'énergie offshore, les sciences et le tourisme marins.
 - ▶ Des capitaux importants seront engagés pour résoudre les problèmes et adapter les industries océaniques afin qu'elles fonctionnent plus efficacement.
 - ▶ L'Initiative d'investissement maritime présente plusieurs avantages potentiels :
 - les fonds d'investissement peuvent être avantageux pour un plus grand nombre de personnes en dehors des pays développés et, à un degré

moins, pour les pays à revenu faible et moyen car la BID pourra, à la faveur de sa mission de réduction de la pauvreté, orienter l'investissement dans l'économie bleue vers ces pays laissés pour compte.

- pour permettre aux économies officiellement défavorisées de faire face aux enjeux maritimes, la BID peut déployer une gamme complète de services à partir de tous les départements du Groupe ; et
- les investissements peuvent favoriser des partenariats avec des parties prenantes extérieures, notamment les investisseurs d'impact, les organisations philanthropiques et les investisseurs commerciaux.

RÉSULTATS

- ▶ Plusieurs projets ont déjà été lancés dans le cadre de l'Initiative d'investissement maritime, notamment :
 - une politique d'investissement de l'économie bleue pour orienter les activités d'investissement actuelles et futures dans l'économie bleue au sein de la BID dans son ensemble ;
 - des accords d'investissement sont actuellement en cours d'élaboration avec des investisseurs et des fonds internationaux ;
 - un protocole d'accord avec la République du Sénégal pour les investissements maritimes et

l'économie bleue ;

- un programme de subventions pour la coopération et l'intégration régionales au profit de vingt-cinq pays enclavés n'ayant pas accès aux voies maritimes ; le projet regroupe 2.200 hauts fonctionnaires et experts.

- ▶ Une subvention d'assistance technique de 300.000 dollars a été dégagée pour appuyer un programme de renforcement des capacités du secteur de l'aquaculture au Maroc.

INVESTISSEMENT

- ▶ Par le biais de partenariats au titre de l'Initiative d'investissement maritime, la BID entend tirer parti des nouvelles possibilités offertes par l'océan, dont la contribution potentielle à l'économie mondiale est estimée à environ 2.500 milliards de dollars.

COMMERCE MONDIAL

**Le transport maritime assure
90 % du commerce
mondial**

INDUSTRIE MONDIALE DES PRODUITS DE LA MER

**350 millions d'emplois,
10 à 12 % des emplois
dans le monde**

VALEUR EN PROTÉINE

**1 milliard de personnes
dépendent du poisson comme
principale source de protéines
dans leur alimentation et 3,2
milliards de personnes
dépendent du poisson pour
au moins 20 % de leur
consommation de protéines
animale**

Utilisation des solutions du secteur privé grâce au mécanisme Reverse Linkage

Reverse Linkage est un mécanisme de coopération technique utilisé par la BID. Il permet aux pays membres et aux communautés musulmanes établies dans d'autres pays de partager les connaissances, l'expertise, les technologies et les ressources, en vue de renforcer leurs capacités et de concevoir des solutions devant amorcer leur développement de façon autonome.

OBJECTIF

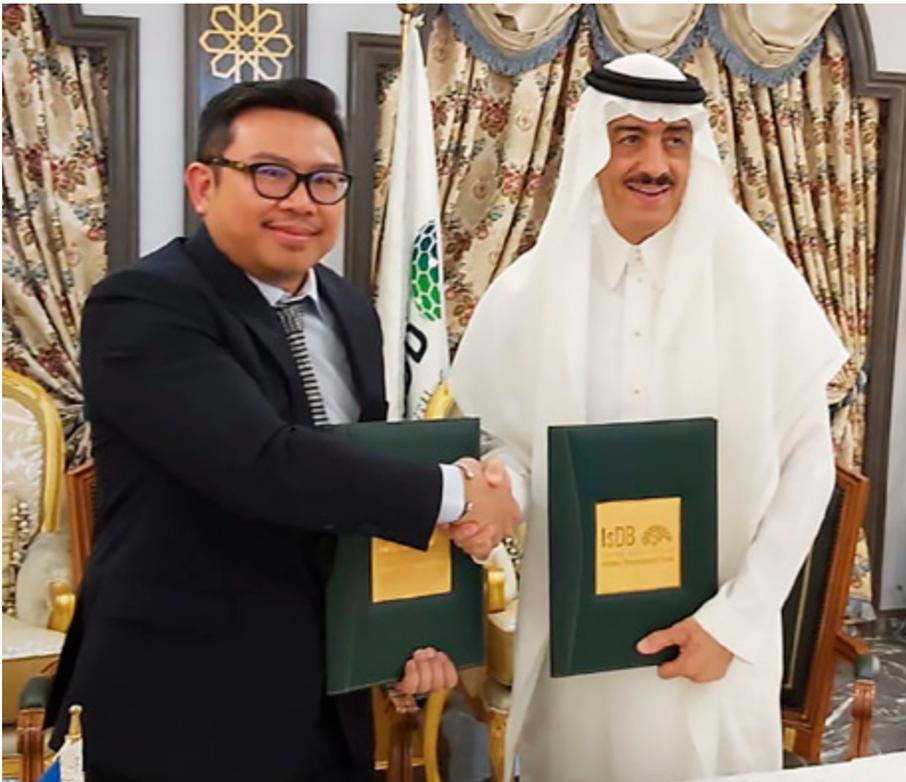
- ▶ Dans l'esprit de la coopération Sud-Sud et triangulaire, *Reverse Linkage* est devenue une modalité qui a accueilli favorablement la participation du secteur privé des pays membres et non-membres.
- ▶ Les pays membres de la BID et les pays du Sud disposent d'une richesse en savoir-faire, expertise et ressources inexploités dans les secteurs public et privé. Mise à profit efficacement, cette richesse peut être utilisée pour relever les défis de développement. La nouvelle orientation stratégique de la BID, énoncée dans le Programme quinquennal du Président, appelle au développement axé sur le marché, ce qui implique un plus grand rôle à assumer par le secteur privé.

Au cours des deux dernières années, la BID a, par le biais de *Reverse Linkage*, pu réunir trente-et-un pays membres autour du partage de leurs solutions de développement dans de nombreux secteurs, notamment les énergies renouvelables, la santé, l'éducation et l'agriculture.

MÉTHODE

- ▶ La BID utilise sa méthode de recensement des centres de ressources pour identifier les partenaires des secteurs public, privé et tiers. Les centres de ressources sont des acteurs du développement et des entreprises qui ont une expertise et un savoir-faire éprouvés dans des domaines clés liés au développement. La BID entre également en dialogue direct avec le secteur privé dans les pays membres et non-membres pour explorer les possibilités de collaboration dans le cadre de *Reverse Linkage*.
- ▶ Parmi les outils dont la BID dispose pour faire participer le secteur privé figure une nouvelle forme du mécanisme *Reverse Linkage* qui peut être utilisée pour mobiliser des ressources du secteur privé afin de favoriser le développement, mais aussi de promouvoir la coopération entre les pays membres et les pays du Sud. La participation du secteur privé au développement socio-économique est essentielle pour tirer parti des grandes ressources financières, d'une expertise technique de haute qualité et de mécanismes d'exécution plus agiles. Cette participation s'inscrit dans le droit fil de l'ODD 3 (Bonne Santé et Bien-être), de l'ODD 4 (Éducation de qualité), de l'ODD 8 (Travail décent et Croissance économique), de l'ODD 13 (Action pour le climat) et de l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs).
- ▶ Pour garantir une collaboration fructueuse avec le secteur privé, le dispositif gagnant-gagnant que présente *Reverse Linkage*, est adopté. Des avantages tangibles pour le secteur privé en tant que pourvoyeur de connaissances et les parties prenantes bénéficiaires sont assurés dès la conception. Parmi les avantages pour le secteur privé figurent l'accès aux marchés des pays membres, le positionnement sur le plan international et la visibilité, l'atténuation des risques et de nouvelles sources de revenus.





RÉSULTATS

► En 2019, la BID a pour la première fois ouvert une nouvelle voie de collaboration avec le secteur privé en tirant parti du mécanisme *Reverse Linkage*. Elle a ainsi pu mettre au point des mécanismes de financement qui ont permis d'engranger des contributions financières de 45 millions de dollars pour les pays membres. La BID a passé un accord avec *Serba Dinamik Group Berhad*, une entreprise privée opérant dans le secteur de l'énergie en Malaisie, pour dégager un financement au titre de *Reverse Linkage* de 30 millions de dollars. Ce financement devrait fournir les ressources financières et techniques pour aider les pays membres à créer des centres de formation professionnelle dans le secteur pétrolier et gazier et appuyer l'emploi, entre autres objectifs.

► Au cours de la même année, la BID a signé un accord avec *Warisan Quantum Management*, une société malaisienne de gestion de capital-investissement conforme à la charia, afin d'allouer 15 millions de dollars à un fonds au titre de *Reverse Linkage* qui appuiera les petites et moyennes entreprises malaisiennes souhaitant participer à des activités *Reverse Linkage* et saisir les opportunités que les projets dans ce cadre vont offrir.

► En 2020, la BID a poursuivi ses interventions auprès du secteur privé et reçu des engagements allant jusqu'à 88,6 millions de dollars au titre de *Reverse Linkage*.

► L'un des résultats obtenus au cours de la même année était l'expansion du réseau des acteurs du développement au-delà des pays membres. Au moyen du mécanisme *Reverse Linkage*, la BID s'est associée pour la première fois au secteur privé de Singapour.

INVESTISSEMENT

► Le partenariat avec le secteur privé dans le cadre du mécanisme *Reverse Linkage* a donné lieu à des interventions tangibles pour les pays membres. En 2020, la Jordanie a bénéficié du transfert d'expertise et de technologie de Singapour. *PATEC Pte Ltd* (Singapour) appuiera le Bureau de conception et de développement du roi Abdallah II afin de renforcer ses capacités de production de masques N95, et ce en lui fournissant une solution clé en main. Ce transfert de solution permettra à la Jordanie de parvenir à l'autosuffisance dans la production d'équipements de protection individuelle et de

les exporter vers d'autres pays membres, renforçant ainsi l'industrie pharmaceutique du pays.

► De même, en 2020, *Serba Dinamik Holding Berhad* de Malaisie a fait don de 2,25 millions de dollars au titre de la riposte à la pandémie à coronavirus, en appui au Programme stratégique de préparation et de riposte de la BID. C'est ce qui reflète l'importance des relations qu'entretient l'entreprise avec la BID et témoigne de sa contribution substantielle au développement. En septembre 2020, l'entreprise a acheminé, en partenariat avec la BID, 550.000 dollars au titre du don précité vers la Guinée et le Sénégal. L'entreprise a également envoyé des équipements de protection individuelle vers les deux pays.

► Ces exemples démontrent comment le mécanisme *Reverse Linkage* ouvre la voie à une nouvelle génération d'entreprises privées actives et socialement responsables, désireuses de s'associer directement aux banques multilatérales de développement, comme la BID, pour accroître l'impact positif des activités de développement, dans le but ultime d'améliorer la qualité de vie des personnes dans les pays membres.

ENGAGEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

133,6 millions de dollars

mobilisés et annoncés par le secteur privé pour le mécanisme *Reverse Linkage* en 2019 et 2020

CONNEXIONS REVERSE LINKAGE

31 pays membres mis en lien

Institutionnalisation de la méthode d'autonomisation économique

L'autonomisation économique occupe une place de choix dans le Programme quinquennal du Président de la BID et s'attaque aux principaux défis auxquels sont confrontés les pays membres de la BID.

OBJECTIF

- ▶ L'approche d'autonomisation économique de la BID, qui est l'un des mécanismes clé de mise en œuvre du Programme quinquennal du Président va :
 - servir de catalyseur pour soutenir les marchés favorables aux pauvres. Les interventions commencent par l'identification de partenaires économiques/stratégiques (leaders de la chaîne de valeur) et créeront les conditions propices pour que ces entités agissent en acteurs de développement du marché au profit des pauvres ;
 - promouvoir une nouvelle réflexion sur le développement, en changeant la mentalité, d'assistés à autosuffisants, des bénéficiaires ;
 - adopter une dimension globale, combinant le renforcement des capacités et l'élaboration de la structure réglementaire et institutionnelle d'appui ; et

L'approche de la BID en matière d'autonomisation économique entend offrir des opportunités économiques aux pauvres en leur proposant des solutions financières et non-financières devant les aider à mener une vie meilleure.

- établir des partenariats avec le secteur privé et d'autres acteurs du développement pour des relations gagnant-gagnant.

- ▶ Pour atteindre ces objectifs, la BID a créé la fonction d'autonomisation économique afin que les activités d'autonomisation économique soient une réalité dans tous les pays membres. La fonction se veut en particulier le moyen de promouvoir un changement de paradigme, de l'inclusion financière à l'inclusion économique.

MÉTHODE

- ▶ Les initiatives d'autonomisation économique sont développées par la création de fonds, de programmes et d'institutions. La BID créera et gèrera des fonds d'autonomisation économique initiés par ses soins ou proposés par diverses parties prenantes. Elle peut fournir des fonds propres ou d'autres modes de financement aux institutions d'autonomisation économique ainsi créées.

- ▶ Les programmes d'autonomisation économique prévoient une ligne de financement et le renforcement des capacités, en collaboration avec les parties prenantes internes ou externes.

- ▶ L'établissement de partenariats intelligents est essentiel à l'approche d'autonomisation économique. Par conséquent, la BID a activement collaboré avec plusieurs partenaires sur différents fronts, afin d'établir des relations solides à long terme qui faciliteront l'expansion rapide de la réserve d'initiatives. Ces partenariats conduisent dans un premier temps à la signature de protocoles d'accord.

RÉSULTATS

- ▶ À ce jour, la BID a obtenu les résultats suivants :
 - Au titre du Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie, le programme SERVE a été conçu pour fournir





un soutien immédiat et ciblé sous forme de liquidités aux entreprises qui subissent les contrecoups de la pandémie à coronavirus, ainsi que pour encadrer leurs activités commerciales au-delà de la crise. À ce jour, les projets de SERVE pour la Palestine, la Jordanie et Djibouti ont été lancés.

- L'infrastructure institutionnelle est effective, à savoir le transfert de projets de microfinance, la création du Comité de gestion des opérations d'autonomisation économique, la délégation de pouvoirs et les processus d'entreprise.

► Au titre des réalisations, l'on peut également citer :

- le lancement et la mise en service du Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien, l'institution de microfinance Bouchra au Sénégal et SERVE Djibouti. Par ailleurs, la fonction d'autonomisation économique assure le suivi de huit

projets de microfinance islamique et quatre institutions de microfinance islamique ;

- l'élaboration d'une feuille de route pour la conception entrepreneuriale de l'ingénierie des solutions, visant à produire un écosystème propice à l'autonomisation économique par la production et le transfert de connaissances sur les outils, les politiques, les meilleures pratiques, les activités de renforcement des capacités et l'application des technologies pour renforcer les capacités des institutions financières partenaires ; et
- la représentation de la BID au Partenariat mondial pour l'inclusion financière du G20, avec la contribution à plusieurs documents et recommandations de politiques qui ont permis à la BID d'obtenir un siège permanent au sein du partenariat, en qualité de partenaire d'exécution.

INVESTISSEMENT

- La BID a constitué une réserve riche de projets, dont un portefeuille de plus de vingt initiatives pour des programmes, des fonds et des institutions, représentant des investissements potentiels de plus de 300 millions de dollars, qui devraient mobiliser des investissements estimés à 2,9 milliards de dollars.

EFFORTS DE MOBILISATION GÉNÉRANT DES RÉSULTATS

Le Département d'Autonomisation économique a pu mobiliser 450 millions de dollars, dépassant ainsi l'objectif 2020 de 50 millions

80 millions de dollars ont été mobilisés pour le Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien
327 millions de dollars ont été levés de partenaires pour le Programme SERVE
43 millions de dollars ont été mobilisés d'autres programmes d'autonomisation économique

Renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables

Un nouveau programme fournit un soutien immédiat et ciblé sous forme de liquidités aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui subissent les contrecoups de la pandémie à coronavirus, ainsi que pour encadrer leurs activités au-delà de la crise.

OBJECTIF

- ▶ Le nombre moyen de MPME pour 1.000 personnes dans les États membres de OCI est de 53,2, soit plus que le double de la moyenne mondiale de 25,2.
- ▶ L'instauration du confinement dans le monde entier exerce une pression énorme sur les MPME dans divers secteurs et beaucoup d'entre elles ont été contraintes de fermer.
- ▶ La BID a mis en place le Programme de renforcement de la résilience économique des entreprises vulnérables (SERVE) pour pourvoir les MPME des pays membres en liquidités dont elles ont tant besoin pour survivre.
- ▶ Le programme s'inscrit dans le droit fil de la mission de réduction de la pauvreté du FSID et du soutien de ce dernier à la riposte à la pandémie à coronavirus que mène la BID.

La pandémie exacerbe les taux de chômage et de pauvreté déjà élevés dans les pays membres de la BID. Le programme SERVE arrive donc à point nommé.

MÉTHODE

- ▶ L'objectif principal du programme est de concevoir un ensemble de mesures d'appui ciblant les MPME des pays membres prioritaires, lesquelles mesures seront mises au point selon l'outil de classification et de sélection de la BID.
- ▶ Le programme est conforme aux objectifs du Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie approuvé en mars 2020 ; il est conforme à son volet de « Rétablissement » relatif à l'action à moyen terme de financement du commerce et des MPME pour :
 - maintenir les activités dans les chaînes de valeur stratégiques ; et
 - assurer la continuité des approvisionnements, principalement dans les secteurs de la santé et de l'alimentation.
- ▶ Le financement concessionnel fourni par le FSID réduira le coût du financement des institutions de microfinance islamiques. Le FSID fait également participer des partenaires tels que SPARK et Silatech, au titre d'une collaboration avec la BID sur des projets qui seront approuvés dans le cadre du programme SERVE. C'est ce qui permettra d'améliorer davantage le ratio de levier des ressources de la BID et du FSID qui seront engagées dans le cadre de SERVE.
- ▶ Une ligne de financement sera fournie aux institutions de microfinance islamique. Les ressources concessionnelles (prêts de la BID et du FSID) seront acheminées par le gouvernement de chaque pays en dollars des États-Unis. L'emprunteur direct du prêt souverain se chargera de rembourser la BID, qui rétrocédera le prêt à l'institution ou aux institutions de microfinance islamiques sélectionnées, en monnaie locale, de sorte que le risque de change soit supporté par le gouvernement.





- ▶ Les accords de rétrocession prévoient le transfert des mêmes conditions de financement de la BID et du FSID à l'institution de microfinance islamique.
- ▶ Les institutions de microfinance sélectionnées doivent apporter des financements pareils à ceux fournis par la BID et le FSID. Elles déposeront les fonds correspondants sur un compte dédié qui sera utilisé pour financer des clients qui répondent aux critères spécifiés par la BID. Elles doivent également assurer une aide non-financière pour que leurs clients puissent utiliser, à bon escient, leur financement.
- ▶ L'institution de microfinance islamique rétrocèdera ensuite le financement à ses clients en utilisant des modes de financement conformes à la charia (mourabaha, salam, etc.). La BID ne formulera aucune objection à l'encontre du produit financier pour s'assurer que :
 - les produits proposés sont adaptés aux besoins des MPME ciblées ;
 - la tarification est justifiée ; et
 - les clients bénéficieront des prêts concessionnels accordés par la BID.

- ▶ De même, une ligne de financement sera accordée aux banques islamiques et aux institutions financières publiques et privées (y compris les institutions financières partenaires du Groupe de la BID).
- ▶ Le programme SERVE repose sur des critères de référence et les meilleures pratiques au niveau mondial afin de soutenir les efforts des gouvernements visant à réduire l'impact de la pandémie à coronavirus sur leurs économies. Il répondra aux besoins actuels et futurs en capitaux et contribuera au financement de l'innovation et de l'adaptation des activités des MPME afin d'atténuer l'impact de la pandémie.

RÉSULTATS

- ▶ Le programme SERVE s'attaque d'ores et déjà aux répercussions profondes de la pandémie à coronavirus sur les conditions socio-économiques des MPME dans les pays membres.
- ▶ Le soutien de la BID et du FSID sous forme de liquidités aux institutions financières partenaires renforcera leur résilience et celle de leurs MPME bénéficiaires.

- ▶ À la fin de l'année 2020, des projets au titre du programme SERVE ont été approuvés en faveur de Djibouti, de la Jordanie et de la Palestine. Un quatrième projet est prévu pour le Maroc.
- ▶ Les quatre projets devraient permettre de maintenir et de créer au moins 107.000 emplois.
- ▶ Le financement a le potentiel d'obtenir des résultats au-delà des bénéficiaires initiaux, car il peut être utilisé pour soutenir les partenaires financiers des membres affiliés au Groupe de la BID ainsi que les investisseurs de la BID. Il peut également être utilisé pour attirer des partenaires et des donateurs.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le programme SERVE a été approuvé par le FSID en septembre 2020 et a mobilisé 120 millions de dollars du Groupe de la BID.
- ▶ La BID a engagé au total de 83,30 millions de dollars et mobilisé 327 millions de dollars des gouvernements et des institutions financières homologues.
- ▶ Le premier décaissement a déjà été effectué à Djibouti.

PROGRAMME SERVE

**Le programme devrait créer
ou maintenir**

314.000 emplois

en finançant plus de

150.000 MPME sur

**une enveloppe de 240
millions de dollars**

Plateforme Bridge : établir un réseau mondial d'institutions financières

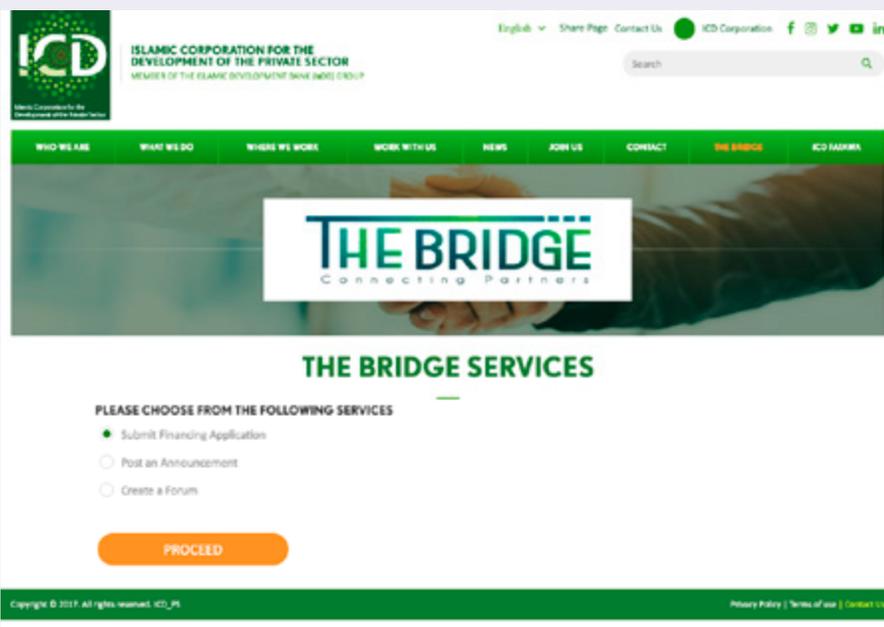
La plateforme *Bridge* est une ressource en ligne dédiée qui rassemble les institutions financières de ses pays membres.

OBJECTIF

- ▶ La technologie financière (fintech) est un ensemble révolutionnaire de technologies utilisées par les institutions financières pour améliorer et automatiser la prestation de services, en aidant les entreprises, les entrepreneurs et les consommateurs à mieux gérer leurs opérations, processus et vies financières.
- ▶ Dans le contexte de la pandémie à coronavirus, les institutions financières ont été contraintes d'accélérer leurs efforts de numérisation pour répondre à des demandes nouvelles et sans cesse croissantes.
- ▶ Dans ce cadre, la SID qui est l'un des membres affiliés au Groupe de la BID en charge de ce secteur, s'attache au renforcement de son réseau mondial d'institutions financières par le biais d'une plateforme numérique dédiée. L'objectif est d'améliorer la connectivité et les relations commerciales entre les institutions financières du Groupe.

L'objectif de la plateforme *Bridge* est de permettre à la SID, en tant que membre affilié au Groupe de la BID, de jouer un rôle plus concurrentiel et plus réactif dans la satisfaction des besoins des pays membres.

- ▶ Par le biais de l'initiative de la plateforme *Bridge*, la SID entend accélérer le partage des connaissances, les évaluations de marché et les transactions spécifiques qui stimuleront le développement économique national et renforceront la capacité du secteur privé à participer au financement des PME.
- ▶ La plateforme vise à :
 - faciliter le partage d'informations entre les institutions financières membres ;
 - améliorer l'analyse du marché et de la veille stratégique ;
 - permettre un accès ouvert aux ressources fintech et aux services en nuage ;
 - réduire les coûts des transactions financières pour les institutions financières membres ; et
 - améliorer les services de conseil que la SID offre à ses partenaires par le biais du réseau de développement islamique en appliquant les technologies fintech.
- ▶ Grâce à une technologie permettant de relier les institutions financières, la plateforme permettra de réaliser les résultats suivants qui sont intégrés dans le Programme quinquennal du Président :
 - La plateforme servira de canal de communication intégré pour tous les pays membres et améliorera par conséquent la visibilité de la BID.
 - La plateforme favorisera la création des partenariats dans les pays membres et permettra aux institutions financières de ces pays d'accéder aux derniers produits technologiques.
 - En partageant des données sur la plateforme, les institutions financières auront les connaissances nécessaires pour identifier les vrais problèmes et difficultés, puis étudier les solutions possibles et les débouchés commerciaux.
 - En permettant aux institutions financières de communiquer et d'étudier les opportunités, la plateforme les aidera à élargir les financements à d'autres pays membres.
 - La numérisation des communications, le partage de l'information, la production participative et les transactions permettront





une mise en œuvre rapide des projets dans les pays membres.

- La plateforme encouragera les institutions financières à adopter des solutions et des politiques garantissant le développement durable des pays membres.

MÉTHODE

- ▶ La plateforme permettra aux banques islamiques, compagnies takafoul, sociétés de crédit-bail et institutions de microfinance d'exercer leurs activités dans les domaines suivants :
 - Collaboration et facilitation d'activités telles que la vente croisée et la syndication de sources d'approvisionnement, le financement à terme, le conseil, les transactions de soukoul, les lignes de financement, la gestion d'actifs, les PPP, les actions, la négociation d'instruments de trésorerie et de marchés financiers, ainsi que d'autres opérations d'intérêt commun.
 - Fourniture de services de conseil et de meilleures pratiques pour le financement des PME (par exemple)
 - Formation en ligne - finance islamique, takafoul, gestion financière saine, gestion de trésorerie et impact des données économiques sur les marchés financiers.
 - Activité hypothécaire avec service fintech (titres adossés à des créances hypothécaires).
 - Produits de gestion d'actifs à vendre par l'intermédiaire de la plateforme après l'obtention des autorisations réglementaires.

- Opérations de trésorerie au service des 100 institutions financières participantes.
- Partage d'informations sur les projets du secteur privé et les opportunités d'affaires mutuellement bénéfiques dans les États membres de l'OCI (par le biais de l'appariement).
- Gestion des mégadonnées pour permettre la remontée d'informations vers la SID afin que ses investissements et ses financements s'améliorent en conséquence.
- Maintien de la confidentialité de toutes les données partagées par le biais de la plateforme afin de garantir l'équité et d'éviter tout conflit d'intérêts entre les institutions financières participantes.
- ▶ Inscription gratuite des institutions financières intéressées sur le site web de la SID avec un choix de deux types d'adhésions :
 - Standard - Gratuit et ouvert à toutes les institutions financières. Cette section comprend des articles et des ressources sur les mécanismes et les techniques de financement islamique, ainsi qu'un club de responsables permettant à ces derniers de se mettre en réseau pour bénéficier de soutien, de conseils et du mentorat.
 - Gold - Les institutions financières peuvent s'inscrire moyennant une modeste cotisation annuelle et adhérer à un réseau mondial regroupant plus de 100 institutions financières pour le partage d'informations et d'affaires.

RÉSULTATS

- ▶ La plateforme *Bridge* comporte trois phases :
 - Phase 1 : Partage d'informations et communication
 - Phase 2 : Services commerciaux et de veille stratégique, normalisation des services et appariement, avec le recensement des opportunités d'investissement.
 - Phase 3 : Transactions commerciales et échanges sur le marché mondial, avec une gamme de produits financiers islamiques tels que les soukoul, les hypothèques, takafoul, les investissements directs, le financement des PME, l'appariement et le conseil en robotique.
- ▶ La phase 1 s'est achevée avec succès en 2020 avec un réseau de plus de 88 institutions financières et 12 sociétés de crédit-bail dans le monde entier habilitées à s'inscrire sur la plateforme.
 - Une version d'essai du test de flux d'affaires a également été lancée avant le lancement officiel des phases 2 et 3.

INVESTISSEMENT

- ▶ La plateforme *Bridge* a été financée en interne par la BID comme l'une des principales initiatives à adopter pour contribuer à l'entreprise de transformation numérique de ses institutions financières partenaires.

PLATEFORME BRIDGE

La phase 1 s'est achevée avec succès en 2020, avec un réseau de plus de 88 institutions financières et 12 sociétés de crédit-bail dans le monde entier habilitées à s'inscrire sur la plateforme



Programme des passerelles commerciales arabo-africaines

Une initiative commerciale majeure visant à renforcer l'intégration économique et à promouvoir la croissance durable dans les pays arabes et africains.

OBJECTIF

- ▶ Bien que les régions arabe et africaine connaissent une croissance économique importante, il reste un potentiel inexploité pour développer davantage le commerce régional, pérennisant ainsi la croissance économique et l'emploi dans les deux régions.
- ▶ La BID a lancé le Programme des passerelles commerciales arabo-africaine (AATB) en février 2017 pour faire face à des difficultés rencontrées dans la promotion du commerce et de l'investissement entre les deux régions et le développement de partenariats commerciaux interrégionaux.
- ▶ Le Programme AATB tire profit de l'existence de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), une des plus grandes initiatives au monde pour stimuler le commerce inter et intracontinental. À la date de juillet 2019, 54 des

Les pays arabes et africains peuvent bénéficier des activités du Programme des passerelles commerciales arabo-africaines pour développer le commerce et l'investissement, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée qui reposent sur une main-d'œuvre plus qualifiée et peuvent promouvoir des investissements plus importants et la diffusion des connaissances.

55 États de l'Union africaine avaient intégré la ZLECAf, qui exige l'élimination de 90 % des droits de douane des membres et une réduction importante des barrières non tarifaires sur le continent.

- ▶ Un avantage important du Programme AATB est son potentiel à réduire la dépendance des économies participantes vis-à-vis des exportations de matières premières. En favorisant une croissance qui stimule les exportations de produits à plus forte valeur ajoutée et moins volatiles, il permet de renforcer les effets positifs du commerce et ainsi promouvoir une croissance économique durable et inclusive.
- ▶ Dans la mesure où il stimule la croissance du commerce et des investissements partout où leurs volumes sont faibles à l'heure actuelle, le Programme AATB est un mécanisme à fort impact permettant de contribuer à une plus forte intégration économique par le commerce et les investissements.

MÉTHODE

- ▶ Le Programme AATB est une initiative multidonateurs, plurinationale et multiorganisationnelle, visant à :
 - promouvoir et accroître les flux commerciaux et d'investissements entre tous les pays arabes et africains ;
 - assurer et encourager le financement du commerce et l'assurance-crédit à l'exportation ; et
 - améliorer les mécanismes actuels de renforcement des capacités en matière de commerce.
- ▶ Le programme est tourné vers le renforcement de l'intégration économique et de la croissance durable dans les pays arabes et africains. En particulier, les efforts de promotion du commerce sont axés sur les secteurs à forte valeur ajoutée, notamment les industries comptant sur une main-d'œuvre plus qualifiée et celles qui peuvent promouvoir des investissements plus substantiels et une meilleure diffusion des connaissances.



- ▶ Du fait du contexte économique qui prévaut dans les pays cibles, les principaux secteurs où l'impact de ce programme se fera le plus sentir sont :
 - la fabrication ;
 - les intrants agricoles ; et
 - la santé et les produits pharmaceutiques.
- ▶ Le programme se focalise sur l'élaboration et la réalisation de projets et d'activités qui :
 - favorisent l'intégration économique entre les pays arabes et africains ; et
 - optimisent et augmentent les opportunités d'investissement et de commerce dans les secteurs prioritaires.
- ▶ Dans cette optique, il s'attache à :
 - créer de nouveaux modèles d'entreprise ;
 - augmenter le volume des échanges et des investissements entre pays arabes et africains ;
 - sensibiliser davantage le public sur les efforts de création de marchés ;
 - créer une plateforme visible facilitant la commercialisation des exportations ;
 - améliorer la communication entre les entreprises des pays arabes et africains ;
 - mettre au point de nouvelles plateformes logistiques ; et
 - accroître le volume des opérations de financement du commerce et d'assurance-crédit à l'exportation des institutions du secteur public et privé.
- ▶ Le programme appuie les activités du secteur privé des deux régions afin de permettre aux chefs d'entreprise de se rencontrer et de déterminer des investissements potentiels. Dans les prochaines années, il accordera également une attention particulière à la réalisation des objectifs suivants :
 - Mise en place de projets de chaînes de valeur pour améliorer l'accès aux marchés des pays africains et arabes.
 - Développement des compétences en économie numérique.
 - Amélioration de l'efficacité et l'efficacités des pays à cibler les produits à haute valeur ajoutée.
 - Amélioration de la compétitivité des exportations en maîtrisant les coûts de production.

- Levée des obstacles et offre de solutions pour les paiements, le transport maritime et la compétitivité du commerce arabo-africain.

RÉSULTATS

- ▶ Les réunions des exportateurs et importateurs instaurées par le Programme AATB visent à mettre en relation directe les exportateurs et les importateurs afin de renforcer les partenariats commerciaux dans le secteur privé. Dans ce contexte, plusieurs réunions ont eu lieu, notamment dans le secteur pharmaceutique en République arabe d'Égypte, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, et dans le secteur alimentaire en République arabe d'Égypte et aux Émirats arabes unis.
- ▶ Les réunions ont été marquées par la participation active du secteur privé de dix-huit pays africains et dix pays arabes. La valeur des transactions discutées au cours de ces activités est estimée à quelque 250 millions de dollars (190 millions pour les produits et accessoires pharmaceutiques et jusqu'à 40 millions pour les produits alimentaires).
- ▶ Deux rencontres d'affaires interentreprises (B2B) tenues en 2019 ont donné les résultats suivants :
 - Un événement consacré aux produits agroalimentaires à Dubaï dans les Émirats arabes unis a donné lieu à plus de 1.620 rencontres interentreprises entre importateurs et exportateurs et débouché sur 120 contrats en cours de négociation générant 10 millions de dollars.
 - Un événement consacré aux industries de produits pharmaceutiques et industries connexes a accueilli 602 réunions, avec 108 accords négociés pour une valeur d'environ 41 millions de dollars.
- ▶ Des activités de formation et d'éducation ont également été organisées, notamment :
 - Une initiative lancée au Sénégal en 2019 pour transformer l'agriculture en fournissant à près de 5.000 agriculteurs des informations complètes sur les nutriments du

- sol, dans le but de les orienter vers des pratiques agricoles axées sur la technologie. D'autres pays d'Afrique de l'Ouest envisagent également des programmes similaires.
- Un cours de formation sur le commerce régional et mondial au profit des États membres francophones africains de l'OCI, organisé par la SIFC en coopération avec le Royaume du Maroc et l'Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises (ISCAE).

INVESTISSEMENT

- ▶ Le Comité de pilotage du Programme AATB est composé des membres fondateurs. La pérennisation des investissements est assurée en invitant d'autres pays et sociétés financières ou commerciales à se joindre au Programme par une contribution financière d'au moins 500.000 dollars à son plan d'opération triennal.

RÉUNIONS DES IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS DE L'AATB

Les réunions ont été marquées par la participation active du secteur privé de 18 pays africains et de 10 pays arabes. La valeur des transactions discutées est estimée à quelque 250 millions de dollars

PME d'Afrique de l'Ouest

La BID aide à réduire l'écart entre les capacités des PME et leurs besoins en matière de financement du commerce, grâce au renforcement des capacités et à de meilleurs mécanismes d'évaluation.

OBJECTIF

- ▶ Les PME représentent 90 % des entreprises en Afrique de l'Ouest et fournissent 80 % des emplois du secteur privé. Au sein de la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), elles constituent l'un des principaux vecteurs de progrès économique et social.
- ▶ Cependant, les problèmes d'organisation, aggravés par les difficultés de structuration, les faibles niveaux de formation et la capacité financière limitée sont tels que les PME peinent à convaincre les institutions financières de leur solvabilité.
- ▶ Un domaine d'intervention important pour la SIFC, l'un des membres affiliés au Groupe de la BID en charge du secteur privé, est l'accompagnement des PME dans les efforts déployés pour s'engager dans l'économie. À cette fin, elle a mis en place le Programme PME d'Afrique de l'Ouest doté de 18 millions de

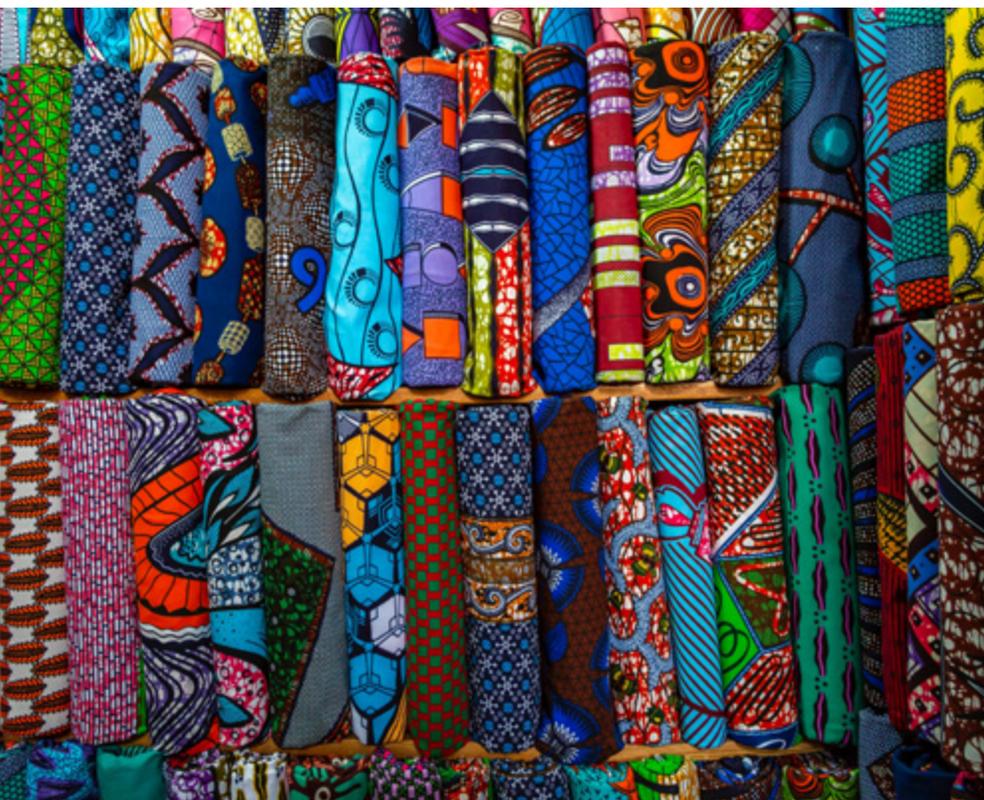
Les PME sont sélectionnées sur la base de critères prédéfinis sur l'état de préparation commerciale et organisationnelle. Jusqu'à 20 % des places qualifiantes sont réservées aux entreprises dirigées par des femmes.

dollars, qui comporte quatre volets :

- Renforcement des capacités des PME sélectionnées.
- Renforcement des capacités et mécanismes d'évaluation des PME pour les banques partenaires.
- Ligne de financement du commerce extérieur en faveur des banques partenaires.
- Soutien aux PME performantes dans le processus de soumission de leurs projets bancables.

MÉTHODE

- ▶ Le programme qui a été lancé en 2018 vise à réduire le déficit de financement du commerce pour les PME de la région.
- ▶ Il assure des lignes de financement, un renforcement des capacités et des services de conseil aux banques partenaires et aux PME de la zone UEMOA, qui comprend le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.
- ▶ L'objectif global est de renforcer la capacité des PME sélectionnées et des banques partenaires à atteindre un meilleur taux d'approbation et à améliorer le taux d'utilisation des lignes de financement placées auprès des banques partenaires.
- ▶ Étant donné la portée régionale du programme, il était important pour la SIFC de sélectionner des partenaires locaux qui partagent les mêmes objectifs et la même amplitude. *Coris Bank International* (CBI) a été choisi comme partenaire clé pour deux projets pilotes du programme au Burkina-Faso et au Sénégal, grâce à sa forte présence dans la région.
 - Au Burkina-Faso, la Maison de l'Entreprise a organisé cinq modules de formation pour les PME, et a également revu et soumis de nouveau leurs projets à CBI.
 - Au Sénégal où l'appui est axé sur le renforcement des capacités, un partenariat a été mis en place entre la Délégation à l'entrepreneuriat rapide, l'Organisation internationale de la Francophonie et CBI.





► Grâce à une association d'instruments spécifiques à chacune de ces agences - dette, garantie, capital et subvention - la SIFC espère augmenter l'enveloppe de financement disponible pour les PME tout en réduisant le coût. Après ces deux projets pilotes réussis, le Programme sera lancé en Côte d'Ivoire.

RÉSULTATS

► Le projet pilote burkinabé, qui s'est étalé sur huit mois en 2018, visait à :

- fournir une ligne de financement à CBI au Burkina-Faso ;
- sélectionner et former jusqu'à 25 PME qui avaient été précédemment rejetées par CBI ;
- accompagner les PME qui ont réussi et soumettre à nouveau des demandes de financement ;

- réussir à soumettre à nouveau 25 % des demandes pour obtenir un financement ; et
- lancer le volet bancaire avec CBI Burkina-Faso.

► Pour le projet pilote sénégalais de novembre 2019, une centaine de PME dont plusieurs dirigées par des femmes ont été sélectionnées sur la base d'une liste de critères préapprouvés, tels que le niveau de maturité global du projet.

► Jusqu'à 200 PME sénégalaises intervenant dans divers secteurs seront sélectionnées par les partenaires pour suivre un programme pilote de 15 mois.

► Les objectifs du projet pilote sénégalais sont les suivants :

- Sélection et formation de 200 PME en 2020 et 2021.

- Soutien aux PME qui ont réussi et qui soumettent à nouveau des demandes de financement.
- Obtention d'un financement pour 25 % des demandes soumises à nouveau.
- Lancement du volet bancaire avec CBI Sénégal.

INVESTISSEMENT

► L'investissement de la BID dans le développement des PME porte ses fruits, notamment grâce aux projets pilotes lancés par le Programme. Par exemple, les résultats du projet pilote du Burkina-Faso comprennent :

- une ligne de financement du commerce de 8 millions de dollars accordée à CBI ;
- 60 PME sélectionnées dans le portefeuille de rejets de CBI ;
- 22 PME présélectionnées et formées et demandes de crédit soumises à nouveau ;
- le financement reçu pour 35 % des demandes traitées et soumises à nouveau ;
- le financement d'un million de dollars de CBI approuvé pour les PME ;
- 300.000 dollars de crédit en cours d'évaluation ; et
- le mécanisme d'évaluation des PME mis au point pour CBI entre le 1^{er} et le 3^e trimestre de 2020.

PROJET PILOTE DU BURKINA-FASO

**Une ligne de financement
du commerce de 8
millions de dollars
accordée à CBI**

**Un financement de 1
million de dollars de
CBI approuvé pour les PME**

Programme BRAVE pour la résilience du secteur privé

L'objectif du Programme d'appui au renforcement de la résilience des entreprises à valeur ajoutée (Programme *BRAVE*) et du Programme *BRAVE-Femmes* de la BID est de renforcer le secteur privé et d'en faire le moteur de croissance durable nonobstant les conflits.

OBJECTIF

- ▶ La SID et la BID ont conçu le Programme *BRAVE* en 2016, et par la suite, le Programme *BRAVE-Femmes* pour répondre aux besoins spécifiques des femmes.
- ▶ Ces deux programmes s'investissent dans des initiatives de résilience et de continuité des activités dans un cadre intégré afin d'aider les entreprises à gérer les risques liés à l'impact induit des conflits et à élaborer des stratégies d'atténuation des crises.
- ▶ L'objectif du Programme *BRAVE* est d'assurer la résilience du secteur privé, moteur de la croissance durable, au Yémen, en se concentrant sur les MPME des secteurs favorables aux pauvres et à valeur ajoutée tels que l'agroalimentaire, la pêche, la santé

Les Programmes *BRAVE* et *BRAVE-Femmes* ont contribué à créer des emplois, à stabiliser les communautés à risque, et à asseoir le rôle du secteur privé dans les pays fragiles et en proie aux conflits.

et le textile. Les partenaires ont travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Planification et de la Coopération internationale du Yémen, le Service de promotion des petites et microentreprises (SMEPS), une agence affiliée au Fonds social pour le développement, et trois grandes institutions financières locales.

- ▶ Le Programme *BRAVE-Femmes* vise à relever les défis spécifiques auxquels sont confrontées les PME dirigées par des femmes dans le monde en développement, et qui sont souvent incapables d'accéder aux services financiers dont elles ont besoin.

MÉTHODE

- ▶ Le Programme *BRAVE* a trois volets, à savoir :
 - le renforcement de la capacité de résilience des entreprises ;
 - l'aide à la relance des activités en faveur des entreprises sélectionnées grâce à un système de subventions de contrepartie, à investir principalement dans les biens d'équipement ; et
 - la résilience de la chaîne de valeur des secteurs cibles et appui aux entreprises leaders pour ajuster, mettre à niveau ou améliorer leurs modèles d'entreprise pour la nouvelle structure du marché, par le biais d'un système de subventions d'accompagnement adapté.
- ▶ La première phase du programme (2017-2018) a permis aux entreprises du Yémen de bénéficier d'une formation à la continuité des activités dont elles avaient grand besoin pour relever les défis auxquels le secteur privé est confronté. Les entreprises sélectionnées ont également bénéficié du système de subventions d'accompagnement déployé en coordination avec les banques locales.





► Le Programme *BRAVE-Femmes* a été créé en 2018 ; il est lancé officiellement en février 2019 au Yémen et devrait s'étendre pour inclure le Nigéria et le Burkina-Faso. Assorti d'une subvention quinquennale accordée dans le cadre de l'Initiative de financement des femmes entrepreneuses (We-Fi), le programme s'attèle à la levée des entraves à l'entrepreneuriat féminin dans certaines chaînes de valeur au Yémen, au Nigéria et au Burkina-Faso.

► Le Programme *BRAVE-Femmes* est financé par voie de subventions externes visant à libérer le potentiel entrepreneurial des femmes. L'unité chargée de l'autonomisation des femmes et des jeunes est le chef de file au titre de l'initiative We-Fi. Le programme est géré par l'équipe de soutien à l'environnement industriel et d'entreprise de la SID.

► Le programme *BRAVE-Femmes* vise à offrir une formation spécialisée à quelque 1.500 PME détenues et dirigées par des femmes et à aider

1.200 d'entre elles à bénéficier d'une subvention d'accompagnement combinée à une assistance technique.

RÉSULTATS

► Le programme *BRAVE* a permis jusqu'ici d'obtenir les résultats suivants :

- 620 entreprises ont bénéficié d'une formation à la continuité des activités
- 348 entreprises ont bénéficié d'un programme de subventions d'accompagnement
- 15.000 emplois ont été sauvés et 1.541 autres créés.

► Le Programme *BRAVE-Femmes* au Yémen a démarré en février 2019 et permis le renforcement des capacités dans les provinces de Sanaa, Aden, Ibb, Hadramaout et Taïz du Yémen. En avril 2020, le projet du Nigéria a démarré, visant à fournir un emploi à 1.000 femmes et à assurer le renforcement des compétences de 600 femmes, *Nigerian Bank of Industry Ltd* faisant office d'agence d'exécution.

INVESTISSEMENT

► Un total de 6 millions de dollars a été collecté au profit du Programme *BRAVE* auprès du Fonds de transition MENA créé en 2012 à la demande du Partenariat de Deauville avec les pays arabes en transition. La deuxième phase du Programme *BRAVE* a démarré en 2019 avec un financement supplémentaire de 3 millions de dollars provenant du Fonds de transition MENA.

► Le Programme *BRAVE-Femmes* est financé via l'initiative We-Fi, bénéficiant d'une allocation de plusieurs pays de 32,2 millions de dollars en faveur des premières demandes de projets au Yémen, au Nigéria et au Burkina-Faso. Les partenaires de We-Fi comprennent quatorze gouvernements donateurs, six banques multilatérales de développement pour la mise en œuvre, et de nombreuses autres parties prenantes des secteurs public et privé à travers le monde.

► Le Groupe de la BID est l'un des partenaires de mise en œuvre désignés de l'initiative We-Fi, tandis que la SID fournit un soutien technique pour la mise en œuvre du programme *BRAVE*, en étroite collaboration avec le SMEPS en tant qu'agence d'exécution au Yémen. Le Yémen a reçu 8,8 millions de dollars de la subvention totale.

PROGRAMME BRAVE

620 entreprises ont
reçu une formation sur la
continuité des activités, **348**
entreprises ont bénéficié
d'un système de subventions
d'accompagnement,
15.000 emplois ont été
sauvés, et **1.541** autres
créés

Fonds d'investissement des biens awqaf

Le Fonds d'investissement des biens awqaf de la BID soutient les pays membres en participant au financement de projets de mise en valeur des terrains et biens awqaf.

OBJECTIF

- ▶ Le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) a pour objectif d'investir, conformément aux principes de la charia, dans des biens immobiliers waqfi (objets de waqf) dans les États membres de l'OCI et dans d'autres pays.
- ▶ Le Fonds participe à des opérations et des projets qui ont le potentiel de prendre de la valeur et/ou dont les rendements pourraient augmenter à court, moyen et long terme.
- ▶ En tant que fonds d'investissement à impact comptant 15 investisseurs institutionnels, le FIBA comble les déficits de financement nécessaire à la réalisation des ODD. La portée, la visibilité et le modèle du FIBA se sont transformés et ont pris de l'ampleur au cours des dernières années, avec le lancement de nombreuses initiatives innovantes.
- ▶ Grâce à son mandat consistant à établir et à développer des biens immobiliers waqf, le FIBA fournit aux institutions sociales locales et aux organisations de la société civile des sources de revenus durables, qui leur permettent de prendre leurs propres décisions en matière de développement.

Le Fonds entreprend des études pour s'assurer de la faisabilité et de la viabilité technique, financière et économique des projets sélectionnés pour l'investissement, de leur conformité à la charia ainsi que des possibilités de réaliser un bon rendement.

- ▶ En aidant les organisations qui souhaitent mettre en valeur des terrains waqf, rénover leur bien waqf ou acheter un bien à utiliser comme waqf, le FIBA présente un modèle inédit dans le monde du développement, avec sa focalisation sur le financement des awqaf. Il s'est élargi pour inclure la promotion de la création de nouveaux awqaf, en mettant l'accent sur la durabilité intergénérationnelle.
- ▶ À court terme, le FIBA soutient les ONG et les organisations caritatives locales, et les aide dans leur recherche de revenus durables. À long terme, il contribue à l'accroissement de la richesse sociale en encourageant les dons philanthropiques et en mettant l'épargne nationale au service de la société.

MÉTHODE

- ▶ Le FIBA vise à porter ses rendements globaux au plus haut niveau possible grâce au financement à long terme et en utilisant l'un des modes de financement islamiques habituels, tels que l'idjara, la vente à tempérament, l'istisna, la participation décroissante ou la participation au capital.
- ▶ Pour garantir la compétitivité des conditions de financement du FIBA par rapport à celles offertes par d'autres concurrents, les rendements de ces modes de financement sont évalués sur la base des indicateurs habituels comme directives, en plus d'une marge bénéficiaire à déterminer en fonction de la période de financement et de ses risques sous-jacents. Comme le Fonds est géré par la BID, il offre les exonérations fiscales dont bénéficie cette dernière dans ses pays membres.
- ▶ Avec une contribution financière d'au moins 25 % du coût total du projet ou un terrain approprié (pour un projet entièrement nouveau) fourni par le bénéficiaire, le FIBA finance la construction, la rénovation et/ou l'achat d'un bien immobilier générant des revenus. L'exigence de contribution minimale signifie que le financement du





FIBA sert souvent de catalyseur pour augmenter les dons philanthropiques, les donateurs locaux et internationaux venant combler le vide.

- En général, un projet est conçu de manière à ce que les remboursements du financement du FIBA soient effectués entièrement à partir des revenus du projet, l'idéal étant qu'il reste un montant considérable pour permettre au bénéficiaire de poursuivre ses activités pendant la période de remboursement. Une fois le financement remboursé, tous les revenus servent à garantir la continuité des activités du bénéficiaire. Les ressources du FIBA dont le Fonds n'a pas besoin dans l'immédiat sont investies, en tenant compte des principes de gestion des risques généralement admis.
- En sa qualité de moudarib (administrateur/gestionnaire), la BID peut faire appel à des sociétés de conseil externes spécialisées dans la gestion et l'investissement immobiliers pour l'aider à structurer le financement, à négocier ses conditions, et à conclure ses transactions.

RÉSULTATS

- Jusqu'ici, le FIBA a financé avec succès 57 projets à fort impact sur les individus, les communautés et les organisations, pour un montant total de 1,21 milliard de dollars dans vingt-neuf pays membres et pays non membres.
- Le FIBA s'est lancé dans une série d'initiatives innovantes, notamment en procédant à un réexamen complet de son modèle pour le transformer/ réaménager le cas échéant.
- Le modèle du FIBA a été réorganisé pour devenir une contribution inédite de la BID au monde du développement, et une campagne de sensibilisation est en cours auprès de diverses institutions de développement et de partenaires potentiels.
- Pour intensifier ses efforts de sensibilisation, le FIBA s'est également engagé dans un certain nombre de nouvelles initiatives. Il s'agit notamment de la confection d'un nouveau logo, d'un site web, d'une vidéo d'animation et d'une brochure, conformément à la

nouvelle identité visuelle de la BID, ainsi que d'une vaste opération de collecte, de classement et d'analyse de l'impact de ses interventions, dont l'aboutissement est une publication sur l'impact du FIBA.

- Le FIBA a continué à accompagner certains de ses anciens bénéficiaires les plus performants comme le Comité mutawalli (Conseil d'administration) du Waqf BID-Bangladesh de l'éducation pour la solidarité islamique (BID-BISEW). Un nouveau financement a été approuvé pour la deuxième phase de ce waqf en 2019.

INVESTISSEMENT

- En décembre 2020, le FIBA comptait 16 participants dont la BID, des ministères des Awqaf, des organisations d'Awqaf, des organisations à but non lucratif et des banques islamiques, pour un capital total libéré de 88,5 millions de dollars. En outre, la BID a accordé au FIBA une ligne de financement de 100 millions de dollars pour ses projets.
- En 2020, la BID a approuvé une augmentation du capital autorisé du FIBA qui est passé de 100 à 500 millions de dollars.

FONDS D'INVESTISSEMENT DES BIENS AWQAF

Le FIBA a jusqu'ici financé 57 projets d'une valeur totale de 1,21 milliard de dollars dans 29 pays membres et non membres

La BID a accordé une ligne de financement de 100 millions de dollars au FIBA

Programme de sensibilisation et de renforcement des capacités dans le domaine de la finance islamique

La BID s'emploie à améliorer sa communication à travers un large éventail de médias et d'événements pour faire connaître ses produits et ses initiatives dans le secteur de la finance islamique.

OBJECTIF

- ▶ Les activités de communication stratégique et tactique de la BID sont partie intégrante de sa stratégie de communication globale, qui a été adaptée récemment pour répondre aux besoins nés de la pandémie.
- ▶ Dans le cadre de sa stratégie de communication, la BID a lancé un programme de renforcement des capacités et de sensibilisation afin de mieux faire connaître et accepter la finance islamique dans le monde. Ainsi la BID s'assure que le potentiel de la finance islamique à contribuer aux objectifs de développement est reconnu à sa juste valeur. À cette fin, elle s'associe à des organisations internationales et banques multilatérales de développement telles que la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le PNUD, le FMI, et l'OCI.

Avec la flambée de la pandémie à coronavirus en 2020, les activités de communication ont permis d'asseoir le leadership de la BID et le rôle de la finance islamique dans le soutien aux pays membres pendant la crise.

- ▶ Le programme cible les organisations concernées dans divers pays membres et non membres. Il s'agit notamment des ministères, des banques centrales, des autorités des marchés financiers, des agences d'assurance, des acteurs du marché, des institutions financières et non financières et des universitaires.

- ▶ Depuis le lancement de son nouveau modèle d'entreprise et du Programme quinquennal du Président, la BID n'a eu de cesse de positionner son Président en tant que leader d'opinion dans le domaine de la finance islamique.

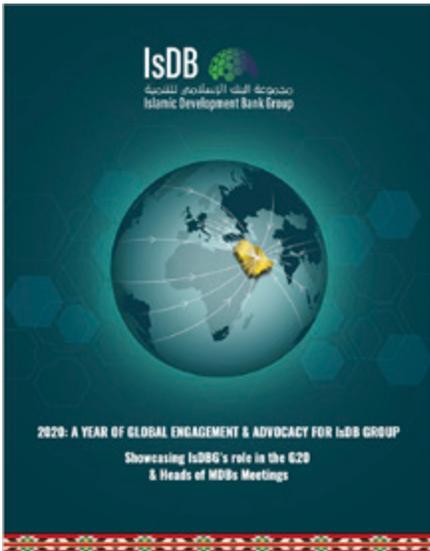
MÉTHODE

- ▶ Grâce à des ateliers, séminaires, conférences et autres événements, la BID veille à ce qu'un maximum de personnes ait la possibilité d'écouter des experts en finance islamique et de discuter des opportunités qu'elle offre.

- ▶ Pour les événements organisés dans le cadre du Programme de renforcement des capacités et de sensibilisation, l'appui peut prendre la forme d'un parrainage financier, d'une aide en nature ou du financement des services d'un expert.

- ▶ Avec le début de la pandémie en 2020 et alors que le monde subissait les contrecoups de son impact direct sur les industries et les économies, la BID a entrepris une variété d'activités pour communiquer son soutien à ses pays membres pendant la crise. Il s'agissait notamment de :
 - travailler à l'amplification des engagements de la BID au niveau mondial ;
 - faire connaître la riposte de la BID à la crise au travers des canaux qu'elle possède, en l'occurrence le site web, les médias sociaux et les canaux de communication internes ; et
 - démontrer le leadership fort, l'action





significative et l'engagement de la BID à l'égard de tous ses auditoires, tant en interne qu'en externe.

- ▶ La stratégie de communication visait à :
 - présenter une réponse coordonnée de la BID, en mettant l'accent sur le leadership de son Président, notamment par le biais de sa présidence des réunions des responsables des BMD en 2020 ;
 - diffuser de manière efficace et précise les informations du Programme stratégique de préparation et de riposte ;
 - mettre en évidence les nouveaux partenariats formés par la BID pour mobiliser des ressources dans les secteurs public, privé et philanthropique, par le biais du Forum économique mondial ; et
 - Rassurer et informer régulièrement le vaste réseau du personnel de la BID à travers le monde, et l'inviter à agir en véritable ambassadeur.

RÉSULTATS

- ▶ Les événements ci-après comptent parmi les activités entreprises récemment par la BID pour mieux faire connaître son leadership en matière de finance islamique :
 - Conférence internationale sur le Waqf – tenue en janvier 2019 à Conakry (Guinée), pour discuter et relever les défis auxquels sont confrontées les institutions waqf et rechercher des solutions

innovantes potentielles de développement du secteur. L'objectif de la conférence était de réunir les investisseurs waqf internationaux et de les sensibiliser sur des projets en Guinée et dans la région.

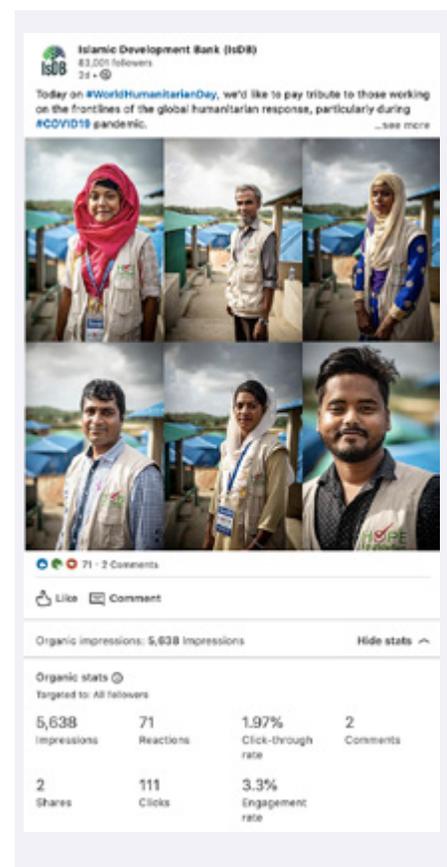
- Sommet du Conseil des services financiers islamiques – tenu en 2019 sous le thème « La finance islamique pour le développement durable à l'ère de l'innovation technologique ». L'objectif de l'événement est de combler les disparités en termes de capacités du secteur des services financiers islamiques et les progrès technologiques mondiaux afin d'offrir plus de possibilités de développement financier inclusif.
- Atelier sur le soukouk verts – organisé à Islamabad (Pakistan) en partenariat avec *Securities and Exchange Commission* du Pakistan, dans le cadre de la Plateforme mondiale PNUD-BID d'investissement à impact de la finance islamique.
- ▶ La BID a publié dans les médias internationaux nombre d'articles de son Président. Elle a également utilisé ses propres canaux pour publier et promouvoir ses articles.
- ▶ Différents canaux de communication se sont fait l'écho des événements organisés par la BID, notamment les partenariats avec l'AIEA (contre les cancers féminins), l'Académie des sciences du tiers-monde (TWAS), l'UNESCO et l'UNICEF, la participation de la BID à Davos 2020, au Forum de Paris pour la paix, à l'Assemblée générale des Nations Unies, au G20, au groupe de travail du Conseil mondial de la finance islamique, au Forum mondial sur la science et technologie dans la société et à l'Académie des acteurs de transformation.

INVESTISSEMENT

- ▶ Depuis que le Programme de renforcement des capacités et de sensibilisation de la BID a été formalisé en 2015, au total 71 projets ont été approuvés avec une contribution de la BID de 1,64 million de dollars. Celle-ci revêt la forme d'une allocation de

subventions d'assistance technique, utilisant l'allocation spéciale pour la finance islamique, telle qu'approuvée par le Conseil des Gouverneurs de la BID en 2013.

- ▶ La BID a contribué à la Conférence internationale sur le waqf avec un budget de 327.000 dollars. Les initiatives de sensibilisation, de mise en relation et autres qui en découlent devraient permettre de mobiliser des millions de dollars pour le développement socio-économique, en utilisant les instruments waqf en Guinée et dans la région.



CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE WAQF

La BID a contribué à hauteur de **327.000 dollars** à la Conférence internationale sur le waqf



Ne laisser personne de côté



Politique d'autonomisation des femmes

La politique d'autonomisation des femmes contribue au développement durable et inclusif dans les pays membres de la BID et au sein des communautés musulmanes établies dans des pays non membres.

OBJECTIF

- En donnant aux femmes et aux filles les moyens de participer au développement de leur société et de leur communauté et d'en tirer profit, la politique d'autonomisation des femmes de la BID vise à améliorer l'efficacité de l'aide au développement de la Banque, pour lui permettre d'avoir de meilleurs résultats socio-économiques et de remplir son mandat.
- Première du genre pour la BID, la politique traduit un engagement à promouvoir l'autonomisation des femmes comme moyen de réduire la pauvreté et de favoriser le développement durable ainsi que la croissance inclusive. Elle dénote également la promesse faite par la BID de libérer le potentiel inexploité des femmes dans ses pays membres et les communautés musulmanes établies dans des pays non membres, en définissant des principes fondamentaux pour l'exécution de ses programmes et ses interventions afin de réduire les obstacles au développement économique et social des femmes.

La BID renforcera progressivement et de manière cohérente les capacités de son personnel à promouvoir l'autonomisation des femmes dans leurs programmes de travail et leurs interventions dans les pays.

- Destinée à orienter la BID vers l'intégration de l'autonomisation des femmes dans ses opérations futures, la politique est en droite ligne de sa Stratégie décennale et de son programme de réforme axé sur le Programme quinquennal du Président (2017-2022). Elle contribuera également à la mise en œuvre du Plan d'action de l'OCI pour la promotion de la femme et des ODD, en particulier l'ODD 5 (égalité entre les sexes).

MÉTHODE

- La politique repose sur quatre piliers qui reflètent les défis et les priorités des pays membres, ainsi que les engagements institutionnels et internationaux de la BID à les aider à remplir leurs obligations nationales et internationales. Il s'agit de :
 - l'accès ;
 - l'intégration ;
 - l'autonomie ; et
 - l'apprentissage
- La BID traitera les quatre piliers en s'appuyant sur les principes suivants :
 - Tirer parti des synergies et des complémentarités
 - Faire des choix stratégiques dans les domaines et les modes d'engagement
 - Promouvoir l'innovation
 - Être adaptable pour garantir l'inclusion de tous
- Aussi bien les piliers que les principes sont stimulés par des vecteurs essentiels qui tirent parti de l'avantage comparatif et des instruments privilégiés de la BID, de sa structure décentralisée, et renforcent les partenariats.
- La BID engagera des ressources humaines et financières suffisantes ainsi que des mécanismes de redevabilité clairs et mesurables pour la mise en œuvre réussie de la politique.
- La politique exige de la BID un suivi constant de ses propres résultats en matière





d'appui à l'autonomisation des femmes. La BID veillera au suivi de sa mise en œuvre et procédera à des ajustements le cas échéant, dans la mesure où la situation des pays peut changer et que les priorités opérationnelles doivent être adaptées en conséquence.

- ▶ Les principes directeurs suivants font partie intégrante de la mise en œuvre de la politique :
 - Sélectivité
 - Adaptabilité et inclusivité
 - Synergies et complémentarités
 - Innovation

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ La politique a été élaborée aux fins de :
 - reconnaître les différents rôles et les responsabilités des femmes et des hommes, qui leur confèrent des perspectives, des besoins, des intérêts, des rôles et des responsabilités différents mais complémentaires ;
 - répondre aux besoins, intérêts, vulnérabilités et capacités spécifiques des femmes ;
 - répertorier et éliminer les obstacles qui empêchent les femmes de

réaliser pleinement leur potentiel ; et

- promouvoir l'accès des femmes et des filles aux opportunités et aux ressources afin de garantir leur participation significative aux interventions de la BID et qu'elles en tirent profit, et que cela aboutisse à un développement équitable et durable dans les pays membres et les communautés musulmanes établies ailleurs.

- ▶ La responsabilité de la mise en œuvre de la politique incombe aux unités opérationnelles de tous les services participant aux programmes et interventions de la BID. À cette fin, la BID s'engage à définir et à mettre en place la stratégie et les procédures nécessaires à une mise en œuvre saine, durable et efficace de la politique.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID utilise ses instruments et guichets financiers requis pour financer des opérations en appui à l'autonomisation des femmes.
- ▶ Bien que la plupart des interventions en faveur de l'autonomisation des femmes fussent auparavant limitées à des subventions, les mécanismes de financement pertinents de la BID peuvent être mobilisés et/ou affectés au financement de ces interventions.
- ▶ Le Groupe de la BID continuera d'étudier les possibilités de

mobilisation de ressources pour financer des programmes spécifiques d'autonomisation des femmes. En particulier, il cherchera de nouveaux partenariats et améliorera ceux qui existent déjà, pour une plus grande disponibilité des ressources permettant des interventions à fort impact. Conformément à l'orientation stratégique de la BID, un accent particulier sera mis sur le recours au secteur privé.

POLITIQUE D'AUTONOMISATION DES FEMMES

La politique repose sur quatre piliers qui reflètent les engagements institutionnels et internationaux de la BID pour aider les pays membres à remplir leurs obligations nationales et internationales :

accès, intégration, autonomie et apprentissage

Politique de collaboration avec la société civile

La politique de collaboration avec la société civile de la BID lui permet de relever les défis de la durabilité en coordonnant les efforts de tous les acteurs du développement.

OBJECTIF

- Les pays membres sont confrontés à des défis complexes et variés dans tous les secteurs économiques et sociaux.
- La BID a une longue tradition de collaboration avec les organisations de la société civile, qui ont un avantage comparatif lorsqu'il s'agit de fournir aux communautés divers services dans les secteurs public et privé, dans les localités où sont implantés des programmes et projets financés par la BID. Cette dernière collabore également avec des organisations non gouvernementales de développement internationales et locales qui jouent un rôle de premier plan dans la prestation de services humanitaires, le renforcement de la résilience et le développement social.
- La BID considère que les organisations de la société civile sont incontournables pour aider les pays membres à résoudre leurs problèmes les plus urgents, et c'est dans cet esprit qu'elle a défini une politique de collaboration avec la société civile.

La politique se focalise sur les voies et moyens d'intégrer les organisations de la société civile et de collaborer avec elles en tant que partenaires, de renforcer leurs capacités et de diversifier les sources de financement, parallèlement à l'approbation du pays, l'innovation, le partenariat, la sélectivité, la solidarité et l'inclusion.

- La politique tient compte de la structure organisationnelle décentralisée et des priorités stratégiques de la BID, et fait fond sur l'expérience, les meilleures pratiques et les enseignements tirés par la BID et les BMD dans des secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, la réduction de la pauvreté, l'autonomisation économique, l'autonomisation des femmes et la promotion des jeunes. Elle reconnaît les différents types d'organisations de la société civile ainsi que les divers besoins, trajectoires et stades de développement des cinquante-sept pays membres et des communautés musulmanes établies dans des pays non membres.
- Dans le droit fil de la Stratégie décennale, du Programme quinquennal du Président et des ODD, la politique vise à :
 - définir l'orientation stratégique de la BID pour une collaboration systématique avec les organisations de la société civile ;
 - créer un cadre de dialogue, de consultation et de partenariat avec les organisations de la société civile afin de favoriser le partage de connaissances, d'expériences et de meilleures pratiques ; et
 - améliorer l'assistance directe aux communautés locales dans les pays membres aux communautés musulmanes établies dans les pays non membres par le biais des organisations de la société civile.

MÉTHODE

- Les quatre piliers de la politique sont :
 - l'intégration ;
 - la collaboration avec les organisations de la société civile en tant que partenaires ;
 - le renforcement des capacités ; et
 - la diversification des sources de financement.
- Les cinq principes directeurs suivants détermineront la collaboration de la BID avec les organisations de la société civile de manière générale :
 - **L'approbation du pays** : La BID travaillera avec des organisations de la société civile acceptées pour les gouvernements des pays membres.
 - **L'innovation** : La Politique encouragera et





soutiendra les programmes et projets de développement socio-économique innovants et transformateurs qui préconisent l'utilisation de la technologie et qui ont un potentiel de transposition à grande échelle pour améliorer les résultats et augmenter l'impact de développement.

- **Le partenariat** : Ce principe exige de la BID l'établissement des partenariats à valeur ajoutée par le biais d'un réseau d'acteurs de développements et de partenaires non traditionnels désireux de travailler avec elle en tant que partenaires.
 - **La sélectivité** : La BID travaillera en partenariat avec les organisations de la société civile des niveaux primaire, intermédiaire et tertiaire qui mènent des interventions humanitaires, économiques et de développement social dans les pays membres et non membres.
 - **Solidarité et inclusivité** : La Politique adhère aux principes et pratiques islamiques afin de promouvoir les valeurs fondamentales permettant à la BID d'appuyer les interventions humanitaires et de développement dans les pays membres et non membres par le biais des organisations de la société civile.
- En tant que facilitateur, la BID jouera un rôle de plaidoyer consistant à :
- regrouper les acteurs clé et les organisations de la société civile

- pour venir en aide aux populations isolées ;
- promouvoir la participation et la représentation dans les forums internationaux d'organisations de la société civile ; et
- préconiser la mise en place de politiques nationales de développement pour encourager la participation des organisations de la société civile aux interventions de développement économique et social des pays membres.

RÉSULTATS PRÉVUS

- Les objectifs de la politique consistent à :
 - donner des orientations générales à la BID pour une collaboration plus efficace avec la société civile ;
 - encourager le dialogue par la participation des organisations de la société civile et les échanges avec elles aux réunions annuelles de la BID, forums régionaux et autres événements ;
 - favoriser le partage d'informations sur les politiques, les programmes et les projets qui élargissent le rayonnement de la BID, pour collaborer avec des organisations de la société civile ciblées qui, dans le cas contraire, n'auraient pas accès à ces ressources ;
 - faciliter la collaboration avec les organisations de la société civile par le biais des stratégies de partenariat avec les pays membres ;
 - définir des modalités de collaboration qui véhiculent le partenariat et la réalisation d'objectifs mutuellement convenus, conformément à la notion du Programme quinquennal du Président de la BID en tant que réseau d'acteurs de développement ;
 - accorder une attention particulière à la manière dont les organisations de la société civile internationales dans les situations fragiles ou de conflit peuvent gérer le soutien à leurs consœurs locales, qui manquent souvent de ressources ;
 - fournir aux organisations de la société civile ciblées un appui au renforcement des capacités qui les met en meilleure posture en termes de capacité et de durabilité qu'avant leur partenariat avec la BID ; et
 - renforcer, à plus long terme, les capacités des organisations de la société civile ayant un mandat et une envergure régionale.

INVESTISSEMENT

- La politique adoptera une série d'options pour mobiliser des ressources afin d'appuyer la BID dans son engagement à collaborer avec la société civile et, le cas échéant, financer ses actions de mobilisation (pilier 4 de la politique). Il est donc important de :
 - utiliser les instruments de financement disponibles et proposés par la BID, ainsi que des mécanismes de financement innovants et non traditionnels ;
 - mettre au point un plan de mobilisation des ressources qui analyse et cartographie les différentes sources de financement (par exemple, les donateurs traditionnels et non traditionnels, et les fonds internationaux) ;
 - encourager les gouvernements des pays membres à inclure certaines organisations de la société civile dans les programmes et opérations financés par la BID ;
 - chercher d'autres moyens importants de mobiliser des ressources, comme les plateformes de financement participatif ;
 - déployer d'autres mécanismes de financement de la BID tels que le Programme des ONG, le FIBA, le FSID, le Fonds *Transform* et plusieurs fonds fiduciaires ; et
 - envisager des mécanismes de financement innovants dans le cadre du programme BID-FSID de transformation des ONG, tels que la zakat, le financement du secteur privé et la collaboration avec des organisations philanthropiques.

POLITIQUE DE COLLABORATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

La politique reconnaît les différents types d'organisations de la société civile ainsi que les divers besoins, trajectoires et stades de développement des 57 pays membres et des communautés musulmanes établies dans des pays non membres

Politique sur la fragilité et la résilience sociale

Certaines des zones les plus fragiles et les plus touchées par les conflits se trouvent dans les pays membres de la BID. Elles comptent plus de 50 % ou 19 des 36 pays considérés par la Banque mondiale en 2018 comme fragiles et touchés par des conflits.

OBJECTIF

► La politique de la BID sur la fragilité et la résilience sociale contribue à la mise en œuvre de l'ODD 16 relatif à la paix, la justice et aux institutions efficaces. La politique est alignée sur le troisième pilier de la Stratégie décennale relatif au développement social inclusif, par lequel la BID cherche à répondre aux besoins des populations risquant d'être laissées pour compte, qui portent sur des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation, l'emploi, le soutien en période de crises, le renforcement des institutions, l'autonomisation des femmes et la réduction de l'extrême pauvreté.

► La politique est alignée sur le Programme quinquennal du Président qui incite la BID à être proactive et réactive face aux défis qui interpellent les pays membres, notamment la fragilité et les conflits. Elle tient compte de la structure organisationnelle décentralisée, des priorités stratégiques et du modèle d'entreprise de la BID, et s'appuie sur les meilleures pratiques et les enseignements tirés d'autres BMD et d'acteurs internationaux du développement.

La politique repose sur quatre piliers : l'investissement dans la prévention, la transition de l'aide humanitaire au développement, l'appui au redressement et la résilience, et la mobilisation de ressources pour la résilience.

► L'objectif de la politique est de définir les normes et l'orientation stratégique de la BID pour renforcer les institutions, bâtir la résilience et contribuer à la cohésion sociale et au développement durable dans les pays membres. La politique a en ligne de mire les vecteurs de la fragilité, qui vont de l'exclusion et de la marginalisation sociales et économiques au développement inégal. S'inspirant des expériences et des difficultés rencontrés par d'autres BMD, la politique met l'accent sur une approche de partenariat, notamment en se focalisant sur la prévention et en assurant l'importante transition entre l'aide et le développement.

MÉTHODE

► La BID a développé son propre cadre d'intervention qui est centré sur le double défi de la lutte contre la fragilité et les conflits et du renforcement de la résilience.

► La politique repose sur six principes directeurs :

- l'appropriation par les pays ;
- l'adaptabilité ;
- la solidarité ;
- la sélectivité ;
- la sensibilité au contexte et aux conflits ; et
- les partenariats.

► La politique stipule que la BID ne s'engage pas dans :

- des activités dépassant le cadre de sa mission ;
- les principales responsabilités d'autres agences comme les Nations Unies, notamment le maintien de la paix, le désarmement et les autres mesures de sécurité, les droits de l'homme et les affaires politiques ;
- les questions relatives à la violence criminelle et interpersonnelle ; et
- le travail avec les forces armées.

► La politique se penche sur les risques de conflit et de fragilité dont la dynamique et les impacts peuvent être conceptualisés dans les piliers suivants :

- **Investissement dans la prévention** – Ce pilier (pré-conflit) concerne l'adoption de





politiques de développement dans des pays sans conflit manifeste, mais présentant des risques inhérents de fragilité, d'instabilité et/ou de crise. Les approches de prévention sont conformes au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et aux deux résolutions jumelles sur le maintien de la paix, notamment la prévention du « déclenchement, de l'escalade, de la poursuite et de la récurrence » des conflits.

- **Transition de l'aide humanitaire au développement** – Ce pilier (au cours des conflits) vise à rester engagé dans les situations de conflit en cours par le biais d'activités qui font le lien entre l'aide d'urgence et le développement. La politique offre la possibilité d'un engagement modeste visant à atténuer les effets des conflits, à renforcer la paix durable, à bâtir la résilience sociétale et institutionnelle et à favoriser la cohésion sociale. Ce faisant, la BID appuiera des programmes et projets à même de combler le fossé entre l'aide humanitaire et le développement, notamment la fourniture de services sociaux de base, l'autonomisation des jeunes et l'éducation dans les situations d'urgence.
- **Aide au rétablissement et la résilience** – Ce pilier (post-conflit) comprend la prise en considération

des quatre principaux types de capital (physique, financier, humain et social) sur lesquels les conflits ont un impact.

- La politique stipule que la BID doit contribuer à la consolidation de la paix ainsi qu'au redressement et à la reconstruction post-conflit par le biais de son plan de redressement et de résilience, en se focalisant sur la reconstruction des infrastructures physiques essentielles, le capital humain et social, le rétablissement des services sociaux de base, la gouvernance, la cohésion sociale et le développement des institutions clé.
- **Mobilisation des ressources pour la résilience** – La BID cherche à optimiser ses ressources et son impact dans les situations de fragilité et de conflit, en nouant des partenariats avec d'autres acteurs humanitaires et de développement concernés, en décentralisant la prise de décision et en utilisant des plateformes mondiales pour la production participative et d'autres méthodes participatives, afin de maximiser les connaissances, l'innovation, la mobilisation des ressources et la coordination.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Fer de lance d'un modèle de développement axé sur la finance islamique, la BID continue d'encourager les partenariats à long terme pour fournir des ressources autonomes afin de réduire la pauvreté, lutter contre la fragilité et les conflits, renforcer la résilience et promouvoir un développement socio-économique durable. Pour ce faire, elle s'appuie sur les six principes directeurs énoncés dans la politique :
 - **L'appropriation par le pays** : La BID veille à ce que tous ses engagements, politiques et programmes en matière de renforcement de la résilience soient alignés sur les plans et priorités de développement nationaux.
 - **La sélectivité** : La BID est sélective dans ses interventions conformément, à sa mission de développement et dans les domaines où elle dispose d'un avantage comparatif pour atténuer les souffrances, éradiquer la pauvreté et renforcer la résilience.
 - **L'adaptabilité** : La BID s'appuie sur des procédures, processus et

directives adaptés pour répondre aux défis de la fragilité.

- **La solidarité** : La politique adhère aux principes islamiques qui apportent la valeur et l'esprit nécessaires pour promouvoir la paix, sauver des vies, et renforcer les moyens de subsistance.
- **La sensibilité au contexte et aux conflits** : La BID intervient pour atténuer les impacts négatifs (« ne pas nuire ») et optimiser les impacts positifs (« faire le bien »).
- **Les partenariats** : La BID cherche à trouver des synergies avec ses partenaires pour atteindre des objectifs communs, dans l'esprit du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des initiatives mondiales actuelles.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID s'est engagée à contribuer à la consolidation de la paix et au redressement et la reconstruction post-conflit par le biais de son plan de relance et de résilience, en se focalisant sur la reconstruction des infrastructures physiques essentielles, le capital humain et social, le rétablissement des services sociaux de base, la gouvernance, la cohésion sociale et le développement des institutions clé. Le plan de relance et de résilience est généralement la base d'un programme d'investissement émanant d'une évaluation conjointe post-conflit des dommages et des besoins par plusieurs donateurs.

SIX PRINCIPES DIRECTEURS

Les six principes directeurs de la politique sont l'appropriation par les pays, l'adaptabilité, la solidarité, la sélectivité, la sensibilité au contexte et aux conflits, et les partenariats

Rendre la vue pour éclairer la voie de l'émancipation de la pauvreté

L'Alliance pour lutter contre la cécité évitable est un partenariat mondial de trente-deux partenaires qui s'emploie à résoudre les sérieux problèmes dus au manque d'accès aux services de soins oculaires dans de nombreux pays membres de la BID.

OBJECTIF

► La BID a lancé l'Alliance pour lutter contre la cécité évitable en 2008, en tant que vision à long terme pour l'amélioration des conditions de vie et mettre fin aux maladies entraînant la perte de vision. La BID a saisi l'occasion de collaborer avec des organisations partenaires sur de multiples stratégies de lutte contre les maladies oculaires évitables, en élaborant des programmes d'intervention. Ces programmes comprennent des examens pour détecter et corriger les erreurs de réfraction oculaire. Alors que l'alliance entre dans une nouvelle phase, l'objectif est de maintenir les progrès accomplis et d'intensifier les activités de renforcement des capacités.

MÉTHODE

► La BID s'est engagée à travers l'alliance à continuer ses efforts avec ses partenaires pour favoriser une coopération mondiale propre à produire des avantages tangibles pour

L'alliance entend réaliser 1,5 million d'opérations de la cataracte et 10 millions de consultations, en plus de la distribution de lunettes et des activités de renforcement des capacités.

les personnes les plus pauvres dans le monde. En améliorant la santé oculaire et en évitant la cécité évitable, l'alliance peut produire un impact majeur dans la vie de nombreuses personnes.

► De 2008 à 2015, l'alliance s'est concentrée sur le traitement des cataractes qui sont l'une des principales causes de cécité. La BID a levé 10 millions de dollars pour cet effort en faveur de huit pays africains, à savoir le Bénin, le Burkina-Faso, le Cameroun, Djibouti, la Guinée, le Mali et le Niger, le Tchad.

► Elle a fourni des soins oculaires à 244.000 personnes, rétabli la vue à plus de 49.000 aveugles de différents groupes d'âge et dispensé une formation à 177 agents de soins oculaires locaux.

► La deuxième génération de l'alliance (2019-2023) se concentre sur le soutien au développement de services de soins oculaires complets, accessibles et durables, avec un élargissement de l'étendue du travail, et ce afin de renforcer les systèmes de santé oculaire dans treize pays africains.

► Des traitements sont disponibles pour un large éventail d'affections évitables et guérissables qui causent la cécité.

► Environ un million d'enfants seront examinés dans les écoles. Ceux d'entre eux qui ont besoin de lunettes, en recevront.

► Des bourses d'études permettront de former de nouveaux personnels de santé oculaire et de renforcer les capacités des institutions de formation locales dans les pays où les ophtalmologistes sont peu nombreux.

► La création de centres de traitement du glaucome et de la rétinopathie diabétique permettra aux personnes d'accéder à de l'aide liée à ces maladies spécifiques.

► L'investissement dans le programme permettra de dispenser des soins oculaires gratuits à des millions de personnes au Burkina-Faso, aux Comores, en Côte d'Ivoire,





à Djibouti, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Mozambique, au Niger, en Somalie, au Tchad, et au Togo.

- ▶ La deuxième génération de l'alliance qui prévoit d'effectuer de nombreuses opérations chirurgicales de la cataracte, comprend actuellement la BID, le FSID et trente-deux partenaires, dont :
 - *Light for the World* (Autriche)
 - Agence de développement international de l'Azerbaïdjan
 - *Direct Aid* (Koweït)
 - Association Marocaine Médicale de Solidarité
 - *Al Bassar International Foundation*
 - Banque arabe pour le développement économique en Afrique
 - Agence Tunisienne de Coopération Technique
 - Union pour la prévention de la cécité

- Agence internationale pour la prévention de la cécité

RÉSULTATS

- ▶ Depuis 2019, 15.000 opérations de la cataracte et 60.000 consultations oculaires ont été effectuées dans neuf pays membres.
- ▶ Des programmes de renforcement des capacités ont été organisés en Turquie et en Tunisie pour les jeunes ophtalmologistes africains de treize pays membres de la BID.
- ▶ Il est prévu d'étendre davantage la couverture géographique et la mobilisation de ressources par des moyens non-conventionnels, tels que le financement participatif.

INVESTISSEMENT

- ▶ En collaboration avec le FSID, la BID a engagé des discussions avec les trente-deux partenaires pour consolider leurs contributions et leurs engagements financiers et techniques.
- ▶ Par le biais du mécanisme *Reverse Linkage* et du FSID, la BID coordonne la deuxième génération de l'alliance qui comprendra un plan d'action quinquennal à grande échelle pour chaque pays ciblé.

ALLIANCE POUR LUTTER CONTRE LA CÉCITÉ ÉVITABLE

De 2019 à 2023, la BID a levé **250 millions de dollars** pour le traitement de la cataracte dans **13** pays africains : Burkina-Faso, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Somalie, Tchad et Togo

DEPUIS 2019

15.000 opérations de cataracte et **60.000** consultations oculaires ont été effectuées dans **9** pays membres

Garantie des résultats sociaux par le Fonds One WASH

Through a Social Outcome Guarantee Fund and other initiatives, IsDB is supporting development projects via interventions that secure outcomes and minimise investor risk

OBJECTIF

- ▶ La réalisation des cibles des ODD exige d'augmenter considérablement les ressources financières par rapport à ce qui a été traditionnellement consacré aux projets de développement.
- ▶ La BID, en collaboration avec le FSID et la SIACE, a mis sur pied un fonds de garantie de résultats sociaux pour fournir des garanties aux organisations non-gouvernementales désireuses de structurer une obligation à impact sur le développement dans les secteurs éligibles.
- ▶ L'initiative permettra de :
 - protéger les investisseurs à revenu fixe contre les risques liés aux résultats des projets de développement et les risques de non-exécution ;
 - réduire certains risques de la structure pour permettre l'émission d'obligations à impact sur le développement ;

Le Fonds One WASH a recours à un mécanisme de financement innovant conçu pour attirer de nouveaux capitaux d'investisseurs philanthropiques et privés, en plus des financements des donateurs humanitaires traditionnels.

- contribuer à rassurer les investisseurs à revenu fixe, qui perçoivent souvent le risque de non-atteinte des objectifs et de non-exécution comme étant élevé, en particulier dans le contexte des pays en développement ;
- faciliter l'émission d'obligations à impact sur le développement dans les pays membres ; et
- amener les ONG locales et internationales des pays participants à axer davantage leurs interventions sur les résultats.

MÉTHODE

- ▶ L'initiative propose une approche innovante du développement et du financement humanitaire :
 - créer des synergies par le biais de plateformes d'engagement formalisées entre les banques de développement et les ONG ;
 - tirer parti des principaux atouts de chaque partie ;
 - réaliser l'objectif de la BID de se transformer en une plateforme pour les acteurs du développement ; et
 - mobiliser le financement du développement, l'aide humanitaire et les capitaux d'investissement privés pour soutenir les obligations à impact sur le développement.
- ▶ Les obligations à impact sur le développement peuvent servir d'outil stratégique pour aider les acteurs du développement et de l'aide humanitaire à se concentrer davantage sur l'obtention de résultats.
- ▶ Les obligations sont adossées à un mécanisme de « versement axé sur les résultats », les donateurs (financeurs de résultats) s'engageant à verser des subventions seulement après la mise en œuvre des projets et l'obtention des résultats convenus au préalable.
- ▶ Les résultats prévus contribuent directement à l'amélioration des principaux avantages sociaux des populations cibles dans les pays membres de la BID en ce qui concerne :





- l'éducation ;
- la santé ; et
- l'éradication de la pauvreté.

► Le modèle combine principalement le financement axé sur les résultats avec le financement par subvention dans une structure qui présente des résultats favorables pour les bailleurs de fonds participants et les parties prenantes, offrant une nouvelle approche de mobilisation de ressources pour les organisations de développement humanitaire.

► La BID soutient le développement des obligations à impact en tant qu'instrument stratégique dont les résultats contribuent directement à des

avantages sociaux importants liés à l'éducation, à la santé ou à la réduction de la pauvreté pour les populations cibles des pays membres.

RÉSULTATS

► Le Fonds One WASH est établi pour mettre en place des programmes dans vingt-neuf États membres de l'OCI, où il vise à améliorer les conditions de vie de cinq millions de personnes par le renforcement de l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et leur intégration aux services de santé. Le Fonds a recours à des méthodologies testées ayant déjà été mises en œuvre par la Fédération

internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) au niveau local.

- Les premières obligations à impact sur le développement, adossées au système de garantie, sont le Fonds One WASH et les soukous.
- L'objectif de l'initiative est de :
 - éradiquer le choléra et autres maladies diarrhéiques au sein des États membres de l'OCI, en réduisant notamment de 90 % les décès liés au choléra dans les pays les plus touchés, et ce au cours des dix prochaines années ;
 - bénéficier à plus de cinq millions de personnes d'ici à 2030 ; et
 - contribuer à la réalisation des ODD 3, 5, 6, 13 et 17.

INVESTISSEMENT

- La mise en œuvre de la première phase du programme est prévue pour le quatrième trimestre de 2021. Elle concerne le Bangladesh pour un montant de 30 millions de dollars sur un programme d'une taille globale de 210 millions de dollars.

OBJECTIFS DE L'INITIATIVE

Réduire au cours des **10** prochaines années de **90 %** les décès liés au choléra dans les États membres de l'OCI les plus touchés

Bénéficier à plus de **5 millions** de personnes d'ici à 2030

TAILLE DU PROGRAMME

210 millions de dollars



Catalyser les ressources pour le Programme de dessalement central de Gaza

La BID participe à une initiative tendant à alimenter en eau salubre les habitants de la bande de Gaza qui en ont vraiment besoin. Avec environ deux millions d'habitants, cette région est l'une des zones les plus densément peuplées du monde ; cependant, la disponibilité de l'eau potable y est parmi les plus faibles au monde.

OBJECTIF

- ▶ La population entière de Gaza dépend principalement des eaux souterraines et de certaines quantités d'eau importées d'Israël. Environ 97 % de l'eau de Gaza n'est pas potable en raison de la salinité élevée et des niveaux importants en nitrates dus à la pollution humaine et agricole. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, cette situation est à l'origine de plus de 25 % des maladies d'origine hydrique à Gaza.
- ▶ Afin de pallier cette crise humanitaire et environnementale, la BID et d'autres acteurs internationaux majeurs, tels que la Banque européenne d'investissement (BEI), la Commission européenne (CE) et la Banque mondiale (BM), mettent en commun leurs ressources pour réaliser un programme important lié à l'eau.
- ▶ Un des jalons de la volonté de mener à bien ce partenariat a été une conférence des donateurs tenue le 20 mars 2018 à Bruxelles. Cette date a marqué le coup d'envoi du Programme de dessalement central de Gaza.

La centrale de dessalement est la composante majeure du programme et aura une capacité annuelle de 55 millions m³.

Les donateurs internationaux, dont la BID, se sont engagés à financer le programme, ouvrant la voie ainsi au démarrage des passations de marchés.

- ▶ L'objectif du programme consiste à atténuer la crise de l'eau et à améliorer les conditions de vie dans la bande de Gaza.

MÉTHODE

- ▶ Avec l'initiative Gaza, la BID assume un rôle majeur dans la mobilisation des ressources nécessaires au programme, et ce en mettant à profit son partenariat privilégié avec les bailleurs de fonds de la région. En outre, en sa qualité de gestionnaire des fonds fiduciaires et spéciaux dédiés à la Palestine, la BID fournira et gèrera les ressources mobilisées au nom de ses partenaires régionaux pour le compte du programme.
- ▶ Le programme met l'accent sur :
 - le développement de nouvelles sources d'eau pour l'approvisionnement en eau domestique ;
 - l'augmentation de l'efficacité des réseaux de distribution ; et
 - l'accroissement de la collecte des revenus des ventes d'eau.
- ▶ Une fois achevé, ce programme important sera le plus grand projet d'infrastructure à être construit dans la bande de Gaza.
- ▶ Le programme comprend deux principaux volets :
 - la centrale de dessalement d'eau de mer par osmose inverse, avec une capacité de dessaler 55 millions m³ d'eau potable par an. Elle bénéficiera d'une centrale de production d'électricité indépendante ; et
 - les travaux connexes pour garantir que l'eau potable est distribuée à tous les habitants de la bande de Gaza.





- ▶ Le programme est un partenariat multipartite entre trois acteurs majeurs :
 - la BID, représentant les États arabes du Golfe ;
 - la BEI, représentant la CE et les États membres de l'Union européenne ; et
 - la BM, pour sa propre contribution et celles des autres donateurs internationaux bilatéraux.

RÉSULTATS

- ▶ La réalisation de ce grand investissement en infrastructure dans la bande de Gaza est une tâche chronophage et ardue, d'autant plus que l'environnement géopolitique autour du programme implique plus d'un défi.
- ▶ Un certain nombre d'actions a été mené à bien, néanmoins.
- ▶ L'initiative est parvenue à la clôture financière, les partenaires ayant pu mobiliser le montant nécessaire pour financer le programme.
- ▶ L'étude de faisabilité est terminée ; elle apporte une solution écologique à l'approvisionnement en énergie de la centrale de dessalement, qui bénéficie de :
 - une alimentation en électricité provenant de panneaux photovoltaïques, d'éoliennes et de moteurs à combustion et explosion ; et
 - une énergie renouvelable qui devrait fournir jusqu'à 15 % de la consommation annuelle en énergie, pour aider à atténuer les effets des changements climatiques dans la région déficitaire en eau.

- ▶ Les terrains nécessaires à la mise en œuvre du programme ont été acquis et certains travaux qui s'y rapportent, financés par la Banque mondiale, sont en cours d'exécution.
- ▶ Les plans de la centrale de dessalement ont été réalisés.
- ▶ Les dossiers des appels d'offres ont été finalisés et la sélection de l'entrepreneur pour la conception, la construction et l'exploitation de la centrale est en cours.

INVESTISSEMENT

- ▶ Au moyen d'une contribution minimale de 7,5 millions de dollars, la BID a pu mobiliser des ressources de l'ordre de 582 millions d'euros auprès d'une coalition de partenaires internationaux, dont la CE, la BEI et la Banque mondiale.
- ▶ La BID négocie actuellement avec son principal partenaire, la BEI, pour finaliser les détails de l'accord relatif à un fonds fiduciaire géré par la BEI pour acheminer les ressources financières vers le programme.
- ▶ En parallèle, la BID négocie avec les bailleurs de fonds régionaux, à savoir Abu Dhabi et le Royaume d'Arabie saoudite, des accords relatifs à la gestion en leurs noms des ressources annoncées.
- ▶ En février 2020, le Conseil des Directeurs exécutifs de la BID a officiellement approuvé la création d'un

fonds fiduciaire à gérer par la BID pour acheminer le financement des États arabes du Golfe vers le programme.

- ▶ À mesure que le projet évolue, la BID administrera un fonds fiduciaire de 291 millions d'euros sous forme de subventions. Ces ressources aideront à atteindre les ODD, notamment les ODD 3, 6, 13 et 17.
- ▶ Ces résultats sans précédent sont pleinement conformes à l'engagement énoncé dans le Programme quinquennal du Président à mobiliser des ressources nécessaires à la réalisation des ODD dans les pays membres.

RESSOURCES MOBILISÉES

Au moyen d'une contribution minimale de **7,5 millions de dollars**, la BID a pu mobiliser des ressources de l'ordre de **582 millions d'euros**

Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie

Dès l'apparition de la pandémie à coronavirus, la BID s'est mobilisée et a œuvré pour répondre aux appels de soutien des pays membres. Le Programme stratégique de préparation et de riposte a été élaboré dans le cadre de ce processus.

OBJECTIF

- ▶ L'objectif premier du programme est d'appuyer les efforts des pays membres pour prévenir, contenir, atténuer et se remettre des effets de la pandémie à coronavirus.
- ▶ Face aux ruptures d'envergure causées par la pandémie, le rétablissement exige des processus diligents qui prévoient des mesures sur le court, le moyen et le long terme, à prendre par les différentes parties, avec l'appui de partenaires de partout dans le monde.
- ▶ La BID a lancé le programme en tenant compte de la nécessité d'apporter un soutien financier qui répond aux besoins sur le court, le moyen et le long terme, lequel soutien sera adossé à la technologie qui constitue le soubassement de toutes les interventions de la BID. Le programme est axé sur les éléments ci-après :
 - les partenariats dans la mobilisation et l'acheminement des ressources ;
 - l'innovation dans les structures de financement ; et
 - l'accélération des processus et des actions.

La collaboration avec les agences des Nations Unies porte sur 24 accords d'un montant de 124,45 millions de dollars, dont 17, d'un montant de 112,57 millions de dollars, ont été signés. À la date de la présente publication, un total de 74,30 millions de dollars a été décaissé au titre des accords signés.

MÉTHODE

- ▶ Le programme adopte une approche à trois volets, « Riposte », « Rétablissement » et « Relance », laquelle approche répond de manière holistique aux besoins d'urgence, à court et à moyen terme des pays membres.
- ▶ **Riposte** : ce volet fournit une aide d'urgence destinée à renforcer :
 - les systèmes de santé pour fournir des soins aux personnes infectées ;
 - les capacités de production de kits de test et des vaccins ; et
 - les capacités de préparation aux pandémies, en coopération avec l'Initiative mondiale du G20.
- ▶ **Rétablissement** : ce volet concerne des actions à moyen terme, en l'occurrence le financement du commerce et des petites et moyennes entreprises. Il s'agit de :
 - soutenir l'activité dans les chaînes de valeur stratégiques ; et
 - assurer la continuité des approvisionnements pour les secteurs de la santé et de l'alimentation, et au titre d'autres produits essentiels.
- ▶ **Relance** : ce volet porte sur l'action à long terme consistant à édifier des économies résilientes sur des bases solides et catalyser les investissements privés, en soutenant la reprise économique et les dépenses anticonjoncturelles, ce qui s'inscrit dans le droit fil du modèle d'entreprise de la BID, qui consiste à utiliser 10 milliards de dollars pour lever 1.000 milliards de dollars en investissements.
- ▶ Un modèle d'allocation stratégique des ressources et un cadre d'évaluation des besoins des pays ont été élaborés pour hiérarchiser l'appui aux pays membres.
- ▶ Afin d'accélérer le soutien aux pays membres, la BID a adopté des méthodes de traitement interne des projets innovantes et accélérées, sans perdre de vue les principes de qualité et de gouvernance.



► La BID a utilisé des dispositifs de passation de marchés adaptés aux besoins. Il s'agit de la disposition d'urgence énoncée dans les règlements régissant la passation de marchés, qui permet la passation de marchés directe et l'utilisation des services des institutions spécialisées des Nations Unies.

► Une plateforme de coordination mondiale axée sur la technologie de chaîne de blocs a été mise en place pour accélérer et renforcer les interventions dans le cadre du programme. La plateforme coordonne la fourniture de l'aide et mobilise des ressources financières et techniques en appui aux pays membres.

► Le mécanisme de garantie au titre de la pandémie à coronavirus a été mis au point pour faciliter l'acheminement de ressources supplémentaires émanant de partenaires externes aux interventions dans les industries et les petites et moyennes entreprises.

RÉSULTATS

► La BID a tissé un partenariat avec le Groupe de coordination arabe qui a abouti à la déclaration conjointe de 10 milliards de dollars en interventions pour les projets liés à la pandémie à coronavirus. Une réserve de projets a été convenue pour les pays de la région.

► Outre le soutien financier, la BID a mis à profit son mécanisme phare, *Reverse Linkage*, pour partager l'expertise, les connaissances, les expériences nationales et les meilleures pratiques, dans le but de permettre aux pays de mieux faire face à la crise induite par la pandémie à coronavirus.

► Au moyen du mécanisme, la BID a pu mobiliser 2,25 millions de dollars pour l'acquisition d'articles médicaux essentiels et l'adoption de systèmes et d'applications technologiques de pointe pour lutter contre la pandémie à coronavirus. Environ un million de dollars a été mobilisé pour renforcer les capacités des laboratoires dans les pays membres.

► Cinq agences des Nations Unies (UNOPS, UNICEF, OMS, PNUD et FNUAP) assument le rôle de partenaires dans douze pays membres (Guinée, Tchad, Burkina-Faso, Sierra Leone,

Sénégal, Mozambique, Maldives, Bénin, Cameroun, Guinée-Bissau, Mali et Yémen).

► Certains des principaux résultats attendus de l'investissement de la BID au titre du programme sont :

- 24.000 praticiens de santé seront formés ;
- 141.000 praticiens de santé seront dotés des équipements de protection individuelle ;
- 7.426 lits d'hôpitaux seront dégagés ;
- 262 hôpitaux seront équipés ;
- 3.110 lits dans les services de soins intensifs seront équipés ;
- 150 laboratoires seront équipés ;
- 5.316 équipements et fournitures médicaux seront livrés ;
- 210 ambulances et véhicules seront acquis ;
- 4 millions de cas seront testés ;
- 5 millions de kits de test seront acquis ;
- 1.712 ventilateurs seront acquis ;
- 9 millions de personnes auront reçu des vivres ;
- 10 millions d'unités de protection individuelle seront fournies ;
- 7.420 micro, petites et moyennes entreprises auront bénéficié de soutien ; et
- 12.000 personnes auront accès au financement.

► L'impact attendu des opérations approuvées au titre du programme sur ses 52,3 millions de bénéficiaires se traduira par :

- 43,3 millions de personnes couvertes par des campagnes de sensibilisation sur la transmission et la prévention de la pandémie à coronavirus ;
- 8,9 millions de ménages en insécurité alimentaire aiguë soutenus par des rations alimentaires pour répondre à leurs besoins nutritionnels pendant au moins un mois ;
- 59.600 emplois créés pour la relance des chaînes de valeur et des secteurs économiques prioritaires ;
- 23.596 praticiens de santé auront bénéficié d'un appui en renforcement des capacités pour gérer la riposte à la pandémie à coronavirus ;
- 20.000 micro-entreprises et ménages auront bénéficié de services de microfinance ; et
- 7.420 petites et moyennes entreprises auront bénéficié d'une aide financière.

INVESTISSEMENT

► Le programme permet d'effectuer des investissements d'environ 2,3 milliards de dollars, nécessaires au financement de la lutte contre les répercussions de la pandémie à coronavirus.

► Approbations - à ce jour, le Groupe de la BID a approuvé des financements de 1,96 milliard de dollars, soit 68 % des engagements au titre du programme ventilés comme suit :

- 788 millions de dollars alloués par la BID en faveur de trente-deux pays (89,9 millions du FSID, 601 millions de la SIFC, 133 millions de la SID, 344 millions de la SIACE et 6,9 millions du KAAP).
- La plupart des projets approuvés à ce jour entrent dans le volet de la « Riposte » du programme.

► Décaissements - le total des décaissements au titre du programme affiche le montant de 748 millions de dollars.

- En novembre 2020, le décaissement a été entamé pour vingt-deux projets, à travers la plateforme de coordination mondiale.
- La SIFC a décaissé 170 millions de dollars (48 %) dans le cadre de contrats signés au titre d'un accord de niveau de service, d'un montant total de 235 millions de dollars.
- Le montant total des décaissements aux agences des Nations Unies s'élève à 74,5 millions de dollars dans le cadre de contrats signés d'un montant total de 112,57 millions de dollars.

PARTENARIAT AVEC LE GROUPE DE COORDINATION ARABE

Le partenariat de la BID avec le Groupe de coordination arabe a abouti à une déclaration conjointe de 10 milliards de dollars en interventions au titre de projets liés à la pandémie à coronavirus

Autonomisation des femmes et des jeunes — Bangladesh

Au Bangladesh, les femmes et les jeunes bénéficient de nouvelles opportunités, grâce à une initiative de la BID relative à l'octroi de petites bourses pour la formation et le développement de compétences.

OBJECTIF

- ▶ Grâce à un appui financier de la BID, le Centre pour l'enseignement scientifique des masses (CMES) a lancé une initiative axée sur l'emploi, « Programme d'autonomisation des femmes par l'acquisition de compétences pratiques et la sensibilisation aux droits humains », dans les districts de Tangail (Suruji), Rajshahi (Damkura), Chapinawabgonj (Elaiapur) et Dinajpur (Ranirbandar) du Bangladesh.
- ▶ L'objectif visé à travers cette initiative était d'améliorer les moyens de subsistance des jeunes femmes vulnérables âgées de 19 à 35 ans et de favoriser l'autonomisation économique et sociale et la sensibilisation aux droits humains dans les zones rurales éloignées du Bangladesh.
- ▶ L'initiative a été lancée en octobre 2018 et les activités menées à ce titre se sont poursuivies jusqu'à septembre 2020.

L'initiative de financement par subventions de la BID au Bangladesh a permis de sensibiliser à l'impact négatif de la discrimination et apporté un soutien à la communauté en termes de droits humains.

MÉTHODE

- ▶ L'initiative a permis de :
 - renforcer la capacité des jeunes femmes à exercer des activités économiques, en les dotant de nouvelles compétences en matière de production de vêtements de mode et de compétences de base en informatique, et en inculquant aux plus jeunes d'entre elles les compétences d'écriture, de lecture et de calcul ;
 - trouver des emplois pour les jeunes femmes grâce au réseautage et à des liens avec des organisations locales et nationales permettant d'identifier des emplois, d'organiser des sessions d'orientation à l'intention des stagiaires sur la recherche d'emploi, et de les affecter aux emplois identifiés ;
 - sensibiliser aux droits des femmes et éliminer la violence sexiste, par l'organisation de sessions de sensibilisation parmi les femmes, les hommes et les jeunes ; identifier des personnes d'influence disposées à participer au projet ; et mener un dialogue devant sensibiliser aux conséquences négatives de la discrimination et expliquer comment la communauté peut soutenir les droits humains au profit de tous, en particulier les femmes et les filles ;
 - adopter une approche participative permettant la participation de toute les parties prenantes à l'exécution de l'initiative ;
 - encourager les membres masculins des familles et des communautés bénéficiaires à jouer un rôle central dans une session consacrée aux droits humains, dans laquelle la sensibilisation à ces droits aidera à prévenir les incidents contre les femmes ; et
 - adapter le programme de sensibilisation aux droits humains, notamment les questions concernant l'égalité des sexes et la violence contre les femmes, aux ODD, en s'appuyant entre autres sur des outils existants.



RÉSULTATS

- ▶ Cinq cents jeunes femmes ont été formées aux métiers de la confection de base et à l'informatique ; trois cents d'entre elles ont reçu une formation de niveau avancé.
- ▶ Soixante-trois protocoles d'accord ont été signés entre le Centre pour l'enseignement scientifique des masses et des employeurs/entrepreneurs locaux, pour affecter les diplômées à des emplois.
- ▶ La formation a eu un impact positif sur le profil professionnel et les revenus des diplômées, et a renforcé la sensibilisation. Une enquête effectuée après la réalisation du projet a permis de constater que :
 - avant de rejoindre les programmes de formation, seulement 10 % des diplômés exerçaient une activité économique. Ce chiffre est passé à 64 %, grâce aux programmes de formation, 11 % détenant un emploi et 50 % exerçant des activités indépendantes ;
 - les 10 % de participants économiquement actifs avant la formation gagnaient une somme allant jusqu'à 24 dollars par mois, tandis qu'après avoir suivi les cours de formation :
 - 36 % des participants gagnent jusqu'à 24 dollars ;
 - 24 % obtiennent jusqu'à 60 dollars ;
 - 2 % atteignent 120 dollars ; et
 - 1 % dépassent 120 dollars.
 - le revenu mensuel moyen avait augmenté pour passer de 5 dollars seulement avant la session de formation à 37 dollars ;
 - l'enquête réalisée auprès des personnes diplômées et d'autres groupes de la communauté montre que le niveau de sensibilisation aux droits humains a augmenté de manière significative parmi les diplômés de la formation et une population de 12.000 personnes vivant dans les quatre districts bénéficiaires de l'initiative dont 80 % étaient axés sur les droits des femmes ;
 - les diplômés et de nombreuses femmes ont déclaré qu'ils peuvent prendre des décisions sur des questions personnelles de manière indépendante et participer au processus de prise de décision au sein de la famille ; et

- un certain nombre de chargés d'éducation diffusent encore de manière informelle des messages sur les questions des droits humains dans leurs quartiers et les partagent avec leurs parents et amis. Dans certains cas, ils ont fourni un soutien consultatif aux victimes de violence sexiste.
- ▶ Lorsque le coronavirus a commencé à se propager, les bénéficiaires de la formation ont utilisé le reste des tissus utilisés dans le cadre du programme de formation pour confectionner des masques. La BID a partagé avec le partenaire de mise en œuvre les normes relatives à la production de masques. La production a commencé en mars 2020 et enregistré les résultats ci-après :
 - 2.000 masques ont été confectionnés : 800 dans les centres de formation et 1.200 à la maison par les stagiaires ;
 - 800 masques ont été distribués gratuitement aux tireurs de pousse-pousse, aux travailleurs de la confection, aux femmes et aux enfants de la communauté ;
 - des stagiaires individuels ont vendu 1.200 masques au sein de leurs communautés ;
 - 26 femmes ayant bénéficié de la formation ont pris l'initiative de se lancer, par leurs propres moyens, dans la production de masques ;
 - les stagiaires ont bénéficié de vidéos sur les normes du CDC en matière de production de masques et, en suivant les mesures de prévention des infections nécessaires, ont fabriqué des masques en tissu réutilisables, à deux couches ; et
 - la fabrication de masques a été ajoutée au programme d'études du partenaire de mise en œuvre, un aspect qui ne figurait pas dans le plan initial.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a approuvé un montant de 100.000 dollars au titre du Programme d'autonomisation des femmes, par le biais d'une initiative relative à la formation en vue de l'acquisition de compétences pratiques, ainsi qu'à la sensibilisation aux droits humains.
- ▶ Quatre centres de formation ont été créés et le financement de la BID a permis de fournir des machines à

coudre, des ordinateurs et d'autres équipements de même nature, afin de créer l'environnement nécessaire pour les activités de renforcement des capacités et d'en assurer la durabilité.

- ▶ Neuf salons de l'emploi ont été organisés et quatre-vingt-cinq séances d'orientation professionnelle dispensées.
- ▶ Cent soixante-huit entreprises privées et institutions locales ont été contactées pour explorer les possibilités d'embaucher des diplômés.
- ▶ Des ressources supplémentaires ont été mobilisées et les stagiaires les plus pauvres ont bénéficié de neuf machines à coudre.
- ▶ Les stagiaires diplômés qui avaient créé leurs propres micro-entreprises ont reçu des prêts de leurs parents et d'organisations non-gouvernementales locales, pour acquérir l'équipement nécessaire.
- ▶ Les centres de formation créés avec les fonds de la BID sont actuellement utilisés pour dispenser des formations au-delà de la période de l'initiative.
- ▶ Cette initiative pilote a été un réel succès, ouvrant la voie à l'investissement de la BID dans d'autres districts.

PROGRAMME D'AUTONOMISATION DES FEMMES

La BID a approuvé un montant de **100.000 dollars** pour le Programme d'autonomisation des femmes par l'Initiative d'acquisition des compétences pratiques et de sensibilisation aux droits humains



Fonds Lives & Livelihoods

La collaboration de la BID avec les donateurs au titre du Fonds *Lives & Livelihoods* (LLF) enregistre d'excellents résultats de développement. Figurent parmi les partenaires le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, la Fondation *Bill & Melinda Gates*, *Foreign, Commonwealth & Development Office* (FCDO) du Royaume-Uni, le FSID, le Centre d'aide et de secours humanitaire Roi Salman (*KSRelief*) et le Fonds Qatari pour le développement.

OBJECTIF

- La BID considère qu'il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe annuelle des 350 millions de dollars environ consacrée au financement concessionnel pour des projets de développement humain essentiels dans les pays membres les moins avancés.
- L'adoption des ODD partout dans le monde a entraîné un regain d'urgence et remis en évidence la nécessité d'accroître les dépenses publiques et l'appropriation des initiatives de développement socio-économique par les pays membres.

La mobilisation de ressources est en cours, 407 millions de dollars à titre de subventions étant levés pour renforcer la capacité de financement concessionnel de la BID.

- L'émergence des donateurs non traditionnels comme acteurs importants du financement du développement s'est poursuivie, notamment dans les régions abritant des pays membres de la BID. La Fondation *Bill & Melinda Gates* (BMGF) était à la recherche de partenariats avec des acteurs régionaux ayant des objectifs communs pour :
 - accroître ses interventions dans les pays membres de la BID ;
 - renforcer l'appropriation régionale de ses programmes ;
 - permettre à la Fondation de marquer davantage sa présence à la faveur d'une initiative de « financement pour le développement » ; et
 - accroître la capacité de financement des pays membres sans perdre de vue les exigences de viabilité de la dette internationale.

- La Fondation BMGF avait déjà collaboré avec la BID dans le cadre du Programme d'éradication de la polio au Pakistan, lequel a enregistré des résultats très positifs. Conscientes du potentiel d'autres projets qui seraient mutuellement bénéfiques, les deux institutions ont conjointement mis au point un modèle de coopération multilatérale innovant, connu aujourd'hui sous le nom de Fonds *Lives & Livelihoods* (LLF).

MÉTHODE

- Le Fonds LLF est fondé sur le concept de coopération Sud-Sud de la BID et rallie des partenaires donateurs régionaux pour optimiser le financement concessionnel abordable des projets essentiels de développement humain dans les pays membres les moins avancés.
- Le recours simultané aux Ressources ordinaires en capital (ROC) a permis de multiplier les contributions des donateurs pour des interventions à plus grande échelle, ce qui n'aurait peut-être pas été possible avec les seules subventions.



- ▶ Le Fonds LLF s'est fixé comme objectif de :
 - mobiliser et mixer les financements des donateurs régionaux dans un modèle innovant ;
 - améliorer l'accès aux financements concessionnels abordables pour les projets de développement humain dans trente-trois pays membres les moins avancés de la BID ;
 - tirer profit de la nature concessionnelle du financement et des capacités particulières de tous les partenaires proposant des projets de développement fiables et à fort impact ; et
 - faire fond sur la collaboration pour piloter l'innovation dans le traitement des projets au sein de la BID.

RÉSULTATS

- ▶ Au-delà des deux institutions initiales, le partenariat avec le Fonds LLF s'est élargi à sept acteurs, dont six organisations donatrices, le dernier étant le FCDO du Royaume-Uni (ancien DFID).
- ▶ Trois donateurs régionaux ont adhéré à l'initiative, outre le FSID qui est un membre affilié au Groupe de la BID. Il s'agit du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement, du Centre d'aide et de secours humanitaire Roi Salman et du Fonds du Qatar pour le développement.
- ▶ Un montant de 407 millions de dollars sous forme de subventions a été mobilisé pour le Fonds LLF et mis à disposition pour être alloué aux projets de développement social de la BID.
- ▶ En plus des subventions des donateurs, le Fonds LLF met à disposition des ressources additionnelles par le biais de son Dispositif de préparation et de mise en œuvre des projets (PPIF). Ce dispositif permet de fournir l'assistance technique nécessaire à des projets complexes de développement social et économique du LLF. L'Assistance technique ne se limite pas au PPIF, et un certain nombre de projets ont bénéficié d'une assistance technique additionnelle directe de partenaires donateurs, notamment :
 - un million de dollars pour les évaluations de faisabilité et autre appui au projet LLF d'eau et d'assainissement en Guinée Conakry ; et

- engagement d'ACT (cabinet de conseil) pour le projet de croissance durable au Sahel.
- ▶ Les experts techniques des donateurs apportent également leur appui dans la préparation des projets, tandis que le Comité d'impact du Fonds LLF a constitué un comité technique qui intervient pour améliorer la qualité et la viabilité technique des projets.
- ▶ La combinaison des subventions des donateurs et des ROC de la BID a permis d'augmenter la capacité de financement concessionnel de la BID dans son ensemble :
 - l'enveloppe de financement concessionnel du Fonds LLF a été maintenue, malgré des prêts limités en 2018 et 2019 ;
 - en effet, la part des financements essentiels au développement humain provenant de la BID a considérablement augmenté ces dernières années grâce au Fonds LLF.
- ▶ Le rôle du Fonds LLF est désormais reconnu par la communauté du développement, le nombre des projets cofinancés étant en croissance.
- ▶ Au-delà du cofinancement, certains partenaires au développement collaborent directement avec le Fonds LLF dans les pays éligibles, pour faire des propositions et des études de faisabilité permettant aux pays membres de répondre aux exigences et de solliciter des financements.
- ▶ Le Fonds mondial a travaillé activement. À partir de son système de santé, il lui a fourni une assistance technique, renforçant ainsi les ressources des projets de santé du Fonds LLF au Bénin, au Sénégal et au Togo.
- ▶ Bien que les projets du Fonds LLF portent sur des secteurs complexes du développement social, le délai moyen de traitement du portefeuille reste conforme à ceux prescrits par la BID, grâce aux éléments ci-après :
 - le suivi étroit, le contrôle et le soutien aux équipes de projet ;
 - l'assistance technique fournie aux projets par les donateurs du Fonds LLF et le PPIF ; et
 - l'adoption de méthodes de conception favorisant un traitement plus rapide.

- ▶ Les projets du Fonds LLF devraient bénéficier à des centaines de millions de personnes (0,5 million de personnes dans l'agriculture, 560 millions de personnes dans la santé, plus de 40 millions de personnes dans l'infrastructure de base, selon WASH).

INVESTISSEMENT

- ▶ Le Fonds a réussi à préparer une bonne réserve de projets dans les pays membres pour la période 2016-2020, lesquels ont été approuvés par le Comité d'impact.
- ▶ À ce jour, le volume global des financements concessionnels approuvés par le Comité d'impact du Fonds LLF est de 1,54 milliard de dollars (370 millions en subventions et 1,165 milliard à partir des ROC).
- ▶ La capacité du Fonds à la clôture était à 1,7 milliard de dollars, soit plus du volume global des financements concessionnels à partir des ressources propres de la BID (prêts BID et FSID) pendant la même période, et le double de l'offre de financement concessionnel de la BID.
- ▶ Le portefeuille comprend trente-cinq projets de développement social (santé, agriculture et infrastructures de base) ciblant les plus vulnérables dans vingt-deux pays membres de la BID.
- ▶ La part la plus importante du portefeuille 2016-2018 est déjà en cours de décaissement. Le taux de décaissement global est de plus de 57 %, y compris pour les projets 2020 récemment approuvés.
- ▶ Environ 210 millions de dollars ont été décaissés à ce jour, avec des résultats prometteurs sur le terrain.

FONDS LLF

Financement concessionnel

total :

1,54 milliard de dollars

Refonte du Programmes de bourses d'études

Gâce à son Programme de bourses d'études, la BID aide les pays membres et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays à combler le déficit en capital humain nécessaire pour élargir leur participation aux marchés mondiaux.

OBJECTIF

- ▶ Depuis que la BID a lancé son Programme de bourses d'études en 1983, plus de 18.000 hommes et femmes de cinquante-six pays membres et soixante-sept communautés musulmanes établies dans d'autres pays ont reçu des bourses d'études dans diverses disciplines pertinentes aux sciences de la durabilité.
- ▶ Malgré son impact important sur la vie des bénéficiaires, le programme est resté en deçà des attentes en raison de défis de visibilité et d'orientation des bourses.

MÉTHODE

- ▶ Pour encourager l'acquisition et le transfert des connaissances et de l'expertise scientifiques et technologiques vers les pays membres, la BID a conclu des accords de coopération avec les meilleures universités afin d'assurer une éducation de haute qualité à un coût abordable à ses boursiers et universitaires.

La demande sur la formation continue n'a jamais été aussi forte dans les pays membres de la BID et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays.

- ▶ Les domaines d'étude ont fait l'objet d'une refonte pour assurer la pertinence aux questions de durabilité. Le programme est désormais orienté vers des domaines liés au développement, avec un accent particulier sur les sciences de la durabilité, et ce afin de permettre aux communautés et aux pays membres d'atteindre les cibles des ODD et les objectifs du Programme quinquennal du Président de la BID.
- ▶ La BID a créé deux nouveaux comités de sélection internationaux composés de seize universitaires et scientifiques éminents externes actifs dans des domaines liés au développement durable dans les pays membres et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays.
- ▶ La finance et l'économie islamiques, la finance et la banque en général, l'économie internationale, le journalisme, les sciences politiques, le droit, la propriété intellectuelle et l'entrepreneuriat figurent désormais parmi les disciplines d'études. Tous les programmes d'études ont été élargis pour inclure aussi bien les étudiants des pays membres que ceux des pays non-membres.
- ▶ Le processus de sélection des candidats est géré par deux comités internationaux indépendants, l'un pour le programme de deuxième cycle et l'autre pour le programme de troisième cycle. Les comités sont spécialisés dans leurs domaines respectifs et se veulent le moyen d'encourager une plus grande participation, d'assurer un processus plus transparent, et d'identifier les candidats ayant le plus grand potentiel.
- ▶ La participation des étudiantes est encouragée à tous les niveaux des programmes, et ce en vue d'atteindre l'ODD 5 (Égalité entre les sexes).
- ▶ Un nouveau programme de bourses à financement conjoint par la BID et le FSID a été lancé. Il vise à réduire la pauvreté dans les pays membres les moins avancés. Le programme offre des opportunités de formation technique et professionnelle aux jeunes, aussi bien les hommes que les femmes.



- ▶ Pour aider les pays membres à réaliser les ODD, la BID a établi un partenariat avec l'Académie mondiale des sciences (TWAS) en Italie. Ce programme conjoint, qui soutient le renforcement des capacités pour constituer une masse critique en STI afin de relever les défis de développement durable des pays membres, a permis de :
 - aider vingt boursiers pour mener des recherches postdoctorales dans des domaines clé relatifs aux sciences de la durabilité, sur une durée allant jusqu'à six mois ;
 - dégager une subvention pour un projet conjoint de recherche et de transfert de technologies sur des sujets liés aux défis de la durabilité pertinents aux ODD dans les pays membres ;
 - soutenir onze scientifiques réfugiés et autres scientifiques exposés à des risques dans les pays membres pour accéder au Programme des jeunes affiliés à TWAS ; et
 - organiser en 2019 un atelier de haut niveau sur le lien entre le développement de la science et la politique, le premier du genre dans le monde musulman.

RÉSULTATS

- ▶ En 2018, la BID a évalué et restructuré le programme pour s'adapter aux changements induits par le progrès technologique. Ainsi, le nombre des candidats aux bourses d'études est passé de 2.200 en 2018 à 187.000 de 192 pays en 2019, et à 210.000 de 193 pays en 2020.
- ▶ En 2020, la BID a octroyé des bourses d'études à 1.221 étudiants de 114 pays. Ci-après quelques statistiques importantes sur les boursiers :
 - 746 étudiants de 109 pays au titre du Programme de premier cycle ;
 - 196 étudiants de 92 pays au titre du Programme de maîtrise ;
 - 160 étudiants de 58 pays au titre du Programme de doctorat et de recherches postdoctorales ; et
 - 119 étudiants de 20 pays membres les moins avancés au titre du Programme de bourses d'études BID-FSID.
- ▶ Pour la première fois, le programme a bénéficié à des étudiants des

communautés musulmanes établies en Angola, au Botswana, au Territoire britannique de l'océan Indien, à la Dominique, en Haïti, au Pérou, au Soudan du Sud, au Swaziland, en Finlande, à Taiwan, en Ukraine et au Royaume-Uni.

- ▶ Les partenariats avec de grandes institutions, telles que TWAS et l'UNESCO, contribuent à faire progresser la réalisation des ODD dans les pays membres grâce aux STI.
- ▶ La BID a signé des protocoles d'accord avec des organisations non-gouvernementales locales des communautés musulmanes établies dans des pays non-membres pour bénéficier aux étudiants potentiels et mettre en œuvre les programmes.
- ▶ Les universités partenaires dans la gestion des programmes de bourses sont encouragées à assurer le suivi des résultats scolaires des étudiants, mener des programmes de mentorat, et accélérer les paiements aux étudiants.
- ▶ La BID a passé de nouveaux accords et lancé des programmes de bourses conjoints en 2020 avec Campus France en France et la Présidence des Turcs de l'étranger et des Communautés apparentées. Elle a également négocié de nouveaux accords avec l'Université de Princeton et l'Université de Harvard aux États-Unis d'Amérique et l'Université de Makerere en Ouganda. La BID a tissé des partenariats avec l'Université de Cambridge, l'Université d'Oxford et l'Université Queen Mary de Londres au Royaume-Uni, ainsi qu'avec l'Université de Copenhague au Danemark et l'Université McGill au Canada.
- ▶ Des partenariats sont également établis pour un enseignement gratuit ou subventionné avec le ministère de l'Éducation de la Malaisie, le Conseil de l'enseignement supérieur de la Turquie, l'Agence marocaine de coopération internationale, l'Université nationale d'Ouzbékistan et l'Université des technologies de l'information de Tachkent.
- ▶ Le nouveau portail des anciens boursiers de la BID est en cours de réalisation. Il servira d'espace devant relier efficacement les diplômés au-delà des frontières nationales pour qu'ils puissent assumer un rôle essentiel

dans le développement d'économies fondées sur le savoir dans leurs pays. Le portail garantira l'impact le plus large des diplômés dans les pays membres et les communautés musulmanes établies dans d'autres pays.

- ▶ La coopération avec des universités de renom et les ministères de l'Enseignement supérieur des pays membres a élevé les programmes de bourses d'études de la BID à un nouveau rang dans le monde entier.
- ▶ Le Programme de bourses d'études de la BID a aidé les étudiants et les anciens boursiers à réaliser leurs aspirations professionnelles. En effet, de nombreux diplômés occupent actuellement des postes stratégiques, tels que ceux de chef d'État, de ministre, de spécialiste en santé, de scientifique et d'expert en technologie. Ils se font les champions de l'innovation technologique et du changement qui devraient assurer un avenir radieux à leurs pays.

INVESTISSEMENT

- ▶ Grâce aux partenariats tissés à travers son Programme de bourses d'études, la BID a réalisé des économies d'environ 43 millions de dollars au cours des deux dernières années et presque triplé le nombre annuel des bourses accordées avec le même budget.
- ▶ La BID a offert 469 bourses supplémentaires à des étudiants de seize communautés musulmanes établies dans des pays non-membres grâce aux remboursements sur les prêts gratuits déjà accordés aux étudiants. L'objectif est d'assurer la viabilité à long terme des programmes.

PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTUDES

Plus de **2.500** étudiants
inscrits auprès d'universités de
88 pays à travers le monde

Intégration de la résilience aux changements climatiques

La BID s'est engagée à aider ses pays membres à lutter contre les changements climatiques. À travers ses centres régionaux, elle a apporté un soutien au Bangladesh et aux Maldives.

OBJECTIF

► Les changements climatiques font subir des risques importants aux pays membres de la BID. En effet, de nombreux pays côtiers d'Asie tels que le Bangladesh et les Maldives sont déjà confrontés aux conséquences graves des changements climatiques et la situation devrait s'aggraver considérablement dans les années à venir si aucune mesure appropriée n'est prise.

► Depuis l'approbation de sa politique de lutte contre les changements climatiques, la BID a intégré des mesures en faveur du climat et soutenu la résilience au moyen de ses opérations.

► Bien que le Gouvernement ait adopté plusieurs mesures pour améliorer sa résilience face aux changements climatiques, le Bangladesh est confronté à d'importants changements climatiques, à savoir :

- la montée du niveau des océans ;

La lutte contre les risques liés aux changements climatiques est au cœur des projets financés par la BID au Bangladesh et aux Maldives.

- l'accès insuffisant à l'eau potable ; et
- le manque d'infrastructures.

► Ces problèmes constituent une menace pour le développement durable et la croissance économique du Bangladesh. En raison des changements climatiques, le pays est également soumis à des événements météorologiques plus extrêmes tels que :

- les cyclones saisonniers ;
- les inondations ;
- les sécheresses ; et
- l'érosion.

► Pays insulaire de faible altitude, les Maldives font partie des petits États insulaires en développement les plus vulnérables aux changements climatiques, en raison de :

- la montée du niveau des océans ;
- la densité de la population ;
- la dispersion géographique ; et
- la dépendance économique à l'égard du tourisme axé sur la nature, de la pêche et des ressources maritimes.

► L'augmentation du niveau des océans a comme conséquences aux Maldives :

- la pression sur les ressources en eau et les infrastructures ;
- de graves répercussions sur l'industrie de la pêche ; et
- l'insécurité alimentaire résultant de la perte des ressources halieutiques.

► Le pays est également vulnérable à toute une série de catastrophes naturelles, notamment les cyclones tropicaux, les tempêtes, les fortes pluies, les inondations, les ondes de tempête, les vagues de houle, les tsunamis et les risques liés au climat tels que la montée rapide des océans, l'augmentation de la température de la surface des océans et les changements dans le régime des moussons.

MÉTHODE

► Après l'analyse des risques climatiques inhérents aux opérations de la BID au Bangladesh et aux Maldives, des projets ont été conçus avec des mesures permettant de faire





face aux risques climatiques identifiés dans les deux pays.

- ▶ Les initiatives lancées au Bangladesh et aux Maldives s'inscrivent dans le droit fil du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise de la BID. Elles appuient un développement résilient et à faible intensité en carbone dans les deux pays.
- ▶ Les projets dans ces pays contribuent également à l'engagement de la BID à promouvoir les ODD.

RÉSULTATS

- ▶ Au Bangladesh, la BID a apporté un financement de 18 millions de dollars pour un programme de systèmes solaires domestiques (SHS) fourni par IDCOL, qui a permis de :
 - renforcer l'utilisation de systèmes d'énergie renouvelable respectueux de l'environnement ; et
 - mettre l'électricité solaire à la disposition de 77.000 foyers ruraux.
- ▶ L'octroi d'un financement de 130

millions de dollars dans le cadre du Programme Roi Abdullah bin Abdulaziz des œuvres caritatives (KAAP, anciennement connu sous le nom de « Programme Fael Khair) a permis de construire 157 abris-écoles anticyclones résistants au climat, notamment des systèmes d'alimentation en eau et des systèmes solaires durables.

- ▶ La BID a également financé :
 - un projet de câble sous-marin à fibres optiques dans le cadre de l'amélioration de la connectivité mobile qui permettra de diffuser plus rapidement l'information et de renforcer les systèmes d'alerte précoce, même dans les régions reculées ;
 - l'expansion et l'amélioration du réseau routier rural qui a permis d'accéder facilement à des abris sûrs et d'évacuer des personnes exposées en cas de catastrophe climatique.
 - des abris qui garantissent la sécurité, même en cas de perturbations ou d'événements climatiques majeurs ; et
 - le développement de systèmes d'eau et d'assainissement permettant de faire face aux

pressions climatiques lors d'événements extrêmes.

- ▶ Deux projets financés par la BID devraient avoir un impact considérable dans la lutte contre les changements climatiques aux Maldives :
 - la modernisation de dix ports gravement touchés par le tsunami avec des installations durables, en tenant compte des risques de catastrophe et de résilience au climat dans le processus de reconstruction ; et
 - le Projet de gestion des déchets du Grand Malé, qui devrait favoriser l'atténuation des effets et l'adaptation face aux changements climatiques grâce à une structure de gestion des déchets à l'épreuve des changements climatiques et une structure durable de valorisation énergétique des déchets.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a approuvé treize projets d'un montant de 1,03 milliard de dollars pour promouvoir les énergies renouvelables au Bangladesh.

BANGLADESH

La BID a fourni un
financement de **18**
millions de dollars
pour la production
d'électricité solaire

PROGRAMME KAAP

Un financement de **130**
millions de dollars a
permis de construire **157**
abris-écoles anticyclones

Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien

Un nouveau fonds mis en place par la BID permettra d'apporter une assistance à plus de 300.000 familles palestiniennes au cours de la prochaine décennie.

OBJECTIF

- ▶ Le Fonds de la BID pour l'autonomisation économique du peuple palestinien (EEFPP, également appelé ci-après « le Fonds ») est un véhicule/fonds d'investissement à impact de 500 millions de dollars qui fournit des financements mixtes sous forme de prises de participation et de financements structurés, en plus de l'assistance technique.
- ▶ L'objectif du Fonds est d'atténuer la pauvreté, d'autonomiser les pauvres, de réduire la dépendance du peuple palestinien vis-à-vis de l'aide, et de mettre en place un écosystème solide et durable, en faisant passer les pauvres de simples bénéficiaires de financements, à de véritables partenaires d'affaires.
- ▶ Le Fonds contribuera au renforcement de la participation des jeunes et des familles pauvres aux chaînes de valeur locales par le biais de divers projets. Ce faisant, il est

Le Fonds d'autonomisation économique du peuple palestinien a pu constituer une réserve importante de projets d'investissement et d'opportunités de financement.

pleinement compatible avec le nouveau modèle d'entreprise de la BID et son approche axée sur les chaînes de valeur mondiales.

- ▶ L'approche d'autonomisation économique, telle qu'envisagée dans le Programme quinquennal du Président, permettra aux partenaires de mise en œuvre d'intervenir en qualité d'acteurs de développement des marchés.
- ▶ Objectifs du Fonds :
 - améliorer les moyens de subsistance et la résilience des jeunes et des groupes pauvres et marginalisés en Palestine ;
 - réaliser des rendements financiers et sociaux avec un impact mesurable ;
 - offrir une plateforme d'investissement pour canaliser les ressources financières et non financières vers les micro, petites et moyennes entreprises, les coopératives, les syndicats et les groupes de solidarité, entre autres, conformément aux principes de la charia.

MÉTHODE

- ▶ Le Fonds appliquera les meilleures pratiques mondiales en matière de gouvernance et de gestion des investissements au titre de ses interventions auprès des jeunes démunis et sans emploi en Palestine. Un gestionnaire de fonds externe chevronné (GP), doté d'une expérience internationale et d'une expertise importante en matière d'investissements à impact, sera engagé pour gérer les investissements et les opérations du Fonds.
- ▶ Fort de l'expérience réussie du Programme d'autonomisation économique des familles démunies (DEEP), un programme pilote d'autonomisation économique de la BID ayant obtenu des résultats tangibles au titre de son objectif de promotion de la microfinance islamique en Palestine, le Fonds met l'accent sur :
 - les normes de viabilité économique ;
 - les concepts d'investissement (coût et profit) ; et
 - les mécanismes avancés, la connaissance



et l'expérience pour créer les objectifs sociaux et économiques souhaités.

- ▶ Pour tirer profit de l'initiative réussie de DEEP et de son impact économique et social, et bénéficier à un plus grand nombre de Palestiniens, la BID a mis en place le Fonds, avec un capital cible initial de 500 millions de dollars.
- ▶ La BID apportera également 100 millions de dollars supplémentaires, soit 20 % du capital cible du Fonds.
- ▶ La BID a bon espoir que le nouveau fonds permettra d'autonomiser plus de 300.000 familles palestiniennes au cours de la prochaine décennie.
- ▶ Le Fonds est axé sur une vision économique scientifique ; il s'emploie à établir un cadre intégré et à inclure tous les domaines économiques afin d'atteindre les objectifs ci-après :
 - mobiliser des ressources suffisantes pour couvrir les principaux besoins de la population cible ;
 - transposer à grande échelle les interventions d'autonomisation économique de la BID en Palestine ;
 - appuyer le développement économique et contribuer au renforcement de la résilience de l'économie palestinienne ; et
 - mettre au point et diffuser le concept d'autonomisation économique en s'appuyant sur la finance islamique.
- ▶ Le Fonds devrait axer sa mission sur les modes d'intervention suivants :
 - la création d'institutions financières d'autonomisation économique en Palestine ;
 - l'octroi de lignes de financements aux banques et institutions financières locales pour financer les projets d'autonomisation économique en Palestine ;
 - les participations au capital d'institutions financières et au capital de sociétés et entreprises du secteur privé à fort impact ;
 - l'octroi de lignes de financement aux programmes et projets d'autonomisation économique ;
 - le renforcement des capacités, la recherche, les études techniques, le suivi et l'évaluation ;
 - les investissements à court terme ; et
 - les investissements dans des

fonds et mécanismes opérant dans le domaine de l'autonomisation économique.

- ▶ Le Fonds collaborera avec le secteur privé et les institutions financières et non-financières de la Palestine et coordonnera avec les organes publics compétents, tels que l'Autorité monétaire palestinienne, l'Autorité palestinienne de promotion des investissements, l'Autorité palestinienne du marché financier et le ministère de l'Économie et du Développement social.

RÉSULTATS

- ▶ Un an après sa création, le Fonds a mobilisé 120 millions de dollars supplémentaires auprès de divers partenaires, ce qui a porté son capital à 220 millions de dollars, soit 44 % de l'objectif fixé.
- ▶ Ce succès intervient à un stade précoce du fonctionnement du Fonds et en amont de l'activité de mobilisation des ressources prévue.
- ▶ En ce qui concerne la gouvernance du Fonds, le Conseil des actionnaires s'est réuni deux fois sous la présidence du Président de la BID et le Comité de gestion trois fois.
- ▶ Le Conseil d'administration du Fonds a adopté le règlement intérieur du Conseil des actionnaires et du Comité de gestion, les procédures d'investissement et les règles de gestion, le système de communication, les directives applicables aux lignes de financement, et le modèle de diligence raisonnable pour les candidats aux lignes de financement.
- ▶ L'équipe du Fonds a examiné six opportunités d'investissement dont quatre ont été approuvées par le Comité de gestion pour faire l'objet d'une diligence raisonnable additionnelle et les deux autres seront soumises au Comité de gestion au deuxième semestre de l'exercice 2021.
- ▶ Les premières contributions des actionnaires ont été réglées conformément à la Convention des actionnaires.

INVESTISSEMENT

- ▶ Ci-après, la liste des actionnaires actuels du Fonds :
 - Banque islamique de développement : 100 millions de dollars ;
 - Fonds de solidarité islamique pour le développement : 52 millions de dollars ;
 - Fonds d'investissement pour la Palestine : 25 millions de dollars ;
 - Fonds IZDEHAR pour la Palestine : 30 millions de dollars ; et
 - Fonds Al-Aqsa : 13 millions de dollars.
- ▶ S'agissant des investissements du Fonds, trois protocoles d'accord ont été signés avec l'Autorité monétaire palestinienne, l'Autorité palestinienne de promotion des investissements et l'Autorité palestinienne du marché financier, dans le but de bénéficier des mesures d'incitation dont le Fonds pourrait avoir besoin.
- ▶ L'équipe du Fonds travaille également à l'actualisation d'une étude sur la création de la première entreprise ou banque d'autonomisation économique en Palestine.

FONDS D'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DU PEUPLE PALESTINIEN

La BID a mis en place le Fonds, avec un capital cible initial de 500 millions de dollars et y apportera une contribution supplémentaire de 100 millions de dollars

Le Fonds devrait contribuer à l'autonomisation de plus de 300.000 familles palestiniennes au cours de la prochaine décennie

Sauver les femmes du cancer

De concert avec l'AIEA, la BID met l'innovation au service de la lutte contre les cancers féminins.

OBJECTIF

- ▶ Le besoin urgent de donner la priorité au diagnostic et au traitement des cancers féminins dans les pays membres de la BID et au-delà existe depuis longtemps.
- ▶ Des investissements considérables avec une large participation de partenaires dans la lutte globale contre le cancer, afin d'atteindre le double objectif de sauver des vies et de renforcer les systèmes de santé nationaux, sont demandés.
- ▶ L'accès au dépistage et des services de diagnostic et de traitement du cancer efficaces, sûrs et durables figurent parmi les besoins les plus urgents.

MÉTHODE

- ▶ La BID travaille actuellement avec l'AIEA sur une initiative intitulée « Sauver les femmes du cancer ».

En septembre 2021, le long partenariat entre la BID et l'AIEA entrera dans une nouvelle phase, avec le lancement d'un fonds fiduciaire destiné à soutenir cette initiative. La BID prévoit également d'annoncer une contribution officielle devant rassembler des partenaires mondiaux autour de l'initiative.

- ▶ La BID et l'Agence maintiennent depuis longtemps une collaboration réussie sur l'amélioration du traitement du cancer et des résultats qui s'y rapportent dans les pays où elles interviennent. Pour relever efficacement les énormes défis qui se présentent, les deux institutions ont mis au point une initiative de partenariat pour la lutte contre le cancer du sein et du col de l'utérus dans les pays à revenu faible et intermédiaire. L'objectif est de :
 - contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour sauver des millions de femmes du cancer du sein et du col de l'utérus, en leur donnant des possibilités équitables grâce à un meilleur accès à la prévention, au diagnostic et au traitement, ce en coopération avec d'autres partenaires des Nations Unies ; et
 - apporter une contribution tangible aux ODD 3, 5, 9 et 17, en collaborant avec d'autres partenaires des Nations Unies pour améliorer l'égalité des sexes et les droits humains fondamentaux, promouvoir l'accès aux services de santé, la santé génésique et les droits des femmes, et encourager l'innovation, la recherche et les dépenses sur le développement.

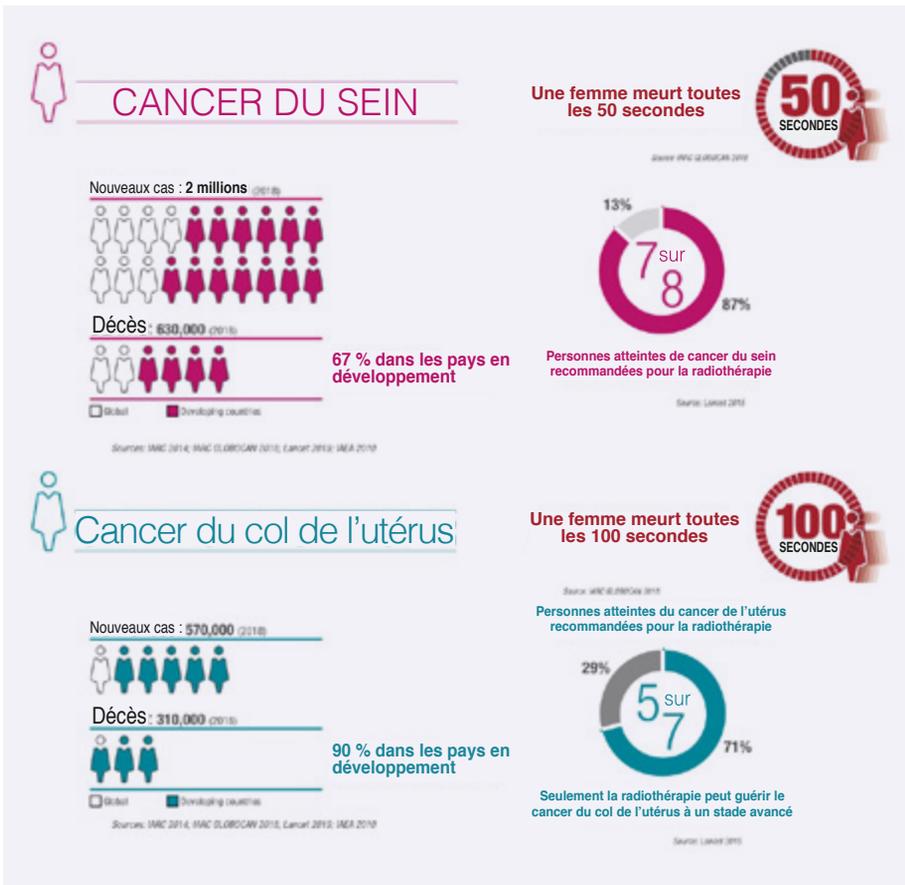
- ▶ L'initiative utilise une plateforme qui mobilisera des ressources des secteurs public, privé et philanthropique et du grand public dans le cadre d'un mécanisme financier hybride, le partenariat public-privé-philanthropique pour les personnes en l'occurrence.

- ▶ La nouvelle plateforme portera sur les services de prévention, de dépistage, de diagnostic et de traitement du cancer pour les femmes dans les pays membres communs de la BID et de l'AIEA. Elle devrait contribuer à sauver la vie de plus d'un million de femmes du cancer du sein et de 3,7 millions de femmes du cancer du col de l'utérus au cours de la prochaine décennie.

RÉSULTATS

- ▶ L'initiative a atteint la phase de mise en œuvre, malgré les difficultés présentées par la pandémie à coronavirus.





dans les pays membres communs à revenu faible et intermédiaire.

▶ À cette même occasion, les lauréats de l'appel à innovation ont été annoncés.

INVESTISSEMENT

▶ L'initiative a jusqu'ici mobilisé plus de 144 millions de dollars, ventilés comme suit : 80 millions à partir des Ressources ordinaires en capital de la BID (projet d'Ouzbékistan sur plus de cinq ans), 7,78 millions en subventions de l'AIEA, 51,28 millions des pays membres (dont 41,87 millions de l'Ouzbékistan), 2 millions en subventions sur quatre ans du FSID, 2,86 millions de pays non-membres (Belgique, États-Unis d'Amérique, France, Monaco, Royaume-Uni Russie et Suède et), 316.132 dollars du secteur privé (Varian et Elekta) et 260.000 dollars en subventions de Direct Aid.

▶ Un appel à innovation a été lancé par le biais de la plateforme *Engage* de la BID, dont le but est d'accélérer le progrès économique et social dans le monde en développement grâce à la science, la technologie et l'innovation. Des demandes ont été reçues de trente-six pays. Elles ont fait l'objet d'une sélection par le Conseil consultatif scientifique de la BID. Chacun des lauréats a reçu 50.000 dollars à titre d'aide pour faire avancer les projets et contribuer à sauver la vie des femmes.

- ▶ Les lauréats de l'appel à innovation sont :
- *City Cancer Challenge Foundation* dont la proposition permettra d'améliorer l'accès à des soins de qualité pour les femmes atteintes de cancer du sein et de contribuer à la formation des professionnels de la santé afin qu'ils proposent une approche pluridisciplinaire des soins aux personnes atteintes ;
 - le Centre international de recherche sur les maladies diarrhéiques au Bangladesh, avec une boîte à outils de dépistage innovante qui aura un impact durable en termes de détection précoce des cancers du

- sein et du col de l'utérus dans les zones côtières rurales à faibles ressources ;
 - l'innovateur *Virasoft Inc.* dont l'application *ViMo* aidera à former les pathologistes sur les consultations, tandis que l'application *TelePath* donnera aux pathologistes moins expérimentés la possibilité de partager des images et des vidéos avec des experts ; et
 - le Programme de prévention du cancer du col de l'utérus dont la proposition socialement innovante vise à mettre en place des activités communautaires de dépistage, de traitement et de vaccination axées sur les relations mère-fille.
- ▶ En septembre 2020, la BID a organisé un événement dans le cadre de la Conférence générale de l'AIEA, pour faire le point des réalisations accomplies depuis le lancement de l'initiative de partenariat. L'événement a permis de souligner la complémentarité entre les efforts de la BID et de l'AIEA visant à faire progresser le diagnostic et le traitement complets du cancer du sein et du col de l'utérus chez les femmes

**PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ-
PHILANTHROPIQUE POUR LES
PERSONNES**

Sauver la vie de plus de 1 million de femmes du cancer du sein et de 3,7 millions de femmes du cancer du col de l'utérus dans les pays membres communs au cours de la prochaine décennie

FONDS MOBILISÉS

Plus de 144 millions de dollars

Éducation intelligente et développement des compétences des réfugiés

La BID renforce la résilience des jeunes réfugiés et des communautés d'accueil à travers une éducation intelligente et le développement des compétences.

OBJECTIF

► La crise syrienne a contraint plus de 13 millions de personnes à se déplacer, y compris 7 millions de personnes à l'intérieur du pays et 6,7 millions qui se sont réfugiés dans les pays voisins, notamment la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Irak et l'Égypte et 1 million en Europe. Les jeunes et les enfants dont l'éducation a été brusquement interrompue par la guerre représentent la plus grande proportion des réfugiés.

► La BID met l'accent sur le soutien à l'éducation pour résoudre le problème d'insuffisance de financement international dans ce domaine. L'investissement dans l'éducation pourrait avoir des résultats positifs, notamment sur :

- l'appui à la paix, la stabilité et la construction de l'avenir
- la prévention de la perte de toute une génération durant le conflit
- l'amélioration de la perception des cadres d'apprentissage comme étant sûrs et conviviaux
- l'amélioration des moyens de subsistance

Le mécanisme de fonds de contrepartie vise à renforcer l'accès à l'enseignement pour les réfugiés syriens en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie grâce à une formation professionnelle pour un emploi décent aux fins de leur autonomisation économique.

- le renforcement de la confiance en la capacité du gouvernement à fournir des services sociaux
- la mise en place des éléments essentiels à la cohésion sociale et à la réduction de la violence

- Le programme de la BID pour l'éducation des réfugiés vise à :
- créer des mécanismes permettant aux jeunes réfugiés et aux communautés d'accueil de passer de l'éducation aux opportunités d'emploi décent, à travers soit des possibilités d'emplois soit la création de leur propre entreprise ;
 - améliorer l'accès à l'éducation pour les PDI (personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) et les réfugiés grâce à la participation à l'éducation intelligente ;
 - offrir des cours de rattrapage par le biais de programmes d'études complémentaires et des manuels scolaires.

MÉTHODE

► Ce programme, dont l'objectif est d'atteindre 2010 jeunes réfugiés et PDI syriens, propose une éducation de qualité, des bourses pour l'obtention de diplômes d'études supérieures et professionnelles, des attestations d'aptitude professionnelle et des formations de courte durée. Il appuie en outre l'autonomisation économique et l'entrepreneuriat, offre une formation à l'entrepreneuriat, un encadrement et un soutien financier aux PME, une formation en compétences générales et techniques, ainsi que des stages et des possibilités d'emploi. Le programme vise à :

- améliorer l'accès des PDI syriens à l'enseignement électronique et à la formation professionnelle ;
- assurer l'enseignement et la formation professionnels aux réfugiés syriens en Turquie, au Liban, en Jordanie et en Kurdistan-Irak ;
- aider les étudiants syriens à trouver ou à créer des emplois à travers des formations à l'entrepreneuriat et l'acquisition de compétences générales en gestion ;



- mettre sur pied un système éducatif intelligent en électronique caractérisé par la liberté et la facilité d'accès et qui cible plus de 700.000 élèves et 300 écoles ;
- dispenser des cours de rattrapage grâce à des programmes d'études complémentaires et des manuels scolaires.

► Afin de mobiliser des ressources pour aider les pays membres à faire face aux pressions générées par les réfugiés syriens, la BID a élaboré un mécanisme de fonds de contrepartie dans le but d'accroître les ressources allouées à l'éducation de ces réfugiés. Le mécanisme mobilise des partenaires non traditionnels et des ONG internationales ayant la possibilité de contribuer aux fonds de contrepartie.

► Après une série d'ateliers consultatifs avec les principaux partenaires au développement et des ONG internationales actives afin d'assurer leur participation au financement du programme d'éducation, un consortium de douze ONG internationales a été mis en place pour :

- contribuer au financement du programme ; et
- participer à la mise en œuvre du programme.

► À ce jour, la BID a réussi à mobiliser plus de 9 millions de dollars auprès d'ONG internationales, notamment *Spark International* des Pays-Bas, du Groupe international *Wafaa* d'Indonésie, de l'Organisation internationale de charité islamique et de *Sheikh Abdullah Nouri Charity* du Koweït, en plus de 7 millions de dollars du FSID.

► Le mécanisme de fonds de contrepartie vise à renforcer l'accès à l'enseignement des réfugiés syriens en Irak, en Jordanie, au Liban et en Turquie grâce à une formation professionnelle pour un emploi décent aux fins de leur autonomisation économique. Dans l'ensemble, le programme couvre des cours de rattrapage, des cours électroniques et professionnels et le développement des compétences. Environ 705.000 élèves et 2.000 enseignants devront bénéficier de ces activités dans le cadre du programme Éducation intelligente.

RÉSULTATS

- Le programme a permis jusqu'ici de :
- sélectionner 10 organisations de la société civile (OSC) et établissements

d'enseignement professionnel nationaux comme partenaires de mise en œuvre ayant fait leurs preuves en matière de travail avec les réfugiés et les PDI syriens. Ils ont reçu une formation en renforcement des capacités dans les domaines de la communication, du conseil, d'interventions psychosociales communautaires, de la gestion de projet, des finances, du suivi et évaluation et de la gestion des ressources humaines en fonction de leurs besoins ;

- donner à 1.150 étudiants l'accès à un enseignement et à une formation professionnels axés sur le marché du travail de la communauté d'accueil. L'accent est mis sur les filières importantes qui offrent les meilleures chances d'emploi après l'obtention de diplôme. Il s'agit notamment d'une formation de deux ans pour des diplômés en Enseignement technique et professionnel (EFTP) et de 3 à 9 mois pour des attestations de fin de formation en EFTP ;
- aider 460 étudiants à trouver un emploi ou un stage grâce à des formations professionnelles et techniques. Il a également aidé 115 étudiants à créer leur propre entreprise grâce à une formation en entrepreneuriat, à un concours de sélection du Meilleur plan d'entreprise, à un soutien financier et à un encadrement ou un mécanisme d'incubation.
- Un système d'information sur les étudiants a été mis en place, ce qui a permis à la BID de suivre les étudiants depuis la réception de leur candidature jusqu'à la période qui suit l'obtention de leur diplôme.
- Dans le cadre de l'éducation intelligente, une étude détaillée a été préparée pour analyser les besoins des étudiants réfugiés en matière d'éducation et pour identifier les bénéficiaires potentiels.
- Un programme d'enseignement électronique pour les niveaux 1 à 4, toutes matières confondues a été conçu et, pour les niveaux 5 et 6, un programme est en préparation.
- La plateforme électronique a été conçue et est en train d'être testée, avec des résultats positifs. La version bêta sera bientôt lancée.

- Les autres plans comprennent :
- le renforcement des capacités de 20 établissements EFTP et d'OSC locales dans la région en vue d'assurer l'éducation à quelque 1.500 Syriens, y compris des PDI et des

réfugiés, tout en renforçant leurs compétences et en les préparant pour le marché du travail ;

- la préparation de 460 étudiants pour des stages/opportunités d'emploi et les start-up de 115 réfugiés syriens ont été financées. Au total 575 personnes ont été accompagnées ;
- la conception d'outils numériques devant être utilisés de manière stratégique pour améliorer l'accès des bénéficiaires au programme.

INVESTISSEMENT

► La BID a approuvé 7 millions de dollars sur les ressources affectées par le FSID à ce programme.

► L'investissement total, y compris les fonds de contrepartie mobilisés, s'élève à 16 millions de dollars.

► À ce jour, la BID a mobilisé plus de 9 millions de dollars auprès d'organisations non gouvernementales internationales, dont *Spark International* des Pays-Bas, *Wafaa International Group* d'Indonésie, *International Islamic Charity Organization* et *Sheikh Abdullah Nouri Charity* du Koweït, en plus des 7 millions de dollars du FSID.

MOBILISATION DE FONDS

À ce jour, la BID a mobilisé plus de **9 millions de dollars** auprès d'ONG internationales

PROGRAMME D'ÉDUCATION INTELLIGENTE

Environ **700.000** élèves, **2.000** enseignants et **300** écoles bénéficieront de ces activités



Plateforme islamique mondiale de sécurité alimentaire

Une plateforme islamique mondiale de sécurité alimentaire agile et complète offre aux pays musulmans qui font de la lutte contre la faim et de la sécurité alimentaire leur cheval de bataille, la possibilité d'augmenter les chaînes de valeur agroalimentaires et de créer un secteur agroalimentaire durable et résilient dans les pays membres.

OBJECTIF

- ▶ La pandémie à coronavirus menace davantage au moins soixante-cinq millions de personnes dans les pays membres de la BID. De nombreux d'entre eux sont confrontés au risque de souffrir ou même de mourir de faim.
- ▶ Quarante-cinq millions des personnes les plus vulnérables au monde vivent dans les pays membres de la BID. Il est donc essentiel que la BID réagisse rapidement, le déficit alimentaire annuel total au sein de l'OCI étant à environ 67 milliards de dollars.
- ▶ Les populations pauvres sont exposées aux flambées des prix alimentaires car elles consacrent une part importante de leurs revenus aux seules denrées de base. Selon l'Institut international de recherche sur le riz, 700 millions de personnes pauvres vivent dans les pays producteurs de riz en Asie

Face à la pandémie à coronavirus qui s'est déclenchée au début de l'année 2020, la sécurité alimentaire est devenue l'une des questions les plus urgentes dans le monde et en particulier dans le monde musulman.

et consacrent pourtant 30 à 40 % de leurs revenus rien qu'au riz.

MÉTHODE

- ▶ La Plateforme islamique de sécurité alimentaire transformera le dispositif actuel du projet Adahi (distribution des viandes sacrificielles aux bénéficiaires) non seulement pour acheminer et gérer les viandes, mais aussi pour aider et soutenir à court terme tous les musulmans pauvres souffrant de faim aiguë. L'utilisation de l'excédent du projet Adahi en 2020 et de la technologie de la chaîne de blocs (blockchain) avec de grands livres ouverts pour la passation de marchés et la distribution, sera une première dans le monde, ce qui renforcera la confiance et la transparence et rendra la Plateforme compétitive au niveau mondial.
- ▶ L'utilisation de la technologie de la chaîne de blocs pour la passation de marchés établira une norme d'excellence pour les programmes de sécurité alimentaire au niveau mondial et servira de moyen de promotion de l'utilisation de cette technologie dans les industries agroalimentaires des pays membres.
- ▶ La Plateforme islamique de sécurité alimentaire est un élément crucial de l'édification de chaînes de valeur agroalimentaires résilientes et dynamiques dans le monde musulman, compte tenu des immenses ressources disponibles dans les différents pays.
- ▶ Les réserves alimentaires mondiales proposées fourniront l'assistance immédiate aux pays confrontés aux catastrophes et apporteront des solutions aux pénuries alimentaires dans les pays membres. Elles constitueront également une alternative de stockage physique pour les pays membres, en bénéficiant d'économies d'échelle et en utilisant les infrastructures existantes. Enfin, la Plateforme développera l'industrie agricole en amorçant une production agricole locale dans les pays membres.
- ▶ La hausse de croissance par la productivité doit être réalisée pour éviter la famine et la famine généralisée à long terme. La plateforme





réduira donc les écarts de rendement et les écarts entre l'offre et la demande dans les pays membres grâce à l'augmentation de la productivité alimentaire.

► L'écart de rendement, qui est un problème de taille en Afrique et dans une moindre mesure en Asie, sera réduit en encourageant les investissements à adopter des variétés à haut rendement, résistantes aux parasites et à la sécheresse. La Plateforme encouragera également la production locale en mettant les agriculteurs locaux en contact avec les marchés mondiaux et en approvisionnant les réserves à partir de ces marchés. En conséquence, la dépendance des pays membres aux importations de produits alimentaires sera réduite.

► Un système d'information commercial efficace et performant est nécessaire pour l'exécution réussie des réserves mondiales proposées. Les agriculteurs des pays en développement n'ont toujours pas accès à des informations commerciales fiables, malgré l'introduction des technologies de l'information dans de nombreux pays. Ils pourront s'appuyer sur la plateforme de la chaîne de blocs de la BID pour obtenir des informations en temps utile et mieux s'intégrer au marché.

► Des mesures seront prises non seulement pour garantir la sécurité alimentaire des pays membres, mais

aussi pour renforcer les échanges entre eux et dans le monde. La Plateforme aidera l'industrie agroalimentaire à prospérer en stimulant le commerce entre les pays membres et en renforçant leur compétitivité grâce à la coopération régionale.

RÉSULTATS

► La plateforme proposée protégera les populations vulnérables des pays membres contre l'insécurité alimentaire et préservera les pays importateurs des effets néfastes de l'instabilité des prix sur le marché alimentaire mondial. Les stocks alimentaires commenceront par le riz et s'étendront ensuite à d'autres céréales, telles que le blé et le maïs.

INVESTISSEMENT

► En créant les réserves alimentaires islamiques, la BID va :

- détenir les principales réserves alimentaires humanitaires des communautés et pays musulmans dans le monde ;
- préparer les communautés et pays musulmans aux crises alimentaires et aux chocs des prix ; et
- constituer progressivement une chaîne de valeur agroalimentaire par la production, la consommation et le commerce dans et entre les pays membres.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

45 millions des personnes
les plus vulnérables au monde
vivent dans les pays membres

connaissant un déficit
alimentaire annuel de
67 millions de dollars

PLATEFORME ISLAMIQUE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La plateforme est un élément
crucial de l'édification de
**chaînes de valeur
agroalimentaires**
résilientes et dynamiques dans
le monde musulman



Unités médicales itinérantes du Programme KAAP

Une initiative de la BID pour lutter contre la pauvreté apporte une aide indispensable aux populations isolées dans de nombreux pays membres.

OBJECTIF

- ▶ Dans la plupart des pays membres, le secteur de la santé est confronté à de multiples difficultés pour fournir des services de qualité répondant aux besoins des populations, en particulier les pauvres en milieu rural, les personnes âgées, les très jeunes, les handicapés et les malades chroniques. Les indicateurs de santé des groupes les plus marginalisés sont moins bons que ceux de la population dans son ensemble, ce qui témoigne de profondes inégalités auxquelles le système ne répond pas à l'heure actuelle.
- ▶ Feu le roi Abdullah bin Abdulaziz avait confié à la BID la mise en œuvre du Programme Fael Khair (devenu *King Abdullah bin Abdulaziz Programme for Charity Works - Programme Roi Abdullah bin Abdulaziz pour les œuvres caritatives ou KAAP*) en faveur des personnes pauvres et défavorisées.

Le projet d'unités médicales itinérantes contribue à la réalisation de l'ODD 3, en mettant l'accent sur la réduction des maladies transmissibles liées à la mortalité infantile et maternelle.

Ce programme est exécuté en étroite coordination avec la Fondation humanitaire du Roi Abdullah.

- ▶ Les emplacements des cliniques (dont certains sont équipés d'énergie solaire) dans les zones rurales où les établissements de soins font défaut sont déterminés en coordination avec le gouvernement et les collectivités locales.
- ▶ L'objectif du projet d'unités médicales itinérantes (UMI) est de fournir des soins médicaux à des nécessiteux habitant les zones rurales dans sept pays asiatiques, à l'aide de 75 unités de soins mobiles et à usage polyvalent.
- ▶ Le projet UMI contribue à la réalisation de l'ODD 3, en mettant l'accent sur la réduction des maladies transmissibles liées à la mortalité infantile et maternelle.

MÉTHODE

- ▶ Le Programme KAAP a lancé un projet UMI couvrant les sept pays suivants :
 - Yémen, Inde et Pakistan (15 cliniques chacun)
 - Bangladesh et Afghanistan (10 cliniques chacun)
 - Tadjikistan et Kirghizstan (5 cliniques chacun).
- ▶ En 2019, 8 UMI ont pris la route, offrant des services de santé aux personnes démunies dans les zones rurales des provinces de Khyber Pakhtunkhwa et de Sindh au Pakistan. En 2020, 10 UMI ont été construites au Tadjikistan et au Kirghizstan et devraient être pleinement opérationnelles au cours du second semestre de 2021.
- ▶ Les UMI fournissent divers services médicaux, notamment des soins de santé primaires et secondaires dans certaines cliniques. En plus des interventions rapides et des soins d'urgence en faveur des communautés bénéficiaires, le projet assure la formation du personnel médical chargé de gérer ces cliniques.





► Plus de 1,14 million de personnes bénéficient chaque année du projet UMI qui vise 5,7 millions de patients sur une période de cinq ans dans les sept pays bénéficiaires, lorsque toutes les unités seront pleinement opérationnelles. Ces services permettront de remédier directement à l'absence de services de santé dans les zones rurales et éloignées.

► Le projet viendra en complément aux systèmes de santé et servira de catalyseur pour réaliser à la fois les stratégies de santé locales et les ODD qui s'y rapportent.

► Le projet s'étendra sur une période d'environ sept ans pour chaque pays car il comporte deux phases, la première étant la fourniture des unités (environ deux ans) et la seconde l'exploitation des unités pendant une période minimale de cinq ans, après quoi elles pourront être remises aux autorités/communautés locales.

RÉSULTATS

► La mise en œuvre des UMI est en cours, avec des progrès variables selon les pays participants. Au Bangladesh, au Kirghizstan, au Pakistan et au Tadjikistan, le projet progresse bien, tandis que dans d'autres pays, il n'en est encore qu'à ses débuts.

► À l'exception de l'Inde, où le Programme KAAP traite directement avec les ONG locales, des accords ont été signés avec les gouvernements concernés. Un projet pilote est prévu en Inde, si possible avant la fin de l'année 2021.

► Le Gouvernement de l'Afghanistan a opté pour la création d'un hôpital spécialisé en cardiologie à Kaboul pour traiter les indigents qui ne peuvent pas se permettre de se faire soigner à l'étranger. En plus de l'hôpital, il

a choisi la construction de quatre établissements de soin dans des zones rurales.

► Compte tenu de la situation actuelle qui prévaut au Yémen, le Programme KAAP examine plusieurs alternatives et mécanismes devant lui permettre de reprendre la mise en œuvre du projet.

► Les UMI du Tadjikistan et du Kirghizstan sont prêtes à fonctionner en 2021.

► En ce qui concerne le Pakistan, l'exploitation des cliniques itinérantes a commencé en juillet 2019 avec 8 UMI : 6 pour les soins de santé primaires et 2 pour les services de soins chirurgicaux.

► Au Bangladesh, 6 UMI sont encore en cours de construction, tandis que 3 ont déjà été lancées pour être testées et mises en service. Elles devraient commencer à offrir des services en 2021.

INVESTISSEMENT

► Le lancement du projet UMI a nécessité un montant de 242 millions de dollars, répartis entre l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Inde, le Kirghizstan, le Pakistan, le Tadjikistan et le Yémen.

PROJET D'UNITÉS MÉDICALES ITINÉRANTES

Le projet vise plus de **1,14 million** de bénéficiaires par an et **5,7 millions** de patients sur une période de **5 ans** dans les **7** pays bénéficiaires



Programme BID-FSID d'autonomisation des ONG

La BID a collaboré avec plusieurs partenaires sur le lancement du programme ambitieux BID-FSID d'autonomisation des ONG pour la réduction de la pauvreté. L'objectif est d'autonomiser les organisations de la société civile pour améliorer le bien-être socioéconomique des communautés difficiles à atteindre.

OBJECTIF

► En 2019, la BID a lancé son programme d'autonomisation des ONG pour la réduction de la pauvreté, qui vise à aider les organisations de la société civile des cinquante-sept pays membres à mieux répondre aux besoins des groupes vulnérables, tels que les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays, les orphelins, les personnes handicapées et les plus démunis.

► Le programme est une initiative de transformation innovante qui soutient les interventions de développement, en reliant le travail et l'expérience des organisations de la société civile, des entreprises privées et des investisseurs sociaux spécialisés dans le financement participatif et la chaîne de blocs. Il porte sur :

- l'éducation pour les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays et les orphelins ;
- la création d'emplois ;

Partenaires et acteurs du développement précieux, les organisations de la société civile s'emploient à promouvoir la participation des citoyens, renforcer la durabilité, et alléger la pauvreté pour accélérer la réalisation des ODD.

- le renforcement de la résilience ; et
- le développement des moyens de subsistance.

► Le programme s'emploie à :

- recenser, trier et mettre dans des catégories les organisations de la société civile dans des pays membres précis ;
- renforcer les capacités des organisations de la société civile ciblées ;
- promouvoir les projets innovants et transformateurs dans des domaines thématiques précis ; et
- mettre au point des mécanismes de financement innovants et durables pour les organisations de la société civile à travers le financement participatif et le partenariat.

► Actuellement, le programme apporte son soutien à :

- 115.000 réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays et orphelins pour accéder à une éducation de base de qualité et au développement des compétences nécessaires ; et
- 3.000 familles à revenu faible pour accéder au développement des moyens de subsistance communautaires grâce à des activités génératrices de revenus.

MÉTHODE

► Au cœur du programme se trouve la plateforme internationale *Tadamon* qui fournit un outil d'autonomisation des organisations de la société civile et de réseautage dans les cinquante-sept pays membres de la BID, grâce à la visibilité, au financement, au renforcement des capacités et aux connaissances.

► *Tadamon* sert de cadre pour les citoyens et le secteur privé ; elle devrait faciliter le soutien financier des efforts humanitaires et de développement des organisations de la société civile. A cette fin, de nombreuses campagnes de financement participatif à partir de plusieurs plateformes de financement participatif existantes sont mises en lien.



- ▶ Avec 10.000 personnes qui suivent la plateforme, *Tadamon* s'engage à relier les efforts de tous ses partenaires pour bâtir des communautés plus fortes et aider les plus vulnérables.
- ▶ Axée sur une approche innovante, le modèle à impact de *Tadamon* englobe six dimensions :
 - **Innovation** - faciliter et appuyer les idées innovantes susceptibles d'être transposées à grande échelle, renforcer le développement humanitaire, et appuyer la résilience.
 - **Mobilisation de ressources** – utiliser des mécanismes de financement de pointe à caractère flexible, tels que le financement participatif et le financement social islamique, afin de forger des partenariats sur plusieurs voies devant répondre aux besoins essentiels et créer une source durable de soutien pour les groupes vulnérables.
 - **Promotion** - faire connaître et présenter les idées et les résultats percutants des organisations de la société civile afin de transposer à grande échelle les résultats de développement, et ainsi mettre en exergue les progrès et résultats obtenus par des partenaires au moyen du Forum des organisations de la société civile du Groupe de la BID.
 - **Appui** - aider et autonomiser les organisations de la société civile dans les pays membres par le renforcement des capacités institutionnelles pour répondre efficacement aux besoins des pays membres.
 - **Mise en lien** - connecter et rassembler des réseaux d'acteurs du développement grâce au recensement et au tri des organisations de la société civile, ainsi que le partage des connaissances, de l'expérience, des meilleures pratiques et des informations.
 - **Transformation** - investir dans des projets et des idées de transformation propres à améliorer les conditions socioéconomiques des communautés difficiles à atteindre.

RÉSULTATS

- ▶ À ce jour, au moins vingt-quatre pays membres ont officiellement approuvé et soutenu le programme.

▶ Le programme a recensé et trié plus de 600 organisations de la société civile dans les pays membres.

▶ Douze programmes nationaux de sensibilisation, de financement participatif et de renforcement des capacités sont lancés dans les pays membres. Il s'agit entre autres d'ateliers d'introduction au recensement des organisations de la société civile dans six pays membres, à savoir l'Indonésie, le Liban, le Maroc, le Kazakhstan, la Somalie et la Tunisie.

▶ Un programme de renforcement des capacités d'enseignement à distance a été mis en place en partenariat étroit avec la BID, *Save the Children* et *Humanitarian Leadership Academy*. Ce programme appuiera les capacités et les efforts que déploient les organisations de la société civile pour lever des fonds, gérer, mettre en œuvre, assurer le suivi et évaluer des projets destinés aux communautés.

▶ Plus de 800.000 dollars ont été mobilisés grâce à la plateforme *Tadamon* pour soutenir les communautés difficiles à atteindre. Sont comptés à l'actif de la plateforme les résultats ci-après :

- Renforcement de l'accès de 50.000 réfugiés et orphelins à l'éducation de base de qualité et aux développement des compétences pertinentes.
- Soutien à 3.000 famille à revenu faible pour accéder au développement des moyens de subsistance communautaires grâce à des activités génératrices de revenus.
- Mobilisation davantage de ressources grâce à l'accès au financement innovant, tel que le partenariat, le financement participatif et les chaînes de blocs.
- Organisation de cinq ateliers de renforcement des capacités pour intégrer la gestion des situations de fragilité, de conflit et de catastrophe et faire participer la société civile aux opérations.

INVESTISSEMENT

▶ Le coût total du programme, qui a été lancé en septembre 2019, est de 21 millions de dollars. Plusieurs partenaires de développement, dont la Banque africaine de développement, le

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, *Save the Children International*, *Plan International* et *Spark y* ont apporté des contributions techniques et financières.

- FSID : 10 millions de dollars (subvention pour le démarrage)
- PNUD : 1,61 million de dollars
- ONG internationales : 7,31 millions de dollars
- Organisations de la société civile participantes : 2,11 millions de dollars (valeur des contributions en nature)

▶ Grâce à des financements innovants et à la plateforme *Tadamon*, le programme continuera d'augmenter les ressources initialement allouées, en faisant appel à des partenaires non-traditionnels, tels que le secteur privé, les fondations, les philanthropes et les mécanismes de financement innovants. Le financement participatif a le potentiel de générer des ressources s'élevant à 20 millions de dollars.

▶ Face à la pandémie à coronavirus, la BID a lancé le Programme d'accélération de la riposte des organisations de la société civile, dont l'objectif est d'aider dix-sept pays membres à prévenir, endiguer et faire face aux effets négatifs immédiats et à moyen terme de la pandémie à coronavirus. En outre, un guichet d'accélération de la riposte à la pandémie sur la plateforme *Tadamon* a jusqu'à présent permis de lever plus de 24,5 millions de dollars en engagements effectifs de la part de partenaires en faveur de onze pays membres avec une population cible de 7,3 millions de bénéficiaires vivant dans des communautés vulnérables.

PLATEFORME TADAMON

Plus de **800.000**
dollars ont été mobilisés
grâce à la plateforme
Tadamon pour aider les
communautés difficiles
d'accès



Politique de développement de la jeunesse

La BID a lancé trois initiatives liées aux jeunes dans les pays membres, ce qui renforce sa capacité à répondre à leurs besoins.

OBJECTIF

► Les jeunes dans les pays membres sont confrontés à des défis de taille qui vont de l'extrême pauvreté, au manque d'éducation et au chômage. En moyenne, la BID alloue chaque année environ 8 % de son soutien financier aux projets et programmes de développement des jeunes. Elle mène actuellement trois grandes initiatives liées aux jeunes :

- la Stratégie de développement de la jeunesse, qui définit un cadre stratégique ciblé et complet pour le développement des jeunes dans les pays membres ;
- le Groupe de travail sur le développement de la jeunesse, qui plaide la cause des jeunes et fournit une plateforme pour le partage des connaissances sur les meilleures pratiques ; et
- la Plateforme d'employabilité des jeunes (YEP !), qui met en lumière les bonnes

Résoudre les problèmes des jeunes est une tâche de longue haleine qui nécessite l'intervention du gouvernement, laquelle devrait être soutenue par les institutions de développement et guidée par la voix des jeunes eux-mêmes.

pratiques et stratégies de renforcement des compétences des jeunes à la recherche d'emplois, dans les pays membres.

- L'objectif principal de la Stratégie de développement de la jeunesse qui est un document intégré, est de garantir que les efforts et les ressources de la BID sont orientés vers le progrès socio-économique des jeunes dans les pays membres. Spécifiquement, la stratégie entend accompagner les jeunes des deux sexes, pour devenir :
 - productifs et économiquement autonomes, à même de contribuer au développement de leurs sociétés ; et
 - engagés et responsables, capables d'assumer des rôles de leadership.

► La stratégie repose sur trois piliers, à savoir l'éducation, l'autonomisation économique et l'engagement. Ces piliers devraient équiper les jeunes des moyens d'agir et d'accepter la responsabilité d'œuvrer pour la croissance, la création de la valeur et le développement socio-économique de leurs sociétés.

► Le Groupe de travail sur le développement de la jeunesse a été établi en 2019 pour apporter des solutions à des problèmes spécifiques aux jeunes, en s'appuyant sur l'expérience collective et l'engagement d'entités de développement précises.

► Le groupe compte des représentants de BMD et d'organisations internationales de développement qui plaident la cause des jeunes et cherchent à renforcer la synergie par un large éventail d'interventions de développement des jeunes.

► Les membres du groupe sont la BID, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la BERD, la Banque interaméricaine de développement, la GIZ, le Centre du commerce international, l'OIT, l'OCDE, l'UNESCO, le PNUD, l'UNICEF et le DAES.

► Créée en avril 2019, la Plateforme d'employabilité des jeunes est un espace en ligne de partage des connaissances, mis à la disposition des organisations





orientées vers le développement des jeunes, les gouvernements et les décideurs, les organisations dirigées par des jeunes et axées sur les jeunes, les agences donatrices, les organisations de la société civile, les organisations multilatérales, les entités du secteur privé, les établissements d'enseignement, etc.

► La plateforme fait référence à l'employabilité plutôt qu'à l'emploi car son objectif va au-delà de l'obtention d'un emploi. Elle se concentre davantage sur la création d'un environnement et d'un écosystème propices, y compris les attitudes, les compétences, les fonctions et les structures nécessaires pour soutenir et améliorer la croissance économique.

MÉTHODE

► La Stratégie de développement de la jeunesse s'emploie à répondre à tous les besoins d'éducation des jeunes à travers des interventions dans l'infrastructure socio-économique et le développement social inclusif. Elle favorise l'autonomisation économique des jeunes par des programmes d'infrastructure socio-économique, la finance islamique, le développement du secteur privé et le développement social inclusif. Elle apporte également un soutien aux pays dans leurs efforts pour développer des mécanismes visant à promouvoir un environnement propice à la participation des jeunes.

► En mettant l'accent sur l'éducation et l'autonomisation économique, le Groupe de travail sur le développement de la jeunesse remplit son rôle par :

- le partage d'informations et d'expériences ;
- l'amélioration et l'application des méthodes découlant des bonnes pratiques ;

- l'utilisation des mécanismes d'évaluation par les pairs ;
- l'exploration de domaines de collaboration et de mise en œuvre ;
- l'adoption d'un programme commun pour faire avancer les questions de développement des jeunes ; et
- le soutien aux stratégies intégrées pour faire participer les jeunes.

► La plateforme YEP ! s'inscrit dans le droit fil de deux piliers du Programme quinquennal du Président, à savoir la sensibilisation et la mise en relation. Elle traite de la question d'employabilité des jeunes dans les chaînes de valeur mondiales des industries que la BID soutient, contribuant ainsi aux connaissances produites dans le domaine du développement des jeunes. Pour ce faire, la plateforme :

- met l'accent sur les industries concernées ;
- adopte une portée et une taille équilibrées dans les projets ; et
- tient compte de la représentation géographique.

RÉSULTATS

► La Stratégie de développement de la jeunesse met l'accent sur des interventions aux niveaux stratégique, opérationnel et de programmation de pays. Elle privilégie la collaboration avec d'autres organisations de développement pour mobiliser des ressources et tirer parti de l'expertise technique et faire avancer la cause du développement des jeunes.

► L'impact recherché consiste à ériger la BID en partenaire de choix crédible dans le développement des jeunes, en appuyant les réseaux des jeunes, en s'associant à des groupes de jeunes, et en facilitant les opportunités de volontariat. Des mécanismes de communication et de sensibilisation sont mis en place pour promouvoir l'adhésion et créer un sentiment d'appropriation chez les bénéficiaires.

► Pendant la pandémie à coronavirus, YEP ! a été utilisé pour renforcer les connaissances sur l'impact de la pandémie sur les jeunes. Le Blog de la riposte de la BID contre la pandémie est une initiative de partage de connaissances en ligne destinée à répertorier les efforts déployés au sein de la BID et les initiatives qu'elle met en œuvre à cet égard.

► Les récits de ces organisations sont présentés sur le blog.

► Depuis son lancement, le Groupe de travail sur le développement de la jeunesse a pris part à trois événements de partage de connaissances :

- Lancement par l'OCDE du rapport mondial intitulé « La gouvernance au service des jeunes, de la confiance et de la justice intergénérationnelle ».
- Présentation par le Secrétariat du Commonwealth sur les priorités stratégiques des États membres du Commonwealth, avec un accent particulier sur les politiques liées à la jeunesse fondées sur des preuves et l'outil de l'Indice du développement de la jeunesse.
- Webinaire du groupe sur la riposte des jeunes contre la pandémie à coronavirus.

INVESTISSEMENT

► Les investissements récents de la BID dans les programmes de développement de la jeunesse comprennent :

- le programme d'alphabétisation professionnelle (500 millions de dollars) ;
- le programme d'appui à la microfinance (500 millions de dollars) ;
- le programme de soutien à l'emploi des jeunes (250 millions de dollars) ;
- l'initiative d'éducation pour l'emploi (250 millions de dollars) ; et
- l'éducation pour la compétitivité (300.000 dollars).

PERSPECTIVES POUR L'EMPLOI ET LE SOCIAL DANS LE MONDE

Le rapport Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde, publié par l'OIT en 2018, fait état d'un taux de chômage chez les jeunes dans le monde de **13 %, soit un taux trois fois plus important que celui des **4,3 %** chez les adultes**

Saudi Gelatin and Capsules Co.

L'industrie mondiale de la gélatine extraite du porc et utilisée comme ingrédient dans la plupart des produits alimentaires de base, les bonbons pour enfants et les glaces, est pratiquement l'exclusivité de la Chine, l'Europe et l'Occident en général. Comme alternative à ce produit interdit par la charia, le Royaume d'Arabie saoudite a décidé d'utiliser les carcasses des animaux immolés pendant la période du hadj, qui étaient auparavant jetés dans les décharges et polluaient les lieux saints, pour produire de la gélatine halal. Cette initiative serait à l'avantage des consommateurs musulmans et contribuerait à préserver la pureté des lieux saints.

OBJECTIF

- ▶ Fournir un produit halal de qualité mondiale à partir de l'usine de gélatine de La Mecque
- ▶ Établir une marque de premier plan dans l'univers des industries de produits alimentaires et de gélatine pharmaceutique halal
- ▶ Faire évoluer le projet vers la rentabilité pour garantir sa pérennité
- ▶ Répondre aux besoins en produits de gélatine d'abord en Arabie saoudite, puis dans la région arabe, de la meilleure manière possible et en respectant les normes de qualité internationales les plus rigoureuses

Comme alternative à la gélatine extraite du porc, le Royaume d'Arabie saoudite a décidé d'utiliser les carcasses des animaux immolés pendant la période du hadj pour produire de la gélatine halal.

- ▶ Créer une nouvelle industrie nationale : « Made in Saudi Arabia » et « Made in Makkah », conformément à la Vision 2030
- ▶ Recruter des employés saoudiens pour tirer parti de la vaste expérience du personnel actuel de l'entreprise
- ▶ Conforter la position de l'Arabie saoudite en tant que leader régional des industries alimentaires et pharmaceutiques halal

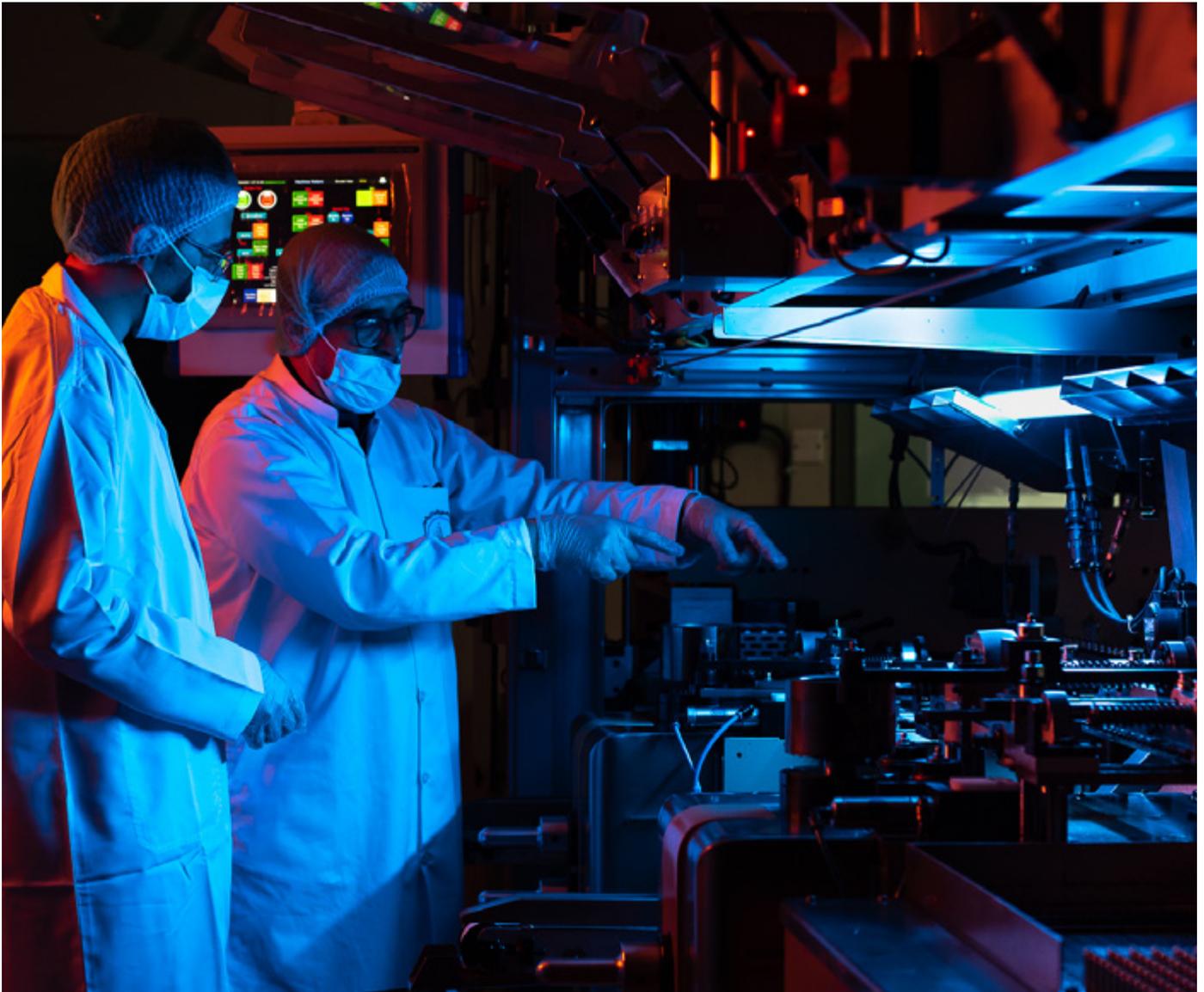
MÉTHODE

- ▶ Maintenir l'innovation et le développement pour les produits de gélatine halal, en adoptant les normes de qualité les plus rigoureuses
- ▶ Respecter les bonnes pratiques de fabrication (norme GMP)
- ▶ Promouvoir les valeurs d'intégrité et de responsabilité
- ▶ Adopter des normes de qualité et de sécurité
- ▶ Nouer des partenariats stratégiques

RÉSULTATS

- ▶ La seule usine du genre dans toute la région du Golfe
- ▶ La grande expérience de la première génération, entre 20 et 25 ans, dans la fabrication de capsules dans la région, et son transfert progressif aux citoyens de la deuxième génération
- ▶ La seule entreprise de la région qui possède un équipement de pointe pour le tri et l'inspection automatique des capsules, ce qui rend les défauts de fabrication pratiquement nuls





- ▶ La réduction du temps de trempage des peaux de mouton, de chèvre et de vache dans l'usine de gélatine, en utilisant la méthode alcaline mondialement reconnue, de 40 à 5-7 jours seulement, ce qui a un effet évident sur la réduction des coûts de fabrication
- ▶ Une longueur d'avance mondiale dans l'extraction de la gélatine à partir des peaux de moutons, de chèvres et de vaches, conformément aux normes de qualité internationales
- ▶ La production de différents types de gélatine halal (pharmaceutique, nutritionnelle et industrielle)
- ▶ La production de capsules de gélatine dure de tailles différentes et

sûres au plan pharmaceutique (0, 1, 2, 3, 4), qui sont faciles à avaler et se dissolvent sans danger dans l'estomac

INVESTISSEMENT

- ▶ Importation d'équipements et d'accessoires de fabrication de capsules de dernière génération auprès de la plus grande et la plus célèbre société de fabrication, de fourniture, d'appui technique et de solutions technologiques du monde
- ▶ Échanges à l'échelle mondiale, alliances et partenariats techniques avec les deux plus grandes entreprises mondiales, l'une spécialisée dans la production de gélatine et l'autre dans l'équipement, les solutions et l'assistance pour la fabrication de capsules.

PRODUCTION MANUFACTURIÈRE

Différents types de gélatine halal (pharmaceutique, nutritionnelle et industrielle)

Capsules de gélatine dure, sans risque et de tailles diverses (0, 1, 2, 3, 4)



ÉDIFIER UNE ORGANISATION AGILE

Introduction

La bonne gouvernance d'une banque multilatérale de développement nécessite l'engagement à mener constamment des évaluations pour décider de ce qui a été pertinent et de ce qui gagnerait à être changé, afin de dégager une vision viable pour l'avenir.

Effectuée dans le cadre des travaux qui ont précédé la préparation de la Stratégie décennale devenue par la suite le point de mire de la BID pour les dix prochaines années, l'évaluation du parcours des quarante années d'existence de la Banque a débouché sur trois messages clairs :

- ▶ **Nous voulons que la BID soit à l'avant-garde du développement** - capable d'anticiper les besoins et les défis, afin d'ouvrir de nouveaux horizons pour une croissance durable dans les domaines où les pays membres peuvent certainement obtenir un avantage comparatif.
- ▶ **Nous voulons que la BID soit proactive** - capable d'agir en catalyseur pour défendre et promouvoir les objectifs communs des pays membres, mobiliser des ressources pour les plus nécessiteux, et créer des solutions de développement complètes qui s'attaquent non seulement aux symptômes, mais aussi aux causes profondes.
- ▶ **Nous voulons que la BID soit rapide et adaptive** - capable de déployer rapidement le financement du développement là où cela est nécessaire, sans perdre de vue les priorités émergentes en agissant en force unique qui coordonne l'action des membres affiliés au Groupe de la BID.

Pour répondre à ces attentes, le Groupe de la BID s'est lancé dans un programme stratégique de transformation institutionnelle afin de devenir une organisation plus efficace et plus agile, qui agit en catalyseur de développement. Le Groupe de la BID a entrepris de nombreuses initiatives importantes de rationalisation et repensé de manière profonde et originale les relations entre les coûts d'exploitation, la rentabilité financière, l'impact de développement et le bien-être des personnes.



**Assurer une croissance axée
sur la durabilité**







Modèle de viabilité financière

Le modèle de viabilité financière appuie la mise en œuvre de la Stratégie décennale de la BID et du Programme quinquennal du Président, sans compromettre la viabilité financière de l'institution.

OBJECTIF

- ▶ Face à la crise financière de 2008, les banques multilatérales de développement ont augmenté leurs financements aux pays membres.
- ▶ La BID a adopté une croissance annuelle linéaire des approbations pour augmenter ses financements aux pays membres. Maintenu au fil des ans, cette croissance a *in fine* porté les approbations à un niveau qui est au-delà de ses moyens et capacités. En effet, l'augmentation des approbations s'est traduite par la détérioration des ratios financiers clé, tel que le ratio du capital pondéré en fonction des risques.
- ▶ En conséquence, des engagements de plus de 20 milliards de dollars ont constitué sur le fond des décaissements déjà lents, de sérieuses pressions financières, mettant en péril la note de crédit « AAA » de la BID.
- ▶ Au moment du lancement de l'initiative du Modèle de viabilité financière en 2017, il était estimé que la BID pourrait subir une révision à la baisse de sa note de crédit dès 2019. Ce risque serait matérialisé si la BID n'avait pas agi de manière proactive en 2017.

Le Modèle de viabilité financière permet de calculer le seuil des nouveaux financements que la BID peut gérer à tout moment, sans perdre de vue les différentes contraintes opérationnelles et financières.

- ▶ Le nouveau modèle s'intègre pleinement à l'infrastructure des systèmes internes de la BID et offre des capacités d'analyse de scénarii plus importantes et dynamiques.

MÉTHODE

- ▶ Le Modèle de viabilité financière permet de dégager des projections de la situation financière de la BID sur dix ans et des ratios prudentiels. Il s'appuie sur une approche ascendante détaillée, utilisant une méthodologie prédéterminée pour le calcul du seuil des nouveaux financements que la BID peut gérer à tout moment, sans perdre de vue les différentes contraintes opérationnelles et financières. Les informations obtenues constituent la base sur laquelle la capacité d'engagement est définie dans le Programme de travail intégré et sont également utilisées pour éviter tout effet négatif sur le bilan.
- ▶ Le Modèle se veut une plateforme qui réunit tous les volets du modèle d'entreprise de la BID, notamment les opérations, les investissements et la mobilisation de ressources. Il y est procédé selon une démarche unifiée et consolidée, dans un cadre unique, l'objectif étant d'assurer le suivi des principaux indicateurs de risque financier de la BID et la viabilité financière à long terme de cette dernière. Pour ce faire, des prévisions fiables de différents scénarii aussi bien en conditions normales que défavorables sont effectuées.
- ▶ Le Modèle fournit à la BID l'analyse des coûts et des avantages de la mise en œuvre de tout plan d'atténuation des risques.
- ▶ Le Modèle a été mis au point selon un processus de recensement rigoureux qui tient dûment compte des différents liens entre les projets et les investissements individuels, d'une part, et leurs incidences sur le portefeuille, d'autre part.
- ▶ Conçu pour aider la Direction de la BID dans l'évaluation de nouvelles initiatives stratégiques, le Modèle tient compte du corollaire entre les diverses activités et leurs incidences sur le bilan de la BID.





► Le Modèle se veut une application autonome, assortie de fonctionnalités avancées, opérant dans un environnement plus sécurisé.

RÉSULTATS

NOTATION DE CRÉDIT

► Quatre agences de notation de crédit reconduisent chaque année, depuis l'adoption du Modèle, la note de crédit « AAA » de la BID.

► Les principaux ratios prudentiels, notamment l'adéquation des fonds propres et le levier financier, sont maintenus dans les limites des seuils internes prescrits et des exigences de la note de crédit « AAA ».

CONTRÔLE ET SUIVI

► Des rapports trimestriels actualisés sur la situation financière de la BID sont soumis au Conseil des Directeurs exécutifs et à la Direction de la BID afin de mettre en œuvre les mesures correctives éventuelles en temps opportun.

► Les niveaux des approbations et des décaissements sont définis chaque année selon la Stratégie de viabilité financière.

► Les besoins en liquidité et en capitalisation font l'objet de calcul et de suivi, ce qui permet à la BID de mener ses opérations, sans compromettre sa viabilité financière, aussi bien dans des conditions de marché normales que défavorables, telles que la crise de la pandémie à coronavirus.

► Des recommandations sont formulées pour optimiser le portefeuille des opérations et maintenir les engagements de la BID à des niveaux acceptables.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

► L'élaboration de politiques financières d'importance stratégique, telles que la Politique de gestion des fonds liquides et la Politique relative aux arriérés des opérations, est sous-tendue par une évaluation quantitative pointue.

► Une évaluation quantitative détaillée, axée sur la stratégie de croissance de la

BID, a été entreprise, afin de déterminer la taille de la sixième augmentation générale de capital.

► Les retombées aussi bien financières que sur les fonds propres de divers nouveaux produits et initiatives ont été évaluées.

INVESTISSEMENT

► L'investissement de la BID dans une infrastructure de systèmes informatiques améliorée permet de dégager les intrants nécessaires au fonctionnement du Modèle.

► Les rapports périodiques actualisés sur le Modèle font également état des activités de renforcement des capacités de la Direction et des parties prenantes internes.

► Un montant de 17.000 dollars a été investi pour valider par un expert externe la solidité du Modèle et son alignement sur les normes du marché.

NOTATION DE CRÉDIT

4 agences de notation de crédit reconduisent chaque année, depuis l'adoption du Modèle, la note de crédit « **AAA** » de la BID

VIABILITÉ FINANCIÈRE

Le Modèle de viabilité financière fournit le cadre analytique permettant de garantir la viabilité financière de la BID sur le **moyen** et le **long terme**

Premiers soukook verts de la BID

Le lancement des premiers soukook verts de la BID a réaffirmé l'engagement de celle-ci à remplir le rôle de catalyseur sur le marché mondial des capitaux islamiques

OBJECTIF

► Au niveau mondial, l'émission d'obligations labellisées a atteint environ 1.000 milliards de dollars en 2019, les obligations vertes représentant au total 77 % de ce marché, établissant ainsi un nouveau record annuel mondial en 2019, avec des émissions d'une valeur de 258 milliards de dollars. Les émissions de soukook verts se sont chiffrées à environ 3 milliards de dollars en 2019, soit 1 % des émissions mondiales d'obligations vertes.

► La BID a fait son entrée sur le marché des obligations vertes en émettant ses premiers soukook verts en novembre 2019, pour une valeur d'un milliard d'euros. Cette initiative réaffirme l'engagement de longue date de la BID à jouer le rôle de catalyseur sur le marché mondial des capitaux islamiques grâce à des solutions de financement innovantes, et ce, afin d'aider les pays membres à réaliser les ODD.

Le Programme de développement à l'horizon 2030 exige l'adoption d'instruments de financement alternatifs pour combler le déficit de financement pour les ODD à l'échelle mondiale. Les soukook verts de la BID constituent un instrument de financement innovant à cette fin.

► Les certificats de fiducie islamiques adossés à des actifs financeront les secteurs des ODD dans les pays membres de la BID au moyen de financements innovants au profit de onze projets :

- Énergie renouvelable
- Transport propre
- Efficacité énergétique
- Prévention et contrôle de la pollution
- Gestion écologiquement durable des ressources naturelles vivantes et de l'utilisation des sols
- Gestion durable de l'eau et des eaux usées.

► L'initiative servira à diversifier davantage les sources de financement de la BID en mobilisant des fonds pour des projets « verts » dans les pays membres, contribuant ainsi à combler le déficit de financement des ODD. En conséquence, la visibilité de la BID en tant qu'émetteur vert a été fortement renforcé sur des marchés financiers jusqu'alors inexploités. C'est ce qui répond également aux exigences du volet « Sensibilisation » du Programme quinquennal du Président.

MÉTHODE

► Le nouveau modèle d'entreprise de la BID met l'accent sur la mise à profit de la finance islamique innovante pour renforcer la capacité des pays membres à réaliser les ODD. L'introduction des soukook verts est conforme à ces objectifs et valeurs.

► Les soukook ont été classés comme « verts » selon les principes des obligations vertes (Green Bonds Principles) définis par l'Association internationale des marchés de capitaux.

► Les certificats ont été acquis par des investisseurs institutionnels.

► L'émission a permis de mobiliser au total un milliard d'euros, reçus des investisseurs en échange des certificats de fiducie. Ce montant a ensuite été entièrement affecté au financement ou au refinancement de dix projets verts dans les catégories décrites ci-dessus.

► Le lancement des premiers soukook verts de la BID réaffirme l'engagement ferme de celle-





ci à remplir le rôle de catalyseur sur le marché mondial des capitaux islamiques grâce à des solutions innovantes qui aident les pays membres à réaliser les ODD.

- ▶ Les investissements ciblés ont pour but de garantir que des Objectifs spécifiques de développement durable sont atteints par le biais des interventions de la BID dans les pays membres.
- ▶ Le cadre de financement durable de la BID est aligné sur les principes des obligations vertes, les principes des obligations sociales et les directives sur les obligations durables de l'Association internationale des marchés des capitaux. Cela a permis à la BID de :
 - émettre des soukook verts, sociaux et de durables ;
 - obtenir sa première note des risques liés à l'environnement, la société et la gouvernance de Sustainalytics, avec un score de risque faible de 11,5 sur 100 % ; et
 - recevoir un deuxième avis indépendant favorable au cadre de financement durable émis par CICERO, réalisant

une nuance de vert moyen, un résultat aligné sur celui d'autres agences souveraines supranationales, notamment la SFI, la KfW et la MuniFin.

RÉSULTATS

- ▶ Les soukook verts de la BID sont les premiers soukook verts cotés « AAA » dans le monde.
- ▶ La BID a réalisé le plus faible taux de profit jamais atteint sur ses soukook.
- ▶ Une Banque centrale européenne a acquis les soukook verts.
- ▶ Cette initiative s'inscrit en droite ligne avec les objectifs du Programme quinquennal du Président et du nouveau modèle d'entreprise de la BID, au titre de l'axe de « Capitalisation », en assurant sa croissance.
- ▶ La visibilité de la BID sur le marché en tant qu'émetteur vert s'est sensiblement renforcée, ce qui lui a permis de parvenir

à des catégories d'investisseurs jusqu'alors inexploitées.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le fonds mobilisés grâce aux soukook verts, un milliard d'euros, sont exclusivement destinés à des projets touchant à divers secteurs des ODD dans les pays membres. Les rendements sont à long terme et intangibles, car l'émission :
 - accroît la visibilité de la BID en tant que « financeur du développement » en mettant l'accent sur les ODD ; et
 - montre comment les instruments financiers islamiques peuvent jouer un rôle important dans le financement des ODD.
- ▶ L'initiative a aidé la BID à attirer de nouveaux investisseurs de la sphère des acteurs sensibles aux dimensions de l'environnement, de la société et de la gouvernance et des investissements socialement responsables, notamment de l'Europe et du Japon.

ÉMISSION D'OBLIGATIONS DURABLES

La valeur des obligations durables à l'échelle mondiale a atteint en 2019 environ 1.000 milliards de dollars. Les obligations vertes y ont représenté 77 %

SOUKOOK VERTS DE LA BID

La BID a émis ses premiers soukook verts en novembre 2019, pour une valeur de 1 milliard d'euros

Cadre de politique de gestion financière des projets

La gestion financière fait partie intégrante du processus de développement du secteur public et garantit la reddition des comptes et l'efficacité dans la gestion des ressources des pays membres. C'est pourquoi la BID a conçu un ensemble solide de directives de gestion financière des projets qui l'aidera également dans ses interventions.

OBJECTIF

- ▶ La diligence raisonnable en matière de gestion financière des projets est cruciale lors de la préparation des projets. Elle permet de garantir que les modalités de mise en œuvre des projets reflètent correctement les capacités des bénéficiaires et les moyens dont ils disposent.
- ▶ Au niveau opérationnel, le cadre souligne la nécessité d'améliorer la qualité à l'entrée de tous les projets financés par la BID.
- ▶ La BID s'engage à faire en sorte que les équipes des projets financés soient dotées des moyens nécessaires pour aider les bénéficiaires à mettre au point des systèmes solides de gestion financière des projets. Il s'agit de la familiarisation des parties prenantes aux projets avec les politiques et procédures de gestion financière de la BID, et ce grâce à la collaboration avec le personnel compétent sur le terrain.
- ▶ La BID a récemment achevé l'élaboration d'un cadre de politique de gestion financière

Au sein du nouvel écosystème décentralisé de la BID, le cadre de politique de gestion financière des projets permet une forte intervention auprès des pays membres à travers les centres régionaux.

des projets, lequel cadre énonce divers principes qui régissent la gestion financière de la BID appliquée dans les pays membres.

- ▶ Le cadre énonce quatre objectifs fondamentaux, à savoir :
 - assurer la qualité de la gestion financière du projet tout au long de son cycle ;
 - contribuer à fournir une assurance raisonnable sur l'utilisation des fonds de la BID ;
 - aider les pays membre à améliorer leur performance et renforcer leur capacité en matière de gestion des projets, et promouvoir la mise en œuvre efficace des projets ; et
 - harmoniser les pratiques de gestion financière avec d'autres banques multilatérales de développement et institutions financières.

MÉTHODE

- ▶ Pour atteindre les objectifs énoncés ci-dessus, la BID a récemment achevé la préparation d'un cadre de politique de gestion financière des projets qui comprend divers principes régissant la gestion financière de la BID dans les pays membres.
- ▶ À la base du cadre est une approche axée sur la gestion des risques, exigeant l'évaluation adéquate des principaux risques liés à la gestion financière des projets et leur identification comme inhérents aux projets, au contrôle, ou en tant que risques résiduels. Ces trois types de risques doivent faire l'objet d'un suivi adéquat lors de la mise en œuvre de tout projet.
- ▶ Le cadre repose sur six principes directeurs qui obligent le personnel chargé des projets au sein de la BID à assumer un rôle actif tout au long du cycle du projet en leur qualité de membres des équipes des projets. Le cadre énonce les sept principes clé ci-après :
 - ▶ Principe 1 - la BID exige que l'accord de financement dispose que le bénéficiaire et les entités chargées de la réalisation des projets financés aient des systèmes de gestion financière acceptables pour la BID ;





- **Principe 2** - une approche axée sur la gestion des risques sera suivie par la BID pour évaluer, identifier et classer les risques ;
 - **Principe 3** - les exigences du cadre doivent être reflétées dans les stratégies de partenariat avec les pays membres ;
 - **Principe 4** - la BID facilitera la mise en œuvre de sa politique de lutte contre la corruption, et ce pour pallier le risque de fraude et de corruption dans le financement des projets ;
 - **Principe 5** - la conformité à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi qu'à la politique d'identification des clients ;
 - **Principe 6** - les pratiques de gestion financière des projets seront harmonisées avec celles d'autres bailleurs de fonds ; et
 - **Principe 7** - lorsque les capacités des systèmes nationaux s'avèrent suffisantes, elles seront utilisées pour œuvrer à la réalisation des objectifs de la Déclaration de Paris, du Programme d'action d'Accra et du Partenariat de Busan.
- La BID adapte ses activités de gestion financière des projets à la qualité et à la capacité des systèmes de gestion financière des bénéficiaires. Le cadre réunit tous les aspects du parcours

de financement afin de bien gérer les ressources et atteindre les résultats de développement escomptés. Les principaux domaines d'intervention sont énumérés ci-après :

- la planification ;
 - la budgétisation ;
 - la comptabilité ;
 - l'information financière ;
 - le contrôle interne ;
 - les modalités d'audit ; et
 - la gestion du flux des fonds.
- La BID s'engage à assurer que ses opérations et activités soient régies par des règles, des procédures et des directives rigoureuses visant à assurer les éléments ci-après :
- la régularité ;
 - la transparence ;
 - l'intégrité ; et
 - la légalité.
- Le rôle de la gestion financière des projets couvre toutes les phases des projets financés par la BID, à savoir :
- l'identification ;
 - la préparation ;
 - l'appréciation préalable ;
 - la réalisation ; et
 - l'achèvement des projets.

RÉSULTATS

- Le document du cadre de gestion financière des projets :
- répond aux risques de gestion financière au titre des projets financés par la BID ;
 - appuie le nouveau modèle d'entreprise de la BID et intègre les meilleures pratiques d'autres banques multilatérales de développement et institutions financières ; et
 - permet à la BID d'œuvrer avec des partenaires mondiaux au renforcement des capacités de gestion financière durables et à l'harmonisation des pratiques des donateurs au sein des pays membres.
- Le cadre permet d'amorcer le débat sur les politiques et les stratégies et d'opérer des choix d'investissement et d'autres formes de soutien informés en faveur des pays membres.
- L'approche de la BID pour la gestion financière des projets renforce l'approche sous-jacente aux stratégies de partenariat avec les pays membres, c'est-à-dire « le même principe pour tout le Groupe de la BID ».

► Les résultats obtenus en 2019 comprennent :

- l'évaluation de la gestion financière de tous les nouveaux projets, et ce dans le but de garantir l'utilisation des fonds aux fins prévues ; et
- la revue de tous les rapports d'audit financier des projets, qui a permis d'identifier les problèmes et les solutions.

INVESTISSEMENT

- Le cadre entend réaliser deux objectifs clé :
- l'amélioration de la performance en termes de gestion financière des projets en tant que facteur clé de développement ; et
 - l'application des dispositions fiduciaires appropriées au soutien financier que la BID fournit aux pays membres.

PRINCIPES CLÉ

**Les systèmes des pays
seront utilisés pour œuvrer
à la réalisation des objectifs
de la Déclaration de
Paris, du Programme
d'action d'Accra et du
Partenariat de Busan**

REVUE DES PROJETS

**100 % des rapports
d'audit financier**



Accréditation de la finance verte

La création de l'infrastructure nécessaire aux chaînes de valeur vertes et de régimes de marché résilients est un élément clé du Programme quinquennal du Président. C'est pourquoi la BID recherche activement l'accréditation auprès des institutions qui appuient la préparation et le financement de projets d'infrastructure verte.

OBJECTIF

- Le Programme quinquennal du Président envisage la transformation de la BID de banque de financement souverain en une institution capable de catalyser le financement privé en faveur de projets de développement. La démarche du Programme consiste à créer des marchés destinés aux chaînes de valeur mondiales. La participation à ces marchés mondiaux exige la création de projets d'infrastructure à forte intensité de capital capables de relier les industries locales aux chaînes de valeur mondiales.
- Pour atteindre ses objectifs, la BID doit nouer des partenariats avec des acteurs mondiaux qui apportent leurs savoir-faire et financement à l'infrastructure verte. Depuis la mi-2019, la BID s'est lancée dans des discussions avec le Mécanisme mondial de financement des infrastructures (GIF) et le Fonds vert pour le climat (GCF) afin d'accélérer son accréditation auprès de ces deux organismes. Elle explore même les possibilités de collaboration sur le processus d'accréditation.

Le principal besoin de financement concerne les projets d'infrastructure capables de relier les industries locales aux chaînes de valeur mondiales. Pour ce faire et garantir la viabilité, l'accréditation de la finance verte devrait remplir un rôle de premier plan.

- La collaboration avec des partenaires internationaux de premier rang en la matière et l'accréditation de la BID auprès d'eux garantiront la réalisation des objectifs. En effet, l'expérience du GIF dans la préparation de projets et la capacité du GCF à financer des actifs d'infrastructure verte sont cruciales pour le renforcement de la proposition de valeur de la BID dans ce domaine.

MÉTHODE

Mécanisme mondial de financement des infrastructures

- La BID s'associera au GIF pour bénéficier de sa riche expérience en matière de montage de projets d'infrastructure bancables et de mobilisation de fonds pour les études de faisabilité et la préparation de projets.
- Le GIF est un partenariat entre gouvernements, banques multilatérales de développement, investisseurs du secteur privé et financeurs. Il est conçu pour proposer une nouvelle collaboration sur la préparation, le montage et à la mise en œuvre de projets complexes qu'aucune institution ne pourrait assumer seule.
- Le GIF aide les gouvernements à mettre sur le marché des projets d'infrastructure bien structurés et bancables. Le soutien aux projets peut englober l'ensemble des activités de conception, de préparation, de montage et de mise en œuvre des transactions. Il s'appuie sur l'expertise combinée des partenaires techniques et de conseil du GIF et met l'accent sur des structures capables d'attirer un large éventail d'investisseurs privés.
- Créé au sein de la Banque mondiale, le GIF fait office de centre d'excellence en matière de préparation de projets d'infrastructure dans les pays en développement. En étroite collaboration avec ses partenaires techniques, tels que les banques multilatérales de développement, le GIF fournit le financement et l'expertise technique pratique pour la conception et le montage de projets attrayants pour les investisseurs du secteur privé.



► Depuis sa création, le GIF a approuvé 88 activités dans quarante-six pays, lesquelles devraient mobiliser des investissements de l'ordre de 69 milliards de dollars, dont 46 milliards de dollars du secteur privé. Environ 21 % des financements approuvés par le GIF sont destinés aux pays les moins avancés.

► De nombreux projets du GIF contribuent à la réalisation de l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable) et de l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques). Plus de 45 % des fonds approuvés par le GIF sont destinés à l'énergie, tandis que près de 70 % sont réservés à des projets climato-intelligents.

Fonds vert pour le climat

► En tant que partenaire accrédité du GCF, la BID attirera des financements aux projets d'infrastructure verte dans ses pays membres. Elle veillera à ce que les projets identifiés et montés satisfassent aux exigences en matière d'infrastructure verte.

► Le GCF est le plus grand fonds à l'échelle mondiale qui aide les pays en développement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à renforcer leur capacité de lutte contre les changements climatiques. Créé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2010, le GCF assume un rôle crucial au service de l'Accord de Paris, en soutenant l'objectif de maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale en dessous de 2 °C. Pour ce faire, il achemine les fonds destinés à la lutte contre les changements climatiques vers les pays en développement qui se sont engagés aux côtés d'autres nations à agir activement en faveur du climat.

► Tous les pays, y compris leurs secteurs public et privé, doivent agir de concert pour relever le défi des changements climatiques. Au nombre des efforts concertés figure l'engagement des économies avancées à mobiliser conjointement d'importantes ressources financières de diverses sources, afin de faire face aux besoins pressants des pays en développement en matière d'atténuation et d'adaptation.

► Le GCF a lancé sa première opération de mobilisation de ressources en 2014 et a rapidement obtenu des promesses d'une valeur de 10,3 milliards de dollars. Ces fonds proviennent principalement

des pays développés, mais aussi de certains pays en développement, de certaines régions et même d'une ville.

► Les activités du GCF s'inscrivent dans le droit fil des priorités des pays en développement, grâce au principe d'appropriation par les pays. Le GCF a établi une modalité d'accès direct afin que les organisations infranationales et nationales puissent directement bénéficier des fonds, plutôt que de passer par des intermédiaires internationaux.

► Le GCF accorde une attention particulière aux besoins des communautés qui sont très vulnérables aux effets des changements climatiques, en particulier dans les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les États africains.

► Le GCF vise à catalyser des financements pour la lutte contre les changements climatiques, à investir dans un développement à faibles émissions de CO₂ et résilient, ce qui entraînera un changement de paradigme dans la réponse mondiale aux changements climatiques.

► L'innovation du GCF consiste à utiliser l'investissement public pour encourager le financement privé, libérant ainsi le potentiel des investissements destinés à la préservation du climat en vue d'un développement à faibles émissions de CO₂ et résilient. Pour obtenir un impact maximal, le GCF cherche à catalyser les fonds, en multipliant l'effet de son financement initial par l'ouverture des marchés à de nouveaux investissements.

RÉSULTATS

► La BID a déjà commencé à partager son expérience et ses connaissances avec le GIF et le GCF, en prévision d'une collaboration plus étroite dans un avenir proche. Une séance de partage de connaissances sur les produits et instruments du GIF a été organisée au siège de la BID en février 2020. Au cours de l'événement, M. Jason LU, Directeur du GIF, a fait un exposé et tenu des réunions avec la Direction de la BID.

► En novembre 2020, la BID et le GCF ont achevé leurs discussions sur une feuille de route pour la collaboration entre les deux institutions. Le document

présente les différents domaines de coopération. Il est assorti d'échéances précises, afin d'obtenir des résultats tangibles.

INVESTISSEMENT

► En tant que partenaire technique accrédité, la BID bénéficiera d'une variété de produits du GIF englobant les divers aspects relatifs à la préparation des projets et au processus de financement, depuis la définition du programme et la mise en place de l'environnement favorable, la préparation du projet et la faisabilité de l'investissement jusqu'à la conception et la mise en œuvre de la transaction et le financement à posteriori.

► Une fois accréditée auprès du GCF, la BID sera en mesure de mobiliser des fonds destinés aux analyses initiales des projets par le biais du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires, et d'attirer des financements pour des projets d'infrastructure bancables une fois qu'ils auront pénétré le marché.

MÉCANISME MONDIAL DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

Plus de **45 %** des fonds approuvés par le GIF sont destinés à l'énergie et près de **70 %** sont réservés aux projets climato-intelligents

FONDS VERT POUR LE CLIMAT

Le GCF a lancé sa première opération de mobilisation de ressources en 2014 et a rapidement obtenu des promesses d'une valeur de **10,3 milliards** de dollars

Communauté de pratique sur les chaînes de valeur mondiales

La Communauté de pratique sur les chaînes de valeur mondiales s'occupe du renforcement des capacités, de la formation et du transfert de connaissances au sein de la BID. Son objectif est de faire de la BID une institution fondée sur la connaissance.

OBJECTIF

- ▶ Les chaînes de valeur mondiales sont au cœur de l'approche adoptée par la BID dans ses interventions. Elles sont également un élément essentiel de son nouveau modèle d'entreprise et du Programme quinquennal du Président.
- ▶ Vu que les compétences requises au sein de la BID relèvent d'un domaine nouveau, il est nécessaire de :
 - appuyer le renforcement des capacités ;
 - sensibiliser ; et
 - favoriser le partage de connaissances.
- ▶ La BID a donc créé une communauté de pratique pour :
 - renforcer les capacités du personnel dans les chaînes de valeur mondiales ;
 - développer des connaissances sur les chaînes de valeur mondiales et assurer leur transfert aux pays membres ; et
 - transformer la BID en une institution fondée sur la connaissance de rang mondial.

Le développement d'une expertise dans les chaînes de valeur mondiales pour la mise en œuvre réussie de la Stratégie de partenariat avec les pays membres axée sur les chaînes de valeur mondiales, devrait permettre à la BID d'aider les pays membres dans la réalisation de leurs objectifs de développement.

MÉTHODE

- ▶ En mai 2019, le Président de la BID a émis une décision administrative portant création de la Communauté de pratique sur les chaînes de valeur mondiales. La Communauté de pratique a fait des progrès significatifs dans sa mission de renforcement des capacités du personnel en matière de chaînes de valeur mondiale au profit des pays membres.
- ▶ L'objectif de la Communauté de pratique est d'intégrer l'approche des chaînes de valeur mondiales en tant que nouveau modèle de développement de la BID.
- ▶ La Communauté de pratique repose sur trois piliers :
 - la formation à la certification en chaînes de valeur mondiales ;
 - l'organisation de sessions de partage de connaissances ; et
 - l'échange d'idées en ligne.
- ▶ Plus de 250 employés de la BID se sont inscrits pour la formation de la Communauté de pratique, ce qui témoigne de la volonté du personnel de contribuer à la mise en œuvre du principe fondamental du Programme quinquennal du Président, à savoir « mettre les marchés au service du développement ».

RÉSULTATS

- ▶ Ci-après des données importantes sur le renforcement des capacités du personnel en chaînes de valeur mondiales par la Communauté de pratique :
 - 260 employés inscrits pour la certification de la Communauté de pratique ;
 - 100 employés formés sur les chaînes de valeur mondiales ;
 - 10 employés devraient être certifiés d'ici la fin de 2021 et mener, sur le terrain, des analyses complètes des chaînes de valeur mondiales, dans le cadre des Stratégies de partenariat avec les pays membres.
- ▶ La BID a participé à de nombreux événements de partage de connaissances de la Communauté de pratique, notamment :





- Les chaînes de valeur mondiales du textile et de l'habillement
- La Turquie dans la chaîne de valeur mondiale du textile
- Le Bangladesh dans la chaîne de valeur mondiale de l'habillement
- Les chaînes de valeur mondiales de l'industrie minière et pétrochimique
- La Guinée dans la chaîne de valeur mondiale de l'aluminium et de la bauxite
- Le Sénégal dans la chaîne de valeur mondiale de la pétrochimie
- Les chaînes de valeur mondiales de l'agroalimentaire
- La Turquie dans la chaîne de valeur mondiale des fruits et légumes frais
- Le Nigéria dans la chaîne de valeur mondiale du cacao et du chocolat
- L'Indonésie dans la chaîne de valeur mondiale du cacao et du chocolat
- Les chaînes de valeur mondiales de l'automobile
- La chaîne de valeur mondiale de l'automobile en évolution
- La Turquie dans la chaîne de valeur mondiale de l'automobile
- L'Indonésie dans la chaîne de valeur mondiale de l'automobile

- « Chaînes de valeur mondiales : Perspectives d'une prospérité partagée », avec une communication de M. Muhammed ABDUL KHALID, ancien conseiller économique du Premier ministre de la Malaisie, M. Mahathir MOHAMAD. L'évènement a été présidée par le Président de la BID.
- « Chaînes de valeur mondiales : Opportunités pour la transformation des économies africaines », avec le professeur Peter DRAPER, Directeur exécutif de l'Institut International du commerce de l'Université d'Adélaïde en Australie.

► Toujours sous l'égide de la Communauté de pratique,

- les membres du Secrétariat de la Communauté de pratique ont pris part aux activités du G20 sous la présidence du Royaume d'Arabie saoudite avec la collaboration du T20 ;
- le personnel de la section des Chaînes de valeur mondiales a représenté la BID à la première réunion du

Groupe de travail sur le commerce et l'investissement du G20 en mars 2020 ;

- le personnel de la section des Chaînes de valeur mondiales a participé à diverses activités du T20 et publié des articles sur ce dernier ; et
- la première cérémonie de certification de la Communauté de pratique a été organisée en janvier 2020. Une deuxième cérémonie a eu lieu en juin 2021.

INVESTISSEMENT

► L'investissement de la BID dans les activités de la Communauté de pratique a débouché sur un ouvrage important : « Reconstruire des chaînes de valeur mondiales inclusives en tant que voie vers la reprise économique mondiale », qui a été rédigé exclusivement par le personnel de la BID.

► La publication a été lancée en janvier 2021 et contient plusieurs rapports sur les chaînes de valeur mondiales d'industries clé dans les pays membres, dont :

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DU PERSONNEL DE LA BID SUR LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

260 employés inscrits
pour la certification de la
Communauté de pratique

100 employés formés sur les
chaînes de valeur mondiales

10 employés devraient être
certifiés d'ici la fin de 2021 et
mener, sur le terrain, des analyses
complètes des chaînes de valeur
mondiales, dans le cadre des
Stratégies de partenariat avec les
pays membres

Communauté de pratique sur les Objectifs de développement durable

Les 17 ODD fournissent à la BID un ensemble complet d'objectifs liés à divers secteurs économiques et domaines de développement transversaux dans les pays membres. À cet égard, la BID s'appuie sur une communauté de pratique spécialisée.

OBJECTIF

- La BID appuie la réalisation des ODD dans les cinquante-sept pays membres. L'engagement de la BID à réaliser les ODD est renforcé d'autant plus qu'ils cadrent avec les principes de l'islam, notamment dans le contexte de la réduction de la pauvreté, du rétablissement de la dignité humaine, de la préservation de la planète, et du maintien de la prospérité pour tous les êtres vivants.
- Peu après l'adoption de sa Stratégie décennale, la BID a lancé le Programme quinquennal du Président, qui définit une feuille de route ambitieuse visant à renforcer l'efficacité et l'efficacité afin de parvenir à de meilleurs résultats de développement pour les pays membres. En somme, la BID est en train de passer du statut de « pourvoyeur de financement pour le développement » à celui de « banque de développement et d'acteurs du développement ». À cet égard, elle élargit son

La Communauté de pratique sur les Objectifs de développement durable a représenté la BID dans plusieurs événements internationaux. La BID y a été présentée comme un acteur clé œuvrant à la réalisation des ODD.

champ d'action pour aider les pays membres à relever le défi de réaliser les ODD.

MÉTHODE

- Afin d'intégrer les ODD dans les interventions de la BID, un envoyé spécial du Président de la BID pour les ODD a été désigné et une communauté de pratique spécialisée créée.
- La Communauté de pratique comprend trois volets, à savoir (i) la sensibilisation du personnel sur les ODD, (ii) l'alignement des interventions sur les ODD, et (iii) la sensibilisation sur les efforts de la BID en matière des ODD.
- La Communauté de pratique permet aux cadres de la BID d'exprimer librement leurs opinions professionnelles sur des plateformes adéquates et d'élargir leur horizon en matière de développement, en les mettant en lien avec des experts du monde entier.

- La Communauté de pratique a lancé deux grandes plateformes de communication à travers lesquelles elle soutient les efforts de sensibilisation, d'harmonisation et de plaidoyer sur les ODD, en plus d'une plateforme web.

- *SDGs Digest* est un bulletin d'information trimestriel qui offre aux professionnels de la BID et des partenaires de développement une plateforme pour partager l'expérience, l'expertise et les enseignements tirés des projets, les activités de recherche liées aux ODD et les idées sur les questions relevant de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

- Le dialogue ouvert sur les ODD est un séminaire auquel participent d'éminentes personnalités. À ces occasions, les intervenants présentent leurs idées et les résultats de leurs recherches, partagent leur expertise sur les ODD et participent à un débat ouvert avec les professionnels de la BID et des institutions partenaires invitées.





► Le site web de la Communauté de pratique est sans cesse amélioré pour servir de référentiel à l'ensemble des produits de connaissance issus des plateformes de la Communauté de pratique et de sources de connaissance externes sur les ODD. Le site web contient également des blogs et des espaces de discussion en ligne où les professionnels peuvent s'exprimer et s'engager dans des discussions virtuelles sur des sujets relatifs aux ODD en particulier, et au développement en général.

RÉSULTATS

- À la date de la présente publication, treize numéros de *SDGs Digest* ont été publiés. Ils renferment des contributions de plus de 120 employés du Groupe de la BID et de partenaires de développement. Les articles couvrent un large éventail de sujets sur tous les ODD, en particulier les ODD qui touchent les domaines de développement tels que les changements climatiques, l'autonomisation des jeunes et des femmes, la réduction de la pauvreté, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation et le financement des ODD.
- Treize dialogues ouverts ont été organisés au cours des trois dernières années afin de discuter de questions importantes ayant trait aux 17 ODD. Il s'agit notamment d'événements organisés en partenariat avec un parterre de personnalités éminentes et d'experts internationaux, à l'instar de Mme Amina J. MOHAMMED,

Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Dr Mahmoud MOHIELDIN, Envoyé spécial des Nations Unies pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030, M. Achim STEINER, Administrateur du Programme de développement des Nations Unies, Prof. Jeffrey SACHS, Directeur du Centre pour le développement durable, Columbia University, Prof. Murat YULEK, Recteur de l'Université technique OSTIM et auteur du livre « How Nations Succeed », et Prof. Asim I. KHAWAJA, Directeur du Centre pour le développement international, Harvard Kennedy School.

- La Communauté de pratique a contribué à la préparation et à l'organisation de divers événements de haut niveau. À titre d'exemple, la Communauté de pratique a contribué au Programme de renforcement des capacités des parlementaires arabes sur les ODD qui a été élaboré en collaboration avec le PNUD, la CESAO et UIP.
- La BID a également coorganisé deux forums régionaux dans le cadre du Programme ci-dessus. Le premier s'est tenu en janvier 2019 à Beyrouth et le second a été organisé en ligne en novembre 2020.
- La Communauté de pratique a participé à divers événements, notamment des forums politiques de haut niveau des Nations Unies, des forums internationaux de partenaires de développement et les réunions annuelles de la BID.

INVESTISSEMENT

- La Communauté de pratique poursuivra la discussion avec les professionnels de la BID via *SDGs Digest* et les dialogues ouverts.
- En sus de ces plateformes, la Communauté de pratique lancera incessamment une nouvelle série d'événements, plus fréquents, appelés « *SDGs Brown Bag Sessions* », qui offriront aux professionnels une plateforme leur permettant d'examiner en profondeur des thèmes plus spécifiques liés aux ODD et au développement. L'objectif est de réunir plus fréquemment les professionnels pour qu'ils puissent discuter et collaborer sur des sujets plus actuels et plus techniques.
- La Communauté de pratique améliorera également son site web afin de fournir un guichet unique pour accéder aux thématiques et aux sources de connaissances sur les ODD et servir aussi d'outil mis à la disposition des experts au sein de la BID sur des ODD pris individuellement.

DIALOGUES OUVERTS SUR LES ODD

13 dialogues ouverts ont été organisés ces 3 dernières années

PUBLICATIONS

13 numéros de *SDGs Digest*

Stratégie de partenariat avec les pays membres 2.0

La production, le commerce et les investissements internationaux deviennent de plus en plus organisés dans les chaînes de valeurs mondiales, les différents maillons du processus de production étant situés dans différents pays. Cet état de fait revêt une importance capitale pour la compétitivité des pays membres.

OBJECTIF

- Le financement du développement n'a toujours pas réussi à combler le déficit de financement des ODD. Pour réaliser les ODD, les pays membres sont appelés à mobiliser des ressources du marché, en mettant l'accent dans leurs programmes de développement sur les domaines où ils présentent un avantage comparatif d'abord. Par la suite, ils pourront accroître leur valeur ajoutée.
- Les pays riches en ressources et à même d'apporter une valeur ajoutée dans les chaînes de valeur mondiales sont bien placés pour prospérer dans ce système. BID estime que tous les pays, y compris ceux qui ne disposent pas de ressources naturelles, devraient pouvoir

La BID vise à devenir un pôle mondial d'analyse et de réduction des risques liés aux instruments financiers, qui relie les acteurs du marché à leurs clients et financeurs potentiels à l'échelle mondiale.

intégrer les chaînes de valeurs et que la politique industrielle devrait être définies de manière à permettre ce type d'inclusion.

- Le nouveau modèle d'entreprise de la BID, à savoir « mettre les marchés au service du développement », vise à réorienter les opérations de développement afin de stimuler la compétitivité des industries stratégiques des pays membres et de les relier aux chaînes de valeur mondiales.
- La BID est déterminée à poursuivre ses investissements dans des projets d'infrastructure permettant d'améliorer l'efficacité et la performance des acteurs du marché et des chaînes de valeur dans ses stratégies de partenariat avec les pays membres. Pour ce faire, elle devra jouer un rôle actif dans le choix des projets afin d'en améliorer la qualité et de stimuler la participation du secteur privé pour produire un impact optimal.
- La réalisation d'acquis en termes de durabilité exige de relever le défi des infrastructures dans des secteurs connus pour leur fort impact sur l'environnement. C'est pourquoi, la BID a senti la nécessité de fixer des objectifs de croissance sur la base des ressources réelles transférées aux pays membres au lieu des seules approbations, et de gérer des plans d'opération pour les ressources internes, tout en considérant les engagements financiers à long terme et en recherchant des partenaires de financement potentiels.

MÉTHODE

- Le nouveau modèle d'entreprise de la BID et le Programme quinquennal du Président en particulier se focalise sur les voies et moyens d'ajouter de la valeur économique dans les industries stratégiques compétitives connectées aux chaînes de valeur mondiales. La BID utilise les chaînes de valeur mondiales pour classer les projets par ordre de priorité, de manière à cibler tous les acteurs d'une chaîne de valeur donnée.
- Axée sur les chaînes de valeur mondiales, la





stratégie de partenariat 2.0, récemment lancée par la BID, s'inspire des principes du Programme quinquennal du Président pour appuyer les pays membres. Elle est destinée à fonctionner comme un outil de développement de projets, grâce à une évaluation proactive des besoins.

► La stratégie de partenariat 2.0 permet à la BID de classer ses projets par ordre de priorité dans les domaines où l'impact est le plus important, et d'offrir aux pays plus de chances d'être interconnectés. De ce fait, elle peut favoriser la réalisation des objectifs de création d'emplois durables, de stimulation de l'innovation industrielle et de mobilisation de ressources auprès de tous les acteurs du marché.

► La stratégie de partenariat 2.0 est un élément important de l'approche de la BID pour aider ses pays membres à atteindre les ODD. Parallèlement, les centres régionaux de la BID sont à l'avant-garde de l'évaluation proactive des besoins des pays, en veillant à un dialogue régulier qui permette de cibler les investissements dans les domaines à fort potentiel de croissance, la création d'emplois et le développement humain durable.

► La BID s'est engagée dans une transformation industrielle en aidant les pays membres à passer à des produits à plus forte valeur ajoutée, avec des liens

étroits en amont et en aval fondés sur une plus grande complexité ainsi que sur la science, la technologie et l'innovation.

► Pour maintenir leur compétitivité, les pays doivent atteindre les nouveaux niveaux de productivité réalisés par l'industrie 4.0. Le cadre de la stratégie de partenariat 2.0 définit les interventions prioritaires propres à faire basculer les pays vers cette quatrième génération d'industrialisation.

RÉSULTATS

► Des avancées considérables ont été enregistrées dans la mise en œuvre de l'approche de la stratégie de partenariat 2.0 qui a remplacé l'ancienne manière de formuler les stratégies.

► En 2019, quatre initiatives au titre de la stratégie de partenariat 2.0 ont été lancées (Gabon, Maldives, Maroc et Turquie), dont celles du Gabon et des Maldives ont été finalisées et les deux autres sont en cours de formulation ; outre, les sept actuellement en préparation pour 2021 (Arabie saoudite, Guinée, Indonésie, Malaisie, Nigeria, Pakistan et Sénégal).

► La BID a également lancé des opérations *Reverse Linkage* dans huit pays membres, en vue de promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire

entre les pays membres pour divers programmes de développement. La part des allocations au titre des stratégies de partenariats avec les pays membres sera portée de 20 % en 2020 à 80 % en 2022.

INVESTISSEMENT

► La pandémie à coronavirus a engendré des difficultés particulières pour les pays membres, obligeant nombre d'entre eux à se repositionner sur leurs chaînes de valeur mondiales pour atténuer l'incidence de la crise. Parmi les cinquante-sept pays membres, figurent en grand nombre les économies les plus dynamiques du monde. Avec un PIB combiné d'environ 7.000 milliards de dollars et des taux de croissance historiques du PIB allant jusqu'à 8 % par an, ils ont un fort potentiel non seulement pour la reprise, mais aussi pour la poursuite de la croissance.

► La stratégie de partenariat avec les pays membres a permis à la BID d'aligner sa programmation sur les besoins des pays membres. Il existe actuellement onze stratégies de partenariat axées sur les chaînes de valeur mondiales à différents stades de traitement. Un contrôle strict est exercé sur les dépenses administratives et les coûts font l'objet d'un suivi de près par rapport aux avantages financiers des programmes.

► La BID continuera d'accompagner les pays membres dans leur gestion des risques à court et moyen terme, tout en s'efforçant d'accroître leur part de marché dans les chaînes de valeur mondiales.

INITIATIVES AU TITRE DE LA STRATÉGIE DE PARTENARIAT 2.0

**Arabie saoudite,
Gabon, Guinée,
Indonésie, Malaisie,
Maldives, Maroc,
Nigeria, Pakistan,
Sénégal et Turquie**

Soukook waqf liquide

Créés par la BID, le Fonds d'investissement soukook waqf liquide et le Fonds d'investissement waqf ihsan se veulent des mécanismes de financement innovants qui visent à mobiliser des ressources pour les pays membres par le recours au principe conforme à la charia de waqf liquide temporaire.

OBJECTIF

- ▶ Les soukook waqf liquide sont un produit de la finance islamique qui vise à lever des capitaux des souscripteurs (bienfaiteurs) de soukook, aussi bien des particuliers fortunés que du grand public.
- ▶ L'objectif est de se constituer en source de financement pour de nombreux programmes d'allègement de la pauvreté créés par le FSID.
- ▶ Les soukook waqf liquide entendent atteindre l'objectif fixé en garantissant un flux régulier de revenus sur une période de dix ans au cours de laquelle les programmes seront mis en œuvre dans les pays membres de la BID.

Les deux fonds témoignent de la proactivité de la BID dans l'utilisation des instruments de la finance islamique pour atteindre les objectifs de développement.

- ▶ Le waqf ihsan est un instrument de mobilisation de ressources dont l'objectif est de lever des capitaux des philanthropes pour un fonds à confier à un gestionnaire externe sur une période de dix ans.

MÉTHODE

- ▶ La caractéristique unique que présentent les soukook waqf liquide est que les bénéfices obtenus grâce à l'investissement du produit des soukook sont directement canalisés vers les programmes d'allègement de la pauvreté, et non aux bienfaiteurs. C'est une forme de soukook à impact social dont le seul objectif est de rechercher des bienfaiteurs intéressés qui souhaiteraient instituer un waqf en espèces.
- ▶ La durée de vie des soukook waqf liquide est de dix ans, après quoi les souscripteurs (bienfaiteurs) peuvent récupérer leurs fonds ou en faire une contribution permanente.
- ▶ Le waqf ihsan est un instrument de mobilisation de ressources dont l'objectif est de lever des capitaux des bienfaiteurs et de les mettre dans un fonds axé sur le principe du waqf en espèces temporaire, à confier à un gestionnaire externe, sur une durée de dix ans. Il est conçu pour mettre en commun les waqfs en espèces temporaires des bienfaiteurs, le produit/bénéfice du capital investi étant utilisé pour appuyer les programmes de lutte contre la pauvreté de la BID.
- ▶ Au terme de sa durée de vie du waqf temporaire, le capital est soit restitué à ses propriétaires, soit conservé en permanence, selon la décision de chaque bienfaiteur.

RÉSULTATS

- ▶ Chaque fonds d'investissement waqf ihsan devrait générer un rendement annuel de 6 à 10 %, selon le profil de risque qui s'y rapporte.





► Le premier fonds d'investissement waqf ihsan pour l'autonomisation d'Al-Quds, d'un capital de 100 millions de dollars, avec un apport de 20 millions de dollars du FSID, a été créé en septembre 2019 à la suite de son approbation par le Conseil d'administration du FSID. Plusieurs autres fonds d'investissement waqf ihsan allant de 250 à 500 millions de dollars devraient être lancés dans le cadre d'un programme de 2,5 milliards de dollars qui s'étale sur les cinq prochaines années.

INVESTISSEMENT

► Le financement des soukook waqf liquide se fait par le marché, des particuliers fortunés mais aussi des institutions financières, des entreprises et des personnes intéressées étant ciblés. D'autres moyens comme les plateformes de financement

participatif, les chaînes de blocs et d'autres instruments de mobilisation de ressources, pourraient être utilisés ultérieurement. La souscription minimum à cette catégorie est fixée à 100 dollars.

► L'objectif des soukook waqf liquide est de lever dans un premier temps 500 millions de dollars. La première émission sera de 200 millions de dollars.

► En tant que produit, les soukook waqf liquide ont été bien accueilli par *Dubai Financial Services Authority*. Ils seront cotés à Nasdaq Dubai qui sera un partenaire majeur dans l'émission.

► Plusieurs fonds d'investissement waqf ihsan devraient être créés dans les années à venir. L'on s'attend à ce qu'ils génèrent un rendement moyen allant de 6 à 10 % par an ou de 150 à 250 millions de dollars sur le capital attendu des 2,5

milliards de dollars, soit un rendement potentiel de 2,5 milliards de dollars sur dix ans.

► Le premier fonds d'investissement waqf ihsan est celui destiné à l'autonomisation du peuple palestinien, avec 200 millions de dollars. Il générera environ 60 millions de dollars sur dix ans et seront consacrés à des projets et programmes d'allègement de la pauvreté en Palestine.

FONDS D'INVESTISSEMENT WAQF IHSAN

Chacun des fonds
d'investissement waqf ihsan
devrait générer un rendement
de **6 à 10 %** par an

SOUKOOK WAQF LIQUIDE

L'objectif des soukook waqf
liquide est de lever **500**
millions de dollars

La première émission sera de
200 millions de dollars



Axer la gestion sur les résultats





Cadre de programmation stratégique intégré

La BID a conçu un cadre de programmation stratégique intégré qui vise à intégrer la stratégie, le financement et les opérations dans les processus de planification de la BID. Le processus de planification axé sur le ledit Cadre de programmation se traduit en un programme de travail intégré triennal glissant, qui propose une vue unifiée de l'allocation des ressources de la BID et de ses priorités stratégiques. Le Cadre de programmation stratégique intégré décline en cascade le Programme quinquennal du Président à tous les services opérationnels au moyen des indicateurs de performance clé de l'institution.

OBJECTIF

- ▶ L'évaluation du parcours des quarante années d'activité de la BID et le Cadre stratégique décennal adopté à la suite des résultats de l'évaluation soulignent les réalisations, mais identifient également les améliorations nécessaires :
 - l'approche utilisée dans les interventions auprès des pays membres et l'évaluation de leurs besoins essentiels devrait être plus proactive ;
 - un meilleur alignement des projets sur les lacunes en matière de développement devrait être recherché ; et
 - l'allocation des ressources devrait être liée à la stratégie, en veillant à ce que les objectifs et les priorités stratégiques soient définis de manière rigoureuse.
- ▶ Pour combler les insuffisances ci-dessus, le Programme quinquennal du Président a introduit une approche de planification intégrée qui a nécessité l'adoption d'un cadre de programmation stratégique intégré.

Le Cadre de programmation stratégique intégré garantit que le budget administratif répond à une allocation stratégique pour soutenir les opérations dans les pays membres, ce qui permettra d'obtenir des résultats efficaces et efficients. En outre, cela assure une allocation efficace des ressources dans les domaines ayant un impact sur les pays membres.

- ▶ Opérationnel depuis quatre ans, le Cadre de programmation stratégique intégré vise à garantir que la stratégie soit intégrée dans la programmation des opérations et du travail administratif, et ce grâce à une approche cohérente pour la stratégie, les opérations, les finances et la budgétisation.

MÉTHODE

- ▶ Le Cadre de programmation est principalement conçu pour répondre à la nécessité d'apporter des améliorations clé dans la programmation. Il devrait inclure tous les membres affiliés au Groupe de la BID afin de parvenir à une synergie entre l'ensemble des investissements aussi bien du côté des opérations que du côté des aspects administratifs. Le processus de planification axé sur le Cadre de programmation débouche sur des programmes de travail triennaux glissants, devant fournir une vue unifiée sur l'allocation de ressources de la BID et ses priorités stratégiques. En termes généraux, le Programme de travail intégré permet de :
 - procéder à une évaluation proactive permettant d'identifier les besoins actuels et futurs des pays membres, et mettre au point efficacement un programme de transformation en leur faveur ;
 - appliquer la sélectivité à impact des projets grâce à une matrice de qualification et de priorisation des projets, laquelle sélection aligne le choix des projets sur les besoins des pays membres et les priorités de la BID ; et
 - lier les ressources à la stratégie, c'est-à-dire les financements des opérations et le budget administratif, fixer rigoureusement les cibles, redistribuer les priorités, adopter une approche de planification complète et collaborative, relier les ressources requises aux cibles et assurer le suivi des résultats.
- ▶ L'approche de planification stratégique a fait l'objet d'un processus de réalisation itératif des composantes du Cadre de programmation ainsi qu'il est décrit ci-après :





- l'année 2018 a constitué le point de départ : le budget a été lié à la stratégie ;
- l'année 2019 a vu l'introduction de la composante liée à l'évaluation proactive des besoins ; et
- l'année 2020 a été caractérisée par l'adoption de la composante liée à la sélectivité à impact.

RÉSULTATS

- ▶ Le processus d'évaluation des besoins a planté le décor pour l'adoption d'une vision sur la contribution de la BID au Programme de développement durable à l'horizon 2030. À ce titre, sont cités les Tables rondes du Conseil des Gouverneurs tenues en marge des réunions annuelles de Tunisie (2018) et du Maroc (2019). Les deux événements ont défini une orientation claire pour la BID à propos des priorités stratégiques et des principaux défis des pays membres. C'était également à ces deux occasions que le nouveau modèle d'entreprise de la BID a été entériné. Le modèle d'entreprise est désormais axé sur les processus de planification stratégique du Programme de travail intégré, afin d'assurer la conformité aux priorités des pays membres, comme demandé par le Conseil des Gouverneurs.
- ▶ Plusieurs initiatives ont été approuvées par le Conseil des Directeurs exécutifs en appui à la nouvelle orientation, notamment la programmation-pays fondée sur les chaînes de valeur mondiales, les mécanismes de préparation de projets, la Plateforme des acteurs du développement, le Fonds *Transform* pour

la science, la technologie et l'innovation, les plateformes de pays précédemment connues et approuvées en tant qu'entités régionales supranationales d'infrastructure, le Mécanisme de garantie des interventions au titre de la pandémie à coronavirus et l'Indice de développement et d'évaluation financière.

- ▶ D'autres initiatives ont porté sur l'amélioration de la gouvernance à travers de nouveaux comités rattachés au Conseil des Directeurs exécutifs, l'évaluation et la revue complètes des fonds de la BID et une nouvelle grille des salaires.
- ▶ Plus de 100 initiatives stratégiques sont planifiées chaque année, grâce à l'utilisation du Cadre de programmation stratégique intégré comme modèle de planification qui permet d'évaluer les programmes les mieux adaptés sur le plan stratégique.
- ▶ Les consultations avec les gouverneurs et les efforts déployés par la Direction de la BID ont débouché sur un nouveau modèle de développement, à savoir « mettre les marchés au service du développement ». Pour réaliser les ODD des pays membres, notamment dans l'après-pandémie, le Cadre de Programmation fournit le fondement nécessaire à la réorientation stratégique de la BID qui a déjà accompli des résultats importants et d'autres sont en voie au titre du Programme quinquennal du Président.
- ▶ Le plan de déroulement du nouveau modèle d'entreprise crée un équilibre entre :
 - la réponse adéquate aux défis urgents de l'après-pandémie ;
 - le lien entre la réponse d'urgence

et les défis à long terme de la réalisation du Programme de 2030 ;

- la continuité des activités concernant les engagements actuels au titre de la période du Programme de travail intégré et au-delà.

- ▶ Le Cadre de programmation fournit un cadre d'exécution parallèle en vertu duquel l'ancien modèle est graduellement délaissé et le nouveau introduit, ce qui met à la disposition des pays membres l'ensemble des financements typiques, en plus d'une série de nouveaux plans de financement qui mettent à profit la synergie. Par ailleurs, toutes les interventions de la BID seront désormais menées selon une approche programmatique fondée sur la Stratégie de partenariat avec les pays membres, qui permet d'orienter de manière plus ciblée les projets vers l'optimisation de la création d'emplois, la diversification des exportations et de la valeur ajoutée, ainsi que l'investissement étranger.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le financement du plan des opérations est augmenté de 0,5 milliard de dollars chaque année, atteignant 2,5 milliards de dollars en 2021.
- ▶ L'impact du Cadre de programmation s'est traduit également par une amélioration notable du ratio des dépenses administratives internes de la BID par million de dollars approuvé, qui était tombé de 128.000 dollars en 2018 à 93.000 dollars en 2019.

FINANCEMENT DU PLAN DES OPÉRATIONS

Le financement du plan des opérations est augmenté de 0,5 milliard de dollars chaque année, atteignant 2,5 milliards de dollars en 2021

Méthode d'analyse des chaînes de valeur mondiales

La méthode d'analyse des chaînes de valeur mondiales adoptée par la BID utilise un outil de filtrage pour identifier les secteurs et les produits champions et aider ainsi les pays à déterminer et développer les secteurs présentant le plus grand potentiel.

OBJECTIF

- ▶ La majorité des pays membres de la BID sont des exportateurs de matières premières, et ce en raison des obstacles auxquels ils sont confrontés, de l'insuffisance des capacités et de l'inexploitation des potentiels qu'ils recèlent – autant de facteurs qui les empêchent de parvenir à une croissance durable. Libérés, ces potentiels peuvent constituer le soubassement d'une transformation industrielle.
- ▶ Le processus d'analyse des chaînes de valeur mondiales examine l'ensemble de la chaîne de valeur du pays, depuis la phase initiale de production jusqu'à l'exportation et la distribution, afin de lui concevoir un projet de transformation industrielle.
- ▶ Les interventions émanant de ce processus sont ensuite utilisées pour résoudre les

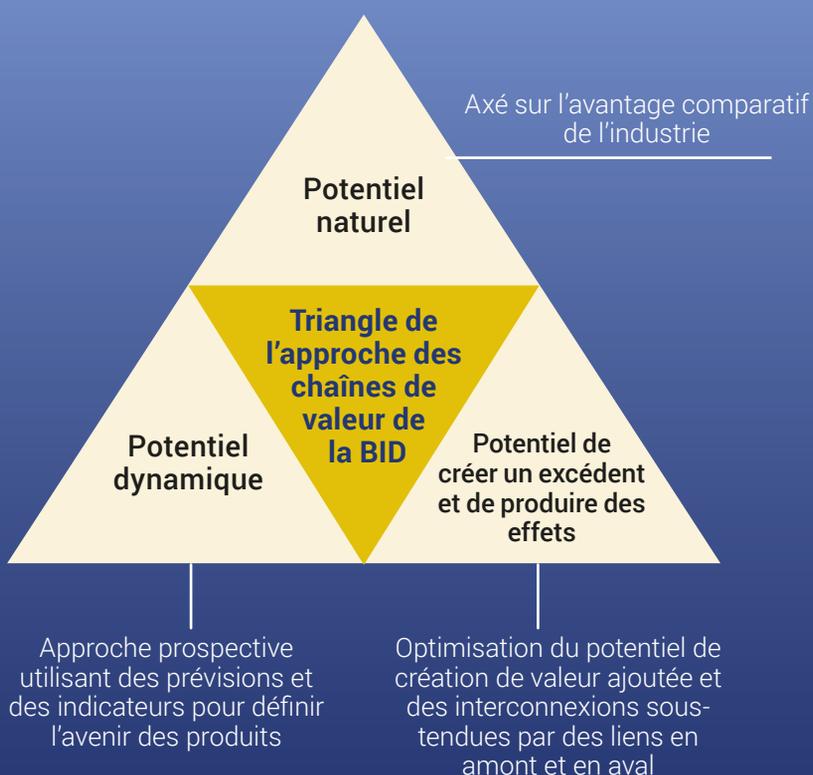
L'analyse des chaînes de valeur mondiales peut aider les pays à identifier les produits champions qui peuvent générer de meilleurs rendements sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

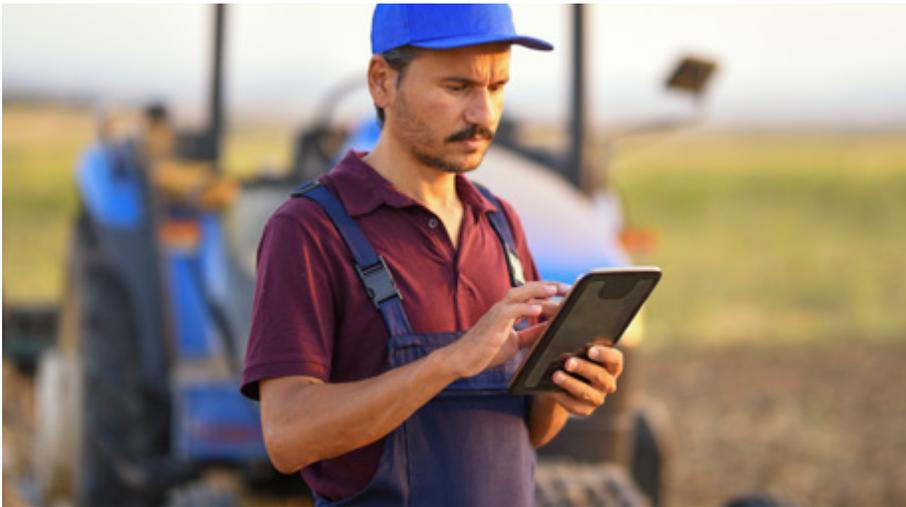
problèmes liés aux chaînes de valeur mondiales des principaux produits / industries de chaque pays.

- ▶ La Stratégie de partenariat avec les pays membres peut alors aider les pays à développer et à moderniser les industries que la BID aura identifiées comme ayant le plus grand potentiel.

MÉTHODE

- ▶ Les domaines qui sont à la fois prometteurs et compétitifs et capables de fournir des solutions de développement inclusives doivent faire l'objet d'une attention particulière, afin d'aligner les marchés sur les programmes de développement.
- ▶ Cette approche, que l'on peut qualifier de « compétitivité inclusive », permet de tirer parti des marchés et/ou du secteur privé afin que les pays puissent :
 - participer activement aux programmes de développement qui stimulent la compétitivité des marchés ; et
 - favoriser le développement en fixant des objectifs de développement plus inclusifs, tels que la création d'emplois de qualité et la promotion d'une compétitivité durable des exportations.
- ▶ La BID utilise un modèle analytique qui permet de révéler les industries dans lesquelles le pays possède un avantage compétitif intrinsèque grâce aux chaînes de valeur mondiales, et ce afin d'identifier et ensuite développer les secteurs présentant le plus grand potentiel, sur lesquels chaque pays doit se concentrer pour atteindre ses objectifs d'augmentation de la valeur ajoutée et de création d'emplois.





quantifie l'avantage comparatif des produits ou des biens en fonction des conditions futures du marché ; et

- le potentiel de créer un excédent et de produire des effets qui mesure les incidences sur la valeur ajoutée et donc sur le potentiel d'emploi. C'est ce qui indique les liens en amont et en aval ainsi que les effets induits pouvant résulter des interconnexions entre industries.
- ▶ Grâce à cette approche, les pays peuvent se concentrer sur les chaînes de valeur mondiales des produits présentant un avantage comparatif révélé.
- ▶ À l'issue de ce processus d'identification et d'une analyse approfondie, les chaînes de valeur mondiales sont analysées afin d'identifier les obstacles, les lacunes en matière de capacités et le potentiel des produits dans la chaîne de valeur.
- ▶ Les interventions découlant de ce processus viseront à remédier aux lacunes et aux obstacles dans les chaînes de valeur mondiales des principaux produits/ industries de chaque pays.

RÉSULTATS

- ▶ La méthode d'analyse des chaînes de valeur mondiales appliquée par la BID aide les pays à réaliser leurs cibles de développement. Elle met à leur disposition :
 - une approche systématique d'évaluation de la compétitivité et du potentiel commercial des chaînes de valeur mondiales ; et

- un cadre favorable à cette analyse pour renforcer et mettre à niveau l'industrie.
- ▶ L'analyse préliminaire des chaînes de valeur mondiales est fondée sur :
 - l'avantage comparatif révélé (potentiel naturel) ;
 - le potentiel futur des produits (potentiel dynamique) ; et
 - le potentiel de valeur ajoutée et les interconnexions induites par les liens en amont et en aval (potentiel de créer un excédent et de produire des effets).
- ▶ Les trois paradigmes de l'approche de la BID, qui guident l'outil quantitatif d'identification de la chaîne de valeur, sont désignés par le « Triangle de l'approche des chaînes de valeur de la BID ».
 - ▶ Le potentiel naturel d'un pays est pris en compte, notamment :
 - l'avantage comparatif dont jouit le pays au niveau industriel.
 - une économie particulière au sein de la structure et de l'écosystème économiques qui peut produire de manière efficace, par rapport aux autres pays à travers le monde.
 - ▶ Le potentiel dynamique se fonde sur une approche prospective pour identifier et quantifier les produits ou les biens intermédiaires potentiels qui sont susceptibles de devenir des produits champions, en utilisant des indicateurs tels que :
 - la croissance du marché ;
 - les projections de la demande mondiale ;
 - la distance du marché ; et
 - la concentration éventuelle des exportations.

- ▶ Le potentiel de créer un excédent et de produire des effets évalue la valeur ajoutée statique d'une industrie particulière et les liens entre les différentes industries d'une économie donnée. Il vise à :
 - identifier les liens en amont et en aval ;
 - évaluer les effets potentiels des interconnexions entre les industries ; et
 - optimiser la valeur ajoutée d'industries spécifiques.

INVESTISSEMENT

- ▶ L'analyse des chaînes de valeur mondiales met l'accent sur les industries potentielles ayant un avantage comparatif révélé. L'indice d'avantage comparatif révélé est utilisé pour déterminer les produits pour lesquels un pays dispose d'un avantage comparatif.
- ▶ La BID utilise un indice de produit champion pour examiner les industries et les secteurs qui ont le potentiel inexploité le plus important aux fins de la future croissance économique du pays.
- ▶ L'indice de produit champion identifie, à un niveau désagrégé, les produits ayant le plus fort potentiel qu'un pays peut produire pour se connecter à la chaîne de valeur mondiale.
- ▶ Les indices d'avantage comparatif révélé et de produit champion indiquent les produits champions potentiels dans l'industrie qui pourraient guider les décideurs à intégrer ces produits dans la chaîne de valeur mondiale.

ANALYSE DE LA COMPÉTITIVITÉ À TRAVERS LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

Les secteurs et les produits champions d'un pays reposent sur le potentiel naturel, le potentiel dynamique et le potentiel de créer un excédent et de produire des effets

Politique de sauvegarde environnementale et sociale

BID a adopté une politique ciblée pour prendre en charge les impacts environnementaux et sociaux des projets et programmes de développement qu'elle finance.

OBJECTIF

- Les garanties environnementales et sociales sont essentielles pour aider les pays à gérer leurs actifs, tant humains que physiques. Elles permettent également de faire face au risque de réputation des BMD.
- Jusqu'à récemment, la BID se fondait sur les législations et les règlements des pays membres pour atténuer l'impact de ses projets ou consentait à mettre en œuvre les politiques de sauvegarde environnementale et sociale des partenaires de financement du développement.
- À l'instar d'autres BMD qui disposent toutes de politiques opérationnelles réelles pour évaluer les risques environnementaux et sociaux et adopter des mesures d'atténuation, le cas échéant, la BID a décidé d'élaborer une politique opérationnelle formelle et un cadre structuré pour appliquer systématiquement des garanties environnementales et sociales à ses projets.

La BID a rejoint les principales banques multilatérales de développement dans la mise en œuvre d'une politique de sauvegarde environnementale et sociale.

- Plusieurs facteurs indiquent la nécessité d'un tel cadre structuré avec de meilleures garanties environnementales et sociales pour l'industrie :
 - le volume et la complexité croissants des interventions de la BID ;
 - la nécessité de financer des investissements qui concourent à la réalisation des ODD ; et
 - les exigences environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) des agences de notation internationales.
- La BID a élaboré sa première politique de sauvegarde environnementale et sociale afin de :
 - faire bénéficier ses pays membres, en prenant les mesures nécessaires pour accéder aux subventions mondiales liées à la protection de l'environnement ;
 - refléter les meilleures pratiques mondiales ;
 - réduire le risque de réputation sur les commanditaires et les financeurs des projets ; et
 - permettre l'analyse systématique des données disponibles, identifier les alternatives, collaborer avec les parties prenantes, mettre au point des dispositifs de suivi efficaces, et assurer une qualité élevée des projets en amont.

MÉTHODE

- La politique de sauvegarde environnementale et sociale incarne le principe de proportionnalité et adopte une approche flexible, mais axée sur la gestion des risques, permettant l'utilisation sélective des systèmes nationaux et des politiques d'autres partenaires au développement pour soutenir la réalisation de l'objectif global de renforcement de la durabilité et de l'efficacité du développement.
- Les piliers stratégiques sur lesquels repose l'objectif global de la politique proposée sont les suivants :
 - l'inclusion, par la communication d'informations, la consultation et la



- participation des parties prenantes au processus décisionnel global ;
 - le développement résilient, par l'intégration de la résilience pour remédier aux vulnérabilités sociales et environnementales actuelles et futures des interventions de la BID ; et
 - l'optimisation des ressources, par l'établissement de partenariats durables afin de maximiser le financement disponible pour les pays membres.
- ▶ Les trois éléments stratégiques devant faciliter l'intégration de la politique dans les opérations de la BID sont :
 - l'identification des risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels des interventions financées par la BID ;
 - l'intégration de plans de gestion environnementale et sociale solides dans la conception de projets pour faire face aux risques et aux impacts environnementaux et sociaux potentiels ; et
 - la mise en œuvre des plans convenus par les bénéficiaires pour garantir l'efficacité du développement durable.
 - ▶ Les principes directeurs de durabilité, de proportionnalité et de gestion des risques qui sous-tendent les piliers stratégiques et l'objectif global sont réalisés par une approche de gestion environnementale et sociale.
 - ▶ La politique sera mise en œuvre par le biais du nouveau modèle d'entreprise décentralisé de la BID et le personnel recevra le soutien nécessaire pour :
 - mettre en œuvre la politique ;
 - garantir la conformité ;
 - fournir des services de renforcement des capacités ; et
 - partager les connaissances et les enseignements.
 - ▶ Sur le terrain, les centres régionaux bénéficieront des services de consultants qui seront recrutés, au besoin, par des contrats de courte durée.
 - ▶ Un programme de formation avancée et spécialisée sera mis en œuvre pour renforcer les capacités du personnel interne tant au siège que sur le terrain.

- ▶ Outre la politique, deux normes environnementales et sociales (« évaluation environnementale et sociale » et « acquisition des terres et réinstallation involontaire ») ont été élaborées, ainsi qu'une liste d'exclusion environnementale et sociale. Ensemble, elles forment un cadre structuré pour les garanties environnementales et sociales à la BID.
- ▶ La politique peut être élargie ultérieurement, pour adjoindre éventuellement de nouvelles normes environnementales et sociales aux opérations, telles que des normes sur les peuples indigènes, le travail et l'introduction d'un mécanisme indépendant de responsabilisation.

RÉSULTATS

- ▶ En élaborant cette politique, la BID est en phase avec les autres banques multilatérales de développement (BASD, BAfD, AIIB, BERD, BEI, BID, SFI et BM). Elle a également introduit une politique de communication d'informations, en droite ligne avec les autres BMD.
- ▶ La politique corrobore l'engagement de la BID à :
 - traiter les risques et les impacts environnementaux et sociaux dans un cadre opérationnel structuré tout au long du cycle des projets ;
 - assurer la solidité et la durabilité des investissements sur le plan environnemental et social ;
 - favoriser l'intégration des aspects environnementaux et sociaux dans le processus décisionnel ; et
 - assurer la consultation publique et la communication d'informations.
- ▶ L'introduction de garanties environnementales et sociales nécessite des ajustements, notamment des processus opérationnels, tout au long du cycle du projet, notamment :
 - l'examen préliminaire des évaluations environnementales et sociales au cours des premières phases de programmation/identification et de préparation des projets ;
 - la catégorisation et l'élaboration des plans d'atténuation

- environnementale et sociale requis ;
- l'actualisation des clauses des accords de financement ;
- les mécanismes de revue et de conformité aux politiques pendant le traitement et la mise en œuvre ; et
- la mise en place d'un processus de vérification préalable à l'échelle de la BID et de la matrice de délégation de pouvoirs.

INVESTISSEMENT

- ▶ La politique de sauvegarde environnementale et sociale améliore les investissements de la BID car elle permet de :
 - mettre en exergue le caractère unique de la BID en tant que BMD conforme à la charia ;
 - renforcer le positionnement de la BID à travers le monde en tant que BMD notée « AAA » ;
 - se conformer aux exigences environnementales, sociales et de gouvernance de Fitch, Moody's et S&P en matière d'émission de soukook ; et
 - satisfaire aux exigences d'accréditation de GIF, GCF et GEF.

PRINCIPES DIRECTEURS DE LA POLITIQUE DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Les principes directeurs de durabilité, de proportionnalité et de gestion des risques sont observés grâce à une approche de gestion environnementale et sociale



Sélectivité à impact : qualification et priorisation des projets

BID a adopté un processus de qualification et de priorisation, par l'introduction d'un outil devant améliorer la qualité des projets en amont. L'outil est conçu pour améliorer la sélectivité à impact dans la préparation de la réserve de projets souverains.

OBJECTIF

- L'âge moyen des projets de la BID dépassait autrefois celui des projets des autres institutions similaires, ce qui explique les efforts déployés pour s'attaquer aux causes premières des retards, notamment la qualité des projets en amont, et assurer la mise en œuvre rapide. Par ailleurs, compte tenu du nouveau modèle d'entreprise qui inscrit les projets dans les programmes intégrés de pays, il était nécessaire d'introduire de nouveaux outils propres à garantir un alignement stratégique sur ces programmes.
- L'outil de qualification et de priorisation a permis à la BID de mettre l'accent sur les projets qui sont à un stade avancé de préparation. Ceci constitue un changement important par rapport au passé : les projets ne faisaient l'objet ni d'un contrôle rigoureux ni d'une diligence raisonnable pendant le processus de sélection, retardant de facto la réalisation.

L'outil de qualification et de priorisation permet à la BID de retenir les projets ayant le plus d'impact, qui sont dans le droit fil du Programme quinquennal du Président

MÉTHODE

- L'outil est conçu pour aider la Direction de la BID à prendre une décision éclairée concernant la constitution et l'approbation de la réserve de projets au titre du Programme de travail intégré.
- L'outil est utilisé avec la Note conceptuelle standard des projets pendant la phase de programmation. Il est appliqué en deux étapes.
- Étape de qualification : La qualification est la première étape de la sélection des projets pertinents pour la BID. Elle couvre deux dimensions du Cadre 6-R, à savoir la pertinence et l'état de préparation. Le processus est dirigé par les directeurs des centres régionaux, soutenus par les départements compétents de la BID.
- La qualification de chaque projet est validée par le Département de Stratégie et de Transformation. Des critères de priorisation sont ensuite appliqués aux projets validés. Les critères obligatoires de la liste de contrôle pour la qualification doivent être étayés par les preuves de conformité requises.
- Étape de priorisation : La priorisation est la deuxième étape de la sélection. Elle est conçue pour évaluer objectivement les projets qualifiés en utilisant des critères comprenant les dimensions restantes du Cadre 6-R, à savoir les exigences, les risques, la durabilité de la rentabilité financière et économique et les résultats. Cette étape est également dirigée par les directeurs des centres régionaux, en collaboration avec les chefs des équipes des opérations, et soutenus par les départements compétents de la BID. La priorisation finale est validée par le Chargé en chef des Partenariats et Produits et le Chargé en chef des Opérations.





RÉSULTATS

- ▶ L'outil permet à la BID de retenir les projets ayant le plus d'impact, qui sont dans le droit fil du Programme quinquennal du Président.
- ▶ La définition dans la première étape du cycle des projets des critères d'identification des initiatives de développement prioritaires qui garantissent en outre la conformité aux critères de qualité énoncés dans l'outil, est essentielle.
- ▶ L'amélioration de la qualité des projets exige que des éléments clés soient pris en considération dans la phase de programmation :
 - l'alignement stratégique/l'orientation sectorielle
 - les risques
 - la performance du portefeuille aussi bien au niveau national que régional
 - le plan opérationnel
 - la qualité en amont
 - l'alignement sur les indicateurs de performance du Programme de travail intégré
- ▶ Suite à l'application de l'outil au Programme de travail intégré 2021, le plan opérationnel proposé au titre de l'exercice devrait produire des résultats significatifs dans les pays membres.

Ensemble, les résultats en termes de développement répondraient à des ODD spécifiques, à savoir l'ODD 2 (Faim « zéro »), l'ODD 3 (Bonne santé), l'ODD 4 (Éducation de qualité), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre), l'ODD 8 (Croissance économique) et l'ODD 9 (Infrastructure, industrie et innovation).

- ▶ Agriculture : les projets proposés devraient permettre d'irriguer plus de 140.000 hectares et de disposer d'une capacité de stockage de plus de 50.000 tonnes.
- ▶ Santé : la BID contribuera à assurer l'accès aux services de santé à près de 110.000 personnes, en construisant et en équipant environ 80 établissements de santé et en créant 916 nouveaux lits. Ces projets devraient permettre de former plus de 2.000 personnels de santé et de bénéficier à près d'un million de personnes grâce à diverses campagnes de sensibilisation sanitaires.
- ▶ Éducation : plus de 255.000 étudiants à différents niveaux de scolarisation devraient bénéficier des projets de la BID qui prévoient la construction de plus de 115 établissements d'enseignement. Le nombre d'enseignants qui seront formés est estimé à 6.000.
- ▶ Eau et assainissement : les projets de la BID permettront à quelque 1.500 ménages d'avoir accès à l'eau potable et à 200.000 ménages à des installations sanitaires améliorées.
- ▶ Énergie : plus d'un million de ménages supplémentaires seront branchés au réseau électrique grâce à la construction de quelque 6.000 km de lignes de transport électrique. Les projets de centrales électriques devraient générer 1,6 gigawatt d'énergie à partir de sources renouvelables.
- ▶ Finance : la BID produit un impact sur la croissance économique des populations en assurant la création d'emplois. Près de 45.000 personnes ont bénéficié d'une formation et 300.000 personnes supplémentaires de la microfinance. Plus de 1.700 entreprises ont été créées en milieu rural.

▶ Transport : la BID construira plus de 1.500 km de routes dont 502 km d'autoroutes. En outre, 76 km de voies ferrées seront construits.

▶ Les projets déjà prêts au titre du Programme de travail intégré 2021 sont dans l'ensemble conformes à la répartition sectorielle des lacunes en matière des ODD (à moins de ± 10 %), ce à l'exception du secteur des transports, où le déficit de financement dépasse de 37 % l'allocation requise, bien que cela soit conforme aux stratégies nationales. Des efforts sont en cours pour définir une réserve plus riche, avec une répartition conforme aux lacunes sectorielles des ODD, dans le Programme de travail intégré 2021–2023.

INVESTISSEMENT

▶ Les plans opérationnels des projets s'élèvent à 1,2 milliard de dollars. Cet investissement sera avantageux, car l'outil jette les bases d'une sélectivité à impact, offrant à la BID la possibilité de contribuer à la sélection, au suivi et à l'obtention de résultats significatifs dans les pays membres.

RÉSERVE DE PROJETS

Plus de **1 million** de nouveaux ménages seront branchés au réseau électrique grâce à la construction de quelque **6.000 km** de lignes de transport électrique

Tableau de bord du portefeuille des projets

Le Tableau de bord du portefeuille des projets de la BID est un outil essentiel d'appui à la gestion du portefeuille des financements.

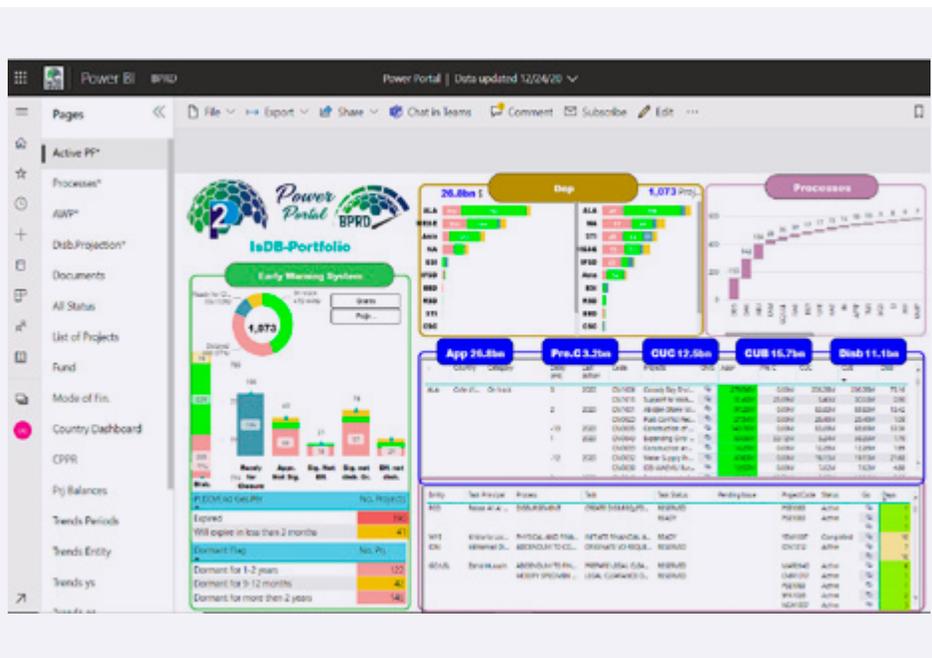
OBJECTIF

- ▶ L'objectif fondamental du service chargé des opérations au sein de la BID est de pouvoir gérer de manière efficace et efficiente le portefeuille actif d'environ 26,8 milliards de dollars, par l'entremise des centres régionaux de la BID.
- ▶ L'approche de la BID pour la communication d'informations entend :
 - fournir des informations axées sur des données pour la prise de décision ; et
 - rendre compte de la performance, des résultats et de l'efficacité de toute l'institution, suivant une approche holistique aussi bien en termes de qualité que de quantité.
- ▶ Le tableau de bord du portefeuille des projets poursuit deux objectifs majeurs :
 - résoudre les principaux problèmes liés à la performance du portefeuille et en fournir des indicateurs ; et
 - fournir des informations au Conseil des Directeurs exécutifs dans les cas où son avis est sollicité.

Le tableau de bord du portefeuille des projets a nettement amélioré l'efficacité opérationnelle et simplifié l'accès des membres du Conseil des Directeurs exécutifs à l'information sur les projets

MÉTHODE

- ▶ Le tableau de bord se veut une source d'informations qui permet d'améliorer la performance du portefeuille grâce à des processus d'approbation, de prise d'effet et de décaissement prompts.
- ▶ La BID a mis au point une méthode détaillée pour atteindre ses objectifs de gestion du portefeuille des projets, laquelle méthode est axée sur une approche qui implique :
 - la supervision active des projets par des rapports d'évaluation et d'appui à la mise en œuvre ;
 - les revues de la performance du portefeuille par pays ;
 - l'amélioration du portefeuille grâce à une équipe composée de plusieurs départements ;
 - la mesure et la gestion des résultats en termes de qualité à la sortie des projets ; et
 - la mise au point de tableaux de bord électroniques pour le suivi continu de la qualité du portefeuille et sa gestion efficace.



- ▶ Le tableau de bord présente de nombreuses caractéristiques intéressantes à plus d'un titre, qui contribuent à la réalisation des objectifs ci-dessus :
 - portefeuille actif ;
 - répartition du portefeuille actif : pré-effectif, décaissé et engagements non-décaissés cumulés ;
 - répartition des engagements non-décaissés par pays ;
 - projets de l'année approuvés, décaissés et achevés ;
 - possibilité d'examiner le portefeuille par critères « En retard », « Avertissement », et « Sur la bonne voie » ;
 - répartition du portefeuille par région ; et
 - répartition du portefeuille par secteur.
- ▶ Les données sont recueillies à partir du système central de gestion des opérations,



qui constitue une source fiable pour les différentes parties prenantes.

- ▶ Les données du système sont mises à jour en temps réel par les chefs d'équipe des opérations des centres régionaux et à partir d'autres sources.
- ▶ Différents paramètres sont utilisés pour compiler les données et effectuer des analyses, en fonction des définitions et des besoins d'entreprise.

RÉSULTATS

- ▶ Des indicateurs clé sur le portefeuille au titre de 2021 ont été numérisés et intégrés dans le tableau de bord des projets, afin d'assurer le suivi adéquat et de rendre compte des améliorations dans l'exécution des opérations à partir des centres régionaux. Les indicateurs concernent les éléments ci-après :
 - la signature
 - la prise d'effet
 - les décaissements.
- ▶ La BID a mis au point le tableau de



bord pour rendre compte de manière régulière des indicateurs de performance et permettre des interventions proactives et fondées sur des données probantes par le Chargé en chef des Opérations en 2021.

- ▶ Le tableau de bord du portefeuille des projets est une source d'informations en direct pour les membres du Conseil des Directeurs exécutifs. Il leur permet de recueillir des informations clé sur les projets des pays qu'ils représentent par secteur, pays et région. Ceci devrait améliorer le cycle de vie des projets car des mesures proactives peuvent être prises pour régler les problèmes inhérents à leur mise en œuvre.
- ▶ Le cycle de vie des projets a été récemment réduit à la faveur :
 - des efforts concertés pour davantage de décentralisation ; et
 - du suivi et de la gestion du portefeuille des projets par des tableaux de bord en direct et de rapports trimestriels d'information de gestion, ce qui a amélioré la transparence et la visibilité.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le tableau de bord a été conçu à l'interne, sans aucune dépense.

TABLEAU DE BORD DU PORTEFEUILLE DES PROJETS

Le tableau de bord permet la gestion efficace et efficiente, par l'entremise des centres régionaux, d'un portefeuille actif de près de

26,8 milliards de dollars

Refonte du Rapport annuel sur l'efficacité du développement

Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement présente les défis en matière de développement auxquels sont confrontés les pays membres et les contributions apportées chaque année par la BID pour atteindre les résultats de développement dans ces pays et les communautés musulmanes dans les pays non-membres.

OBJECTIF

- ▶ Le Rapport annuel sur l'efficacité du développement vise à présenter aux parties prenantes, financeurs et partenaires les résultats de la BID.
- ▶ Le Rapport a été amélioré afin de mettre l'accent sur les résultats et leur alignement sur les ODD et le Programme quinquennal du Président.

Le rapport est une publication phare utilisée pour attirer des bailleurs de fonds et des investisseurs internationaux.

MÉTHODE

- ▶ Les priorités et les activités de la BID sont sous-tendues par des cibles fixées conformément à la Stratégie décennale et au Programme quinquennal du Président. Les cibles sont définies suivant un plan stratégique qui traduit les priorités énoncées dans la Stratégie décennale et le Programme quinquennal du Président en indicateurs de performance sur les objectifs, les résultats et la performance.

- ▶ Le rapport présente une revue détaillée des réalisations accomplies en termes d'impact (objectifs), de résultats (opérations) et de performance (institution). La revue est détaillée ; elle est présentée dans un format attrayant assorti d'éléments infographiques et d'informations quantifiées, et selon une approche axée sur les données afin d'édifier le lecteur.

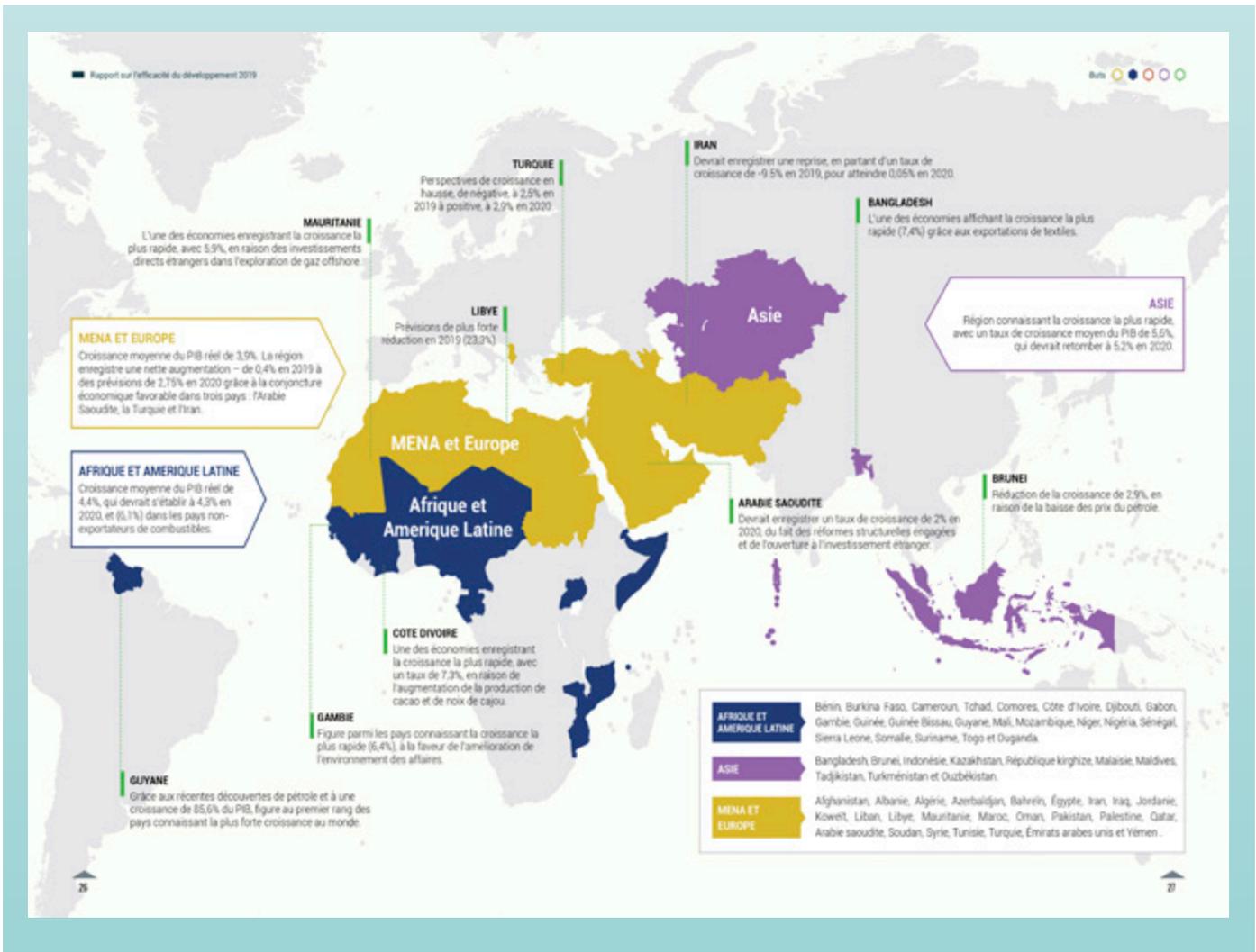
- ▶ Le cadre de résultats inspiré du tableau de bord de la stratégie se présente sous la forme de trois objectifs de développement, six résultats opérationnels et six facteurs de performance. Ces facteurs sont ensuite classés par ordre de complexité aux niveaux institutionnel, des départements et des divisions.

RÉSULTATS

- ▶ Le rapport constitue un outil de suivi de l'efficacité des interventions, ce qui permet à la BID qui ne cesse de développer son modèle d'activité, d'ajuster les mécanismes d'exécution en vue d'une meilleure utilisation possible des ressources financières disponibles.

- ▶ À l'aube de la dernière décennie vers la réalisation des cibles des ODD à l'horizon 2030, les pays membres, les banques multilatérales de développement et d'autres organisations doivent définir l'ordre de priorité de leurs interventions et veiller à la mise en place de tous les mécanismes possibles pour la réalisation des dites cibles.





- ▶ Le rapport permet de mettre en avant les résultats obtenus et d'introduire des mesures de redressement si nécessaire. Salué par toutes les parties prenantes, il est l'un des principaux outils visant à attirer les donateurs et les investisseurs grâce la présentation des réalisations de la BID.
- ▶ Il décrit les perspectives de développement socio-économique des cinquante-sept pays membres de la BID. Il fait également le point sur la performance de la BID et sa contribution aux résultats obtenus dans les pays membres et les communautés musulmanes dans les pays non-membres en matière de développement.
- ▶ Le rapport fait une synthèse des données tirées des systèmes, des appréciations et des évaluations de la BID et de sources externes.
- ▶ Il constitue un outil majeur d'information pour la Direction de la BID, les parties prenantes et les bénéficiaires de ses interventions dans les pays

membres. Banque multilatérale de développement, la BID a pour mission de financer et d'élaborer des projets viables qui répondent aux besoins prioritaires des pays membres.

- ▶ La finalité du rapport est d'instaurer une culture d'efficacité du développement et de gestion axée sur les résultats.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le rapport est une publication phare utilisée pour attirer des bailleurs de fonds et des investisseurs internationaux. Il met en exergue la valeur ajoutée que produisent les interventions de la BID dans les pays membres.
- ▶ Le Rapport recherche un équilibre entre l'efficacité du développement et les opérations de gestion axée sur les résultats liées aux nouveaux projets, à la mobilisation de fonds, aux approbations

et à l'accélération de la passation de marchés et des décaissements, d'une part, et l'objectif crucial de suivi et communication des résultats obtenus sur le terrain en matière de développement, d'autre part.

LE RAPPORT PRÉSENTE UNE REVUE ANNUELLE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS ACCOMPLIS

Le cadre de résultats se présente sous forme de

3 objectifs de développement,

6 résultats opérationnels, et

6 facteurs de performance

Suivi des Objectifs de développement durable au Sénégal

La BID et le Partenariat mondial pour les données du développement durable (Partenariat mondial) ont lancé un partenariat en 2019 pour améliorer la production et l'utilisation de données actualisées afin d'appuyer le suivi des progrès réalisés au titre des ODD.

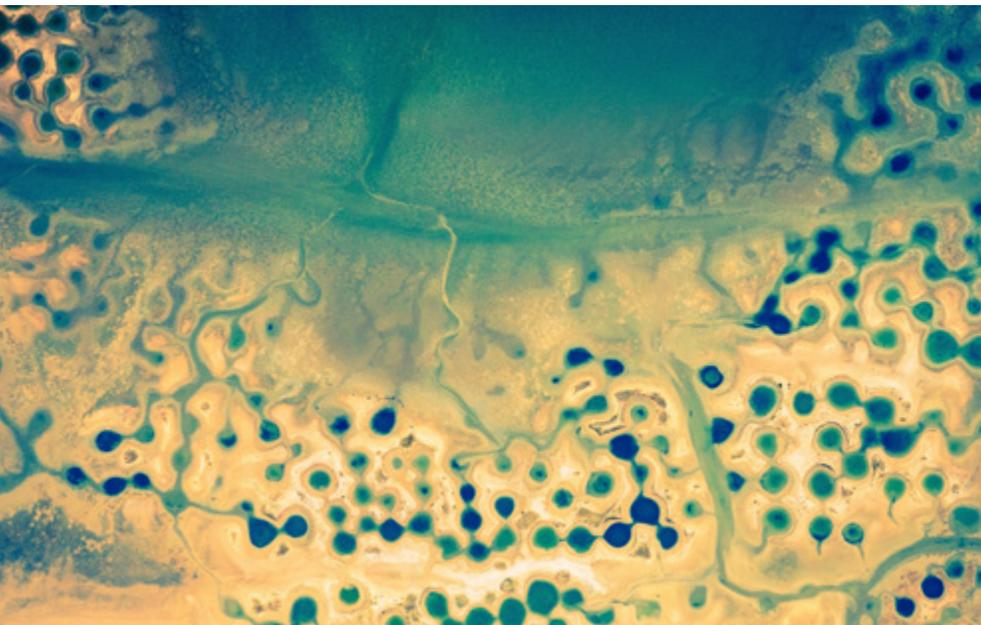
OBJECTIF

- L'initiative met l'accent sur un domaine qui est traditionnellement ignoré par les praticiens du développement, bien qu'il soit essentiel à l'élaboration réussie des politiques. Grâce à sa collaboration avec le Partenariat mondial, la BID a accru la notoriété de son expertise, non seulement en tant que pourvoyeur de financement, mais aussi en tant que fournisseur de solutions, courtier en connaissances, facilitateur, acteur de renforcement des capacités et institution en phase avec les besoins de ses pays membres. En utilisant les technologies les plus récentes et en tirant parti de la science, la technologie et l'innovation, le projet vise à aider le Sénégal à assurer un meilleur suivi de ses progrès dans la réalisation des ODD.
- Le projet permet un meilleur suivi de l'impact des différentes interventions stratégiques et financières menées dans le pays. Par ailleurs, il présente un potentiel important de transposition à grande échelle et offre une vraie occasion pour tirer parti des efforts de coopération Sud-Sud et triangulaire que déploie la BID. La collaboration entre la BID, le Partenariat mondial et le Sénégal s'est traduite par des résultats positifs importants.

La BID et le Partenariat mondial ont collaboré avec le Sénégal pour tester l'utilisation des images obtenues par satellite afin de dégager des données actualisées propres à informer les politiques de protection de l'environnement et de soutien à la productivité agricole.

MÉTHODE

- En collaboration avec des partenaires publics, la société civile, des universitaires et des entités du secteur privé, la BID et le Partenariat mondial ont identifié des indicateurs au titre des ODD qui constituent une priorité pour un suivi en temps opportun au Sénégal.
- L'utilisation de nouvelles sources de données, telles que l'observation de la Terre devra être intégrée aux cadres institutionnels pour assurer le leadership et l'engagement durable. Au Sénégal, la BID et le Partenariat mondial se sont associés à la Direction de la Planification et de la Veille Environnementale du ministère de l'Environnement et du Développement durable, ainsi qu'au laboratoire d'idées, Prospective Agricole et Rural. Un mécanisme national de coordination et de collaboration a été mis au point pour encadrer les activités sur les données pour la gestion environnementale liée à la plateforme nationale des parties prenantes pour le suivi des ODD.
- Ayant identifié les indicateurs des ODD prioritaires, la BID et le Partenariat mondial ont collaboré avec des partenaires au Sénégal pour mettre en place une équipe d'experts multipartite chargée de donner des conseils sur l'utilisation et la mise à l'essai des méthodes, et commis des travaux de recherche avec des partenaires locaux pour explorer la production de données. L'un des principaux outils identifiés était *Africa Regional Data Cube*. L'outil a été mis au point par le Partenariat mondial et ses partenaires pour exploiter les dernières données d'observation de la Terre et la technologie des satellites afin d'aider les pays africains à résoudre divers problèmes liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la déforestation, l'urbanisation, l'accès à l'eau, etc.
- Ayant convenu des domaines d'intervention et des méthodes, l'équipe a travaillé au sein des structures gouvernementales sénégalaises pour préparer des activités de renforcement des capacités et fournir un soutien continu.





Le renforcement des capacités a porté sur une série de sessions de formation en présentiel, organisées entre avril et septembre 2019. Elles ont réuni des partenaires régionaux et internationaux de la NASA.

► L'accent mis sur l'engagement et la collaboration institutionnels a permis à toutes les parties prenantes de s'accorder sur les outils et les méthodes utilisés, et partant sur l'harmonisation et le consensus sur les résultats. Cette approche soutient également le partage de données entre les organismes publics et facilite la coordination des actions.

► La combinaison des technologies innovantes, du renforcement des capacités et de l'engagement politique a permis à la BID de produire des informations nouvelles et actualisées sur la déforestation, la gestion des ressources en eau et la productivité agricole. Ces informations ont depuis été utilisées par le pays pour prendre des décisions plus efficaces et se donner des politiques efficaces qui soutiennent les progrès vers les ODD.

RÉSULTATS

► Cette initiative a renforcé la capacité institutionnelle du pays devant lui permettre d'accéder et d'utiliser l'observation de la Terre et les données géospatiales pour éclairer l'élaboration des politiques et les progrès vers les ODD

dans trois domaines clé, à savoir :

- l'agriculture ;
- la déforestation ; et
- la gestion des ressources en eau.

► **Objectif 2 : Faim « zéro »** - Les données obtenues par satellite ont été analysées pour identifier les caractéristiques des zones utilisées pour l'activité agricole dans les quarante-cinq départements du Sénégal. C'est ce qui a réduit le temps de collecte des données de cinq à deux mois et permis aux agriculteurs de commencer à vendre leurs récoltes plus tôt, réduisant ainsi les pertes après récolte. Les données ont également aidé le pays à améliorer l'acheminement des cultures résistantes à la sécheresse vers là où elles sont le plus nécessaires.

► **Objectif 6 : Eau propre et Assainissement** - Les données obtenues par satellite ont été utilisées pour donner un aperçu de l'étendue et de la qualité du Lac de Guiers qui fournit environ 40 % de l'eau consommée à la capitale. Les données traitées par *Africa Regional Data Cube* ont permis de calculer rapidement le taux de diminution de la quantité d'eau au cours des quatre dernières années, ce qui a contribué à réduire le temps nécessaire pour évaluer la qualité de l'eau de plus de deux jours à une demi-journée et à réagir avec célérité face à la nécessité de protéger les sources d'eau potable de Dakar.

► **Objectif 15 : Vie terrestre** - Des images obtenues par satellite ont été utilisées pour comprendre la déforestation, notamment dans les zones touchées par l'exploitation forestière illégale, les feux de brousse et le défrichage pour l'agriculture. Elles ont identifié les endroits où la déforestation était particulièrement élevée sur une étendue beaucoup plus vaste et de manière beaucoup plus rapide par rapport à la cartographie manuelle, aux enquêtes de terrain et aux registres tenus par l'administration compétente. C'est ce qui permet de mieux comprendre la portée et des éléments sous-jacents à la déforestation et soutient une canalisation plus efficace des ressources nécessaires pour y faire face.

INVESTISSEMENT

► Le budget total du programme était de 72.855 dollars, dont 45 % provenant du Partenariat mondial et 55 % de la BID. Le projet a pris plus de temps que prévu, et ce en raison de la pandémie à coronavirus. C'est pourquoi la contribution du Partenariat mondial a dû être plus élevée.

DONNÉES OBTENUES PAR SATELLITE

Les données obtenues par satellite ont été analysées pour identifier les caractéristiques des zones utilisées pour l'activité agricole dans les **45** départements du Sénégal

INFORMER L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET LE PROGRÈS VERS LES ODD

Agriculture, Déforestation, Gestion des ressources en eau



Renforcer la gouvernance



Cadre de contrôle intégré

Le Cadre de contrôle intégré définit les mandats, les droits, les responsabilités, les rôles, les fonctions et la structure des principaux pouvoirs au sein de la BID sur la base d'un cadre de reddition de comptes unique.

OBJECTIF

- ▶ Le nouveau modèle d'entreprise instaure au sein de la BID un cadre de prise de décision décentralisé qui investit les responsables de deuxième et troisième niveaux des pouvoirs qui leur permettent de prendre des décisions, mais d'en rendre compte. Le modèle améliore considérablement l'efficacité et nécessite un contrôle ex post renforcé.
- ▶ Les organisations décentralisées doivent mettre en place plusieurs lignes de défense, du personnel présent sur le terrain, aux cadres de direction moyens et supérieurs, aux unités de contrôle indépendantes, etc.
- ▶ La BID a décidé d'introduire le cadre de contrôle intégré pour pallier le manque d'un système complet qui définit comment asseoir l'équilibre, sans perdre de vue la transition abrupte d'un modèle centralisé vers un modèle décentralisé.

Le Cadre de contrôle intégré a amélioré les contrôles, la transparence des opérations, ainsi que l'efficacité et l'efficience de la prestation de services.

- ▶ La Cadre de contrôle intégré a été adopté pour :
 - adapter le nouveau modèle de gouvernance de la BID à la Stratégie décennale et au Programme quinquennal du Président ; et
 - renforcer l'efficacité et instaurer un équilibre entre les gains d'efficience et les lignes de défense supplémentaires ; et
 - faciliter la transformation de la BID d'une organisation centralisée en une organisation décentralisée.

MÉTHODE

- ▶ Grâce à la reddition de comptes unique, qui est parmi les meilleures pratiques mondiales en matière de gouvernance institutionnelle, le Cadre met l'accent sur la clarté des responsabilités et l'alignement des pouvoirs sur la reddition de comptes.
- ▶ Le Cadre assure l'efficacité des pratiques de la BID en matière de gouvernance et
 - ▶ définit les mandats, les droits, les responsabilités, les rôles, les fonctions et la structure des principaux pouvoirs du Conseil des Directeurs exécutifs et de la Direction de la BID, et contribue à l'exécution du nouveau modèle d'entreprise grâce à :
 - l'adoption d'une approche décentralisée, et l'opérationnalisation des centres régionaux ;
 - la mise à jour des documents de gouvernance de la BID, notamment le Manuel d'organisation, les Règlements des Comités émanant du Conseil des Directeurs exécutifs, les Règlements des Comités de gestion et la Matrice de délégation de pouvoirs, et d'autres outils de gouvernance clé ; et
 - la facilitation de l'élaboration, du maintien, de l'actualisation, du suivi et de la publication des politiques.

RÉSULTATS

- ▶ Les résultats obtenus grâce au Cadre sont ci-après :



- **Reconstitution des Comités du Conseil des Directeurs exécutifs** - Le Conseil des Directeurs exécutifs a créé quatre nouveaux comités composés de ses membres : Comité financier et de Gestion des Risques, Comité des Opérations et de l'Efficacité du Développement, Comité administratif et de Gouvernance et Comité d'Audit. Leur composition est simplifiée et leurs attributions sont clairement définies : mener des évaluations plus approfondies dans le domaine de chaque comité.
- **Reconstitution des Comités de direction** - La BID a créé plusieurs Comités de direction à savoir le Comité de direction, le Comité de gestion des actifs et des passifs, le Comité de gestion des investissements, le Comité de gestion des risques, le Comité de gestion des opérations, le Comité de gestion du Fonds d'investissement des biens awqaf, le Comité de pilotage des technologies de l'information et le Comité de gestion des opérations d'autonomisation économique.
- **Lancement des centres régionaux** - Onze centres régionaux sont chargés des activités de développement de la BID, de l'exécution, de la génération de revenus, de la mobilisation de ressources et de la promotion de son image de marque au sein des pays membres et des communautés musulmanes établies dans d'autres pays. Ils en sont responsables et en rendent également compte. En février 2018, les bureaux de pays ont été transformés en centres régionaux dans huit pays membres (Bangladesh, Égypte, Indonésie, Kazakhstan, Maroc, Nigeria, Sénégal et Turquie) et de nouveaux centres régionaux ont été ouverts aux Émirats arabes unis, en Ouganda et au Suriname. L'Arabie saoudite, la Palestine et le Yémen sont gérés à partir du siège de la Banque. Les centres régionaux des Émirats arabes unis et de la Malaisie ont ensuite été transformés en centres d'excellence. Actuellement, la BID compte dix centres régionaux et deux centres d'excellence.
- **Actualisation du Manuel d'organisation et de l'organigramme**

- La Division de Gouvernance institutionnelle publie des rapports mensuels sur l'organigramme, postés sur le Portail de la gouvernance et des politiques. Le Manuel d'organisation est périodiquement revu.
- **Actualisation de la Matrice de délégation de pouvoirs** - La première matrice de délégation de pouvoirs a été publiée en janvier 2018. Parce qu'il s'agit d'un document évolutif, il doit être constamment actualisé pour refléter les changements en cours au sein de la BID. Ainsi, il a été révisé en profondeur à plusieurs reprises pour refléter les pouvoirs nécessaires et l'aligner sur le nouvel Organigramme et le nouveau Manuel d'organisation. Par exemple, plus de 500 pouvoirs ont été délégués par le Président aux niveaux hiérarchiques inférieurs de la Direction.
- **Actualisation des politiques et automatisation du système de gestion des politiques** - Le Président a approuvé le cadre de gestion des politiques en 2017 pour le développement et l'actualisation des politiques nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie décennale de la BID et du Programme quinquennal du Président. Le cadre est en cours de révision, conformément au nouvel Organigramme et aux besoins émergents. Un nouveau Portail de la gouvernance et des politiques a été créé pour permettre au personnel de la BID et aux membres du Conseil des Directeurs exécutifs d'accéder aux documents de gouvernance et aux politiques approuvées.
- **Cours d'apprentissage en ligne sur la gouvernance institutionnelle** - Un cours d'apprentissage en ligne obligatoire sur la gouvernance d'entreprise a été lancé. Ce cours, auquel tous les employés doivent assister au moins une fois par an, aidera ces derniers à comprendre le mandat de la BID, les documents de gouvernance de base, la composition et la structure du capital, la structure organisationnelle et la structure de gouvernance.
- **Gestion des signatures autorisées** - En octobre 2019, le Président a approuvé le Livre des signatures autorisées pour les opérations bancaires et de trésorerie, les

opérations d'investissement et les opérations des services financiers islamiques. En novembre 2020, la BID a lancé sa plateforme en ligne pour la gestion des signatures autorisées en collaboration avec SignatureNet.

- **Création d'un tribunal administratif** - En septembre 2020, l'approbation par tous les Conseils d'administration des membres affiliés au Groupe de la BID de la création d'un tribunal administratif a marqué un tournant décisif dans l'histoire de la BID. Le Tribunal devrait être opérationnel à partir du deuxième trimestre de 2021.
- **Adoption du Code de déontologie des membres du Conseil des Directeurs exécutifs** : En avril 2021, le Conseil des Directeurs exécutifs a approuvé un nouveau code de déontologie qui énonce les principes et les normes éthiques applicables à ses membres.

INVESTISSEMENT

► L'élaboration et la mise en œuvre du Cadre de contrôle intégré nécessitent l'implication de plusieurs services de la BID. À titre d'exemple, la BID a créé la Section de Gouvernance institutionnelle, un nouveau service rattaché au Directeur général et Conseiller juridique, pour superviser le déroulement du Cadre. Plusieurs plateformes ont été lancées pour améliorer les contrôles, la transparence dans les opérations, l'efficacité et l'efficacité dans la prestation de services.

CHANGEMENT D'ORGANIGRAMME

Le Cadre de contrôle intégré facilite le travail du Conseil des Directeurs exécutifs, de la Direction et du personnel dans la mise en œuvre du nouveau modèle d'entreprise

Décentralisation : les centres régionaux rapprochent le Groupe de la BID du terrain

Gâce à la décentralisation de ses activités, la BID aide ses pays membres à renforcer leurs capacités industrielles par des voies diverses et adaptées.

OBJECTIF

- ▶ La BID s'emploie à répondre aux attentes des pays membres, en améliorant les paramètres d'exécution des projets, qui, d'ordinaire, font l'objet de suivi, notamment :
 - la qualité à l'entrée, de la date d'approbation du projet à la date du premier décaissement ; et
 - la qualité de l'exécution, par la prévention des retards pendant la phase de décaissement.
- ▶ Les problèmes identifiés entraînaient des coûts financiers implicites importants (coûts d'opportunité) pour la BID également. Par conséquent, l'approche décentralisée est apparue comme étant le moyen le plus efficace pour régler ces problèmes.
- ▶ La décentralisation vise, entre autres, à réduire la durée du cycle de vie des projets, qui était d'environ vingt-et-un mois. L'accélération du cycle de vie des projets pour le rendre conforme aux normes internationales, devrait permettre de dégager un bénéfice annuel de 57 millions de dollars. En outre, elle permet à la BID de financer davantage de projets de développement, en raison de la rotation plus rapide des actifs.

Par la décentralisation, la BID s'engage à mettre un terme aux actions descendantes et à les remplacer par des interventions qui s'attaquent aux causes profondes entravant la croissance durable dans les pays membres.

- ▶ L'objectif d'autonomisation des centres régionaux est de permettre l'exécution indépendante des projets visant spécifiquement à répondre aux besoins identifiés dans des régions particulières.
- ▶ L'autonomisation des centres régionaux leur permettra de produire, à partir de la sélection de projets, des avantages tels qu'une plus grande proactivité dans l'identification et la préparation des projets.
- ▶ Les initiatives de décentralisation de la BID devraient améliorer sa visibilité et renforcer considérablement la mise en œuvre de ses opérations.

MÉTHODE

- ▶ Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, la BID met en œuvre un modèle de fonctionnement décentralisé qui consiste à améliorer sa présence dans les pays membres à travers la création de dix centres régionaux et de deux centres d'excellence.
- ▶ La décentralisation de la gestion du portefeuille qui est désormais du ressort des centres régionaux modifie le mode de travail de la BID et apporte des changements structurels à celle-ci :
 - moins de retard dans les étapes du cycle de vie des projets ;
 - revue et clôture des projets inactifs et non-performants ; et
 - réduction des engagements non-décaissés cumulés.
- ▶ En favorisant une approche décentralisée, la BID ne renonce ni à ses atouts traditionnels ni aux relations qu'elle a établies avec ses pays membres. Elle collaborera davantage avec ces derniers pour identifier, ensemble, les besoins prioritaires et les opportunités et pour mobiliser les ressources nécessaires afin de produire les changements indispensables.





► Bien que les coûts d'exploitation liés à l'adoption d'un modèle décentralisé soient élevés, les avantages financiers potentiels d'une meilleure exécution des projets, résultant de la décentralisation, devraient compenser largement les surcoûts d'exploitation induits.

► La BID entreprendra des interventions coordonnées qui catalyseront les investissements des entreprises privées, des organisations philanthropiques, des particuliers, des gouvernements, des organisations non-gouvernementales et de la société civile.

► L'accent mis sur l'autonomisation des centres régionaux reflète un changement dans les processus de planification de la BID, comme le montre son nouveau Programme de travail intégré. Ce dernier a été introduit pour remplacer les exercices de programmation annuels, ce qui permet de consacrer plus de temps et de ressources aux projets.

► La BID mène également des exercices de programmation dynamique dans le but d'améliorer la qualité de la réserve de projets sur une période de trois ans.

► La BID a détaché des spécialistes en passation de marchés aux centres régionaux, afin de rapprocher ses services des pays membres.

► En raison des capacités réduites en matière de passation de marchés dans certains pays membres, qui affectent la mise en œuvre et l'exécution des projets, la BID a également organisé des formations de renforcement

des capacités pour le personnel des ministères, des départements, des agences d'exécution et des unités de gestion des projets financés par la BID.

► Pour faciliter l'exécution, conformément à l'approche fondée sur la Stratégie de partenariat avec les pays membres axée sur la chaîne de valeur mondiale, la BID multipliera en 2021 les initiatives de décentralisation vers les centres régionaux dans la période 2021-2023.

RÉSULTATS

► À ce jour, des réalisations importantes en matière de décentralisation ont été faites. C'est ce qui a permis de lancer huit centres régionaux qui améliorent la visibilité du Groupe de la BID, mettent en œuvre les opérations du Programme stratégique de préparation et de riposte à la pandémie à coronavirus, et facilitent l'exécution du portefeuille habituel d'opérations dans les pays membres. À cet égard, 70 % du personnel des opérations ont été affectés sur le terrain, dans les centres régionaux, et l'âge moyen du portefeuille devrait diminuer sensiblement à 5,4 ans d'ici à 2023, en raison d'une présence accrue sur le terrain.

► Un portail numérique lancé en 2019 sur tous les processus de travail a considérablement amélioré la sensibilisation du personnel au nouveau modèle d'entreprise et aidera à l'optimisation et à la refonte des processus opérationnels au sein de la direction du Chargé en chef des Opérations.

► Trois grands tableaux de bord institutionnels ont été introduits pour assurer le suivi des initiatives de décentralisation, des objectifs opérationnels et des accords de niveau de service.

► L'élaboration et le déploiement de l'architecture des directives liées à la décentralisation ont été achevés en 2019, ce qui a permis d'approuver six politiques essentielles régissant la gestion des centres régionaux.

INVESTISSEMENT

► L'harmonisation du cycle de vie des projets avec les normes internationales permettra également à la BID de financer davantage de projets de développement, en raison de la rotation plus rapide des actifs.

► Les avantages financiers dépassent largement les surcoûts de la décentralisation, à savoir des coûts d'installation uniques de 8,6 millions de dollars et des coûts de fonctionnement annuels de 13,8 millions de dollars.

► Les projets sur les équipements de bureau et l'infrastructure informatique ont été menés à bien dans l'ensemble des centres régionaux, dans les limites du budget imparti, avec une économie de 708.000 dollars.

ACCÉLÉRATION DU CYCLE
DE VIE DES PROJETS
CONFORMÉMENT AUX NORMES
INTERNATIONALES

Économie de
57 millions de dollars

NUMÉRISATION ACCRUE ET
PROCESSUS INSTITUTIONNELS
SIMPLIFIÉS

Réduction de **15 %** des
charges d'exploitation des
centres régionaux

Élaboration d'un cadre de gestion des fonds

BID a mis en place un cadre de gestion des fonds pour renforcer ses capacités et devenir un partenaire de confiance dans le domaine de gestion des fonds fiduciaires et des fonds spéciaux.

OBJECTIF

- ▶ En 2019, une revue interne des fonds fiduciaires et des fonds spéciaux gérés par la BID a débouché sur le lancement d'une initiative devant renforcer les meilleures pratiques et instaurer une gouvernance, des modes de fonctionnement et une gestion axée sur les résultats solides et transparents.
- ▶ Le renforcement des capacités en matière de gestion des fonds externes afin d'asseoir la crédibilité de la BID et un avantage compétitif plus fort dans ce domaine s'était révélé impérieux.
- ▶ En conséquence, il a été décidé de mettre en place un nouveau cadre de gestion des fonds, conformément aux meilleures pratiques, fondé sur une gouvernance et des modes de fonctionnement solides et transparentes.
- ▶ En établissant un cadre de gestion des fonds axé sur les meilleures pratiques, la BID s'attèle à mobiliser des ressources hors bilan en renforçant sa réputation de partenaire de confiance du développement et de gestionnaire efficace des fonds de tiers.
- ▶ L'initiative consiste à intégrer les fonds

Le Cadre de gestion des fonds permettra un accès plus facile aux fonds externes en établissant une relation de confiance avec des partenaires potentiels, notamment dans le secteur des awqaf où le potentiel est énorme et estimé à des milliers de milliards de dollars. C'est un facteur déterminant pour la réalisation du Programme quinquennal du Président, notamment ses piliers de « Financement », « Mise en lien » et « Renforcement »

spéciaux et les fonds fiduciaires gérés par la BID dans ses stratégies et processus de travail, et à fournir à la BID un cadre transparent et global qui soit conforme aux meilleures pratiques pour la création, la gestion et l'utilisation de chaque fonds spécial et fonds fiduciaire.

- ▶ Les objectifs du Cadre de gestion des fonds consistent à :
 - veiller à ce que l'objectif stratégique de la BID, à savoir l'augmentation significative des ressources hors bilan pour mobiliser davantage de financements concessionnels au profit des pays membres et minimiser le risque financier pour l'ensemble du Groupe, tel qu'énoncé dans le Programme quinquennal du Président, soit poursuivi. Le Programme quinquennal du Président met également l'accent sur la nécessité d'un changement progressif de l'organisation, de banque de développement à une banque pour le développement et les acteurs du développement. Ces ambitions ne peuvent être réalisées qu'en entretenant et en développant des partenariats dans la communauté internationale du développement, et en combinant les capacités et les ressources pour atteindre des objectifs communs, grâce à des véhicules de financement adaptés ;
 - garantir que les fonds soient inclus dans les activités principales de la BID, en veillant à ce que les capacités et les ressources de l'ensemble de l'organisation soient mises à contribution aux fins de la réussite et du développement des activités de la BID en matière de gestion des fonds ; et
 - adopter des pratiques conformes aux normes internationales, promouvoir l'engagement des partenaires du développement et viser des résultats durables.
- ▶ Pour que la BID puisse créer et maintenir un avantage compétitif dans ce domaine, en tant que partenaire de confiance dans un réseau d'acteurs du développement performants et à l'avant-garde, elle doit constamment fournir des résultats pour les contributeurs à ses fonds spéciaux et fiduciaires actuels et



futurs, à un niveau de risque acceptable et conformément aux principes fondamentaux de la bonne gouvernance.

MÉTHODE

- ▶ Le Cadre de gestion des fonds de la BID a été approuvé par le Comité de direction en décembre 2019 et adopté par le Conseil des Directeurs exécutifs en février 2020.
- ▶ Le Cadre comprend à la fois un cadre d'exploitation et un cadre de gouvernance et est doté de dispositions de gouvernance solides et transparentes qui garantiront que les fonds actuels et nouveaux reposent sur des bases solides et maintiendront l'appui des contributeurs financiers sur le long terme.
- ▶ Le Cadre a été élaboré à l'interne, avec l'assistance technique d'experts indépendants, *Adam Smith International* - un cabinet international de conseil opérant à partir du Royaume-Uni et spécialisé dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de fonds fiduciaires destinés à un déploiement bilatéral et multilatéral, selon un processus à trois étapes :
 - analyse des lacunes des fonds actuellement gérés par la BID ;
 - conception d'un cadre solide conforme aux normes internationales et adapté aux besoins de la BID ; et
 - feuille de route de mise en œuvre claire, comprenant une solution informatique, afin d'assurer une gestion efficace et transparente de tous les fonds.

RÉSULTATS

- ▶ Le Cadre contribue à l'adhésion de la BID à certains principes institutionnels clé :
 - prise de décision transparente et inclusive, tant au sein de la BID que dans les organismes et instances partenaires nationaux et mondiaux auxquels la BID et ses partenaires participent ;
 - rentabilité et optimisation des

- ressources aussi bien pour les financeurs que les bénéficiaires, en vue d'assurer la durabilité et l'efficacité à long terme des fonds ;
- gestion des fonds axée sur les risques, c'est à dire ne pas chercher à éviter tous les risques, mais plutôt garantir que les risques pris sont reconnus, calculés et gérés ; et
- engagement vis-à-vis de la Déclaration de Paris dans la gestion des fonds, notamment pour ce qui est de l'appropriation par les pays et de la responsabilité solidaire.
- ▶ L'obtention de résultats en matière de développement, conformément à des principes institutionnels solides et aux meilleures pratiques internationales, permettra à la BID de rentabiliser son expérience, de faire participer des acteurs de développement partageant la même vision, et de mettre les marchés au service du développement.
- ▶ Un cadre de gestion des fonds clair et solide est désormais une condition sine qua non aux vérifications préalables entreprises avant qu'un financeur externe ne puisse s'engager dans un fonds. À cet égard, l'initiative a produit un tel cadre qui constitue désormais une base fondamentale de négociation avec les partenaires potentiels des nouveaux fonds.
- ▶ Fortes du Cadre qui constitue une base de négociation fondée sur la confiance, des initiatives de mobilisation de ressources visant plus d'un milliard de dollars sont en cours d'élaboration en collaboration avec d'autres partenaires.
- ▶ Conformément au Cadre, les principaux fonds fiduciaires et spéciaux gérés par la BID disposent désormais d'un énoncé d'investissement solide qui contribue à assurer une gestion plus efficace des investissements garantissant des rendements supérieurs pondérés en fonction des risques.
- ▶ Au-delà de ces réalisations fondamentales, l'application du Cadre à tous les fonds devrait être achevée en 2021. Néanmoins, certains aspects liés à la solution informatique pourraient se prolonger jusqu'au deuxième trimestre de 2022.

INVESTISSEMENT

- ▶ Sur un budget de 900.000 dinars islamiques consacré à la mise en œuvre complète du projet, le document approuvé du Cadre a été élaboré avec 120.000 dinars islamiques. Ces dépenses sont compensées par les initiatives de mobilisation de ressources actuelles qui bénéficient du Cadre, lesquelles s'élèvent à plus d'un milliard de dollars. Ces initiatives comptent notamment les soukouk waqf liquides, l'Office de secours et de travaux des Nations Unis pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le Fonds philanthropique islamique mondial pour l'enfance lancé avec l'UNICEF et le Fonds d'investissement waqf ihsan.
- ▶ Alors qu'elle se dirige vers le lancement et l'intégration du service de gestion des fonds externes complet et solide, offrant une bonne gouvernance et une transparence à tous les partenaires financiers, publics ou privés, grands ou petits, la BID peut libérer un énorme potentiel, en particulier dans le secteur des awqaf qui se chiffre à des milliers de milliards de dollars.

CADRE DE GESTION DES FONDS

Les différentes initiatives de mobilisation de ressources au titre du Cadre de gestion des fonds visent à atteindre
1 milliard de dollars

BUDGET DU PROJET

Le Cadre de gestion des fonds a été élaboré avec un budget d'environ
120.000 dinars islamiques

Manuel de décaissement

La gestion des flux importants de financement des programmes et projets constitue une priorité pour la BID. Le Manuel de décaissement se veut un cadre devant guider toutes les parties prenantes, grâce à un document unifié qui traite de tous les aspects essentiels liés aux décaissements.

OBJECTIF

► Dans le cadre de ses efforts de décentralisation, la BID a transféré la fonction chargée des décaissements vers les centres régionaux qui désormais veillent à l'amélioration des décaissements et à l'accélération de la mise en œuvre des projets. L'approche de décentralisation a nécessité des politiques et des procédures judicieuses et une plus grande harmonisation avec les parties prenantes internes et externes. C'est pourquoi un manuel de décaissement devant répondre à toutes les exigences liées aux décaissements, a été élaboré.

► La BID ne cesse d'accroître son soutien aux pays membres. En 2019, elle a décaissé 2,98 milliards de dollars au titre des projets et subventions. Ce chiffre représente une augmentation de 16 % par rapport à celui décaissé en 2018, qui était le montant le plus important depuis la création de la BID. Afin de garantir une valeur constante à ses activités de décaissement, la BID s'efforce continuellement de rentabiliser ses programmes de financement.

Le Manuel de décaissement réunit les politiques, les procédures et les directives liées aux décaissements, à appliquer par tous les services chargés des aspects financiers des projets financés par la BID.

► Dans le cadre du nouveau modèle d'entreprise de la BID, des améliorations destinées à accroître l'efficacité et l'efficacité ont porté sur de nombreux aspects du cycle de financement, ce qui a garanti la disponibilité des fonds et la réduction des coûts.

► Cette approche de la BID s'est matérialisée par la publication du Manuel de décaissement.

► Dans le but de donner aux bénéficiaires des financements de la BID des directives claires et faciles à utiliser au titre des politiques et procédures de décaissement, le Manuel :

- met principalement l'accent sur les étapes essentielles que les bénéficiaires sont tenus de suivre pour soumettre des demandes de retrait et obtenir les fonds des comptes de financement ou de subvention nécessaires à l'exécution des projets et programmes financés par la BID ou à travers elle ;
- couvre les procédures requises par la BID pour la clôture des comptes de décaissement à l'achèvement des projets ou des programmes ; et
- doit être utilisé avec les documents de financement ou de subvention pertinents.

► Le Manuel est conçu pour réduire les retards à différents stades des projets. Il a déjà contribué à la réalisation des cibles de décaissement de la BID au titre de 2019 et à l'amélioration de divers indicateurs de qualité du portefeuille.

MÉTHODE

► Le Manuel joue un rôle important dans l'amélioration continue de tous les paramètres pertinents. Il récapitule les politiques, directives et procédures de décaissement adoptées par la BID et constitue un outil de référence important pour :

- les bénéficiaires ;
- les agences d'exécution ;
- les services chargés de l'exécution de projets ;
- les partenaires de financement ;





- les fournisseurs ; et
- les autres parties contractantes qui participent à la préparation et à la mise en œuvre des projets et programmes financés par la BID ou à travers elle.

► Le Manuel contient également des conseils concernant le traitement des financements des partenaires ayant confié à la BID la charge de gérer les décaissements au titre des projets et programmes auxquels ils participent.

► Les politiques et procédures décrites dans le Manuel s'appliquent aux opérations souveraines et aux opérations assorties de garanties souveraines financées par la BID ou par le biais de fonds administrés par celle-ci. Ces opérations utilisent les fonds provenant de diverses sources, notamment :

- les Ressources ordinaires en capital ;
- le Fonds de solidarité islamique pour le développement ;
- le Fonds waqf ;
- les fonds spéciaux et fiduciaires ; et
- les donateurs ayant confié à la BID la gestion de leurs fonds.

► Les politiques et procédures figurant dans le Manuel s'appliquent à tout mode de financement islamique, y compris les subventions financées ou gérées par la BID. Elles couvrent des aspects tels que :

- les conditions générales applicables aux financements bénéficiant d'une garantie souveraine, les directives pour la passation des marchés de biens, de travaux et de services connexes, et les directives pour la commission de services de consultants ; et

- les services dans le cadre du financement des projets, de la gestion financière des projets ou de la Politique d'intégrité de la BID, et des directives de la BID en matière de lutte contre la corruption.

► Le Manuel couvre aussi d'autres aspects, à savoir :

- un aperçu général de la structure et de l'organisation du Groupe de la BID, avec un accent particulier sur les opérations de la BID auxquelles s'appliquent les politiques et procédures en matière de décaissement ;
- les aspects des politiques de la BID concernant les opérations de décaissement, y compris ceux portant sur les cas critiques liés au financement des projets, tels que la suspension ou l'annulation ; et
- les grandes lignes des procédures des quatre modes de décaissement habituels de la BID.

► En outre, le Manuel contient des informations sur les autres membres affiliés au Groupe de la BID concernés par les opérations de décaissement, à savoir :

- la Société islamique pour le développement du secteur privé ;
- la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation ;
- la Société internationale islamique de financement du commerce ; et
- l'Institut de la Banque islamique de développement.

RÉSULTATS

► La BID a réussi à réduire considérablement les retards à différents stades de mise en œuvre des projets.

► La durée de traitement des demandes de décaissement a été sensiblement réduite, passant de 19 jours en moyenne en 2017 à 7 jours seulement en 2020. Ceci est principalement dû à la décentralisation des décaissements dans le cadre du Programme quinquennal du Président et à d'autres initiatives telles que le Manuel de décaissement qui a largement amélioré l'efficacité globale du processus.

► Un aspect du cycle de financement de la BID ayant connu une amélioration notable est le délai d'approbation du premier décaissement des fonds. Entre 2017 et 2019, le délai a été réduit de cinq mois, passant ainsi de 24 à 19 mois, ce qui permet aux bénéficiaires de commencer à profiter des avantages du financement beaucoup plus tôt.

► Les plus grandes améliorations ont été observées dans les projets du secteur de l'eau, où le délai entre la date d'approbation et la date du premier décaissement a été ramené de 30 à 17 mois. Ils sont suivis des projets des secteurs financier et agricole.

INVESTISSEMENT

► Le Manuel de décaissement, qui met l'accent sur les décaissements, a contribué à la réduction des dépenses administratives internes pour chaque million de dollars décaissé de 63.000 dollars en 2018 à 50.000 dollars en 2021.

DÉCAISSEMENTS EN 2019

La BID a décaissé 2,98 milliards de dollars

au titre de projets et de subventions, soit 16 % de plus que le montant décaissé en 2018

Le Manuel de décaissement et le nouveau modèle de décaissement décentralisé ont permis de ramener la période du cycle de décaissement de 19 à 7 jours

Plateforme de décaissement électronique

La BID a conçu une solution numérique intégrée, Plateforme de décaissement électronique, qui est un service en ligne permettant aux pays membres de soumettre des demandes de décaissement par voie électronique. La fonctionnalité de messagerie instantanée dont la plateforme est équipée, facilite la communication directe entre membres internes et externes des équipes des projets.

OBJECTIF

- ▶ Le renforcement de la mise en œuvre des projets reste une priorité absolue pour la BID. Grâce à la numérisation, la BID s'emploie à réduire son empreinte écologique en adoptant les meilleures pratiques, respectueuses de l'environnement. C'est l'un des objectifs de cette plateforme, en plus d'améliorer l'expérience utilisateur. Elle est issue des dernières technologies, ce qui lui confère un accès mobile flexible. Enfin, elle constitue une solution aux manquements en matière de contrôle qui sont inhérents à tout processus manuel.
- ▶ La BID n'a cessé de renforcer son efficacité en matière de traitement des demandes de décaissement. Celui-ci est passé de 19 jours en moyenne en 2017 à seulement 7 jours en 2020.

La plateforme de décaissement électronique est un service en ligne qui permet aux pays membres de soumettre des demandes de décaissement, de les suivre en temps réel, et de communiquer avec les équipes des projets dans un environnement sécurisé.

- ▶ En 2020, en raison de la perturbation soudaine des services postaux, il a fallu trouver rapidement une solution provisoire, pour valider les demandes de décaissement envoyées par voie électronique. Compte tenu des risques inhérents à ce mode de fonctionnement, il était nécessaire de trouver une solution, à savoir un processus de soumission avec des contrôles intégrés au système.
- ▶ Entre 2018 et 2020, la BID a reçu en moyenne 5.045 demandes de décaissement chaque année, soit un nombre important de documents, produisant des besoins pour le traitement manuel et l'espace de stockage.
- ▶ Dans un souci de toujours renforcer les contrôles et l'efficacité, la plateforme :
 - sera le point d'entrée unique, veillant à ce que toutes les demandes reçues soient mieux suivies et traitées efficacement ;
 - est partie intégrante du système interne de gestion des opérations (OMS) de la BID, de sorte qu'une fois la demande validée sur la plateforme, elle déclenche automatiquement une demande de décaissement, adjointe des documents justificatifs ; et
 - valide les demandes avant la date d'échéance du décaissement.

MÉTHODE

- ▶ La plateforme joue un rôle important dans le renforcement continu des indicateurs de performance clé pertinents. Elle sera une interface conviviale pour surveiller et suivre en temps réel les demandes de décaissement et communiquer avec les équipes des projets dans un environnement sécurisé.
- ▶ En outre, la plateforme est un outil complet permettant aux signataires autorisés





d'enregistrer les utilisateurs habilités à soumettre les demandes de décaissement en leur nom, ainsi que le personnel financier et comptable des unités de mise en œuvre du projet qui répondra à toutes les demandes d'information.

- ▶ De nombreux supports de formation ont été mis à la disposition des utilisateurs : un guide de l'utilisateur, des menus d'aide à l'écran et des vidéos de démonstration.
- ▶ La plateforme est accessible dans les trois langues de la BID : arabe, anglais et français.
- ▶ Elle est peaufinée et de nouvelles fonctionnalités sont en cours de conception pour les prochaines versions.
- ▶ Elle sera lancée en Indonésie et au Sénégal à la fin du mois de juin 2021. Une période de stabilisation accélérée est prévue pour permettre son déploiement dans les autres pays

membres avant la tenue de la 46^e Réunion annuelle, en septembre 2021.

RÉSULTATS

- ▶ La plateforme permettra :
 - un contrôle et une gouvernance renforcés, en assurant le suivi de chaque demande au vu des vérifications pertinentes des processus humains et des systèmes, de la réception au paiement ;
 - une collaboration aisée grâce à la fonctionnalité de messagerie instantanée qui permet d'accélérer les décaissements ; et
 - la transparence grâce à un état actualisé en temps réel des demandes.

INVESTISSEMENT

- ▶ Axée sur le processus de décaissement de bout en bout, la plateforme permettra de réduire :

- le coût direct du service de courrier pour le pays membre et le projet ;
- les retards de réception des demandes de décaissement jusqu'à 5 à 10 jours, dans certains cas ;
- les coûts liés au stockage temporaire et à l'archivage permanent des documents ; et
- le temps de traitement et les tâches manuelles pour scanner et télécharger les documents

TRAITEMENT DES DEMANDES DE DÉCAISSEMENT

de **19** jours en moyenne en
2017 à **7** jours en
2020

Réformes du Fonds waqf

En 2017, la Direction de la BID a produit un rapport présentant les conclusions d'une évaluation complète de l'état du Fonds waqf. Des améliorations ont été apportées au Fonds pour garantir sa viabilité.

OBJECTIF

- ▶ Une étude assortie d'un plan devant garantir la viabilité financière à long terme du Fonds waqf a été préparée. Ce faisant, la BID tend à se conformer aux meilleures pratiques de gestion des waqf.
- ▶ Les recommandations énoncées dans l'études visent à :
 - optimiser les rendements en améliorant l'énoncé de la politique d'investissement proposée ;
 - accroître la transparence en améliorant les mécanismes d'information ;
 - optimiser les dépenses grâce à une politique et des directives relatives aux dépenses prudentes ;
 - établir la responsabilité et la reddition de comptes unipersonnelle en réorganisant la structure de gouvernance ;

Plusieurs résultats positifs, notamment le renforcement de la viabilité financière à long terme du Fonds waqf, ont été obtenus grâce à l'étude.

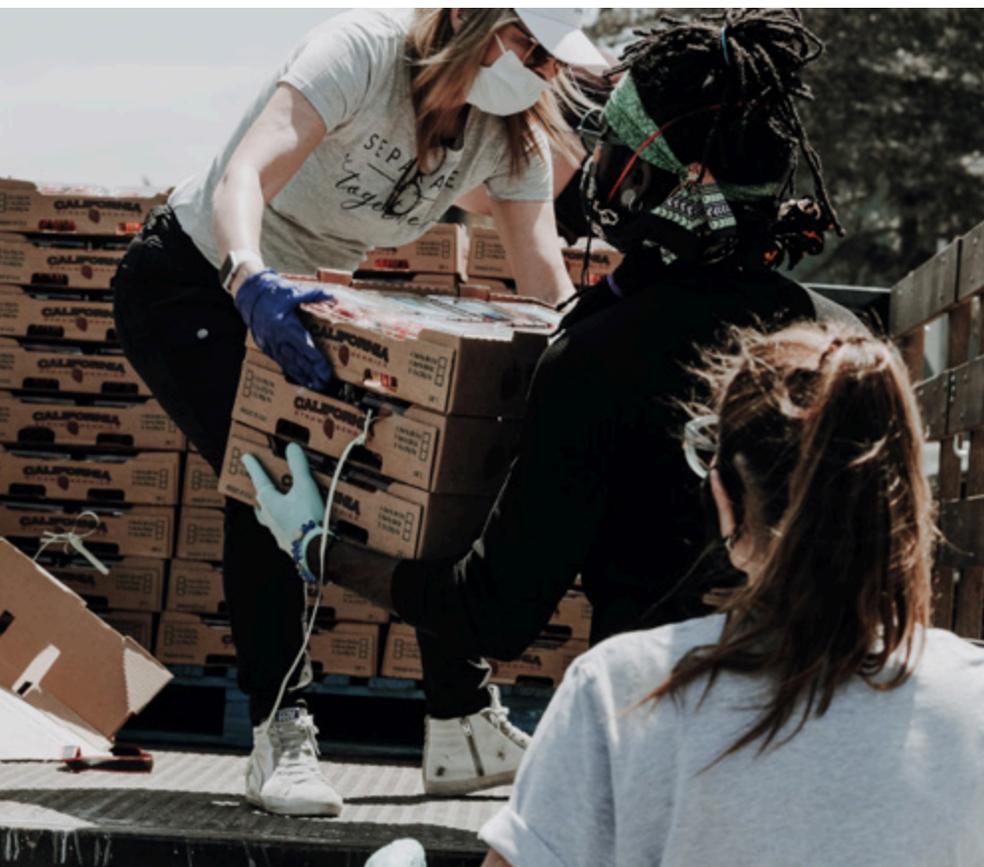
- optimiser l'allocation des ressources par la révision du modèle d'entreprise ;
- assurer la viabilité financière grâce à un modèle de projection financière solide et au renforcement du processus de budgétisation ; et
- encourager le changement dans le mode de gestion grâce à des ateliers avec les principales parties prenantes.

- ▶ Les principaux programmes et initiatives du Fonds waqf couvrent :
 - l'Institut de la Banque islamique de développement ;
 - le Projet Adahi d'utilisation des viandes sacrificielles ;
 - l'Assistance spéciale aux communautés musulmanes établies dans des pays non-membres ;
 - la Science, la technologie et l'innovation ; et
 - le Programme de bourses d'études.

- ▶ Si géré de manière efficace, le Fonds waqf permettrait d'agrandir les programme mentionnés ci-dessus. Il constituerait une nouvelle source de financement concessionnel pour les pays membres, notamment au titre des initiatives et programmes ci-après inscrits dans le Programme de travail de 2020 :
 - Initiatives d'économie intelligente, visant la transformation économique mue par la connaissance.
 - Programmes de renforcement des capacités, à l'intention des futurs leaders dans la connaissance.
 - Programmes de création de connaissances, en vue de créer un environnement propice pour la finance islamique.
 - Programmes de diffusion des connaissances, afin de renforcer la visibilité de l'Institut de la Banque islamique de développement en tant que leader dans la connaissance en finance islamique.

MÉTHODE

- ▶ Un rapport détaillé, Étude technique et recommandations sur la voie à suivre, a été





élaboré. Il comprenait une analyse de tous les aspects préjudiciables à la viabilité financière du Fonds waqf ainsi que des discussions avec diverses parties prenantes. Un consultant a été recruté à cette fin pour un examen indépendant de ces défis.

RÉSULTATS

- ▶ L'investissement dans l'étude officielle sur le Fonds waqf a produit un certain nombre de résultats notamment :
 - l'énoncé de politique d'investissement et un plan de transition d'actifs ;
 - la politique et les directives relatives aux dépenses ;
 - le mode de gouvernance du Fonds waqf ;
 - le cadre d'évaluation des activités financées par le Fonds waqf ; et
 - les directives de communication de rapports et le modèle à utiliser.

INVESTISSEMENT

- ▶ Les conclusions du rapport ont abouti à la mise en œuvre d'une série de recommandations, qui ont contribué à améliorer la gouvernance et les aspects financiers du Fonds waqf.

- ▶ L'étude a coûté moins d'un million de dollars et a donné lieu à de nombreuses recommandations, notamment :
 - le changement de la monnaie fonctionnelle du dinar islamique au dollar des États-Unis afin de minimiser le risque de change, d'améliorer la rentabilité du Fonds et de se conformer aux nouveaux objectifs de la politique d'investissement ;
 - l'élaboration d'une charte du Conseil d'administration, avec des directives et des objectifs clairs à atteindre en mettant l'accent sur la gestion stratégique, opérationnelle, financière et de la performance du Fonds ;
 - la création d'un comité de gestion des investissements du Fonds waqf pour assurer le suivi et la revue continue de tous les investissements des actifs du Fonds ;
 - l'élaboration d'un protocole qui définit la répartition du bénéfice net attribuable du Fonds entre ses trois comptes distincts ;
 - l'élaboration d'une politique des dépenses du Fonds pour formaliser les décisions en la matière et définir le taux de dépenses, ainsi que les règles et les règlements y afférents. La politique devra comprendre des directives détaillées sur les dépenses relatives aux subventions et aux frais administratifs associés aux programmes financés par le Fonds.

- ▶ En dépit de la nécessité de réduire davantage les dépenses du Fonds waqf, l'étude a d'ores et déjà permis de rendre le Fonds relativement plus viable.

RÉFORME DU FONDS WAQF

Les dépenses actuelles du Fonds waqf ont chuté de **59 %** suite à l'achèvement de l'étude et à sa présentation au Conseil des Directeurs exécutifs

La réforme a entraîné une réduction des dépenses du Fonds de **23 millions de dollars** au cours des dernières années

Notation des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance

Ces dernières années, les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont devenus des domaines clé de la gestion des risques. La BID s'est engagée à jouer un rôle de premier plan pour aider ses pays membres à gérer et à atténuer ces risques.

OBJECTIF

- ▶ Pour relever les énormes défis que représentent les risques liés aux changements climatiques, les principales institutions financières se sont engagées à respecter diverses normes mondiales, notamment :
 - les six Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies ;
 - l'initiative du PNUE sur les principes pour une banque responsable ;
 - l'Accord de Paris (189 signataires au mois de février 2020) ; et
 - les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques.
- ▶ L'industrie a adopté diverses approches pour l'identification, la quantification, l'atténuation et le contrôle des risques ESG. Les marchés ont mis en place divers mécanismes pour gérer les risques auxquels ils s'exposent et adopter des financements et des investissements conformes aux exigences ESG.

Les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques ont été approuvées par plus de 1.500 organisations dans le monde, représentant une capitalisation de 12.600 milliards de dollars et des institutions financières responsables d'actifs d'une valeur de 150.000 milliards de dollars.

- ▶ Les banques multilatérales de développement sont en accord avec les initiatives ESG, car celles-ci sont directement liées aux ODD et aux meilleures pratiques.
- ▶ La BID a pris les mesures nécessaires pour appliquer les meilleures pratiques liées au climat dans ses opérations pour le développement durable des pays membres.
- ▶ La BID entend assurer que tous les éléments d'identification, de mesure, d'atténuation et de suivi des facteurs de risque ESG sont correctement pris en compte, gérés et communiqués grâce à ses modèles de notation de crédit. Cette initiative permettra de :
 - garantir que le portefeuille de la BID reste respectueux du climat et des exigences de notation les plus élevées ; et
 - faciliter un meilleur accès au financement et favoriser la réalisation des ODD pertinents au profit des pays membres.

MÉTHODE

- ▶ Au sein de la BID, la gouvernance est encadrée par des politiques sur la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, des garanties sociales pour les projets financés par la BID et ses investissements, et des exigences sur l'information liée aux aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance.
- ▶ La stratégie est formulée en tenant compte des risques et des opportunités que présentent les questions ESG et de leur impact sur les décisions opérationnelles et la planification financière.
- ▶ La gestion des risques est renforcée grâce à l'application de la modélisation quantitative servant à identifier, mesurer, atténuer et gérer les risques ESG liés aux transactions et aux portefeuilles.
- ▶ Des cibles et des indicateurs de référence sont établis et analysés afin de permettre à la Direction d'assurer le suivi de la performance





et de prendre des décisions en connaissance de cause. L'approche et la méthodologie appliquées à la BID s'articulent autour de quatre domaines, à savoir :

- la gouvernance ;
 - la stratégie ;
 - la gestion des risques ; et
 - les objectifs et paramètres.
- ▶ Du point de vue de la gestion des risques, les risques ESG sont intégrés dans l'évaluation du risque de crédit des transactions et des portefeuilles.
 - ▶ L'approche de gestion des risques ESG appliquée aux projets consiste à :
 - identifier les risques ESG de chaque projet, par exemple les risques physiques (aigus et chroniques) et les risques de transition tels que les risques juridiques, technologiques, de marché, de réputation, etc. ; et
 - mesurer l'impact sur les revenus, les coûts et la rentabilité de chaque projet après ajustement en fonction de la capacité d'adaptation et d'atténuation.
 - ▶ La note d'un projet pondérée en fonction des risques ESG est obtenue afin de prendre une décision solidement étayée.

- ▶ L'évaluation des risques ESG appliquée aux transactions est effectuée grâce à la définition de scénarios et de simulations de crise au niveau du portefeuille pour déterminer les incidences sur les performances financières de la BID en tenant compte des risques ESG.

RÉSULTATS

- ▶ Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, les politiques et les directives relatives aux aspects ESG ont été élaborées et approuvées en coordination avec le Département de Gestion des Risques.
- ▶ La BID s'est adjoint les services d'un consultant pour mettre au point un cadre d'évaluation des risques liés au climat au niveau des projets.
- ▶ La BID a passé en revue les méthodologies de notation des risques pour y inclure une superposition des risques ESG, afin de parvenir à une notation pondérée en fonctions des risques des portefeuilles des opérations de financement, soit les projets, les entreprises, les institutions financières et les pays.

- ▶ Elle a pu lancer ses premiers soukous verts qui ont été rapidement sursouscrits.
- ▶ Un programme de gestion des risques liés aux entreprises a été lancé. Il comprend des outils d'analyse et de simulation de crise afin de refléter l'incidence des risques liés aux aspects ESG.
- ▶ Une comparaison par rapport aux approches de gestion des risques ESG des autres banques multilatérales de développement a été effectuée.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID devrait tirer des avantages financiers et non financiers importants de son initiative ESG. L'intention est avant tout de maintenir l'accès de la BID aux grands marchés financiers pour la mobilisation de ressources, en adoptant les meilleures pratiques du marché liées aux questions ESG.
- ▶ Les modèles liés aux aspects ESG fourniront un scénario proactif et une approche de simulations de crise pour atténuer les risques financiers qui s'y rapportent.
- ▶ Les pays membres de la BID bénéficieront du soutien de cette dernière qui permettra d'identifier les risques ESG des projets et de suggérer des mesures pour leur atténuation.
- ▶ Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, des ressources ont été allouées pour permettre au personnel chargé de la gestion des risques de suivre la formation nécessaire à la mise en œuvre complète d'un cadre ESG au sein de la BID.

PRINCIPAUX DOMAINES D'ACTION DE LA MÉTHODOLOGIE ESG

- Gouvernance**
- Stratégie**
- Gestion des risques**
- Paramètres de mesure**
- Cibles**

Cadre COSO

TLe COSO (Comité des organisations de parrainage de la Commission Treadway) est un cadre intégré complet qui vise à améliorer la qualité de l'information financière de la BID, en mettant l'accent sur la gouvernance, les pratiques éthiques et le contrôle interne.

OBJECTIF

► Dans le cadre du Programme quinquennal du Président, la BID s'est préparée pour le COSO en 2020. L'objectif principal est de réaliser une évaluation détaillée de l'environnement de contrôle interne existant susceptible d'avoir une incidence sur l'information financière et les risques opérationnels. Cette évaluation permettra de mettre en œuvre le cadre du COSO concernant les processus de contrôle interne de l'information financière.

L'application du cadre COSO mettra la BID au diapason des principales organisations mondiales et des banques multilatérales de développement.

► La cadre qui a été pleinement appliqué vers la fin de 2020, a permis de :

- mettre en place un système de contrôles internes efficaces qui constituent un élément essentiel dans la gestion de la BID et servent de base pour garantir la sécurité de ses opérations ;
- améliorer le cadre de contrôle afin d'atténuer efficacement de nombreux risques liés à l'information financière et aux opérations, pour une meilleure efficacité et efficacité de l'ensemble de l'information financière et des activités de gestion des risques de la Banque ;
- identifier et atténuation des lacunes de contrôle interne à l'égard de l'information financière au sein de la BID ;
- institutionnaliser des initiatives de changement du contrôle interne ; et
- contribuer à la préservation de la note de crédit « AAA » de la BID.

► Le fondement d'un bon programme COSO en matière de contrôle interne de l'information financière est une stratégie bien définie, conforme aux priorités de l'organisation. À cet égard, il est important de comprendre comment un niveau de fiabilité précis appuie la réalisation des objectifs. Des stratégies plus abouties visent à aller au-delà de la conformité de base, en soutenant les valeurs institutionnelles de la BID ainsi que le programme de travail et la stratégie lancés au titre du Programme quinquennal du Président.

MÉTHODE

► La BID a adopté une approche efficace axée sur la gestion des risques, qui suit un processus cumulatif et itératif, plutôt que linéaire.

► Le projet a commencé par la planification et la détermination du champ d'application, en identifiant et les comptes, les informations et les déclarations importants qui pourraient raisonnablement comporter des inexactitudes significatives dans les états financiers.

► Une approche de matrices de contrôle





des risques a été appliquée pour la sensibilisation et la responsabilisation individuelle, en mettant l'accent sur les objectifs, les risques et les mesures de contrôle pour leur atténuation des différents services.

- ▶ L'équipe chargée du Cadre COSO a obtenu des parties prenantes l'approbation des modèles qui ont été utilisés pour élaborer des matrices de contrôle des risques dans le cadre de divers processus mis en place par la BID.
- ▶ Un test de conception a été effectué pour assurer la conception adéquate des contrôles et éviter ou atténuer les risques d'inexactitudes importantes ou de fraudes dans l'information financière.
- ▶ Un test d'efficacité opérationnelle a été effectué pour assurer l'exploitation efficace des contrôles durant l'exercice financier 2020.
- ▶ Des lacunes et des voies d'amélioration ont été identifiées, des recommandations fournies à la Direction afin de combler ces lacunes et de proposer des contrôles alternatifs ou de compensation.
- ▶ Les défaillances et les écarts ont été soulignés et analysés dans un moniteur séparé pour déterminer si :
 - la nature de l'écart est limitée à un type de transactions précis ;
 - l'écart est dû à un manque de compétence chez le responsable chargé du contrôle ;
 - les modifications du volume des activités et transactions sont à l'origine de l'écart.

RÉSULTATS

- ▶ Les contrôles au niveau des entités ont été documentés sur la base des principes du COSO.

- ▶ Les processus et contrôles proposés pour l'information financière et le risque de fraude ont été testés et mis en place.
- ▶ Des contrôles anti-fraude ont été mis au point et documentés et un programme anti-fraude permanent a été établi.
- ▶ Un inventaire formel de tous les processus ayant un impact sur les résultats financiers de la BID a été effectué. Il s'agit des contrôles au niveau des entités et des activités de contrôle.
- ▶ Des flux de processus et des tableaux de contrôle clé ont été élaborés pour tous les processus opérationnels affectant les résultats financiers.
- ▶ Des recommandations ont été formulées pour optimiser les processus et les contrôles et une analyse des lacunes des contrôles financiers a été effectuée.
- ▶ Les flux de processus et les tableaux de contrôle existants ont été revus et actualisés pour refléter les changements de processus et de systèmes et améliorer la conception des principaux processus et contrôles.
- ▶ Un inventaire de toutes les applications utilisées par la BID qui ont une incidence sur les résultats financiers, y compris les applications informatiques des utilisateurs finaux, a été dressé et les principaux contrôles de ces applications ont été documentés.
- ▶ Des améliorations des contrôles des applications informatiques ont été proposées.
- ▶ Une méthodologie, un programme de travail, des procédures opérationnelles et des modèles d'auto-évaluation ont été élaborés, ainsi qu'un audit permanent des contrôles en termes de conception et d'efficacité.
- ▶ Un programme de formation du personnel a été élaboré pour assurer la bonne exploitation des contrôles.

INVESTISSEMENT

- ▶ Les investissements ont été réalisés pour :
 - institutionnaliser un système de contrôles internes efficaces ;
 - améliorer les contrôles internes qui permettront à la BID de

- mieux atténuer les risques liés à l'information financière et d'accéder aux données nécessaires pour favoriser une prise de décision financière judicieuse ;
- susciter un intérêt positif de la part des investisseurs aux soukous, ce qui rend la BID plus attrayante pour les investisseurs et mieux préparée aux émissions de soukous et aux évaluations internationales ;
- documenter la bibliothèque sur le contrôle des risques, les indicateurs des risques, la méthodologie de contrôle à l'égard de l'information financière, et la communication détaillée des lacunes ;
- renforcer davantage les valeurs d'intégrité et d'éthique de la BID ; et
- garantir les niveaux de gestion adéquats et la responsabilité quant aux contrôles internes, conformément aux objectifs énoncés dans le Programme quinquennal du Président.

CHAMP D'APPLICATION

8 fonctions

150 sous-processus

+ de 800 risques documentés

+ de 200 lacunes identifiées dans la première phase

+ de 150 lacunes comblées/ contrôles de compensation

+ de 100 solutions informatiques

Programme de gestion des risques d'entreprise

La BID s'est dotée d'une feuille de route complète pour renforcer ses capacités de gestion des risques. Il s'agit d'utiliser des outils et des solutions intégrés et avancés de gestion financière et de gestion des risques, propres à améliorer l'analyse de la viabilité financière, préserver cette dernière, et renforcer la résilience à long terme pour le bien des pays membres.

OBJECTIF

► Devenir une institution axée sur les acteurs du développement est l'objectif principal du nouveau modèle d'entreprise de la BID et du Programme quinquennal du Président. La réalisation de cet objectif nécessite un cadre et une architecture de gestion des risques agiles, soutenus par des analyses améliorées. C'est pourquoi la BID s'est lancée dans l'application d'une solution de gestion des risques d'entreprise, qui se veut une des principales initiatives au titre du Programme quinquennal du Président.

► Les exigences du programme de gestion des risques d'entreprise sont dictées par l'architecture de gestion des risques de la BID, laquelle architecture repose sur deux piliers, à savoir :

Le projet implique de multiples parties prenantes, des solutions de produits de fournisseurs et l'intégration avec les systèmes et la plateforme existants de la BID. Il repose essentiellement sur des données précises et des rapports intégrés.

- la gestion de l'adéquation du capital ; et
- la gestion de la liquidité et du bilan.

► Les deux piliers requièrent un cadre de simulation de crise solide à l'échelle de l'institution, capable de gérer les risques et vulnérabilités émergents ou imprévus. Ils nécessitent également un tableau de bord d'information financière et de communication des risques propre à éclairer la prise de décision proactive.

MÉTHODE

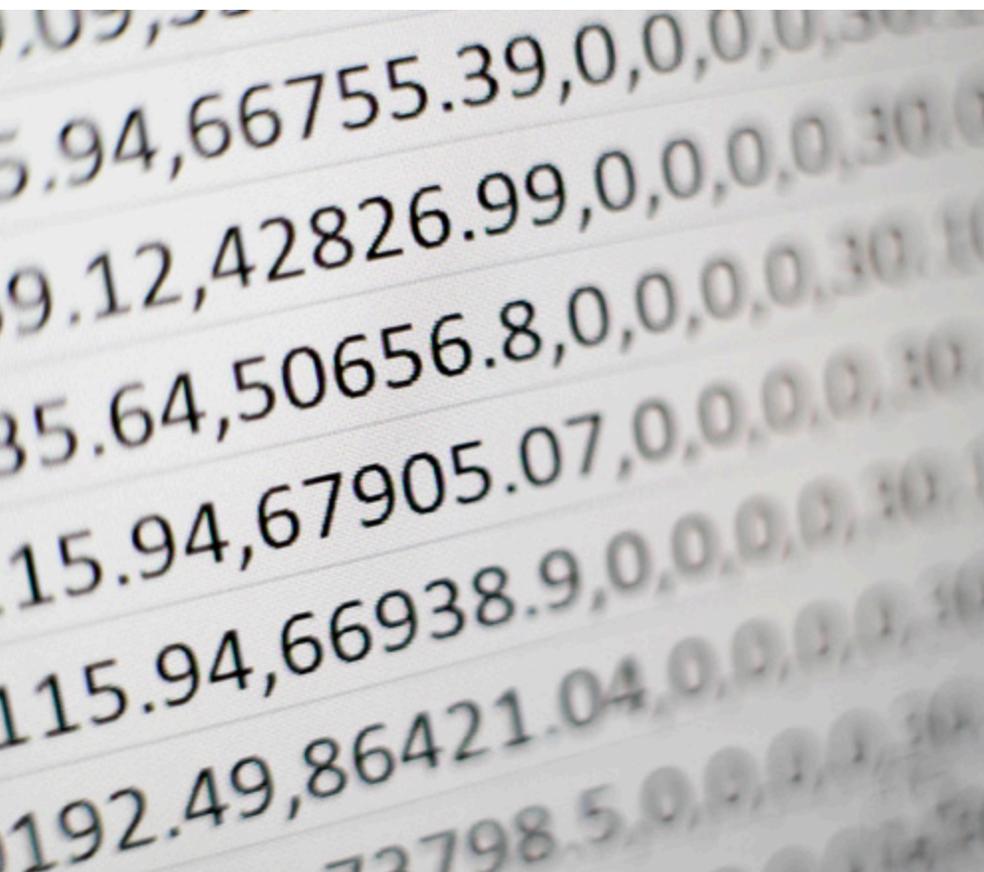
► Le programme de gestion des risques d'entreprise comprend :

- une base de données (*DataMart*) intégrée contenant des informations financières et sur les risques ;
- un modèle de projections financières ;
- la gestion avancée des actifs et passifs et de la rentabilité proactive ;
- l'analyse financière et des risques ;
- la communication des risques ;
- le calcul du capital économique ;
- la solution de simulation de crise à l'échelle de toute l'institution ; et
- un tableau de bord dynamique de gestion financière et de gestion des risques.

► La mise en œuvre réussie du projet de gestion des risques d'entreprise devrait renforcer la gouvernance des données au sein de la BID et améliorer les capacités de gestion financière et de gestion des risques, ce qui se traduira par la viabilité financière sur le long terme.

► Le fournisseur de la solution de gestion des risques d'entreprise a été sélectionné sur appel d'offres, après un contrôle préalable et une évaluation, avec le soutien d'un consultant spécialisé.

► L'étendue du projet, qui implique plusieurs parties prenantes, des solutions de produits de fournisseurs et l'intégration avec les systèmes et la plateforme de la BID, revêt un caractère extrêmement complexe qui repose avant tout sur des données précises et l'information intégrée. C'est pourquoi le projet requiert un





alignement entre les parties prenantes, les fournisseurs et les technologies informatiques, ainsi qu'un contrôle strict des processus interdépendants tels que la gestion des projets, les processus de travail, la gouvernance des données, la gestion du changement, le contrôle de qualité et les considérations commerciales.

► Afin d'assurer une bonne mise en œuvre du programme de gestion des risques d'entreprise, la BID a lancé une structure de gouvernance de projets détaillée, avec plusieurs axes d'exécution et des rôles et responsabilités définis pour chacun des participants auprès des différentes parties prenantes. La supervision de la structure est assurée par un comité de pilotage de haut niveau.

RÉSULTATS

► La mise en œuvre du programme de gestion des risques d'entreprise est à ses débuts. Une fois terminée, la BID disposera de la *DataMart* intégrée

de gestion des risques, assorti de fonctionnalités pointues de gestion de l'actif et du passif, et de gestion du capital, ainsi que d'un système de projection financière et d'analyses financières.

- Les résultats obtenus à ce jour sont les suivants :
 - Finalisation de l'étendue technique du projet et signature des contrats avec le fournisseur sélectionné.
 - Mise en place de la gouvernance du projet de gestion des risques d'entreprise, comprenant le comité de pilotage, la désignation du chef du projet, l'installation du bureau de gestion du projet et la constitution des équipes du projet.
 - Automatisation des modèles de notation interne de la BID.
 - Mise au point de modèles personnalisés de perte en cas de défaut. La méthodologie a également été présentée au *Global Emerging Market Risk Data Consortium*, une initiative des principales banques multilatérales de développement.
 - Application de la norme IFRS9/ FAS30.

INVESTISSEMENT

► Afin de garantir un investissement adéquat pour cette initiative cruciale, le Conseil des Directeurs exécutifs et la Direction ont dégagé le budget et les ressources nécessaires. Une fois mise en œuvre, le rendement potentiel devrait largement dépasser les coûts encourus.

FEUILLE DE ROUTE DE GESTION DES RISQUES DE LA BID

Gestion du bilan
Risque de liquidité
Gestion de l'adéquation du capital
Projections financières
Simulation de crise à l'échelle de toute l'institution



Nouveau cadre de gestion de l'investissement

Un des éléments clé du Programme quinquennal du Président est de transformer le service chargé de l'investissement au sein de la BID en une fonction de gestion fiduciaire d'actifs génératrice de rendements élevés pondérés en fonction des risques (alpha), et ce pour gérer les ressources en capital des fonds liés à la BID et de ses Ressources ordinaires en capital (ROC).

OBJECTIF

- Le passage à un nouveau cadre de gestion de l'investissement est caractérisé par l'adoption d'un modèle de gestion fiduciaire des actifs au titre du capital des fonds liés à la BID, comme prévu dans le Programme quinquennal du Président. Ceci confère une plus grande transparence aux objectifs du service chargé de l'investissement, garantira l'orientation vers l'obtention de rendements élevés pondérés en fonction des risques et permettra de dépenser plus au titre des opérations.
- Le cadre contribuera à réduire les risques au bilan de la BID et améliorera les rendements d'investissement, en accord avec les indicateurs de référence mondiaux.
- La BID a élaboré de nouvelles politiques d'investissement pour améliorer l'allocation stratégique des actifs, en tenant compte des facteurs de diversification par la gestion des risques. Les nouvelles politiques ont dégagé la voie à de nouveaux investissements dans des classes d'actifs de croissance, par le recours à des gestionnaires de fonds externes, l'introduction de meilleurs processus

Le service chargé de l'investissement au sein de la BID s'est doté d'un nouveau modèle de gestion des investissements des fonds fiduciaires, des fonds waqf et du portefeuille d'actions des Ressources ordinaires en capital, et ce dans le but d'obtenir des rendements élevés pondérés en fonction des risques. Il s'agit *in fine* de contribuer à la mission plus large de la BID et au Programme quinquennal du Président en matière d'investissement.

de gouvernance des investissements et l'obtention de rendements supérieurs, améliorant ainsi les revenus nets des fonds liés à la BID et, par conséquent, la marge de manœuvre pour les opérations.

MÉTHODE

Gestion externalisée des fonds

- L'énoncé d'investissement de chaque fonds aura plusieurs classes d'actifs, chacune ayant des sous-classes. Elles permettront à l'ensemble du portefeuille d'atteindre un niveau de diversification efficient. En d'autres termes, une attention particulière sera accordée dans le choix des classes d'actifs et la constitution du portefeuille à l'allocation d'un budget adéquat à la gestion des risques et à la définition des sources de risque (marché, crédit, secteur, etc.).
- Au sein de chaque classe d'actifs, un portefeuille de plusieurs gestionnaires de fonds externes avec différents stratégies et styles d'investissement, facteurs de risque, zones géographiques, secteurs et risques de monnaies, sera créé. Le premier et le deuxième niveau sont du ressort de la BID. Un troisième niveau de diversification consiste pour chaque gestionnaire externe à constituer un portefeuille de titres bien diversifié pour remplir son mandat d'investissement. La BID recherchera les meilleurs gestionnaires, un processus impliquant un travail de diligence raisonnable long, des analyses et des réunions. En effet, il s'agit de parvenir à un niveau de confiance suffisant quant à la capacité du gestionnaire de fonds à atteindre les objectifs d'investissement de la BID. Jusqu'à présent, la BID a passé deux accords de gestion d'investissement importants avec *Franklin Templeton* (Fond-BID STI) et *Cambridge Associates* (Fonds waqf).
- La BID a choisi *Franklin Templeton* pour gérer une partie importante du Fonds-BID STI (Fonds *Transform*). Ce résultat a été atteint au moyen d'un processus rigoureux d'appel d'offres et de diligence raisonnable. *Franklin Templeton* a été mandaté pour gérer un portefeuille multi-actifs, comprenant une stratégie d'actions mondiales bêta intelligente, une stratégie de



croissance du capital-investissement privé, une stratégie de soukook étendue et une stratégie de soukook à durée courte. Jusqu'à présent, le projet a obtenu des rendements positifs, tant par rapport au portefeuille de référence qu'en termes absolus.

- ▶ La BID a sélectionné *Cambridge Associates* en qualité de chef de file d'investissement externe pour le Fonds waqf. *Cambridge Associates* gèrera une grande partie du Fonds waqf, en constituant un portefeuille qui contient des gestionnaires de fonds de premier ordre dans le domaine des actions cotées, des fonds de placement immobilier et des titres à revenu fixe conformes à la charia. Le mandat conféré à *Cambridge Associates* lui permettra d'établir des stratégies passives et actives, combinant à la fois des comptes gérés séparément et des véhicules de fonds mixtes pour atteindre les objectifs de rendement du Fonds waqf.
- ▶ Le service chargé de l'investissement a sélectionné des gestionnaires d'actifs de classe mondiale et des gestionnaires fiduciaires de premier plan pour mettre en œuvre le portefeuille global d'investissements de fonds liés à la BID, en utilisant une architecture ouverte innovante pour l'optimisation des coûts et des objectifs de rendements supérieurs.
- ▶ Pour exécuter le modèle de gestion d'actifs, la BID a fait appel à des services de dépositaire et des services de communication d'informations pour le Fonds waqf, le Fonds des pensions de retraite et le FSID. Le projet a abouti à la désignation de deux dépositaires, *HSBC* et *SocGen*, pour la garde et les services liés aux actifs des fonds, ainsi que d'autres services requis en matière de conformité, de comptabilité et d'information.
- ▶ Avec *HSBC* et *SocGen* commis, la BID sera en mesure de garantir l'accès aux marchés mondiaux et de promouvoir un service de haute qualité - un élément clé pour permettre le passage stratégique au modèle de gestion d'actifs. Plus précisément, grâce aux dépositaires, la BID peut rapidement renforcer ses capacités en matière d'opérations d'investissement pour correspondre aux opérations d'appui nettement plus complexes requises pour appuyer les stratégies d'investissement actives et

diversifiées à l'échelle mondiale utilisées par les gestionnaires de fonds externes. Par ailleurs, les banques dépositaires fournissent à la BID des fonctionnalités d'analyse et de communication d'informations nécessaires pour le suivi et l'évaluation du portefeuille, à savoir la performance, l'information sur les risques, la conformité et les services de comptabilité et de communication de l'information au sujet des fonds.

- ▶ La BID a adopté un processus d'acquisition et de sélection prudent et méticuleux dans le recrutement des dépositaires. Thomas MURRAY, un conseiller spécialiste des acquisitions en matière de dépositaires, a été commis pour gérer le processus d'appel d'offres. Le service chargé de l'investissement au sein de la BID a mis en place un comité d'évaluation des offres, avec des représentants de tous les départements compétents, à savoir le Département de Contrôle financier, le Département de Gestion des Risques, le Département de Gestion informatique et des Technologies de Rupture et le Département de Trésorerie, pour évaluer et sélectionner le dépositaire.

RÉSULTATS

- ▶ La BID a élaboré les politiques d'investissement du Fonds waqf, du Fonds des pensions de retraite et du FSID. Des politiques d'investissement fortes sont désormais en place pour tous les fonds et sont en cours de mise en œuvre.
- ▶ Les réformes apportées au Fonds waqf ont enregistré des progrès, notamment avec la désignation de *Cambridge Associates* qui s'évertuera à honorer les conditions de l'accord d'investissement et à obtenir des rendements supérieurs.
- ▶ La BID a mis en place un portefeuille multi-actifs pour le Fonds -BID STI. Ce projet unique en son genre au sein de la BID a permis à cette dernière de se procurer une solution de dépositaire pour le Fonds-BID STI de *Standard Chartered*. La solution a permis d'investir le capital immobilisé du Fonds *Transform* avec *Franklin Templeton*. Le rendement des investissements au titre de 2020 est encourageant. Le Fonds devrait pouvoir atteindre son objectif de rendement à moyen terme.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID sera en mesure d'augmenter le rendement des investissements de tous les fonds (FSID, Fonds waqf, Fonds des pensions de retraite et Fonds-BID STI) et du portefeuille d'actions à long terme des ROC, ce qui dégagera des ressources supplémentaires à déployer dans les opérations de la BID. À cet égard, la BID s'est fixé une cible à moyen terme de 6 % pour les ressources immobilisées, 100 millions de dollars, du Fonds-BID STI (Fonds *Transform*). C'est ce qui se traduit par une enveloppe annuelle moyenne de 6 millions de dollars pour les opérations d'appui aux start-up spécialisées dans la science, la technologie et l'innovation et le financement de concepts éprouvés dans les pays membres. Le FSID s'est fixé des cibles de rendement similaires et avec 1,5 milliard de dollars affectés à l'investissement, des ressources d'une moyenne de 95 millions de dollars seront disponibles pour le financement assorti de conditions avantageuses de la BID, lequel financement sera utilisé pour réduire la pauvreté abjecte dans les pays membres les moins avancés.
- ▶ Le nouveau modèle de gestion d'actifs fournira une assurance qualité supplémentaire aux partenaires donateurs, ce qui renforcera les efforts de mobilisation de ressources que déploie la BID et reflètera l'objectif d'augmenter le financement hors bilan énoncé dans le Programme quinquennal du Président.

RENDEMENTS CIBLÉS PAR LE FSID

Avec 1,5 milliard de dollars affectés à l'investissement, des ressources d'une moyenne de 95 millions de dollars seront disponibles pour réduire la pauvreté abjecte dans les pays membres les moins avancés

Cadre de gestion de la continuité des activités

À la BID, la gestion de la continuité des activités est un processus complet qui permet d'identifier les menaces potentielles et leur incidence sur les activités. La gestion de la continuité des activités a renforcé la résilience de l'institution face aux menaces, et ce grâce à des mesures appropriées et à l'atténuation des effets. L'objectif est de protéger aussi bien les intérêts des parties prenantes que le nom et la réputation de la BID avant, pendant et après les crises.

OBJECTIF

- ▶ La gestion de la continuité des activités fait partie intégrante de la mise en œuvre du Programme quinquennal du Président. Elle se définit comme un cadre opérationnel qui vise à :
 - comprendre les activités et le personnel essentiels du Groupe de la BID, afin de maintenir la capacité de reprendre les opérations dans les délais convenus, après le déploiement d'un plan de riposte d'urgence ; et
 - renforcer la résilience en protégeant le personnel, les actifs et les données critiques (électroniques et autres) grâce à une approche coordonnée de gestion et de rétablissement.
- ▶ Les principaux objectifs de la gestion de la continuité des activités, qui est un des éléments devant permettre la réalisation du Programme quinquennal du Président, consiste à :
 - maintenir, développer et passer en revue la fonction de gestion des activités, les plans de gestion des activités, l'analyse de l'incidence sur les activités et le plan de reprise informatique après sinistre, et tirer parti des résultats accomplis dans ce domaine ;
 - s'assurer que le siège du Groupe de la BID et les centres régionaux disposent d'équipes de gestion de la continuité des activités compétentes, expérimentées et efficaces u, et ce grâce à des simulations et des tests de gestion de la continuité des activités, notamment le plan de reprise informatique après sinistre ;

L'objectif principal de la gestion de la continuité des activités est d'améliorer la résilience de l'institution grâce à des plans robustes destinés à réagir, gérer et permettre de se rétablir de toute interruption soudaine des activités.

- intégrer la gestion de la continuité des activités à l'institution et créer une éthique de renforcement de la résilience et d'atténuation de la vulnérabilité en tant qu'aspects du processus de travail normal dans le cadre d'une orientation stratégique ;
- augmenter la sensibilisation aux risques et renforcer l'analyse prospective ; et
- définir les rôles et les responsabilités des départements et personnes en cas d'urgence.

MÉTHODE

- ▶ Le rôle de la fonction de gestion de la continuité des activités du Groupe de la BID est d'améliorer la résilience organisationnelle grâce à des plans robustes destinés à réagir, gérer et se rétablir de toute interruption soudaine des activités due à des événements tels qu'une catastrophe naturelle ou une attaque terroriste ou criminelle, y compris les attaques cybernétiques, et de
 - préserver ou améliorer la notation de l'institution en la matière et renforcer sa crédibilité auprès des clients et des partenaires ;
 - évaluer le risque des situations d'urgence et l'utiliser pour éclairer la planification d'urgence ;
 - mettre en place des plans d'urgence ;
 - fournir au personnel des informations concernant leur protection en cas d'urgence et maintenir des dispositions pour avertir, informer et conseiller en cas d'urgence ;
 - partager les informations et coopérer avec les agences locales et internationales pour renforcer la crédibilité, la coordination et l'efficacité ;
 - fournir des conseils et une assistance aux entreprises et aux organisations partenaires sur la gestion de la continuité des activités ; et
 - assurer la sécurité du personnel, des visiteurs et de la communauté locale dans les locaux

RÉSULTATS

- ▶ Les résultats ci-après ont jusque-là été obtenus :
 - Le Comité permanent de gestion de la





- continuité des activités a été établi. Il est composé des membres de la Direction du Groupe de la BID.
- Le Comité de pilotage de la gestion de la continuité des activités a été établi. Il est composé des représentants de tous les membres affiliés au Groupe de la BID et rattaché au Comité permanent.
 - La stratégie de gestion de la continuité des activités a été approuvée.
 - Le plan de gestion de la continuité des activités a été actualisé, en collaboration avec un cabinet de conseil de premier ordre. L'actualisation a été axée sur le document d'analyse d'impact sur les activités.
 - Un plan et un site de reprise informatique ont été mis en place.
 - Plusieurs simulations de catastrophe au siège du Groupe de la BID ont eu lieu.
 - Le document d'analyse d'impact a été soigneusement revu et actualisé par le Groupe de travail sur la gestion de la continuité des activités, et approuvé

- par la Direction du Groupe de la BID.
- Le document d'évaluation des risques a été revu et actualisé par le Département de Gestion des Risques et le Groupe de travail sur la gestion de la continuité des activités, et approuvé par la Direction du Groupe de la BID.
 - Le Manuel de logistique en situation de crise, le Manuel de communication en situation de crise et les documents liés à la reprise des activités après sinistre ont été revus et actualisés par le Groupe de travail sur la gestion de la continuité des activités et approuvés par la Direction du Groupe de la BID.
 - Le Département de Gestion des Ressources humaines de la BID a invité tous les membres du personnel à actualiser leurs informations personnelles.
 - Une formation sur la gestion de la continuité des activités a été dispensée aux membres du Groupe de travail sur la gestion de la continuité des activités, lesquels sont

désormais certifiés ISO 22301.

- Les membres du personnel au sein du Groupe de la BID jugés essentiels et des suppléants ont été désignés.
- Une simulation d'incendie et une déclaration de gestion de la continuité des activités ont eu lieu en juin 2019. Les membres du personnel jugés essentiels s'étaient déplacés vers le site de redondance désigné pour reprendre les activités.
- Un contrat a été passé avec la société *International SOS* pour fournir des conseils en matière de déplacements, de soutien à la sécurité et d'évacuation médicale des membres du personnel international.

INVESTISSEMENT

- L'investissement dans le développement de la stratégie de gestion de la continuité des activités est crucial pour permettre à la BID de maintenir ses activités en cas d'incident majeur et assurer autant que possible que les processus et les ressources critiques ont été repris avant que le contraire ne commence à constituer une menace à la sécurité à long terme de la BID. La finalité est de :
- préserver la réputation et la crédibilité de l'institution ;
 - compléter le Cadre de gestion des risques du Groupe de la BID grâce à l'identification et la planification des scénarii à forte incidence où la gestion de la continuité des activités s'avère être la stratégie adéquate pour l'atténuation des risques ; et
 - fournir un cadre de gestion et de prise décision qui débouchera sur un programme de reprise convenu propre à réduire au minimum l'incidence de l'évènement.

ÉTHIQUE DE L'INSTITUTION

**Le renforcement de la
résilience et l'atténuation
de la vulnérabilité devraient
être considérés comme un
aspect du processus de travail
normal**

Modernisation et gestion de la qualité des services administratifs

En tant que grande banque multilatérale de développement présente dans cinquante-sept pays, la BID devrait disposer d'une infrastructure d'appui très fiable qui lui permet d'être efficace dans son travail. Les services administratifs partagés contribuent largement à l'édification d'une organisation agile, en phase avec les tendances mondiales émergentes.

OBJECTIF

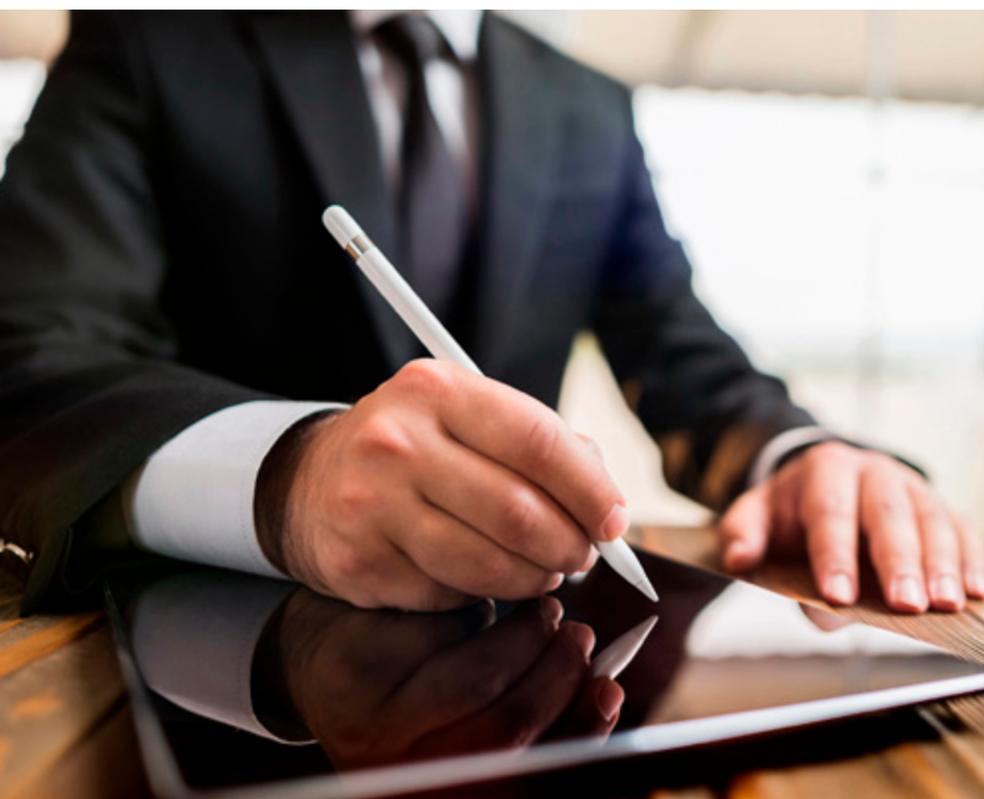
- ▶ L'édification d'une organisation agile sous-tend plusieurs principaux résultats obtenus par la BID au titre du Programme quinquennal du Président dont l'un des objectifs est renforcer les compétences grâce à des services fournis à tous les acteurs internes qui prennent en charge les clients externes.
- ▶ La BID a récemment lancé plusieurs initiatives pour renforcer les compétences. Il s'agit entre autres de l'exécution d'un contrat de gestion des installations dont l'objectif est de rationaliser les services de la BID, d'améliorer la qualité des services liés aux installations, et de réduire le coût global du siège de la BID.
 - Les caractéristiques de la gestion des installations, qui permet d'offrir des services complets liés aux installations par

Pendant la pandémie à coronavirus, la BID a organisé le rapatriement de 223 employés du Groupe de la BID et des personnes à leur charge originaires de vingt-neuf pays.

- l'intermédiaire d'un prestataire de services unique, sont les suivantes :
- service d'assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
 - suivi des performances des contractants ;
 - mise en œuvre et gestion des indicateurs de performance ;
 - gestion des pièces de rechange et des entrepôts ;
 - assistance clientèle ;
 - audits des systèmes de gestion de la qualité [ISO] ;
 - audit de la structure des locaux avec inspection visuelle et examen complet de la structure, en utilisant un système Oracle pour gérer les travaux ;
 - fourniture, exploitation et maintenance de photocopieuses et des machines de reproduction d'exemplaires ; et
 - services d'accueil au siège et dans d'autres locaux.

MÉTHODE

- ▶ La BID a amélioré et actualisé un grand nombre de ses politiques et procédures administratives afin de les adapter à l'objectif de renforcement, tel que décrit dans le Programme quinquennal du Président. Sont comptées parmi les politiques et procédures qui ont été approuvées, élaborées ou améliorées jusqu'à présent :
 - la politique de gestion des immobilisations sous le contrôle de la BID, qui permet de gérer chaque phase du cycle de vie des immobilisations de manière efficace, efficiente et économique ;
 - la politique révisée des acquisitions institutionnelles, qui est conforme aux pratiques internationales en matière de passation de marchés afin d'offrir le meilleur rapport qualité-prix et d'asseoir les normes les plus élevées en matière d'intégrité et d'efficacité ;
 - la politique et les directives sur les déplacements en missions officielles, qui permettent d'effectuer des missions de





- manière efficace ;
- les procédures d'urgence pour les acquisitions institutionnelles, qui permettent de répondre rapidement et efficacement aux situations d'urgence ;
- le manuel de sûreté et de sécurité, qui est actuellement achevé ;
- les directives sur le retour au travail à partir des bureaux de la BID ;
- le nouveau code de conduite des fournisseurs ;
- la politique de gestion des archives et des documents ;
- les directives sur le recrutement des consultants et les acquisitions au sein des centres régionaux ;
- la politique en matière de produits jetables ;
- les directives sur les annonces ;
- les directives sur l'attribution des espaces de bureaux ;
- l'accord avec *International SOS* pour fournir des conseils en matière de déplacements en missions officielles, de services médicaux, de sécurité et d'assistance d'urgence au personnel en déplacements ou en missions à l'étranger ; et
- un nouveau système SAP de gestion des déplacements en missions officielles pour les centres régionaux afin d'améliorer les déplacements.
- du siège et des centres régionaux.

RÉSULTATS

- ▶ En 2020, les services administratifs de la BID se sont focalisés sur la pandémie à coronavirus et son incidence sur le personnel et l'infrastructure de la BID. Les mesures et initiatives prises face aux risques de la pandémie étaient les suivantes :
 - des kits sanitaires pour 2.000 employés, dont 20 appareils de dépistage thermique à l'usage du personnel formé ;
 - la désinfection et la pulvérisation des locaux à trois reprises, ce projet étant confié à une entreprise spécialisée ;
 - le remplacement des portes d'entrée principales de la BID, en passant d'un système manuel à des portes coulissantes automatiques ;
 - l'identification du personnel essentiel fourni par les contractants, chargé de la maintenance, et l'application de conditions strictes pour ce qui est de leur présence sur les locaux de la BID ;
 - l'organisation des tests PCR pour le personnel hébergé dans des logements communs ;
 - l'organisation d'une formation de

- sensibilisation aux mesures de précaution sanitaires et de sécurité à l'intention du personnel essentiel après la période d'isolement ;
- la distribution de kits de nettoyage des bureaux avec des instructions de nettoyage et des cartons de bouteilles d'eau potable pour le personnel essentiel sur place ;
- les activités de nettoyage en profondeur par les contractants ;
- la désinfection de toutes les surfaces, y compris les ascenseurs et les photocopieuses, ainsi que les zones de stationnement, les salles techniques et d'autres espaces communs ; et
- les visites quotidiennes des installations de la BID effectuées par des ingénieurs pour vérifier les programmes de préparation et l'évolution des projets en cours.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a mis en place une solution de cycle complet pour les acquisitions, procure-to pay, qui rationalise l'ensemble du processus des acquisitions jusqu'au stade de paiement. Elle couvre l'approvisionnement stratégique, la gestion des contrats et la gestion des fournisseurs au sein d'une solution globale unique sur SAP Ariba.
- ▶ Afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité des actions, le Département des Services administratifs a automatisé tous ses processus et services, en plus de numériser entièrement le processus de paiement à l'aide de DocuSign et de la signature électronique PDF.

RÉPONSE FACE AUX RISQUES DE LA PANDÉMIE À CORONAVIRUS

Des kits sanitaires pour
2.000 employés, dont
20 appareils de dépistage
 thermique à l'usage du
 personnel formé



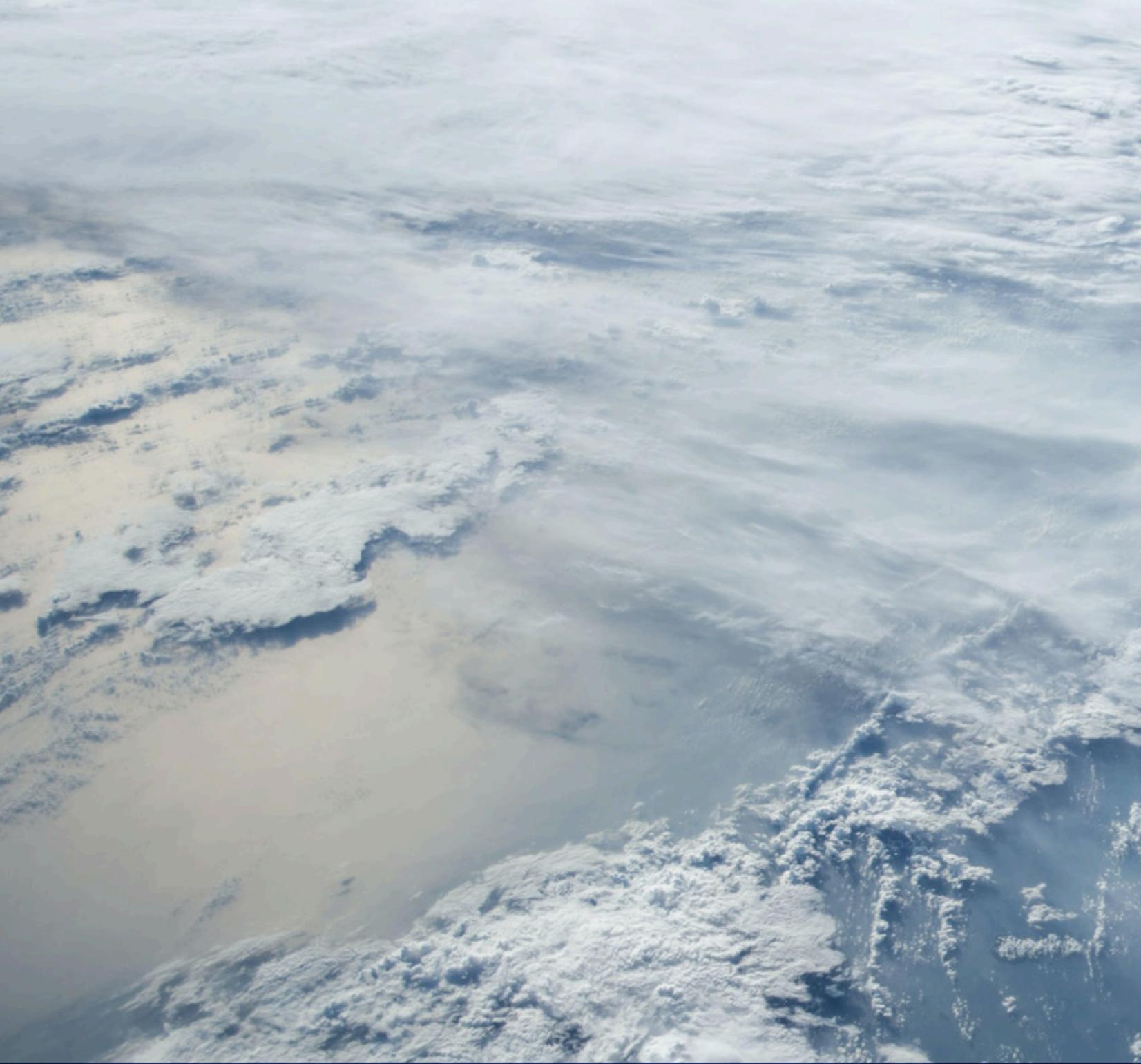
OUVRIR DE NOUVEAUX HORIZONS

Introduction

Les pays membres seront appelés dans les années à venir à prendre des décisions difficiles face aux défis majeurs. La nécessité de répondre aux besoins d'une population de jeunes croissante qui devrait augmenter de 100 millions entre 2015 et 2030 et de trouver en urgence des moyens pour faire face à un déficit commercial de plus en plus grandissant dans 22 des 25 industries, sont parmi ces défis.

Divers facteurs exacerbent la situation, notamment les répercussions de la quatrième révolution industrielle, un déficit de financement des Objectifs de développement durable, estimé à 1.000 milliards de dollars par an, qui rend l'aide publique au développement de 135 milliards de dollars par an minuscule face aux besoins, et la survenue en 2020 de la pandémie à coronavirus qui a mis à rude épreuve même les nations les plus riches et les plus stables.

En réponse à ces défis, le nouveau modèle d'entreprise de la BID a introduit une norme d'intervention auprès des pays membres entièrement refondue. Cette norme est axée sur la création de réseaux de coalitions mondiaux devant permettre une remondialisation coordonnée à une échelle sans précédent, ouvrant de nouveaux horizons à une croissance durable dans les pays membres.



Échelle mondiale



Remondialisation : positionnement stratégique de la BID pour le G20

Deux importants événements ont marqué l'année 2020. La BID a été invitée en qualité d'organisation régionale à prendre part au G20 sous la présidence de l'Arabie saoudite. La BID a également présidé les réunions 2020 des responsables des banques multilatérales de développement.

OBJECTIF

- L'année 2020 a marqué une étape clé de la mondialisation, obligeant les nations à faire un choix important : démondialiser ou remondialiser. Compte tenu de la croissance démographique soutenue - au moins 40 millions de jeunes entrent chaque année sur le marché du travail - et de l'accélération des défis structurels créés par la quatrième révolution industrielle et la pandémie à coronavirus, le monde se trouve à un carrefour avec des compromis majeurs à faire.
- La BID a présenté au G20 une nouvelle orientation stratégique qui vise à ouvrir une voie réalisable pour la remondialisation afin de rendre la mondialisation plus résiliente, plus intelligente et plus inclusive. Elle a démontré comment la résilience dans les chaînes de valeur mondiales peut être obtenue sans perdre de vue l'efficacité optimale. En s'appuyant sur les avantages comparatifs des pays

Le Sommet des dirigeants du G20 s'est tenu en novembre 2020. La BID a participé à plus de 120 réunions de tous les groupes de travail, aussi bien dans le cadre du volet « finances » que du volet « sherpa », y compris toutes les réunions des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales.

en développement, les marchés mondiaux peuvent se donner des alternatives efficaces en temps de crise. Cela rend non seulement la mondialisation plus résiliente, mais aussi inclusive des nations qui ont été historiquement laissées pour compte.

MÉTHODE

- Des opportunités sans précédent s'étaient présentées à la BID pour appuyer et contribuer au débat et présenter son nouveau modèle d'entreprise.
- En décembre 2019, la présidence saoudienne du G20, qui est le forum le plus important du monde pour la coopération internationale, a invité la BID à participer à ses travaux sur le thème de 2020 : « Réaliser les opportunités du 21^e siècle pour tous ».
- En janvier 2020, la BID a assumé la présidence des réunions des responsables des banques multilatérales de développement, un forum qui réunit les onze plus grandes banques multilatérales du monde et le Fonds monétaire international.
- Afin de mener ses activités de communication et de plaidoyer à l'échelle mondiale, la BID a dégagé des ressources destinées à :
 - défendre ses mission et vision ;
 - partager son expertise sur des sujets qui engagent l'intérêt du monde entier et sa connaissance des défis auxquels sont confrontés les pays en développement ;
 - favoriser une meilleure coordination entre les banques multilatérales de développement par rapport aux travaux du G20 ;
 - nouer et développer des partenariats stratégiques ; et
 - accroître sa visibilité et se positionner comme une organisation internationale de premier plan.





- ▶ Grâce à son travail assidu pendant la présidence saoudienne du G20, la BID a développé et démontré une forte capacité à contribuer au programme du G20 en réalisant des études et des enquêtes, et en fournissant des avis d'experts et des recommandations aux décideurs.
- ▶ La BID reste disposée à s'engager de la même manière chaque fois qu'elle est invitée par ses pays membres à participer à de futures réunions internationales liées à sa mission, dans le but de soutenir le développement économique et la réalisation des ODD.

RÉSULTATS

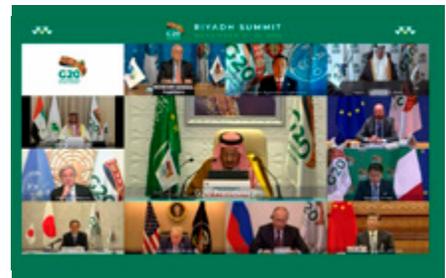
- ▶ Les experts de la BID ont fait cinquante-huit interventions dans les événements et réunions du G20 de 2020 et contribué aux discussions avec un total de cinquante-six présentations et documents.
- ▶ La BID a publié quatre rapports sur comment tirer parti des principales industries pendant le rétablissement après la pandémie.
- ▶ La BID a soumis trois rapports aux réunions des ministres des Finances et aux gouverneurs des banques centrales du G20 :
 - une étude sur les « Meilleures pratiques des banques multilatérales de développement et des assureurs multilatéraux spécialisés dans l'assurance contre

- le risque politique des placements en actions, des investissements à moyen et long terme, et d'autres solutions d'assurance ».
- deux rapports actualisés sur le lancement des plateformes de pays suite à l'adoption en 2020 du Cadre de référence du G20 sur les plateformes de pays efficaces en Somalie et en Ouzbékistan.
- ▶ Les interventions des experts de la BID aux événements du G20 de 2020 ont également contribué à l'obtention de résultats positifs tels que :
 - l'approbation de la demande d'adhésion de la BID en tant que partenaire de mise en œuvre du Partenariat mondial pour l'inclusion financière, la finance participative étant désormais représentée par la BID dans cet important forum ;
 - le renforcement des relations avec d'autres organisations internationales, ce qui a débouché sur des accords avec des partenaires clé, notamment l'OMS, l'UNICEF, le PNUD, l'UNOPS et le PAM ;
 - la promotion active des récentes initiatives de la BID, notamment le Programme dit 3-R sur la Riposte, le Rétablissement et la Relance, lancé en appui aux efforts des pays membres face à la pandémie à coronavirus ; et
 - la conclusion de partenariats avec des organisations qui participent au G20 et à ses différents groupes,

notamment SEforALL, UN Habitat, la Fondation Roi Khalid et le Centre international Roi Abdullah bin Abdulaziz pour le dialogue interreligieux et interculturel.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a investi dans l'établissement de relations stratégiques avec le Secrétariat saoudien du G20 et les présidents et coprésidents des groupes de travail des deux volets ainsi que des différents groupes.
- ▶ Un cadre de coordination interne a facilité une forte participation des délégations de la BID aux événements du G20.
- ▶ Un processus et des modèles clairs ont été élaborés pour soutenir et guider les délégués du Groupe de la BID dans leur participation aux réunions et aux événements du G20.
- ▶ Un mécanisme d'information a été mis en place, permettant de recueillir les observations et les résultats des réunions.



INTERVENTIONS AU G20 DE 2020

La BID a fait 58 interventions dans les événements et réunions du G20 de 2020 et contribué aux discussions avec 56 présentations et documents

Vision unifiée post-pandémie pour les BMD

La pandémie à coronavirus a entraîné un changement significatif dans les modèles économiques, financiers, sociaux et de santé à l'échelle mondiale et eu des conséquences majeures sur le mode de fonctionnement des BMD.

OBJECTIF

- ▶ L'ampleur sans précédent des incidences de la pandémie a compromis le bien-être économique de citoyens et d'institutions à travers le monde entier. Elle a également révélé le manque de préparation des pays membres de la BID à la gestion du volume des pertes prévues, tant en termes démographiques que financiers.
- ▶ Dans ce contexte, les BMD ont un rôle crucial à assumer pour répondre à la nécessité de mettre en place des mesures stratégiques et des dispositifs réglementaires d'endiguement à court, moyen et long terme afin de prévenir de futures crises multidimensionnelles.
- ▶ En outre, la plupart des pays membres de la BID devront intensifier leurs investissements dans les infrastructures et les systèmes de santé essentiels à moyen et à long terme. Les domaines d'intervention sont :
 - la maîtrise rapide de l'augmentation du nombre de personnes infectées ;

Ces derniers mois, les banques multilatérales de développement se sont recentrées sur les ODD, pendant qu'elles définissaient de nouvelles orientations pour la période postpandémie.

- la gestion proactive de l'offre et de la demande ;
- l'élaboration de plans d'urgence pour les installations de production locales et les équipements médicaux essentiels, y compris les tests ; et
- la fourniture d'une prise en charge adéquate.

MÉTHODE

▶ La réaction rapide de la communauté des BMD s'est déjà avérée essentielle pour gérer la crise induite par la pandémie à coronavirus et atténuer ses effets.

▶ En sa qualité de Président des réunions de 2020 des responsables des BMD, le Président de la BID a présidé une séance de réflexion sur l'avenir de ces banques.

▶ Ces derniers mois, les BMD se sont recentrées sur les ODD, pendant qu'elles définissaient de nouvelles orientations pour la période postpandémie. En effet, les BMD sont conscientes de la nécessité d'apporter un soutien supplémentaire à leurs pays membres pour les remettre en selle afin qu'ils atteignent les cibles des ODD à l'horizon 2030.

▶ La réalisation des ODD au niveau des pays est affectée par :

Des tendances microéconomiques :

- Passage à l'achat en ligne et numérique
- Protection des clients et des employés contre la contraction ou la propagation du coronavirus
- Allocation flexible des ressources
- Mise à profit des magasins non-distants
- Orientation vers l'optimisation des ressources

Des tendances macroéconomiques :

- Passage progressif à des chaînes de valeur nationales et régionales
- Orientation accrue vers l'amélioration des conditions sanitaires
- Augmentation des ressources financières pour l'investissement dans les infrastructures de santé

▶ Les pays développés comme les pays en développement ont besoin en urgence de



financements à grande échelle pour aider à soutenir l'activité économique et l'emploi pendant la pandémie actuelle. Les BMD devraient :

- élaborer collectivement des stratégies d'adaptation qui permettront de faire face à un changement de paradigme attendu de la part des pays membres ;
 - être prêtes à combler les lacunes en matière de possibilités technologiques compétitives ; et
 - envisager de nouveaux modèles d'entreprise adaptables, qui intégreront pleinement les attentes des employés et des consommateurs grâce à une architecture technologique proactive et abordable.
- Les BMD devront investir massivement dans la numérisation dans les domaines suivants :
- les solutions Fintech qui peuvent réduire les coûts des activités et accroître l'efficacité et, partant, permettre aux entreprises et aux individus d'effectuer des transactions sans difficulté et de manière instantanée, favorisant ainsi une personnalisation poussée des services financiers ;
 - l'apprentissage en ligne, le commerce électronique, les services bancaires électroniques, les technologies de cybersanté et la cybergouvernance ;
 - les plateformes informatiques puissantes qui combineront la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle pour faciliter les solutions et la prise de décision axées sur les données avec plus de commodité, de précision et de rapidité ;
 - les plateformes numériques de pays pour les BMD, les pays membres et d'autres entités privées et publiques afin d'améliorer la transparence et la coordination des transactions ; et
 - l'investissement dans de nouvelles analyses axées sur l'intelligence artificielle pour aider à prévoir l'impact de la pandémie à coronavirus à travers une multitude de scénarii en fonction de certaines hypothèses.

RÉSULTATS

► La riposte apportée par les BMD face à la pandémie à coronavirus se voulait un moyen proactif d'endiguer les risques qui menacent la vie humaine. La riposte a porté sur :

- le financement d'urgence à court terme pour le secteur de la santé ;
 - le financement accéléré des investissements dans les infrastructures ;
 - le financement non-conventionnel ; et
 - le financement de projets d'infrastructure.
- Les BMD ont également ciblé les petites et moyennes entreprises, les fonds de roulement des entreprises de taille moyenne et le financement du commerce, ainsi que la riposte dans le secteur de la santé en privilégiant le financement de l'acquisition de consommables et d'équipements médicaux.
- Afin d'accélérer le décaissement des fonds approuvés d'abord en faveur des pays les plus touchés, les BMD ont accepté d'assouplir les règles et procédures de prêt et de passation des marchés, ainsi que les dispositions juridiques relatives au partenariat.

INVESTISSEMENT

- Les BMD ont combiné leurs efforts pour dégager une enveloppe totale destinée à la riposte à la pandémie à coronavirus d'environ 300 milliards de dollars sur une période de quinze mois. Quant au Fonds monétaire international, il a dégagé entre 3.000 et 4.000 milliards de dollars en appui à la capacité de prêt des pays touchés.
- Pour assurer la croissance durable dans les pays qu'elles desservent après la pandémie à coronavirus, les BMD devront investir des ressources pour pouvoir :
- transformer la chaîne d'approvisionnement mondiale pour concevoir de nouvelles chaînes de valeur régionales et nationales proches de l'utilisateur ou du consommateur final ;
 - repenser un modèle de développement socio-économique équilibré qui recherche un développement équitable et une technologie d'atténuation des effets des changements climatiques ;
 - protéger la main-d'œuvre et l'économie de chaque pays (mesures sanitaires, financières, économiques et d'endiguement) ;
 - gérer l'ensemble des risques économiques, financiers, sociaux et sanitaires pour assurer la continuité des activités ;

- examiner les domaines d'investissement et les politiques de l'emploi qui permettront de stimuler la productivité à distance ;
- exploiter rapidement les solutions technologiques au profit des pays membres ;
- mettre en œuvre conjointement des stratégies visant à donner accès à des technologies propres et abordables ;
- débloquer les ressources financières inexploitées du secteur privé et les transformer en investissements bancaires ;
- renforcer la gouvernance politique et économique ; et
- mettre en place les solutions financières les mieux adaptées à chaque pays membre à l'avenir.

GESTION ET ATTÉNUATION DE LA CRISE INDUITE PAR LA PANDÉMIE À CORONAVIRUS

Les BMD ont combiné leurs efforts pour dégager environ 300 milliards de dollars sur 15 mois et faire face à la pandémie à coronavirus

Les dirigeants des BMD estiment que l'orientation du Programme quinquennal du Président de la BID vers des chaînes de valeur mondiales vertes, intelligentes, inclusives et résilientes devrait être au cœur de la mission future de leurs institutions

Tables rondes des Gouverneurs de la BID

Dans sa quête de transformation et pour protéger l'avenir de ses pays membres, la BID a lancé une initiative sous forme d'une table ronde.

OBJECTIF

- ▶ La population totale des pays membres de la BID devrait passer de 1,7 milliard d'habitants en 2015, et à 2,2 milliards d'habitants à l'horizon 2030, soit une augmentation d'un demi-milliard de personnes.
- ▶ Le nombre de jeunes en âge de travailler (15 à 30 ans), qui continueront de représenter la plupart des nouveaux entrants sur le marché du travail, passera à 100 millions à la même période. Près de 80 % de cette croissance aura lieu en zone urbaine, ce qui fera passer à 56 % le taux d'expansion urbaine pour l'ensemble des habitants des pays membres. S'ajoute à cette situation un déficit de financement des ODD de plus en plus important, estimé à 1.000 milliards de dollars.
- ▶ Face à ces défis, la BID organise depuis la 43^e Réunion annuelle tenue en 2018 à Tunis une table ronde annuelle qui réunit les gouverneurs. La table ronde s'est tenue une deuxième fois en 2019 à Marrakech.

L'objectif des discussions de table ronde est de promouvoir les programmes de transformation des pays membres. Il s'agit de s'appuyer sur les connaissances qu'ont les pays membres sur des aspects comme la collaboration avec le secteur privé et la société civile et de s'assurer de l'appropriation des programmes de transformation.

- ▶ La table ronde a pour objectifs de :
 - débattre ensemble de l'orientation stratégique future de la BID ; et
 - souligner le rôle des gouvernements dans la création des conditions qui permettront à la BID d'agir en qualité d'acteur efficace dans la transformation des pays membres.

MÉTHODE

- ▶ Le nouveau modèle d'entreprise de la BID et le Programme quinquennal du Président ont permis de coordonner les efforts qui ont débouché sur la transformation complète des chaînes de valeurs d'industries précises dans lesquelles les pays membres présentent ou présenteront des avantages comparatifs.
- ▶ Ces avancées sont menacées par d'importants risques auxquels les pays membres sont confrontés, allant des conséquences des tendances géopolitiques, technologiques et d'emploi récentes et émergentes jusqu'aux incidences à long terme de la pandémie à coronavirus et des changements climatiques.
- ▶ Pour aider les pays membres à contourner ces risques et à tirer parti des avantages inhérents à sa nouvelle approche, la BID a décidé de lancer la table ronde annuelle des gouverneurs qui permettra aux pays membres de partager leur expérience et de convenir des priorités de l'institution.
- ▶ Figurent parmi les sujets de discussion :
 - la mise en place du cadre législatif et réglementaire approprié pour la participation du secteur privé ;
 - l'orientation des choix technologiques et en matière d'innovation ;
 - le mécanisme de concertation et de formulation de programme ;
 - l'établissement de mécanismes de contrôle pour garantir la responsabilité sociale et la participation à grande échelle ;
 - les voies et moyens d'amener le secteur privé à combler le déficit de financement des ODD estimé à 1.000 milliards de dollars ;
 - les voies et moyens de lancer une industrialisation intelligente pour participer





à la quatrième révolution industrielle (industrie 4.0) ; et

- les voies et moyens d'édifier des économies inclusives pour absorber les 10 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail chaque année.
- ▶ Les gouverneurs qui prennent part à la table ronde abordent des questions censées les aider à définir les facteurs déterminants de la réussite dans leurs pays :
 - Qu'est-ce qui caractérise le parcours de transformation dans votre pays ? Quelles sont les principaux jalons de sa transformation ? Quelles sont les réussites ? Quelle est l'incidence de la transformation économique de votre pays ?
 - Quels sont précisément les défis, les obstacles et/ou les barrières à la participation à grande échelle du secteur privé et du troisième secteur dans la transformation économique de votre pays, de la planification à l'exécution ?
 - Comment la BID peut-elle collaborer avec votre pays pour partager votre expérience avec les autres pays membres et créer de nouveaux liens entre les marchés à l'échelle mondiale ?
- ▶ Il est également demandé aux gouverneurs de faire des recommandations quant à la manière dont la BID peut les accompagner dans leur processus de transformation.

RÉSULTATS

- ▶ Un objectif important de la table ronde consiste à comprendre comment les pays membres ont pu obtenir des résultats dans leur cheminement

vers la réalisation des objectifs de développement et comment leur expérience peut-elle être partagée avec d'autres pays.

- ▶ La table ronde de 2018 a porté sur trois défis existentiels à la réalisation des ODD à l'horizon 2030, lesquels défis peuvent constituer des questions prioritaires auxquelles le Groupe de la BID devrait apporter des réponses avec un nouveau modèle d'entreprise.
- ▶ En 2019, la table ronde a entériné la réponse proposée par la Direction de la BID aux priorités à travers son nouveau modèle d'entreprise qui consiste à « mettre les marchés au service du développement ».
- ▶ Grâce à la table ronde, la BID a pu comprendre les principaux marchés sur lesquels elle devrait se focaliser, ce qui a débouché sur cinq industries essentielles à la création d'emplois dans les pays membres :
 - Industries alimentaire et agroalimentaire
 - Industries du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure
 - Industries pétrochimique et pétrolière
 - Industries de construction et industries connexes
 - Finance islamique.
- ▶ Les discussions avec les gouverneurs portent entre autres sur une analyse approfondie des trois dimensions de l'approche de la BID axée sur la chaîne de valeur mondiale :
 - la nécessité de lancer l'industrialisation par la mise à niveau des chaînes de valeur en s'appuyant sur les atouts naturels et les avantages comparatifs

- latents et révélés ;
- la nécessité d'adopter le développement technologique rapide comme moyen essentiel de créer une croissance durable et sans danger pour l'environnement, en faisant de l'innovation une caractéristique dominante dans le processus de changement structurel ; et
- la nécessité d'accompagner l'essor de la classe moyenne pour créer des économies d'échelle qui justifient des coûts d'investissement élevés, avec la promotion du commerce entre les États membres de l'OCI et la création de marchés régionaux à même de supporter des chaînes de valeurs plus larges et une demande intérieure plus forte.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a porté son allocation au nouveau modèle d'entreprise à 40 % du plan d'activité annuel et entend l'augmenter progressivement à 80 %.

TABLE RONDE

Comment créer des économies inclusives pour absorber 10 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail chaque année ?

Comment amener le secteur privé à résorber le déficit de financement des ODD, estimé à 1.000 milliards de dollars ?

Premier rapport conjoint sur les contributions des BMD aux ODD

À l'heure où 2020 marque le début de la Décennie d'action, le Président de la BID, en sa qualité de président des Réunions des responsables des BMD, a proposé de publier un rapport conjoint sur le financement des ODD.

OBJECTIF

- ▶ À dix ans seulement de l'horizon 2030, l'année 2020 qui marque le début d'une décennie d'action visant à accélérer la réalisation des ODD, a coïncidé avec la pandémie à coronavirus, ce qui laisse planer des doutes sur la possibilité même de concrétiser cet ambitieux programme.
- ▶ Sur proposition du Président de la BID, qui a présidé les réunions des responsables des BMD en 2020, le groupe, composé des onze plus grandes BMD et du FMI, a lancé un rapport sur ses contributions aux ODD.

Le rapport conjoint des BMD présente une nouvelle vision pour le développement de tous les pays et souligne l'importance des partenariats dans la mobilisation des financements nécessaires à la stabilité

▶ En cette période où le monde cherche à se rétablir de la crise de la pandémie à coronavirus, il convient de se recentrer sur les ODD. Conformément au pilier « Mise en liens » du Programme quinquennal du Président, le rapport conjoint présente les efforts des BMD dans chacun des dix-sept ODD et souligne leurs missions et avantages comparatifs respectifs.

▶ Les dirigeants nationaux et mondiaux reconnaissent à la fois l'opportunité et la responsabilité de veiller à ce que les efforts de reprise soutiennent les ODD. Cela a été souligné dans divers fora, notamment le G20, la réunion de haut niveau sur le « Financement du développement à l'ère de la pandémie à coronavirus et au-delà », organisé conjointement par le Canada, la Jamaïque et le Secrétariat général des Nations Unies en mai 2020, et lors du dernier sommet « Finance in Common » tenu en novembre 2020.

▶ Si les attentes à l'égard des BMD sont importantes, il convient de redoubler d'efforts pour que leur rôle actuel dans le financement des ODD soit pleinement reconnu. Dès lors, il est opportun que les BMD fassent connaître leurs contributions au Programme de développement à l'horizon 2030.

▶ Le rapport donne plus visibilité aux efforts que les BMD déploient pour aider les pays à réaliser les ODD et fait mieux apprécier leur rôle, notamment dans le cadre des interventions face à la pandémie à coronavirus en vue de s'en remettre.

MÉTHODE

▶ La proposition a été élaborée suite à une discussion entre les sherpas. Il a été suggéré que la BID élabore la proposition conjointement avec la Banque asiatique de développement qui assure actuellement la présidence du groupe de travail des BMD sur la gestion axée sur les résultats de développement, pour lequel des rapports sur les ODD constituent un axe de travail permanent.





► La proposition de la BID d'élaborer le rapport a été soutenue à la première réunion des responsables des BMD, qui s'est tenue en avril 2020. Sur la base d'un plan convenu d'un commun accord, chaque BMD a désigné des coordonnateurs chargés de contribuer au rapport qui a été préparé sous la direction des Présidents de la Banque islamique de développement et de la Banque asiatique de développement.

► Inscrit dans le droit fil du pilier « Sensibilisation » du Programme quinquennal du Président, le rapport conjoint donne des exemples sur la manière dont les financements des BMD contribuent directement à faire progresser les ODD liés à l'autonomisation, la préservation de la planète, la prospérité pour tous et la création d'infrastructures durables.

► Le rapport souligne l'importance cruciale des partenariats dans la mobilisation des financements et démontre comment les BMD incarnent l'ODD 17 (Partenariats pour la réalisation des objectifs) par l'assistance technique, le soutien stratégique et les connaissances.

► La publication énonce certains des engagements pris pour continuer à travailler ensemble pour la réalisation du Programme de développement à l'horizon 2030, notamment par des approches communes de gestion des résultats

RÉSULTATS

► Le premier rapport conjoint sur les contributions des BMD à la réalisation des ODD présente aux

actionnaires et aux parties prenantes le soutien collectif au Programme de développement durable à l'horizon 2030, au moment où le monde cherche à se remettre de la pandémie à coronavirus.

► Le rapport s'appuie sur les exemples et les études de cas proposés par les coordonnateurs désignés de chacune des BMD.

► Plus de convergence vers les approches communes permettrait de présenter à l'avenir une image plus cohérente des contributions coordonnées des BMD. Sur proposition de la BID, les futurs présidents des réunions des responsables des BMD pourraient envisager de publier des versions actualisées du rapport au cours de la Décennie d'action.

INVESTISSEMENT

► Tous les membres du groupe des BMD ont fourni des données et des analyses.

► La Banque asiatique de développement et la Banque islamique de développement ont également apporté une contribution supplémentaire à la préparation du rapport.

ALIGNEMENT DES BMD

Les dirigeants des 11 plus grandes BMD et du FMI ont lancé le rapport pour montrer leur engagement et contributions aux ODD

Les BMD incarnent l'ODD 17

Avenir du secteur de la finance

La croissance économique faible, la dette élevée et les taux d'intérêt inférieurs ont été aggravés par des situations de fragilité et la pandémie à coronavirus. Le rapport de la BID sur l'avenir de la finance aborde ces questions dans le cadre d'une série de publications intitulée *The Future*. Il présente des prévisions sur les tendances économiques, les technologies de rupture et les priorités émergentes à travers le monde, ainsi que sur leurs incidences sur le secteur financier. Le rapport se veut un outil au service des pays membres de la BID.

OBJECTIF

- ▶ **De fortes tendances** sont identifiées dans le rapport, le modèle d'entreprise traditionnel des institutions bancaires étant remis en question par les fintechs et les grandes firmes de technologie. Parmi ces tendances :
 - l'adoption de critères d'ordre environnemental, social et de gouvernance par les investisseurs institutionnels ;
 - l'adoption de mécanismes d'investissement à impact par les institutions de financement social ; et
 - l'intégration progressive de technologies de rupture par les institutions privées et publiques pour promouvoir davantage le cadre des ODD.
- ▶ **La technologie** réduit les coûts d'accès des nouveaux acteurs :
 - l'abaissement des barrières à l'accès accentue la concurrence, au grand

Les nouvelles technologies permettront d'améliorer la collecte et la distribution des fonds caritatifs. Elles garantiront plus de transparence, un meilleur suivi et un contrôle plus strict, et susciteront ainsi une plus grande générosité dans la participation.

- bonheur des clients ;
 - l'informatique en nuage, la distribution par différents canaux numériques et la numérisation accrue encouragent les clients des services financiers à passer par les services bancaires directs et la fintech ; et
 - les institutions financières peuvent opérer de la même manière que les sociétés de biens de consommation disposant de plusieurs points d'accès, et optimiser leur modèle de distribution pour étendre leur action au-delà du client traditionnel.
- ▶ **Les changements de comportement** déterminent l'accès à la finance sociale et environnementale :
- grâce à une meilleure prise de conscience des impératifs sociaux et environnementaux, qui pousse les acteurs dans tous les domaines à intégrer les objectifs non financiers dans leur prise de décision, créer des opportunités d'investissement et redéfinir les critères d'investissement ; et
 - à la faveur des efforts concertés déployés par des institutions de développement et des institutions humanitaires et financières pour mobiliser des financements alternatifs (philanthropiques et caritatifs) par des plateformes de financement participatif.
- ▶ **Les systèmes de paiement** ont bénéficié largement des nouvelles technologies et des fintechs :
- les nouveaux systèmes de paiement numérique offrent aux consommateurs et aux entreprises des écosystèmes de paiement sans faille, plus rapide, plus accessible et plus efficace ; et
 - des technologies comme les chaînes de blocs sont maintenant utilisées pour des paiements transfrontaliers rapides et sûrs, la compensation et les règlements. Les cryptomonnaies et la monnaie électronique permettent des transactions rapides, sûres et à moindre coût. Encadrées par une meilleure réglementation, les cryptomonnaies et la monnaie électronique pourraient



remplacer les paiements en espèces dans l'avenir.

MÉTHODE

- ▶ L'objectif général du rapport est de faire le bilan des tendances de rupture mondiales et de proposer de nouvelles approches prospectives pour un secteur financier plus juste, plus stable et plus durable. Il s'agit de :
 - mettre au point de meilleurs outils et instruments de politique et un cadre institutionnel et réglementaire plus propice à la réalisation de résultats socialement optimaux ; et
 - amener le secteur financier à adopter une technologie plus rapide et plus avancée pour améliorer son efficacité, l'expérience client, l'inclusion et l'équité.
- ▶ Les objectifs du nouveau cadre de programmation consistent à :
 - mettre en place un cadre financier à même de permettre aux institutions financières islamiques et respectant les règles d'éthique de mieux répondre aux besoins et aux menaces actuels, et de redéfinir le rôle de développement de la finance en réorientant les ressources vers des secteurs et segments économiques ayant le plus fort potentiel de création de valeur durable ;
 - lancer des tendances et pratiques transformatrices qui changeront le mode d'opération des politiques publiques qui tiennent compte de la finance et étofferont la boîte à outils de politiques, pour développer un secteur financier axé sur la productivité permettant aux pays membres de réaliser leurs aspirations de développement ; et
 - réaliser un meilleur approfondissement financier, promouvoir l'égalité et favoriser des institutions financières tournées vers le développement et soucieuses de la préservation de l'environnement qui soient agiles, efficaces et disposées à intégrer les technologies de l'industrie 4.0 pour relever les défis qui interpellent les pays membres.
 - du siège et des centres régionaux.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Si la BID doit apporter son concours pour libérer les capacités de la finance à réaliser la « Révolution industrielle 4.0 » et combler le déficit de financement dans les secteurs économiques essentiels des pays membres, la politique économique devrait être orientée vers la réalisation d'une croissance plus verte et plus équitable.
- ▶ Les dispositifs en matière de politiques publiques, notamment l'impôt, la dépense et la réglementation, surtout en ce qui concerne les institutions financières et le cadre réglementaire, la politique monétaire et la politique sociale, doivent permettre d'améliorer les résultats au niveau social et environnemental.
- ▶ La BID invite ses pays membres à mettre au point des politiques budgétaires et monétaires innovantes permettant de mieux s'aligner sur les objectifs de bien-être social de l'économie. Lesdites politiques devront être axées sur les objectifs universels de prospérité, de stabilité et d'équité, et adaptées au contexte et aux aspirations des pays concernés.
- ▶ Une **boîte à outils pour la politique de l'économie sociale** servira de point de départ pour aider les pays à mieux s'adapter et se renforcer, afin de déterminer les politiques nationales.
- ▶ La BID invite ses pays membres à collaborer pour mettre en œuvre à titre d'essai des recommandations de politiques afin de dégager des preuves propres à appuyer l'intégration de telles politiques à une plus grande échelle.
- ▶ Le nouveau cadre recommande un déploiement plus stratégique des fonds publics en s'appuyant sur des instruments financiers innovants, tels que la tokenisation et le financement participatif, et des mécanismes comme le mixage et la réduction des risques.
- ▶ Le rapport répartit les pays en trois catégories, selon leur orientation stratégique par rapport au système financier : pays à niveau de préparation élevé, pays à niveau de préparation moyen et pays à niveau de préparation faible. Le rapport suggère que :
 - les pays de la catégorie « niveau de préparation élevé » se focalisent sur la numérisation, passent à la finance durable et plante le décor pour les

- autres qui devront les suivre ;
- les pays de la catégorie « niveau de préparation moyen » se focalisent sur l'inclusion financière et mettent à profit les ressources disponibles pour améliorer la diversification économique et constituer le capital humain requis ; et
- les pays de la catégorie « niveau de préparation faible » se focalisent sur l'amélioration de la gouvernance et favorisent la confiance dans le système grâce à l'éducation et aux réformes.
- ▶ Un autre aspect examiné par le rapport consiste à établir une organisation marchande islamique qui pourrait :
 - assurer une répartition plus équitable et contrôlée des risques dans l'économie ;
 - s'appuyer sur les nouvelles technologies de l'intelligence artificielle et des chaînes de blocs pour lever certains obstacles aux services bancaires participatifs ; et
 - utiliser des instruments à faible coût et très efficaces pour réduire considérablement l'asymétrie de l'information et les coûts des transactions ne portant pas sur des créances.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a porté son allocation au nouveau modèle d'entreprise à 40 % de l'enveloppe de financement du programme annuel et entend l'augmenter progressivement à 80 %.

FORTES TENDANCES DANS LA FINANCE

Les besoins de financement des ODD, l'urgence climatique et les inégalités croissantes amèneront le secteur financier à revoir ses mécanismes de priorisation et d'allocation

Avenir du secteur agroalimentaire

Dans plusieurs pays membres de la BID, la croissance démographique impose une augmentation conséquente de la production pour faire face aux besoins. De même, la pandémie à coronavirus confirme la nécessité de disposer de chaînes de valeur agroalimentaires résilientes et solides. Ces questions sont traitées de très près dans un rapport sur le secteur de l'agroalimentaire. Destiné aux pays membres, le rapport a été publié par la BID dans le cadre d'une série intitulée *The Future* qui constitue une réflexion sur les tendances économiques et les priorités mondiales émergentes.

OBJECTIF

- ▶ Le secteur de l'agroalimentaire est essentiel pour plusieurs pays membres. La pandémie à coronavirus a donné lieu à de nouveaux défis et opportunités et posé avec plus d'acuité la nécessité de mettre en place des chaînes de valeur résilientes.
- ▶ La prochaine décennie sera vraisemblablement marquée par une explosion de la demande en produits alimentaires, un changement de préférences des consommateurs, l'épuisement des ressources et l'exode rural.
- ▶ Bien qu'étant de grands producteurs de produits agricoles, de nombreux pays membres ne sont pas bien équipés pour la transformation de ces produits, ce qui les prive des maillons les plus lucratifs des chaînes de valeur agroalimentaires.

La BID a lancé un cadre de programmation qui met les pays membres au diapason de l'avenir du secteur de l'agroalimentaire, en s'appuyant sur les technologies de l'industrie 4.0 afin de satisfaire les besoins de production et les attentes des marchés de 2030.

- ▶ Le secteur agroalimentaire doit faire l'objet d'une transformation pour répondre de manière efficace aux exigences de durabilité et normes de qualité.
- ▶ La BID considère que l'innovation et la participation du secteur privé sont incontournables pour l'amélioration de la compétitivité des pays membres.
- ▶ Les chaînes de valeur devraient être plus durables, efficaces en termes d'utilisation de ressources et transparentes. Cela permet aux pays membres de pénétrer de nouveaux marchés et d'améliorer la valeur ajoutée de leurs produits.
- ▶ À moins que des mesures décisives soient prises et que des techniques agricoles plus durables soient adoptées, les changements climatiques et les pratiques agricoles qui épuisent les ressources toucheront durement les pays membres de la BID, limitant la production et compromettant la sécurité alimentaire.

- ▶ La raréfaction des débouchés économiques continuera de stimuler un exode rural soutenu dans plusieurs pays membres. Pour prévenir une détérioration à long terme de leur potentiel de production agroalimentaire, ces économies ont besoin d'investissements et d'innovations dans le secteur pour créer des emplois pour les jeunes et doter ces derniers des compétences requises.

- ▶ Le cadre de programmation du secteur agroalimentaire met en lumière toutes ces questions et propose des solutions et des mesures pratiques aux pays membres.

MÉTHODE

- ▶ Actuellement, l'agriculture contribue largement au PIB des pays membres de la BID – une tendance qui devrait s'accroître à l'avenir. Face à une demande mondiale de plus en plus croissante à la faveur d'une population mondiale





qui, selon les prévisions, devrait croître de 800 millions de personnes d'ici 2030, les pays membres se doivent de prendre des mesures immédiates pour créer des ressources additionnelles, augmenter leur productivité, et transformer leurs modèles d'entreprise, afin de favoriser la croissance et l'innovation.

- ▶ Le nouveau cadre de programmation révèle que les pays membres disposent d'un énorme potentiel de production qui demeure inexploité, et que :
 - ils sont à la traîne en termes de création de valeur, en raison des énormes déperditions alimentaires dans la chaîne de valeur ;
 - ils ont le potentiel nécessaire pour renforcer la création de valeur en développant leurs activités de transformation des aliments ;
 - malgré leur présence limitée dans la transformation des aliments, des opportunités existent dans la transformation primaire et secondaire pour une meilleure création de valeur dans beaucoup d'industries ; et
 - des investissements dans les infrastructures, une meilleure gestion agricole et la formation des petits exploitants peuvent permettre d'accroître considérablement la production agricole.
- ▶ Le nouveau cadre de programmation met en exergue les opportunités qui s'offrent aux pays membres de la BID et les défis qui les interpellent. Il souligne que :
 - ceux qui sont des champions de la productivité enregistrent d'excellents résultats dans l'agriculture et sont intégrés dans la chaîne de valeur mondiale ;
 - ceux qui se focalisent sur la

production ont des secteurs agricoles bien établis, mais manquent de productivité, de capacité de transformation et d'infrastructures appropriées ; et

- ceux qui sont concentrés sur leur marché intérieur dépendent fortement de la production agricole, mais leurs niveaux de productivité et de mécanisation sont trop faibles pour tirer la plupart des agriculteurs de l'agriculture de subsistance.
- ▶ Le cadre de programmation souligne :
 - la nécessité pour les champions de la productivité d'investir dans l'innovation et la durabilité pour maintenir la productivité et augmenter les parts de marchés ;
 - le potentiel des pays tournés vers la production pour développer leurs capacités de transformation, afin d'augmenter leur part de valeur de marché ; et
 - les possibilités pour les marchés intérieurs d'accroître la productivité grâce à la mécanisation et à la transposition à grande échelle, afin de vaincre l'insécurité alimentaire et satisfaire la demande nationale.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Le cadre de programmation ouvre la voie aux pays membres pour atteindre leurs objectifs de production agroalimentaire par des solutions décisives et innovantes propres à :
 - générer des produits agroalimentaires additionnels pour l'exportation, d'une valeur de 380 milliards de dollars ;
 - transformer le marché du travail, en améliorant les compétences et les revenus de 170 millions de personnes ; et
 - tirer au moins quarante millions de personnes de l'insécurité alimentaire chronique.
- ▶ Pour aider les pays membres à atteindre leurs objectifs, le cadre de programmation aborde également :
 - les systèmes de gestion capables d'améliorer la durabilité de la production ;
 - les mesures de contrôle susceptibles de freiner la déforestation et la destruction de la biodiversité, surtout qu'assez souvent les agriculteurs n'ont pas accès à l'assistance technique et au savoir-faire ;
 - l'importance du secteur privé pour la transformation à valeur ajoutée qui

permet une plus grande création de valeur, avec un accent particulier sur les modèles de partage des risques et de coopération entre les secteurs privé et public ;

- le cofinancement et le partage des risques avec la BID, ainsi que l'accès aux décideurs de haut niveau pour favoriser la collaboration ;
- les innovations à faible coût propres à encourager l'utilisation efficace des ressources et la productivité (systèmes d'irrigation goutte-à-goutte pour augmenter la production de riz non-inondé jusqu'à 30 % et réduire la consommation en eau de 50 %) ;
- les solutions numériques pour améliorer les conditions de vie et les revenus des agriculteurs par l'intégration des chaînes de valeur ; et
- le rôle des modèles de crédit-bail coopératif dans la mécanisation et le renforcement de la productivité des petits agriculteurs, lesquels modèles permettent de relier les créanciers, les fournisseurs d'équipement et les agriculteurs.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a porté son allocation au nouveau cadre de programmation à 40 % de l'enveloppe de financement du plan annuel des opérations et entend l'augmenter progressivement à 80 %.
- ▶ Dans un premier temps, la BID a publié un rapport sur le secteur agroalimentaire de l'après la pandémie à coronavirus.

LES PAYS MEMBRES PEUVENT

générer des produits agroalimentaires additionnels pour l'exportation, d'une valeur de 380 milliards de dollars

transformer le marché du travail et améliorer les revenus de 170 millions de personnes



Avenir du secteur de la pétrochimie

Le secteur de la pétrochimie contribue pour environ 5.700 milliards de dollars au PIB mondial. Les pays membres de la BID possèdent près de 60 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz ; cependant, ils ne contribuent que pour 22 % de la production pétrochimique. Ces questions sont traitées de très près dans un rapport sur le secteur de la pétrochimie. Destiné aux pays membres, le rapport a été publié par la BID dans le cadre d'une série intitulée *The Future* qui constitue une réflexion sur les tendances économiques et les priorités mondiales émergentes.

OBJECTIF

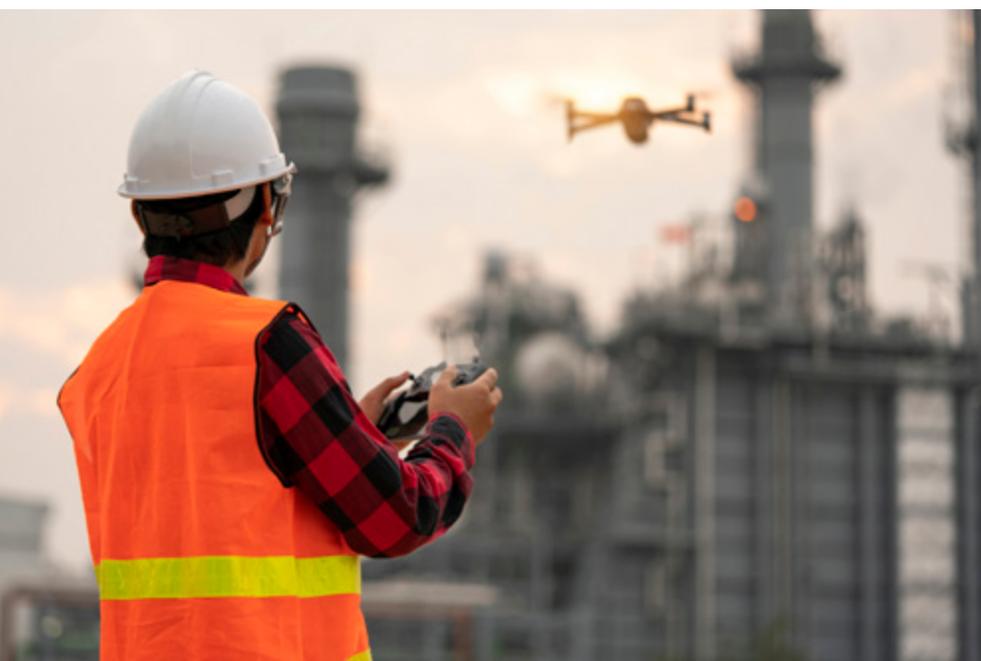
- ▶ Des défis sans précédent sont nés de la pandémie à coronavirus. Il est même possible que la structure du secteur de la pétrochimie soit bouleversée, notamment dans les pays membres consommateurs ou producteurs de produits pétrochimiques.
- ▶ Le rapport sur le secteur de la pétrochimie montre comment les pays membres peuvent créer des chaînes de valeur pétrochimiques résilientes. Il est un cadre de programmation assorti de recommandations à l'intention des pays membres pour créer une capacité additionnelle, augmenter la productivité, et transformer les modèles économiques, afin d'appuyer une croissance stable et l'innovation. Le rapport indique également la voie aux pays membres pour :
 - devenir plus autonomes et moins dépendants des importations de produits pétrochimiques de pays non-membres ;
 - doubler leur valeur ajoutée par la transformation primaire et secondaire, et tirer parti de leur accès à des matières

Pour bénéficier de la croissance du secteur de la pétrochimie, les pays membres devraient passer des produits chimiques de base au traitement secondaire pour fabriquer des produits plastiques et chimiques d'ingénierie

- premières comme le pétrole et le gaz ; et
- créer des milliers d'emplois hautement qualifiés, avec des retombées positives sur l'éducation, la gouvernance et la compétitivité industrielle.
- ▶ La demande sur les produits pétrochimiques va s'accroître au cours des dix prochaines années. Selon le rapport :
 - la croissance doit être accompagnée d'une meilleure intégration de la chaîne de valeur et du développement d'une gamme de produits plus large, afin d'augmenter la valeur ajoutée ;
 - des stratégies adaptées sont nécessaires pour améliorer la valeur ajoutée pétrochimique dans tous les pays membres ; et
 - l'investissement privé et la coopération entre les pays membres sont essentiels pour favoriser la valeur ajoutée dans le secteur pétrochimique.

MÉTHODE

- ▶ En dépit de la baisse de la demande sur les produits pétrochimiques en 2020 du fait de la pandémie à coronavirus, la croissance démographique et les niveaux de revenu élevés favoriseront une reprise de la demande globale à long terme.
- ▶ Le nouveau cadre de programmation du secteur de la pétrochimie met l'accent les éléments ci-après :
 - l'optimisation de la capacité et les gains d'efficacité doivent être en ligne de mire, d'autant plus que l'investissement à long terme et à haute intensité de capital force les acteurs du secteur à optimiser les processus actuels ;
 - la demande des industries utilisatrices finales déterminera l'avenir du secteur de la pétrochimie, surtout que les nouveaux besoins des clients et la demande de ces industries rendront le secteur plus durable ; et





- l'accès aux matières premières demeure la clé de la réussite pour les pays membres opérant dans le secteur pétrochimique.
- ▶ Dans l'ensemble, le rapport identifie trois défis de taille auxquels le secteur de la pétrochimie est confronté, à savoir :
 - la volatilité des cours des matières premières et l'instabilité des marchés ;
 - le déficit d'innovation en matière de durabilité ; et
 - le durcissement des règles.
- ▶ Bien qu'ils aient un avantage stratégique en termes d'accès aux matières premières, plusieurs pays membres risquent de rater le coche pour ajouter de la valeur au secteur. Ci-après les facteurs clé qui sous-tendent le cadre de programmation du secteur de la pétrochimie :
 - les capacités limitées des pays membres en matière de transformation primaire et secondaire peuvent être élargies par une demande intérieure plus forte ;
 - les industries utilisatrices finales verront une augmentation de la demande, ce qui offrira aux pays membres de nouvelles opportunités pour restructurer leur secteur pétrochimique ;
 - l'exigence de durabilité se fait plus forte, mais les matières premières fossiles comme le pétrole et le gaz continueront d'occuper le devant de la scène ; et
 - les matériaux d'origine biologique gagnent en importance du fait de la nécessité pour les pays membres de remplir leurs obligations en matière de préservation de l'environnement et d'atteindre les cibles qu'ils se sont fixées au titre des ODD.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Le cadre de programmation identifie une série de résultats positifs pour les pays membres qui opèrent dans le secteur :
 - Si certains des pays membres sont prêts à passer à des produits chimiques spécialisés de haute valeur, d'autres devraient se focaliser sur les possibilités de création des conditions appropriées pour développer leur industrie pétrochimique.
 - Les pays ayant un accès limité aux matières premières peuvent se concentrer sur la transformation secondaire.
 - Nombre de pays membres peuvent mettre à profit l'avantage de l'accès aux matières premières pour ajouter de la valeur en amont de la chaîne de valeur pétrochimique.
 - Tous les pays membres peuvent intervenir à deux niveaux, la demande intérieure et l'intégration verticale, afin de faire stimuler leurs activités pétrochimiques.
 - Les pays membres gagneraient à prendre des mesures propres à améliorer l'éducation, la gouvernance, les ressources et la création d'emplois, pour renforcer leur avantage comparatif dans le secteur de la pétrochimie.
- ▶ Le secteur de la pétrochimie a le potentiel de favoriser des investissements intelligents, sans perdre de vue les priorités ci-après :
 - Les pays peuvent améliorer leur compétitivité en investissant dans les infrastructures requises pour le secteur pétrochimique tourné vers l'exportation.
 - Les investissements nécessaires pour améliorer les infrastructures pétrochimiques dans les pays membres appellent une

collaboration entre les agences nationales et les donateurs internationaux.

- La promotion des industries utilisatrices finales locales est nécessaire pour attirer les acteurs du secteur de la pétrochimie vers les pays membres, surtout que la production pétrochimique gagne à rester à proximité de la source de la demande.
- L'industrialisation dans les pays membres peut stimuler la demande des industries utilisatrices finales et déboucher sur la croissance du secteur pétrochimique local.
- L'investissement dans une main-d'œuvre qualifiée est crucial pour la structuration du secteur de la pétrochimie qui devrait être soutenu par un enseignement et une formation techniques et professionnels axés sur les besoins.
- Les opportunités de financement et la collaboration entre pays peuvent procurer aux pays membres un avantage comparatif.

INVESTISSEMENT

- ▶ La BID a porté son allocation au nouveau cadre de programmation à 40 % de l'enveloppe de financement du Plan annuel des opérations 2021 et entend l'augmenter progressivement à 80 % d'ici à 2023.

MESURES À PRENDRE

Les pays membres gagneraient à prendre des mesures propres à améliorer l'éducation, la gouvernance, les ressources et la création d'emplois pour renforcer leur avantage comparatif dans le secteur de la pétrochimie



Avenir des secteurs des mines et de la construction

Les secteurs des mines et de la construction connaîtront des transformations majeures d'ici 2030 du fait de la demande sous-tendue par la croissance démographique, l'urbanisation de plus en plus importante, l'essor de la mobilité électrique et la dépendance de plus en plus forte à l'égard de l'électronique. Ces questions sont traitées de très près dans un rapport sur les secteurs des mines et de la construction. Destiné aux pays membres, le rapport a été publié par la BID dans le cadre d'une série intitulée *The Future* qui constitue une réflexion sur les tendances économiques et les priorités mondiales émergentes.

OBJECTIF

► La BID est déterminée à aider ses pays membres à tirer parti de leurs ressources pour développer et faire prospérer leurs économies, en s'appuyant sur les nouvelles technologies. La résilience et la préparation sont incontournables pour la compétitivité et la capacité des pays membres à bénéficier de cette nouvelle dynamique.

► Les secteurs des mines et de la construction sont essentiels pour de nombreuses économies de la BID. C'est pourquoi l'adoption d'une politique industrielle orientée vers l'avenir peut permettre aux pays membres de tirer plus de valeur de ces deux secteurs, notamment sous forme de :

- revenus plus élevés ;

Le Rapport sur les secteurs des mines et de la construction souligne la capacité des partenariats à libérer le potentiel des pays membres de la BID et à protéger partiellement ces derniers contre les risques

- économies plus diversifiées ; et
- emplois qualifiés plus nombreux.

► La pandémie à coronavirus devrait redéfinir dans une large mesure l'avenir des secteurs des mines et de la construction. Ses effets se feront sentir sur les économies des pays membres dans le court, moyen et long terme, et pour y faire face, ces derniers doivent avoir une bonne maîtrise des chaînes de valeur complexes qui leur permettra de se reconstruire avec résilience.

► Le rapport publié par la BID sur les secteurs des mines et de la construction présente de manière détaillée les tendances et initiatives qui détermineront l'avenir de ces secteurs dans ses cinquante-sept pays membres pour les dix prochaines années et au-delà.

► Le rapport identifie plusieurs éléments clé dans les deux secteurs :

- l'émergence de nouvelles technologies et d'innovations de rupture, telles que les mécanismes autonomes, les objets connectés, la robotique et l'impression en 3D, augurent des changements majeurs pour les populations partout dans le monde ;
- la rupture est inévitable – de nombreuses technologies et techniques innovantes permettront d'améliorer la productivité ;
- un recours accru aux minéraux et matériaux essentiels accentuera la demande dans les secteurs des mines et de la construction ;
- de nombreux pays membres détiennent d'importantes réserves de ressources minières, avec un potentiel considérable pour augmenter la production ; et
- le choix porté sur l'extraction dans certains pays membres démontre qu'il existe un potentiel pour une valeur ajoutée supplémentaire avec le passage à la transformation et la fabrication.

► Selon le rapport, il existe d'énormes possibilités de transformer les principaux défis posés aux pays membres en avantage concurrentiel. Ces derniers sont encouragés à se positionner en tant que pionniers ou leaders en innovation pour créer des avantages concurrentiels. En outre, le rapport souligne



que le secteur privé est incontournable pour le développement des mines et de la construction dans les pays membres. À cet égard, de nouveaux modèles de collaboration peuvent être utilisés pour partager les risques et libérer le potentiel de croissance.

MÉTHODE

- ▶ La pandémie à coronavirus redéfinira la demande mondiale aussi bien dans le secteur des mines que dans celui de la construction. La croissance démographique et l'urbanisation de plus en plus importante continueront de stimuler la demande dans les deux secteurs, tandis que les changements d'habitudes des consommateurs devraient l'accroître, notamment en ce qui concerne les produits miniers. La pandémie débouchera également sur des changements dans les modèles de consommation et les habitudes du marché de l'emploi. Figurent parmi les principales tendances du secteur recensées dans le rapport :
 - une meilleure productivité grâce à l'automatisation générale dans les grandes mines ;
 - la normalisation des innovations technologiques telles que les mécanismes autonomes, la robotique et l'augmentation de la main-d'œuvre ;
 - le recours plus marqué à l'analytique avancée et à la prise de décision axée sur des données grâce aux objets connectés ;
 - l'adoption généralisée de méthodes de construction numériquement intégrées et innovantes ;
 - l'abandon progressif des méthodes de construction traditionnelles avec l'émergence de solutions hautement productives comme l'impression 3D et la construction modulaire ;
 - l'émergence de la modélisation des données de construction pour faire face à la complexité du cycle de vie de la construction ;
 - la nécessité de réduire l'empreinte écologique ;
 - l'atténuation de l'impact de l'exploitation minière grâce à une réglementation plus stricte, l'adoption graduelle des sources d'énergie renouvelables, et l'orientation plus prononcée vers le recyclage ; et
 - le recours à des solutions offrant une plus grande efficacité énergétique et à des combustibles alternatifs dans le secteur de la construction.

▶ Selon le rapport, le faible niveau d'industrialisation est l'obstacle majeur auxquels sont confrontés les pays membres. Il est possible d'y apporter des améliorations par l'investissement, l'infrastructure et le renforcement des compétences de la main-d'œuvre.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Les opportunités offertes aux pays membres pour la réalisation de leurs objectifs de productivité et de durabilité sont présentées dans le rapport qui met également l'accent sur les tendances ci-après :
 - ▶ L'exploitation minière et la plupart des produits miniers devraient gagner de l'importance. Il existe un potentiel considérable pour l'augmentation de la production dans plusieurs pays membres, avec l'existence avérée de plusieurs réserves importantes.
 - ▶ Le secteur de la construction devrait enregistrer une croissance de 50 % à l'horizon 2030, dépassant ainsi la croissance du PIB mondial, avec des perspectives prometteuses, notamment pour les pays membres d'Afrique de l'Ouest, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est.
 - ▶ De réelles opportunités de production de matériaux de construction s'offrent aux pays membres capables de créer la capacité nécessaire à la satisfaction de la demande interne et régionale.
 - ▶ L'aluminium et le nickel affichent un potentiel de croissance important. L'émergence des véhicules électriques et l'importance du nickel en tant qu'élément important entrant dans la fabrication des batteries, permettront de stimuler considérablement la demande.
 - ▶ Le passage de l'extraction à la transformation et la fabrication peut créer de la valeur ajoutée pour les pays membres.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le rapport montre comment des mesures décisives précoces peuvent permettre aux pays membres de :
 - mettre à profit la croissance générale des secteurs des mines et de la construction qui devraient connaître d'ici 2030 une expansion de 7.000 milliards de dollars, pour

- représenter 17 % du PIB mondial, au lieu des 15 % actuels ;
- créer des emplois qualifiés directs et indirects, notamment avec le passage à la transformation qui pourrait tripler le nombre d'emplois dans le secteur ; et
- transformer en excédent le déficit actuel de la BID dans le secteur de la construction.

- ▶ Du côté du secteur des mines, les pays membres détiennent d'énormes réserves et les investissements devraient être axés sur les voies et moyens de produire de l'énergie renouvelable (solaire, hydroélectrique et géothermique) en tant que solution économiquement rentable.
- ▶ L'investissement dans les programmes pour les PME et les startup peut fournir l'écosystème nécessaire à l'innovation technologique.

SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Croissance projetée de 50 % d'ici 2030, soit plus que la croissance du PIB mondial

Taux de croissance plus élevés attendus chez les pays membres, notamment en Afrique de l'Ouest, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est

SECTEUR DES MINES

L'émergence des véhicules électriques et l'importance du nickel, élément important entrant dans la fabrication des batteries, permettront de stimuler considérablement la demande.



Avenir du secteur du textile et de l'habillement

Bien que la pandémie à coronavirus présente des risques et des vulnérabilités à court et moyen terme pour les chaînes de valeur du textile et de l'habillement dans les pays membres de la BID, il existe de nombreuses opportunités de rétablissement à plus long terme. Ces questions sont traitées de très près dans un rapport sur le secteur du textile et de l'habillement. Destiné aux pays membres, le rapport a été publié par la BID dans le cadre d'une série intitulée *The Future* qui constitue une réflexion sur les tendances économiques et les priorités mondiales émergentes.

OBJECTIF

- ▶ Avec un marché de 2.200 milliards de dollars et un taux de croissance annuel prévu de 3,5 %, le secteur du textile et de l'habillement présente un grand potentiel pour les pays membres de la BID.
- ▶ Toutefois, les pays membres devraient s'adapter à d'importantes évolutions du marché, notamment les innovations en matière d'automatisation et de numérisation, ainsi que l'apparition de nouveaux matériaux durables.
- ▶ Le rapport montre que les changements que subit le secteur du textile et de l'habillement peuvent modifier l'équilibre des pouvoirs de plusieurs façons, ce qui offre aux pays membres la possibilité de se positionner à des niveaux de la chaîne de valeur mondiale où ils peuvent ajouter une plus grande valeur.

Pour les pays membres de la BID actifs dans l'industrie du textile et de l'habillement, les chaînes de valeur mondiales constituent une partie importante de leur modèle d'activité. Le rapport indique les performances des pays à divers niveaux des chaînes de valeur

▶ La collaboration avec les organisations du secteur au sein des pays et entre eux est un facteur important. En particulier, les projets conjoints avec les universités peuvent renforcer le partage de connaissances et favoriser l'innovation.

▶ Le rapport met également en évidence l'importance des partenariats avec les marques, les ateliers de tricotage ou les usines de tissage. L'objectif est de favoriser une plus grande intégration verticale des entreprises dans les pays membres.

MÉTHODE

- ▶ Le nouveau cadre de programmation de la BID montre que pour réussir, les pays membres doivent :
 - encourager le recyclage et adopter les principes de l'économie circulaire ;
 - renforcer leur visibilité en tant que destinations d'approvisionnement ;
 - utiliser des plateformes telles que les organisations du secteur et les foires destinées au marketing industriel ; et
 - explorer les modèles de collaboration avec la BID : partenariat public-privé, cofinancement et partage des risques.
- ▶ Le rapport aborde des scénarii d'avenir pour le secteur du textile et de l'habillement dans les pays membres. Il tient compte de plusieurs tendances majeures, notamment :
 - la part de plus en plus importante des pays membres de la BID dans la filière de transformation, en raison de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre et de production en Chine et de la délocalisation d'une partie de la chaîne de valeur mondiale vers d'autres pays ;
 - la numérisation et les nouvelles technologies de transformation qui présentent des opportunités pour les pays membres : installation d'équipements de pointe, robots de coupe au laser, de tricotage ou de couture automatisés, pour la production de textiles et d'habits ;





- des matériaux en concurrence les uns avec les autres, ce qui favorise l'innovation dans le domaine des nouvelles fibres, lesquelles peuvent constituer un produit de substitution plus compétitif et plus performant que les fibres naturelles ;
- l'importance grandissante de la durabilité surtout que les consommateurs et les marques prennent conscience de l'impact du secteur sur l'environnement et exigent des pays membres de s'attaquer à des problèmes tels que la pollution et la consommation d'eau ;
- la nécessité pour les opérateurs établis de se concentrer sur l'innovation et la mise en œuvre systématique des ODD ;
- le besoin pour les nouveaux acteurs de l'industrie de disposer d'infrastructures améliorées et de plus d'alternatives de financement pour exploiter pleinement leur potentiel d'exportation ; et

- ▶ la possibilité pour les nouveaux arrivants sur le marché de s'affirmer en acheminant plus d'investissements directs étrangers vers le renforcement des capacités de production et des niveaux d'industrialisation.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ En termes de matières premières, les pays membres de la BID représentent 25 % de la production mondiale de coton, 26 % de laine et 15 % de cuir cru. Huit pays membres sont classés parmi les quinze premiers pays producteurs de coton au monde. Le nouveau cadre de programmation examine comment les pays membres peuvent accroître leur part de marché.
- ▶ L'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Soudan sont principalement orientés vers la production de matières premières, mais cherchent à accroître la valeur ajoutée de leurs industries textiles.

- ▶ Le Pakistan et la Turquie produisent des matières premières, mais disposent aussi de chaînes de valeur de plus en plus intégrées verticalement, puisqu'ils transforment les fibres textiles en produits finis.

- ▶ Le Bangladesh importe des matières premières qu'il transforme en produits. Grâce à son modèle d'activité, le Bangladesh est devenu le deuxième exportateur mondial de vêtements, avec 7 % du total des exportations.

INVESTISSEMENT

- ▶ Le secteur a le potentiel d'attirer des investissements intelligents et stratégiques, notamment pour :
 - accroître ses activités en amont ou en aval de la chaîne de valeur mondiale et créer plus de valeur ;
 - renforcer ou agrandir les capacités de transformation en établissant des réseaux avec d'autres fournisseurs ;
 - intégrer verticalement davantage d'activités de transformation ;
 - investir dans les technologies de pointe et la numérisation ;
 - créer des infrastructures plus adéquates et offrir un soutien logistique plus approprié en collaborant avec les agences nationales et les bailleurs de fonds internationaux ;
 - tirer parti de technologies innovantes et de nouveaux modèles d'activité pour favoriser la durabilité qui est de plus en plus importante pour les clients finaux et dans la sélection des fournisseurs des marques internationales ; et
 - investir dans de nouvelles machines pour améliorer l'utilisation des tissus, augmenter les revenus des fournisseurs et la rentabilité.

PRODUCTION DES PAYS MEMBRES

En termes de matières premières, les pays membres de la BID représentent 25 % de la production mondiale de coton, 26 % de laine et 15 % de cuir cru

Plateforme de coordination mondiale axée sur les chaînes de blocs

La plateforme de coordination mondiale de la BID est un espace en ligne pour la coordination de l'aide et la mobilisation de ressources financières et techniques destinées aux pays membres.

OBJECTIF

► Compte tenu de son incidence majeure qui s'étale au-delà de la crise sanitaire et des ramifications socio-économiques de plus en plus complexes qu'elle a engendrées, la pandémie à coronavirus exige une riposte axée sur une approche holistique qui ouvre la voie à la reprise et coordonne l'action de plusieurs partenaires aussi bien nationaux qu'internationaux.

► Durant la pandémie à coronavirus, la plateforme a servi d'instrument de coordination du Programme stratégique de préparation et de riposte, lancé par la BID.

Dans le passé, le lien entre l'offre et la demande a souvent été déséquilibré. La Plateforme de coordination mondiale apporte une solution structurée à ce problème.

► Les initiatives prises à cet égard s'inscrivent dans le droit fil de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. En effet, trois principes sont observés : la responsabilité mutuelle, l'appropriation et l'alignement sur les résultats.

MÉTHODE

► La plateforme est un système de marché libre pour le développement en ligne qui permet aux pays membres de naviguer les services offerts par divers fournisseurs du monde entier et d'adopter une approche structurée pour répondre à leurs besoins. Grâce à la plateforme, les pays membres peuvent entrer en contact avec :

- les fournisseurs, ce qui peut être difficile, surtout en temps de crise ; et
- les bailleurs de fonds, les experts et les centres d'excellence.

► Chaque pays dispose d'un portail national sur la plateforme et chaque partie définit sa contribution à la plateforme de manière structurée.

► La plateforme reflète les valeurs énoncées dans plusieurs piliers du Programme quinquennal du Président :

- améliorer la visibilité de la BID par un outil de communication stratégique, efficace et intégré qui permet d'interagir avec les investisseurs, les bailleurs de fonds et les fournisseurs de services ;
 - renforcer les partenariats avec d'autres banques multilatérales de développement aussi bien au niveau national qu'international - la plateforme a pu mobiliser un certain nombre de partenaires (UNOPS, UNICEF, PNUD, OMS, *Standard Chartered Bank*), ce qui donne aux pays membres accès aux produits scientifiques, technologiques et innovants les plus récents et leur permet d'être compétitifs au niveau mondial dans les domaines où ils ont un avantage concurrentiel ;
 - renforcer les capacités grâce à l'accès aux connaissances des pays membres, aidant ainsi la BID à mettre au point des solutions de développement axées sur les causes profondes des problèmes ;





- favoriser la mobilisation de ressources hors bilan et rationaliser le transfert d'informations de la plateforme nationale (demande) aux bailleurs de fonds et investisseurs (offre) ; et
- assurer la mise en œuvre rapide des projets grâce à une présence réelle et virtuelle sur le terrain, en utilisant un modèle participatif.

► La plateforme est axée sur les chaînes de blocs qui sont une technologie capable d'augmenter l'impact de développement par la transparence, la réduction de la fraude et surtout l'efficacité. Elles permettent aux organisations de créer des réseaux numériques au sein desquels elles peuvent effectuer des transactions sécurisées et numérisées, de manière décentralisée, sans recours aux intermédiaires.

► La BID considère les chaînes de blocs une technologie qui présente un potentiel considérable, alignée sur ses principes stratégiques, à savoir la décentralisation et l'évolution vers une institution d'acteurs de développement.

RÉSULTATS

- La plateforme a couvert les besoins urgents de plus de trente pays membres face à la crise de la pandémie à coronavirus en 2020.
- La BID a dégagé au titre de son

Programme stratégique de préparation et de riposte 2,3 milliards de dollars.

► Quatre agences onusiennes (UNOPS, OMS, UNICEF et PNUD) ont joint leurs forces pour mettre en œuvre le Programme stratégique de préparation et de riposte.

INVESTISSEMENT

► Actuellement, la plateforme est utilisée pour mobiliser des ressources pour le volet « Rétablissement » du Programme stratégique de préparation et de riposte, notamment le financement des PME et du commerce, pour maintenir les activités dans les chaînes de valeur stratégiques principales et assurer la continuité des approvisionnements nécessaires et d'autres produits de base, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'alimentation.

► La SID exécutera au nom du Groupe de la BID les lignes de financement destinées aux micro, petites et moyennes entreprises dans les pays membres. La SIFC est chargée des opérations de financement du commerce au nom du Groupe de la BID. Des lignes de financement renouvelables de douze à dix-huit mois, à dégager par l'intermédiaire de banques d'importation et d'exportation et d'institutions de financement, sont prévues au titre des

projets. Ce soutien reposera entièrement sur des garanties souveraines négociées conformément aux directives de la BID en matière de tarification.

► La SIACE et la BID ont lancé le Mécanisme de garantie des opérations dans le cadre de la riposte face à la pandémie à coronavirus. Le mécanisme est un programme innovant qui prévoit 2 milliards de dollars pour accompagner le secteur privé. Il sera mis en œuvre par les institutions pour appuyer les industries touchées par la pandémie à coronavirus dans les États membres de l'OCI et attirer les investissements transfrontaliers.

PLATEFORME DE COORDINATION MONDIALE FACE À LA PANDÉMIE À CORONAVIRUS

Grâce à la plateforme, les pays membres bénéficieront de **2,3 milliards de dollars**

La plateforme a couvert les besoins urgents de plus de **30 pays membres face à la crise**

Plateformes de pays : financement du développement 4.0

Une plateforme de pays de la BID utilise une approche de financement du développement pointue, c'est-à-dire de quatrième génération. Elle est l'outil le plus important de la Stratégie de partenariat avec les pays membres.

OBJECTIF

- Le nouveau modèle d'entreprise de la BID a entraîné des changements de méthodologie dans la Stratégie de partenariat avec les pays membres. Une approche axée sur les chaînes de valeur mondiales, qui favorise le développement par une meilleure intégration des pays membres dans ces chaînes, a été adoptée.
- Les interventions de la BID consistent à aplanir les difficultés qui entravent le développement des chaînes de valeur identifiées. Le développement des infrastructures y occupe une place privilégiée car il est l'activité à plus forte intensité de capital (environ 70 % des besoins de financement), produit des effets multiplicateurs économiques plus importants, s'attaque, avec d'autres activités, aux causes profondes des problèmes et libère le potentiel de la chaîne de valeur.

Le concept de plateforme de pays a été accueilli avec beaucoup d'intérêt par tous les pays membres de la BID et les experts du secteur

MÉTHODE

- La plateforme de pays est un véhicule d'investissement autonome, créé dans le cadre d'un partenariat entre la BID et les pays membres, avec pour objectif spécifique de préparer des projets bancables, notamment des projets d'infrastructure en partenariat public-privé, soutenus par des capitaux privés. Si une plateforme de pays peut prendre la forme d'une institution régionale qui couvre plusieurs pays, l'accent a été mis au stade initial de déploiement du modèle sur la création de véhicules propres à chaque pays. Une plateforme de pays couvre le cycle complet du projet :
 - la réalisation d'études de faisabilité ;
 - la structuration des concessions ;
 - la mise en adjudication des concessions sur le marché ;
 - la contribution au financement du projet par prise de participation ou par emprunt ;
 - l'appui à l'exploitation et à la maintenance, en collaboration avec un partenaire technique ;
 - l'octroi de lignes de financement pour garantir les fonds liquides aux acteurs de la chaîne de valeur ; et
 - la réalisation de projets sociaux d'urgence
- La plateforme de pays est déployée comme véhicule d'investissement autonome (hors bilan de la BID), créé sous un régime juridique spécial, distinct du droit des sociétés et du droit commercial applicables dans la ou les juridictions où elle est implantée. La plateforme entend bénéficier des mêmes privilèges et immunités que la BID.
- Chaque plateforme utilise des normes de passation de marchés transparentes et reconnues à l'échelle internationale, en vertu desquelles les principes du marché sont respectés, de sorte à obtenir le meilleur rapport qualité-prix par un processus d'appel d'offres concurrentiel qui met l'accent sur les coûts du cycle complet des projets.
- Le capital initial de la plateforme, qui est apporté par le pays membre de la BID, est utilisé pour mettre en place le véhicule (dépenses d'exploitation) et préparer les projets sélectionnés, des études de faisabilité à l'étape des appels d'offres.



► La plateforme prépare avec l'aide de cabinets de conseil les études nécessaires à la structuration des projets bancables sur une période allant d'un à deux ans. L'objectif consiste à atténuer les risques des projets et de proposer aux pays membres concernés une structure de répartition des risques qui garantit l'optimisation des ressources pour le partenaire public et la bancabilité pour le partenaire privé.

RÉSULTATS

► En 2019 et 2020, la BID a entamé la création de plateforme pour douze pays : Gabon, Indonésie, Maroc, Turquie, Koweït, Arabie saoudite, Sénégal, Niger, Tunisie, Maldives, Guinée et Afghanistan.

► Le mécanisme de la plateforme de pays est en cours de mise en œuvre ou fait l'objet de négociations avec les pays membres :

- **Afghanistan** : le modèle de la plateforme a été adapté pour soutenir le Programme d'accélération de l'autonomie de l'Afghanistan. Les négociations sont en cours avec d'autres partenaires de développement opérant dans le pays.
- **Gabon** : créé en octobre 2020, la plateforme devrait démarrer ses activités au deuxième trimestre de 2021 avec une réserve de projets dans le secteur des transports et de l'énergie, pour un financement total prévu de 2,1 milliards de dollars.
- **Indonésie** : les industries automobile et agroalimentaire seront ciblées. La plateforme fait l'objet d'un examen par le pays qui devrait donner ses recommandations sur les questions réglementaires et financières.
- **Maldives** : les analyses préliminaires du climat d'investissement et du développement du secteur privé aux Maldives devant identifier les défis et les goulets d'étranglement qui entravent l'investissement privé, ont été menées. Un nouveau modèle de financement de la stratégie de partenariat avec le pays, par l'entremise de la plateforme, en faveur des industries

du tourisme et de la pêche, a été convenu.

- **Maroc** : le développement d'une stratégie de partenariat avec le pays, qui met un accent particulier sur le secteur agroalimentaire, a été convenu. Les négociations sont en cours avec le fonds souverain Ithmar pour explorer les possibilités de coopération.
- **Niger** : un protocole d'accord a été signé pour utiliser le mécanisme de la plateforme. Les modalités de mise en œuvre seront déterminées une fois les projets axés sur les chaînes de valeur mondiales auront été identifiés.
- **Nigeria** : le modèle de la plateforme a été accueilli avec intérêt par le pays. Il a été convenu de poursuivre les négociations dans le cadre de la stratégie de partenariat.
- **Sénégal** : un protocole d'accord a été signé pour lancer la mise en œuvre de la plateforme avec des projets axés sur les secteurs de l'énergie et de l'agriculture. Les négociations et la mise en œuvre de la plateforme seront coordonnées avec le Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS).
- **Turquie** : le modèle de la plateforme a été présenté. Des discussions techniques ont eu lieu avec la Banque turque de développement, partenaire clé, sur la phase de mise en œuvre du modèle.

INVESTISSEMENT

► L'investissement au titre de la plateforme dans la préparation et le développement de projets comporte un accord de recouvrement des coûts avec le gouvernement du pays membre concerné, en vertu duquel les projets dont le montage financier est bouclé verront l'investissement de la plateforme se transformer en une participation dans les structures spéciales sous-jacentes aux projets.

► À mesure que les projets arrivent au stade de l'appel d'offres et de bouclage financier, les fonds seront obtenus en faisant appel aux investisseurs dans les infrastructures à travers le monde, conformément au profil risque-

rendement pertinent (actions, hybride, revenu fixe).

► Si nécessaire, la plateforme aura la capacité de lever des fonds par l'émission d'instruments du marché des capitaux (soukook) sur les marchés financiers locaux ou internationaux.

► Après l'extinction de tous les risques associés à la construction, la plateforme pourra recycler son capital en vendant les actifs à risque réduit. La BID mettra au point des formules de répartition adaptées à l'appétence au risque des investisseurs institutionnels qui sont susceptibles de détenir des actifs à long terme dans leur portefeuille.

► La plateforme supervise la mise en œuvre du portefeuille jusqu'à ce que tous les remboursements soient effectués et intégrera des éléments de transfert de connaissances et de développement des compétences afin de garantir que la préparation et le financement des projets produisent des effets durables dans les pays membres.

► La BID a dégagé une allocation située entre 20 % et 40 % de sa capacité de financement annuelle sous forme de fonds de démarrage pour lancer le modèle de la plateforme de pays. Elle entend doubler l'allocation progressivement à un rythme soutenu.

PLATEFORME DU GABON

La plateforme du Gabon a été lancée en 2020. Elle est constituée d'un portefeuille de projets d'infrastructures de 2,1 milliards de dollars, destinés à mettre à niveau les chaînes de valeur du bois du manganèse



Résilience face aux changements climatiques

En s'appuyant sur diverses politiques, stratégies et publications, la BID est en train de renforcer la résilience pour un développement durable qui tient compte des réalités locales et des facteurs de fragilité et favorise ainsi des interventions plus pertinentes et adaptées.

OBJECTIF

► Du fait que 50 % des populations fragiles du monde se retrouvent dans les pays membres de la BID, le Programme quinquennal du Président est fortement axé sur la résilience. Il en appelle à des solutions innovantes permettant aux pays membres de gérer les risques, les chocs, les contraintes et les pressions liés aux catastrophes naturelles et d'origine humaine. En conséquence, la BID a mis au point et lancé un certain nombre d'initiatives visant à aider ses pays membres à faire face à des obstacles à leur résilience et d'origine aussi diverses que les changements climatiques, les conflits et la pandémie à coronavirus.

- La BID a mis en place une politique sur la fragilité et la résilience visant à :
- définir l'orientation stratégique de la BID dans la lutte contre la fragilité et les conflits par le renforcement des institutions ;
 - renforcer la résilience et contribuer à la cohésion sociale et au développement durable dans les pays membres ;
 - venir à bout des vecteurs de la fragilité, qui

Pour une mise au point efficace de programmes et projets, il est nécessaire de définir des stratégies de lutte contre les changements climatiques et d'autres risques permettant de traiter à l'avance les facteurs de fragilité.

- vont de l'exclusion et de la marginalisation sociales et économiques au développement inégal ; et
- tirer des enseignements de l'expérience des autres BMD

- La BID est engagée dans une série d'activités et de programmes visant à lutter contre les changements climatiques. À cet égard, elle a établi une politique sur les changements climatiques afin de soutenir les actions menées pour atténuer les effets du réchauffement de la planète et s'y adapter. L'Institut des ressources mondiales a établi pour la BID des orientations générales sur les changements climatiques pour plusieurs secteurs clé, notamment :
- l'orientation sur le secteur de l'eau qui couvre les structures d'extraction et d'acheminement des ressources en eau, les installations de traitement d'eau (y compris le dessalement), le stockage des eaux traitées (réservoirs et bassins), les réseaux de distribution et les infrastructures d'assainissement ;
 - les orientations sur le secteur de l'énergie, qui s'appliquent aux projets de ce secteur, notamment les projets d'énergie thermique, hydroélectrique, solaire et éolienne, ainsi que les projets de transmission et de distribution ; et
 - les orientations sur le secteur des transports couvrant les projets routiers, ferroviaires et portuaires, ainsi que les projets de transport urbain de masse.

MÉTHODE

- Un certain nombre de procédés ont été introduits pour traiter les questions de résilience dans les activités de la BID au sein des pays membres :
- L'analyse de la fragilité et de la résilience qui est une évaluation précoce des risques et de la résilience.
 - Le mécanisme de veille qui permet d'avoir des informations politiques, économiques, sociales et environnementales sur les





environnements fragiles à haut risque et les environnements touchés par des conflits.

- La stratégie de gestion et d'atténuation de la transition qui prévoit un appui au développement dans les régions fragiles et touchées par des conflits.
- Le plan de rétablissement et de résilience.
- ▶ La Politique sur les changements climatiques s'inscrit en droite ligne des objectifs généraux de la BID, à savoir une approche du développement durable et de la croissance économique axée sur le client. Ses huit principes directeurs sont :
 - la prise en charge nationale ;
 - la sélectivité ;
 - l'adaptabilité ;
 - la proactivité ;
 - le renforcement des capacités et le partage des connaissances ;
 - la mobilisation de capitaux privés et d'investisseurs institutionnels ;
 - les partenariats pour l'action en matière des changements climatiques ; et
 - la responsabilisation pour l'action climatique.
- ▶ La BID effectue une évaluation des risques climatiques au stade précoce de la conception de tous les projets portant sur des actifs physiques, en utilisant l'instrument d'évaluation des risques climatiques (*Acclimatise Aware*). Cet examen préalable ajouté aux évaluations d'impact permet d'établir le contexte de vulnérabilité aux changements climatiques des projets.
 - Les orientations sectorielles se traduisent par :

- l'offre d'assistance à l'inventaire des impacts potentiels et des options d'adaptation, tout en mettant l'accent sur l'utilisation d'instruments d'évaluation des risques climatiques pour répertorier les principales zones de risque climatique en fonction du type de projet et de son emplacement ;
- un aperçu du processus de recensement des vulnérabilités et des options d'adaptation des projets ;
- l'entente sur une échelle ou des paramètres pour chaque critère ;
- la notation des projets en intégrant les différentes alternatives d'adaptation par rapport à chacun des critères ; et
- l'évaluation plus détaillée des options dans une approche économique quantitative.

▶ La BID a publié son tout premier rapport annuel phare sur la résilience, dont le but est d'aider les parties prenantes à planifier des interventions et des investissements efficaces. Intitulé « Comprendre, investir et programmer pour la résilience », le rapport présente neuf études de cas (Indonésie, Irak, Jordanie, Nigeria, Pakistan, Palestine, Somalie, Syrie et Turquie) avec des solutions concrètes et pratiques pour renforcer la résilience et faire face aux risques et aux chocs dans les pays membres.

RÉSULTATS

- ▶ En faisant des recommandations pratiques pour l'augmentation du volume des financements et des investissements intelligents adaptés au renforcement de la résilience afin d'atteindre les ODD, le premier rapport sur la résilience de la BID positionne cette dernière pour une contribution et une participation à la recherche de solutions innovantes pour faire face à la fragilité et renforcer la résilience des pays membres. Le rapport s'attache à :
 - faire comprendre les défis et les perspectives en rapport avec le renforcement de la résilience en partageant les connaissances, les expériences, les meilleures pratiques et les acquis, afin de permettre aux pays membres de gérer les pressions, les risques et les chocs liés aux catastrophes naturelles et d'origine humaine, et
 - mettre en lumière les solutions et

les mécanismes d'adaptation mis en place au niveau local pour renforcer la résilience des gouvernements et des communautés.

▶ En 2019, les documents d'orientation sectorielle de l'Institut des ressources mondiales ont servi de base pour la conception et la formulation des volets de plus de 25 projets financés par la BID en vue de renforcer la résilience climatique des infrastructures et des communautés bénéficiaires dans les pays membres.

▶ Le Cadre de gestion des risques climatiques de la BID a été mis à l'essai en 2021 pour garantir la prise en charge de tous les risques climatiques répertoriés dans les opérations de la BID. Des études de cas d'évaluation des risques climatiques ont été réalisées pour tous les secteurs concernés.

INVESTISSEMENT

▶ Les nouveaux objectifs de la BID en matière de financement climatique fixent à 35 % du montant annuel global la part devant être consacrée aux projets et activités qui permettent d'atténuer les émissions et favorisent l'adaptation aux changements climatiques. La BID met en œuvre diverses mesures pour assurer la viabilité financière de ses interventions relatives aux changements climatiques, notamment en aidant les pays membres à mobiliser des capitaux privés pour financer des projets dans ce domaine et en tirant parti des ressources des membres affiliés au Groupe de la BID en charge du secteur privé.

NOUVEAUX OBJECTIFS DE FINANCEMENT POUR LE CLIMAT DE LA BID

Consacrer 35 % du volume global des financements annuels à des projets qui permettent d'atténuer les émissions et favorisent l'adaptation aux changements climatiques



Afrique

nich





Stratégie de reprise post-pandémie pour la Guinée

En Guinée, la BID a évalué deux secteurs pour une mise à niveau éventuelle ou des possibilités de renforcement de leur impact sur l'économie.

OBJECTIF

- ▶ La Guinée est riche en ressources naturelles mais elle doit surmonter des obstacles de taille pour réaliser son plein potentiel, et cela passe par la participation aux chaînes de valeur mondiales. L'analyse fondée sur la méthode de sélection des chaînes de valeur mondiales a permis de répertorier quatre secteurs de premier rang pour le pays, notamment :
 - l'agroalimentaire ;
 - les mines ;
 - l'industrie du caoutchouc ; et
 - l'industrie chimique.
- ▶ À l'issue des discussions avec le Gouvernement de la Guinée, l'agroalimentaire et les mines ont été choisis comme principales industries championnes.
- ▶ Le Gouvernement de la Guinée met en avant et soutient activement les secteurs agricole et minier dans le but de :

L'indice de la BID pour la participation à la chaîne de valeur mondiale résume l'importance que revêt la chaîne d'approvisionnement mondiale pour le pays. Pour la Guinée, les données recueillies suggèrent que ce pays peut engranger des gains importants dans les secteurs minier et agricole.

- améliorer le bien-être, réduire les inégalités et garantir l'équité intergénérationnelle ;
- opérer une transformation structurelle de l'économie en augmentant la part de la valeur ajoutée du secteur industriel dans le PIB et les exportations.

- ▶ Afin d'améliorer le rendement concurrentiel des secteurs choisis, l'analyse de la chaîne de valeur mondiale par la BID permettra de documenter :
 - les interventions requises ;
 - les mesures stratégiques ; et
 - les programmes d'accompagnement nécessaires.

MÉTHODE

- ▶ La méthodologie de la BID pour l'analyse des chaînes de valeur mondiales a été utilisée pour recenser les domaines d'interventions clé pour la Guinée.

- ▶ La Guinée est un pays très riche en ressources minérales. Ses gisements de fer font partie des plus importantes au monde en termes d'ampleur et de qualité, et elle détient environ un tiers des réserves mondiales de bauxite. Toutefois, 95 % de cette bauxite est exportée sous forme brute, tandis que les autres ressources minières ne sont pas pleinement exploitées.

- ▶ Le secteur agricole est le principal pourvoyeur d'emplois en Guinée. Le pays a également un potentiel de production d'énergie hydroélectrique élevé, mais le niveau de production dans ces deux secteurs est en deçà des capacités établies par la BID.

- ▶ L'analyse préliminaire de la chaîne de valeur du secteur agroalimentaire a permis de tirer les conclusions suivantes :

- Le marché intérieur de la Guinée a du potentiel du fait de sa forte intensité de main d'œuvre et de sa faible productivité, auxquelles s'ajoutent un taux d'emploi élevé dans l'agriculture.
- Les premières chaînes de valeur choisies sont celles des fruits de mer/aquaculture





(poisson frais, sec et fumé), de l'horticulture (fruits et légumes frais et réfrigérés) et des cultures de rente (cacao, arachides, café et caoutchouc).

- Les cultures de rente recèlent un important potentiel d'exportation et pourraient offrir des débouchés au secteur privé.

► Pour le secteur minier, les résultats préliminaires laissent apparaître que :

- Les chaînes de valeur sont axées sur l'aluminium, les composés d'aluminium (corindon) et l'or. Parmi les autres minéraux importants figurent les énormes réserves de fer, les immenses ressources en ciment, sel, diamant, graphite, calcaire, manganèse, nickel et uranium.

- Le secteur minier qui a contribué pour 80 % à la croissance économique du pays en 2017, recèle un immense potentiel de transformation s'il est exploité de manière adéquate. Les deux principaux produits recensés dans ce secteur sont :

La bauxite – avec 7,4 milliards de tonnes, la Guinée détient la plus grande part des réserves mondiales, soit 30 %. Ce minerai est une source essentielle de revenus d'exportation ; il compte pour 90 % des exportations et contribue à hauteur de 20 % aux recettes fiscales.

L'or - les réserves d'or de la Guinée se trouvent principalement dans le nord-est du pays. La Guinée produit en moyenne 9 tonnes par an, bien que les réserves soient estimées à 700.000 tonnes.

- La Guinée détient les plus grands

gisements de minerai de fer non exploités au monde, lesquels pourraient transformer son paysage économique.

- La forte intégration verticale de l'industrie minière dans les chaînes de valeur mondiales signifie que les grandes sociétés minières ont leurs propres raffineries et fonderies partout dans le monde. Ainsi, certaines parties de ces chaînes de valeur se déplacent vers les zones de production les moins coûteuses.

RÉSULTATS

- Le Gouvernement de la Guinée a déterminé des domaines d'intervention clé qui correspondent avec les goulots d'étranglement relevés par l'équipe de la BID chargée des chaînes de valeur mondiales. L'analyse complète des chaînes de valeur mondiales pour la Guinée portera en outre sur les lacunes et les contraintes recensées à un niveau plus granulaire pour garantir :

- le développement de chaînes de valeur agricoles en vue de promouvoir la création de valeur ajoutée, diversifier l'économie guinéenne et réduire la dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires ;
- la transformation structurelle de l'économie grâce à l'investissement dans les infrastructures (énergie et transport) ;
- l'accès des Guinéens à des emplois qualifiés dans le secteur minier grâce à des programmes de perfectionnement professionnel ;
- l'engagement des PME locales dans le secteur minier ;
- l'accès au financement des PME

locales opérant dans les secteurs minier et agricole ;

- l'amélioration du capital humain nécessaire pour optimiser les résultats dans les secteurs minier et agricole ; et
- l'utilisation durable des ressources naturelles avec une production et une transformation respectueuses de l'environnement.

INVESTISSEMENT

- L'analyse de la chaîne de valeur mondiale réalisée par la BID a montré que les investissements dans le secteur des cultures vivrières contribueront directement à la réduction de la pauvreté rurale pour les petits exploitants et à la sécurité alimentaire du pays.

- L'augmentation des investissements dans le secteur minier a déjà contribué à la croissance économique de la Guinée, ce secteur assurant actuellement 90 % des biens d'exportation et un cinquième des recettes fiscales. Néanmoins, il ressort de l'analyse de la BID que le secteur minier est encore loin d'avoir réalisé son véritable potentiel.

- Les mesures recommandées pour les deux secteurs devraient permettre au pays de bénéficier des avantages d'une agriculture et de pratiques minières axées sur le marché.

SECTEUR MINIER

La bauxite compte pour 90 % des exportations et contribue à hauteur de 20 % aux recettes fiscales de la Guinée

Les réserves d'or sont estimées à 700.000 tonnes



Stratégie de reprise post-pandémie pour le Niger

La BID est en train de définir pour le Niger une nouvelle stratégie de partenariat fondée sur l'analyse de la chaîne de valeur mondiale

OBJECTIF

- ▶ Avec une population de 22,4 millions d'habitants et un revenu national brut par tête parmi les trois plus faibles au monde, le Niger est confronté à de nombreuses difficultés dans les actions qu'il mène pour atteindre ses objectifs de développement. Signe de la forte dépendance du pays à l'égard des produits primaires et reflet de plusieurs épisodes d'instabilité politique, la croissance est restée timide et très volatile pendant plusieurs décennies.
- ▶ Toutefois, depuis 2012, une solide dynamique de croissance s'est dessinée, renforcée par une bonne pluviométrie et un contexte politique relativement stable, ce malgré des défis sécuritaires accrus. La croissance devrait s'accélérer pour dépasser les 6 % à

Chaque maillon de la chaîne de valeur mondiale offre des opportunités de création d'emplois, de richesses et d'autonomisation de la prochaine génération de micro, petites et moyennes entreprises au Niger.

moyen terme, grâce à l'augmentation des investissements publics et privés.

- ▶ Les industries dominantes sont :
 - L'agriculture et l'élevage – Ce secteur représente 40 % du PIB et mobilise environ 80 % de la main-d'œuvre mais avec des niveaux de productivité qui restent faibles, ce qui se traduit par des productions bien inférieures au potentiel.
 - Les industries extractives - Elles jouent un rôle clé dans l'économie, l'uranium et le pétrole brut comptant respectivement pour 25 % et 22 % des exportations de biens en 2018.
- ▶ Le principal objectif stratégique du plan de développement national du pays est de parvenir à une croissance accélérée, inclusive et durable pour produire des revenus, créer des emplois et consolider les bases du développement durable.

▶ L'approche de la BID consistant à se focaliser sur la chaîne de valeur des produits pour lesquels le pays dispose d'un avantage comparatif, est en droite ligne des objectifs stratégiques de développement du gouvernement.

- ▶ L'analyse préliminaire de la chaîne de valeur mondiale effectuée par la BID a mis en évidence un potentiel important dans les secteurs suivants :
 - les mines et minéraux (uranium et or) ;
 - l'agroalimentaire (sucre, pâtes et huile de palme) ;
 - l'agriculture (coton, riz, sucre et animaux sur pied) ; et
 - le textile (coton, tissu et cuir).

▶ L'analyse de la chaîne de valeur mondiale effectuée par la BID a été présentée au Gouvernement de la République du Niger et fait l'objet de discussion, avec la participation des représentants des différents ministères sectoriels.

▶ Sur la base de l'analyse et des discussions, le secteur agro-industriel et le secteur textile ont été choisis comme champions de l'industrie primaire pour le Niger.





MÉTHODE

- ▶ La méthodologie de la BID dans l'analyse des chaînes de valeur mondiales a été utilisée pour déterminer les axes d'intervention clé pour le Niger.
- ▶ L'agro-industrie recèle un immense potentiel de transformation pour le Niger. Le seul secteur de l'élevage contribue à hauteur de 13 % au PIB et fournit 22 % des recettes d'exportation du pays. Le pays dispose d'un patrimoine important, avec 10 millions de bovins, 24 millions de petits ruminants et 1,5 million de chameaux.
- ▶ Le principal marché pour les exportations agroalimentaires du pays est le Nigeria, qui reçoit plus de 95 % de l'ensemble des produits d'élevage exportés du Niger. Cela représente 190 millions de dollars en termes de commerce annuel, un chiffre sous-estimé en raison des canaux d'exportation informels.
- ▶ D'autres produits essentiels sont le riz et le coton, qui dépendent d'une production irriguée, à forte intensité de main-d'œuvre et tout au long de l'année, dans la vallée du fleuve Niger. Le Niger a deux égreneurs de coton d'une capacité de 60.000 tonnes/an et deux usines textiles qui font des produits des à usage domestique.
- ▶ Le Niger dispose d'un potentiel important pour la mise à l'échelle de l'agriculture irriguée. Seules 1 % des eaux de ruissellement et 15 % des eaux souterraines renouvelables sont actuellement utilisées et moins de 30 % des terres potentiellement irrigables sont irriguées à l'heure actuelle.
- ▶ La performance du secteur est entravée par le manque d'intrants (machines et engrais), la connectivité défaillante entre les acteurs de la

chaîne de valeur et un important déficit infrastructurel.

- ▶ Le Niger est réputé pour ses peaux de grande valeur avec une race de chèvre très prisée, la chèvre rousse de Maradi, dont la qualité est jugée exceptionnelle. Le niveau de transformation locale est minimal, la plupart des peaux étant exportée en « *wet-blue* » (à l'état humide) au Nigeria (80 %), avec une petite quantité en Inde, au Bangladesh et en Italie.
- ▶ Les principales contraintes qui pèsent sur le secteur du cuir sont :
 - l'absence de contrôle de qualité,
 - la dépendance à l'égard du tannage traditionnel ;
 - la variation saisonnière de la disponibilité du bétail qui rend difficile le fonctionnement des tanneries ; et
 - l'absence de marketing et d'image de marque, et donc d'opportunités d'investissement et d'approvisionnement.

RÉSULTATS

- ▶ La Stratégie de partenariat avec les pays membres axée sur la chaîne de valeur mondiale vise à recenser et atténuer les goulots d'étranglement par rapport au potentiel de transformation des secteurs agroalimentaire et textile du pays.
- ▶ En faisant fond sur les investissements publics et en mobilisant les ressources privées, la Stratégie de partenariat permettra de renforcer la compétitivité des industries concernées par des interventions favorisant la création d'emplois, l'augmentation du volume des IDE et le développement industriel du pays.
- ▶ La BID est déterminée à travailler en étroite collaboration avec le Niger dans

les interventions portant sur :

- le développement des infrastructures ;
- l'accès aux financements ; et
- le renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la chaîne de valeur.

INVESTISSEMENT

- ▶ Les secteurs de l'agroalimentaire et du textile sont très prometteurs en termes de valeur ajoutée et de création d'emplois.
- ▶ Dans le secteur du textile et de la confection par exemple, la BID utilisera une approche axée sur la chaîne de valeur mondiale pour déterminer les opportunités de création de valeur à chaque maillon de la chaîne, notamment pour :
 - la production de coton ;
 - la filature jusqu'à la teinture ;
 - l'impression et la création ; et
 - l'industrie du prêt-à-porter.

EXPORTATIONS

Le principal marché pour les exportations agroalimentaires du Niger est le Nigeria qui reçoit plus de 95 % de l'ensemble des produits d'élevage, soit un montant de 190 millions de dollars en termes de commerce chaque année

L'uranium et le pétrole brut ont compté respectivement pour 25 % et 22 % des exportations de biens du Niger en 2018



Stratégie de reprise post-pandémie pour le Sénégal

La promotion des chaînes de valeur mondiales au Sénégal permettra aux marchés de mobiliser des ressources pour le développement.

OBJECTIF

- ▶ Avec une population jeune et en croissance (16 millions d'habitants qui devraient dépasser les 21 millions à l'horizon 2030), le Sénégal jouit d'une stabilité politique et d'une économie diversifiée.
- ▶ Ville le plus à l'ouest du continent sur l'océan Atlantique, Dakar, la capitale du Sénégal, est devenue un pôle africain de fourniture de produits et de services au reste de l'Afrique francophone.
- ▶ L'analyse de la BID sur la participation du Sénégal aux chaînes de valeur mondiales indique que la main-d'œuvre du pays pourrait avoir besoin d'une assistance en termes de capacités et de compétences essentielles pour le développement des industries de transformation.
- ▶ Pour aider le pays à améliorer sa

Sur la base d'une analyse de la structure et des perspectives à long terme des cinq industries répertoriées par la BID et des discussions avec le Gouvernement du Sénégal, les secteurs de la pétrochimie et de l'agroalimentaire ont été choisis comme champions de l'industrie pour le pays.

participation aux chaînes de valeur mondiales, la méthodologie quantitative de la BID a permis de recenser cinq industries manufacturières importantes au Sénégal :

- la pétrochimie ;
- l'agroalimentaire ;
- le bois ;
- la confection ; et
- le pétrole.

- ▶ Sur la base des ressources du pays, de la structure et des perspectives à long terme de ces cinq industries et des discussions avec le Gouvernement du Sénégal, la BID a choisi la pétrochimie et l'agroalimentaire comme les principaux champions de l'industrie.

MÉTHODE

- ▶ La méthodologie de la BID dans l'analyse des chaînes de valeur mondiales a été utilisée pour déterminer les axes d'intervention clé pour le Sénégal.
- ▶ Pour déterminer et développer les secteurs les plus prometteurs sur lesquels le Sénégal doit s'appuyer pour atteindre ses objectifs d'augmentation de la forte valeur ajoutée et de création d'emplois, la BID a déployé sa méthodologie de chaîne de valeur mondiale qui s'appuie sur un instrument de filtrage pour choisir les secteurs et les produits champions.
- ▶ L'analyse des chaînes de valeur mondiales détermine les goulots d'étranglement, les insuffisances de capacité et le potentiel des produits sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la phase initiale de production à l'exportation et la distribution. Les interventions découlant de ce processus viseront à combler les insuffisances et à faire sauter les goulots d'étranglement dans les chaînes de valeur mondiales des principaux produits et industries du Sénégal.
- ▶ La stratégie de partenariat avec le pays visera à développer et à mettre à niveau les industries que la BID a choisies pour leur potentiel en tant que championnes.
- ▶ Une attention particulière sera accordée à la formulation des engrais et des détergents pour les produits pétrochimiques, et aux produits





alimentaires pour l'agriculture tels que le riz, l'extrait de malt, l'arachide, les fruits et légumes, et les produits de la pêche pour l'agroalimentaire.

- ▶ Le pays sera encouragé à poursuivre des objectifs de développement plus inclusifs tels que la création d'emplois de haute qualité et la promotion d'une compétitivité durable des exportations.
- ▶ La BID a utilisé un indice des avantages comparatifs révélés pour déterminer les produits dans lesquels le Sénégal dispose d'un avantage concurrentiel.
- ▶ La BID a utilisé l'indice des produits champions (*Product Champion Index*) pour évaluer le potentiel d'exportation des produits manufacturés.
- ▶ Les industries de l'agroalimentaire, du pétrole, des produits chimiques de base et des produits connexes ont été comparées à la croissance moyenne de la demande mondiale pour tous les produits et à la croissance moyenne des exportations sénégalaises sur la même période. La même analyse a été effectuée pour les cinq industries championnes.
- ▶ La valeur ajoutée de l'ensemble des exportations sénégalaises a été répartie entre tous les industries, puis subdivisée en valeur ajoutée intérieure, valeur ajoutée étrangère et valeur ajoutée indirecte de chaque industrie.
- ▶ La valeur ajoutée la plus élevée a été enregistrée pour l'agroalimentaire, éclipsant celle des autres industries. La valeur ajoutée intérieure a été particulièrement élevée, ce qui suggère une participation et une position très faibles des chaînes de valeur mondiales.

RÉSULTATS PRÉVUS

- ▶ Ci-après, les principales recommandations préliminaires de l'analyse de la chaîne de valeur mondiale pour l'agroalimentaire :

- Pour développer davantage l'industrie agroalimentaire au Sénégal, il faudra augmenter la productivité et l'échelle de la production agricole.
- Le pays devrait intégrer davantage sa chaîne de valeur de transformation afin d'obtenir des parts plus importantes de valeur marchande.
- La productivité et l'échelle devraient être augmentées en aidant les petits exploitants agricoles à créer des coopératives car elles leur permettront de réaliser des économies d'échelle grâce au transfert de connaissances et de technologies, et d'avoir un meilleur accès au financement des équipements agricoles.
- Le gouvernement peut aussi aider à la création de coopératives en mettant à disposition des plateformes, ainsi que des directives et l'accompagnement pédagogique.
- Les effets des changements climatiques au Sénégal se feront gravement sentir dans l'industrie agroalimentaire en raison des conditions extrêmes telles que les sécheresses et les hausses de températures. Des mesures d'atténuation doivent donc être mises en œuvre pour prévenir ces effets négatifs.
- ▶ Il ressort des conclusions d'une étude préliminaire sur l'industrie pétrochimique que :
 - l'industrie pétrochimique est à forte intensité de capital et d'actifs, et qu'il faut des économies d'échelle pour justifier les énormes investissements requis, en particulier les activités en amont de la formulation des produits chimiques de base ;
 - les mêmes entreprises pétrolières et gazières ou leurs filiales sont généralement responsables des premières activités (en amont) de la chaîne pétrochimique, avec une intégration en amont dans la base de la production chimique et la fabrication de matières plastiques ;
 - bien que le Sénégal ne soit pas un acteur historique de l'industrie pétrochimique, sa capacité de raffinage actuelle peut lui permettre d'améliorer sa position en aidant les

entreprises locales à formuler des produits chimiques de base et de l'ammoniac, surtout si l'on considère la future production de gaz naturel dans le pays ; et

- le Sénégal peut se tourner vers le marché africain pour accroître la demande des industries utilisatrices finales (essentiellement pour les engrais et les détergents) afin de stimuler la demande de formulation pétrochimique dans le pays. Cette mesure est conforme aux exigences de la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

INVESTISSEMENT

- ▶ De manière générale, l'analyse préliminaire de la chaîne de valeur mondiale effectuée par la BID a fait ressortir que :
 - la productivité devrait être améliorée à l'aide de nouvelles machines, d'une mécanisation et une automatisation renforcées ;
 - des investissements additionnels sont nécessaires, tant sous forme de prêts que d'investissements directs étrangers ;
 - les investissements doivent être évalués en fonction de leur impact sur l'environnement afin de s'assurer qu'ils ne font pas plus de mal que de bien ; et
 - le Sénégal doit améliorer ses infrastructures et ses services de transport pour accélérer les processus d'exportation et faciliter le commerce transfrontalier.

CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Le Sénégal compte une population jeune et en croissance de 16 millions d'habitants, qui devrait passer à plus de 21 millions à l'horizon 2030



Stratégie de reprise post-pandémie pour le Nigeria

L'analyse axée sur la chaîne de valeur mondiale effectuée pour le Nigeria a révélé des opportunités importantes dans cinq secteurs industriels

OBJECTIF

- ▶ La BID procède à des analyses de situation économique de certains pays membres axées sur la chaîne de valeur mondiale, afin d'établir leur compétitivité à partir de leurs principales industries.
- ▶ L'analyse effectuée en coordination avec le Gouvernement du Nigeria a révélé cinq principales industries championnes :
 - l'alimentaire et l'agroalimentaire ;
 - la confection ;
 - le pétrole ;
 - l'automobile ; et
 - les équipements de transport.
- ▶ Trois de ces industries ont été considérées comme ayant un potentiel naturel élevé :
 - l'industrie pétrolière (fabrication de produits pétroliers) ;
 - l'industrie du caoutchouc (fabrication de produits en caoutchouc) ; et
 - l'industrie de la confection (fabrication de chaussures, de cuir et de produits connexes).

L'analyse préliminaire de la chaîne de valeur a révélé que la promotion de l'intégration verticale et les mesures d'incitation aux transformateurs étrangers contribueront à remédier à la faiblesse des liens entre les producteurs et les transformateurs dans l'agriculture nigériane.

MÉTHODE

- ▶ La méthodologie de la BID dans l'analyse des chaînes de valeur mondiales a été utilisée pour déterminer les axes d'intervention clé pour le Nigeria.
- ▶ Un examen plus approfondi des données recueillies au cours de l'analyse axée sur la chaîne de valeur mondiale a permis de déterminer les tendances suivantes pour les industries choisies au Nigeria :
 - L'industrie alimentaire et agroalimentaire est peu performante dans un secteur en croissance à l'échelle mondiale, ce qui laisse supposer qu'il s'agit d'une industrie à fort potentiel et aux possibilités inexploitées.
 - L'industrie de la confection se porte relativement bien dans un secteur en déclin.
 - Les produits pétroliers n'ont pas un grand potentiel dynamique et se trouvent dans des secteurs en déclin.
 - Bien que l'industrie du caoutchouc dans son ensemble ne présente pas de potentiel dynamique, un produit en caoutchouc spécifique qui permet de fabriquer de nombreux composants automobiles a un potentiel dynamique pour améliorer ses performances dans les industries en croissance.
- ▶ L'application accrue des produits en caoutchouc sur divers marchés consommateurs finaux a stimulé la croissance du marché des produits industriels en caoutchouc. L'industrie des composants moulés en caoutchouc devrait enregistrer un taux de croissance annuelle moyen de 6,38 % en raison de la demande en véhicules économes en carburant. Par conséquent, le potentiel des produits en caoutchouc donne un avantage concurrentiel considérable pour le développement de l'industrie automobile.
- ▶ Les exportations brutes de l'industrie agricole et agroalimentaire ont baissé. Cependant, les tendances clé des exportations et de la composition de la valeur ajoutée révèlent des opportunités sur les marchés locaux et internationaux.
- ▶ La part de l'industrie de la confection dans



les exportations est en baisse, ce qui indique une perte de compétitivité potentielle. Toutefois, la production brute de l'industrie augmente de manière significative, laissant supposer que le marché local est florissant. Alors que le contenu local a augmenté au fil des ans, la valeur ajoutée indirecte n'a pas changé, ce qui indique le potentiel d'expansion vers de nouveaux territoires.

► Les produits pétroliers, chimiques et minéraux non-métalliques suivent le même schéma que la confection, avec un fort potentiel pour le marché local. Les produits de tous ces secteurs peuvent être utilisés pour bâtir une industrie automobile prospère.

RÉSULTATS PRÉVUS

► Une étude de cas préliminaire fondée sur les informations recueillies grâce à la méthodologie de la chaîne de valeur mondiale donne les perspectives de développement de l'industrie du cacao au Nigeria. Il en ressort essentiellement que :

► l'industrie du cacao est l'un des principaux moteurs de l'agriculture nigériane, puisqu'elle fournit 30 % des produits agricoles ;

► le secteur emploie 300.000 agriculteurs directement et 2 millions de personnes indirectement. Bien que le Nigeria soit le 4^e producteur mondial de cacao, la participation actuelle du pays aux exportations mondiales de ce produit se limite principalement aux fèves ; et

► pour leur plus grande part, les exportations de cacao ne sont pas transformées. Les prix offerts au pays sont inférieurs de 30 % à ceux des exportateurs concurrents en raison de la qualité inférieure des fèves. En général, l'industrie du cacao est confrontée à deux types de contraintes :

- les contraintes liées aux exploitations agricoles ; et
- les contraintes inhérentes aux processus.

► Au niveau des exploitations, le système d'approvisionnement en intrants de qualité pour les agriculteurs est limité. L'accès routier difficile, l'absence d'infrastructures post-récolte et d'irrigation sont des problèmes cruciaux.



► Figurent parmi les autres contraintes :

- le déficit de compétences techniques ;
- les coûts de financement ;
- la segmentation de l'industrie en un grand nombre de petits exploitants ;
- la faible capacité de transformation ;
- l'instabilité de l'approvisionnement en énergie ;
- le manque d'installations de stockage ; et
- le manque de main-d'œuvre qualifiée.

► L'évaluation de l'état de préparation du secteur agricole au Nigeria réalisée par la BID a révélé que les facteurs clé suivants étaient de la plus haute importance pour le développement futur du secteur :

- l'accès aux financements ;
- la compétitivité du secteur ; et
- les capacités du secteur.

► Les recommandations suivantes ont été faites par la BID :

- l'intégration de la chaîne de valeur mondiale pour permettre d'améliorer la faible compétitivité et la faible productivité du pays ;
- l'innovation et la qualification de la main-d'œuvre ; et
- des mesures visant à remédier au manque de formation adéquate et à la non-adoption des technologies.

INVESTISSEMENT

► Les recommandations de la BID pour l'industrie du cacao prévoient des investissements pour apporter des améliorations sur l'ensemble de la chaîne de valeur, depuis les intrants jusqu'à la vente et la distribution. Il s'agit notamment de :

- fournir des intrants corrects aux agriculteurs, en particulier l'accès à des semences de qualité ;

- diffuser les meilleures pratiques agricoles en utilisant les méthodologies des écoles d'agriculture de terrain ou des services de vulgarisation ;
 - fournir des financements pour la mécanisation et les moyens de remplacer les cacaoyers, qui sont vulnérables aux parasites et aux maladies à mesure qu'ils vieillissent ;
 - mettre au point et déployer des programmes de formation pour aider les petits exploitants à obtenir une certification ;
 - améliorer la valeur ajoutée en favorisant des stratégies de marque « bean-to-bar » (du grain à la barre) ;
 - lancer l'agritourisme (axé sur l'expérience de la chaîne de valeur) comme deuxième source de revenus pour les agriculteurs ;
 - renforcer les coopératives agricoles ;
 - utiliser les services de vulgarisation ; et
 - nouer des partenariats avec des entreprises de premier plan pour favoriser l'accès au secteur.
- Entre autres mesures financières proposées :
- l'amélioration de l'accès aux financements pour la phase de transformation ;
 - l'introduction de mécanismes de financement du commerce et d'autres modes de financement pour les transformateurs ; et
 - le rétablissement du régime d'aide au développement des exportations ou d'une structure d'incitation similaire pour encourager le broyage à l'origine.

AGRICULTURE AU NIGERIA

L'industrie du cacao est l'un des principaux moteurs de l'agriculture nigériane.

Elle fournit 30 % des produits agricoles et emploie directement 300.000 agriculteurs et indirectement 2 millions de personnes



Asie





Stratégie de reprise post-pandémie pour l'Indonésie

L'analyse fondée sur la méthode de sélection de la chaîne de valeur mondiale a permis de répertorier l'agroalimentaire, les mines et l'automobile en tant que secteurs champions de l'Indonésie à même d'améliorer sa compétitivité.

OBJECTIF

- ▶ La BID a effectué une analyse préliminaire de la chaîne de valeur mondiale des principales industries indonésiennes, en tenant compte des facteurs qui pourraient aider le pays à devenir plus compétitif dans les chaînes de valeur mondiales.
- ▶ L'analyse a initialement recensé cinq industries clé, à savoir :
 - l'agroalimentaire ;
 - le textile et l'habillement ;
 - l'alimentation ;
 - les mines ; et
 - l'automobile.
- ▶ L'analyse a réduit la liste à l'agroalimentaire, l'exploitation minière et l'automobile qui sont

L'Indonésie recèle un potentiel important qui lui permet de passer à la production de batteries pour les véhicules électriques, grâce à ses gisements de matières premières essentielles.

considérés comme les industries championnes les plus importantes pour le pays à l'avenir. Il s'agit également de secteurs que le Gouvernement de l'Indonésie met en valeur et soutient activement au moyen de politiques industrielles majeures.

MÉTHODE

- ▶ La méthodologie de la BID dans l'analyse des chaînes de valeur mondiales a été utilisée pour déterminer les axes d'intervention clé pour l'Indonésie.
- ▶ L'analyse de la chaîne de valeurs des principales industries de l'Indonésie a mis en évidence de nombreuses opportunités de croissance économique :
 - L'industrie agroalimentaire est essentielle à l'économie indonésienne, car elle contribue pour environ 13 % du PIB et emploie 30 % de la main-d'œuvre. Au fil des ans, grâce à ses vastes terres arables et fertiles, l'Indonésie a acquis un avantage comparatif dans diverses cultures telles que le palmier (huile de palme), le caoutchouc, le café, le thé, le manioc, les épices et la noix de coco, ainsi que dans la pêche.
 - Actuellement, l'Indonésie est le premier producteur de durian et le quatrième producteur d'avocats au monde, mais l'exportation de ces produits est peu exploitée.
 - En raison de la demande internationale de plus en plus forte en fruits et légumes frais, la connexion des petits exploitants agricoles au marché international peut offrir d'énormes possibilités de réduire la pauvreté, puisqu'elle permet d'augmenter les revenus des agriculteurs et de créer des emplois. En outre, il convient d'aider les agriculteurs à répondre à la demande internationale de plus en plus forte en fruits frais.
 - Il existe un potentiel de croissance important pour l'un des principaux produits miniers du pays, en l'occurrence le nickel, qui est un intrant essentiel pour les produits de l'industrie automobile.
- ▶ Les objectifs pour l'Indonésie sont entre autres :
 - la production locale de matières premières de haute qualité pour l'industrie automobile ;





- le renforcement de la production locale de composants automobiles essentiels ;
- le leadership régional en matière de production de véhicules électriques ; et
- la création d'un centre régional d'exportation automobile.

RÉSULTATS

- Ci-après, les recommandations préliminaires issues de l'analyse du secteur agricole :
 - L'amélioration de l'accès au financement est un facteur crucial pour l'avenir du secteur.
 - L'accès à des semences de qualité permettra aux producteurs indonésiens de pénétrer des marchés de haut niveau, tandis qu'une meilleure compréhension des techniques culturales et post-récoltes modernes facilitera la production de produits de haute qualité et à haut rendement.
 - Les infrastructures sont incontournables pour améliorer la compétitivité. Outre les routes, les voies ferrées et les ports, des structures sanitaires sont nécessaires pour permettre aux agriculteurs plus âgés de se maintenir en bonne santé et de s'occuper de leur exploitation plus longtemps, si l'on sait que 80 % des agriculteurs en Indonésie sont âgés d'au moins 45 ans.
 - Le secteur agricole souffre de contraintes en termes d'accès au financement, ce qui limite les possibilités pour les agriculteurs

d'augmenter leurs revenus et les expose aux catastrophes naturelles et à la volatilité des prix des produits de base.

- Une analyse plus approfondie des chaînes de valeur mondiales permettra de déterminer les interventions nécessaires pour faire sauter tous ces goulots d'étranglement.

- Les résultats dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'automobile se présentent comme suit :
 - Bien que l'Indonésie ait mis en place des politiques pour les véhicules électriques, elle devrait élaborer une politique propre aux batteries électriques et, avant tout, mieux comprendre leur chaîne de valeur mondiale.
 - Pour garantir la compétitivité en matière de coûts et de valeur ajoutée, l'Indonésie doit se doter d'une usine de fabrication de batteries, même si le volume ciblé au niveau national et l'accès aux matières premières peuvent poser problème.
 - Étant donné que la demande en véhicules électriques est en plein essor, l'Indonésie devrait exploiter ses ressources en nickel et en cuivre pour se lancer dans la transformation, augmentant ainsi la valeur ajoutée.

INVESTISSEMENT

- Des investissements seront nécessaires à l'avenir pour relever les défis auxquels sont confrontés les

- principales industries indonésiennes. L'analyse préliminaire de la chaîne de valeur mondiale révèle la nécessité de mettre en place des chaînes de valeur résilientes et souples par :
- la création d'une infrastructure de stockage fiable pour établir une chaîne de valeur plus robuste et permettre une meilleure conservation des denrées périssables telles que les fruits, les légumes, les œufs, les produits laitiers et le poisson, afin d'atténuer les effets des chocs de la chaîne d'approvisionnement ;
 - la mise en place d'une infrastructure de redistribution comme mécanisme d'atténuation de l'insécurité alimentaire, avec un contrôle continu de l'approvisionnement, de la distribution et du stockage intégré dans le système alimentaire, et l'investissement dans des solutions numériques ; et
 - le lancement d'une nouvelle analyse approfondie de la chaîne de valeur mondiale afin de confirmer et recenser les interventions appropriées pour faire sauter les goulots d'étranglement et pallier les insuffisances de capacité dans tous les secteurs choisis.

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

L'industrie agroalimentaire est incontournable pour l'économie indonésienne

Elle contribue pour près de 13 % au PIB et emploie 30 % de la main-d'œuvre

En Indonésie, 80 % des agriculteurs sont âgés d'au moins 45 ans



DÉGAGER DES PERSPECTIVES

Conclusion

Alors que la BID s'engage dans un avenir marqué par une plus grande incertitude que celle observée depuis de nombreuses années, nous sommes convaincus que notre nouveau modèle d'entreprise est adapté aux tâches qui nous attendent. Le Programme quinquennal du président a fait ses preuves, car reposant sur notre stratégie à long terme et une vaste expérience en matière de financement des communautés les plus pauvres du monde. Les projets et initiatives évoqués dans la présente publication témoignent à la fois de la résilience de nos pays membres et de l'importance du travail que nous accomplissons en tant que banque multilatérale de développement dans un contexte difficile pour le développement mondial.

Alors que le monde est en train de sortir de la crise de pandémie à coronavirus, nous sommes prêts à jouer notre partition dans la reprise économique de nos pays membres. Pour ce faire, il est essentiel de travailler en étroite collaboration. La réussite de nos projets jusqu'ici témoigne de notre capacité à réaliser de grandes choses en collaborant avec nos partenaires pour leur apporter le soutien dont ils ont besoin. Nous le faisons par le biais d'une plateforme de pays unifiée conformément aux principes du G20, dans le but d'établir une cohérence et une coordination à long terme entre les principales parties prenantes.

Nous pensons que la tempête de la pandémie à coronavirus se calmera, mais que les choix que nous faisons aujourd'hui changeront nos vies pour les prochaines décennies. Nous sommes déterminés à aider nos pays membres à saisir les opportunités de l'heure pour sortir de la pauvreté et renforcer leurs économies. Nous continuerons de faire en sorte que les marchés soient au service du développement - et de mener les activités de développement différemment, d'une manière qui fonctionne pour tous.



Mener les activités autrement

Le nouveau modèle d'entreprise de la BID donne de très bons des résultats en mettant les marchés au service du développement, avec une série d'initiatives à fort impact prévues entre 2021 et 2023. Ce concept consistant à mettre les marchés au service du développement a nécessité une nouvelle modalité de collaboration avec les pays membres et un changement d'approche dans la définition de la Stratégie de partenariat avec les pays membres (SPPM). Ainsi, la SPPM 2.0 a été conçue pour refléter cette nouvelle donne, à la différence de l'ancienne méthode axée sur des projets autonomes.

Les documents des stratégies de partenariat avec le Gabon et les Maldives sont achevés ; cinq nouvelles stratégies ont été lancées en 2020 et treize le seront en 2021. Pour une réactivité proactive de la BID face aux défis macroéconomiques sans cesse croissants des pays membres, un processus accéléré a été lancé pour l'achèvement des stratégies de partenariat avec les pays membres en temps voulu. Ci-après, la ventilation annuelle des stratégies de partenariat axées sur la chaîne de valeur mondiale.

Ouvrir de nouveaux horizons au développement durable

Plans triennaux des SPPM axées sur la chaîne de valeur mondiale :

- ▶ 2019
 - Gabon, Maldives, Maroc et Turquie.
- ▶ 2020
 - Guinée, Indonésie, Niger, Nigeria et Sénégal.
- ▶ 2021
 - Afghanistan, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bangladesh, Guyana, Koweït, Kirghizstan, Malaisie, Sierra Leone, Suriname, Ouganda, Palestine et Yémen.

De nombreux pays membres ont manifesté de l'intérêt pour la mise en œuvre du nouveau modèle entreprise de la BID et les trois prochaines années seront témoins de progrès considérables à cet égard.

- ▶ 2022
 - Albanie, Algérie, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis Irak, Kazakhstan, Mauritanie, Mozambique, Pakistan, Tadjikistan et Togo.
- ▶ 2023
 - Cameroun, Djibouti, Jordanie, Oman et Turkménistan.

Créer un impact de manière intelligente

Les projets ci-après font partie du Programme de travail 2021.

- ▶ **Projet de drainage des eaux pluviales de Cotonou, Bénin** - L'objectif est de réduire les inondations affectant ceux qui habitent sur le littoral et les infrastructures, ainsi que les eaux stagnantes dans la ville de Cotonou.
- ▶ **Projet de construction de routes d'intégration régionale, Sierra Leone** - Les routes proposées sont des passerelles de portée nationale et régionale entre la Sierra Leone, la Guinée et le Liberia.
- ▶ **Amélioration des soins de santé primaires, Tchad** - Le projet a pour but de réduire les taux de mortalité et de morbidité des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants.
- ▶ **Fonds LLF - Électrification rurale décentralisée grâce à des minicentrales**



solaires, Togo - Le projet vise les villages les plus éloignés du réseau qui ne sont pas desservis par les différents programmes d'électrification et accueillent les couches les plus vulnérables de la population.

► **Projet « zéro bidonville », Djibouti** - Assainissement des taudis et amélioration des conditions de vie de la population.

► **Renforcement des réserves de blé tendre dans les gouvernorats d'Al-Diwaniah et de Maysan, Irak** - L'objectif de développement du projet est d'augmenter le volume de la réserve stratégique de blé tendre à Diwaniah et Maysan.

► **Reconstruction de l'Institut technique de Hawija, Irak** - L'objectif de développement consiste à appuyer les efforts de reconstruction post-conflit déployés par le gouvernement dans les régions les plus touchées. En particulier, le projet permettra de rétablir l'accès à l'Institut technique de Hawija et d'en améliorer la qualité.

Édifier une organisation agile

► **Déploiement de l'équipe de l'Unité d'Exécution du Programme de pays** - Il s'agit entre autres de parachever la mise en place de l'Unité d'Exécution du programme lancé par le Sénégal. La BID assurera le renforcement des capacités d de la nouvelle Unité de Suivi et Évaluation sous l'égide du cabinet du Gouverneur (ministère de la Planification économique) en termes d'intégration de l'approche d'exécution dans le suivi de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des résultats des projets.

► **Communication et relations publiques** - L'objectif est de rehausser l'image de marque de la BID sur la scène mondiale par le biais d'événements et initiatives phares. Il s'agira notamment de mettre en valeur l'impact réel de ses projets en dressant le profil des bénéficiaires, d'améliorer l'empreinte numérique et d'élargir la couverture médiatique internationale. Ceci requiert la création d'une base de données de contenus, de films, d'images et de



publications, et la mise en place d'une équipe de communication dynamique au sein de la BID. L'organisation de conférences internationales sur les soukous, la refonte du nouveau site web de la BID, l'adoption d'un nouveau logo, la participation aux forums économiques mondiaux et diverses autres initiatives ont été menées à bien et permis de raffermir la position de la BID sur la scène mondiale.

► **Gestion des risques d'entreprise** - Le Programme de gestion des risques d'entreprise est en cours de mise en œuvre et son parachèvement renforcera les aspects de la gestion interne des risques.

► **Opérationnalisation de la Politique de sauvegarde environnementale et sociale** - La Politique qui a été approuvée en 2020 est en cours d'intégration et d'opérationnalisation dans les projets de la BID. Son approbation a placé la BID dans une position respectable parmi ses pairs,

car elle était la seule grande BMD à ne pas avoir mis en place une telle politique. Elle a permis d'améliorer la stature de la BID du point de vue de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui est perçue de manière positive par les agences de notation et les institutions donatrices internationales.

► **Déclaration d'appétence au risque** - La BID a formulé sa propre déclaration d'appétence au risque.

► **Évaluation de la charge de travail** - Cette opération est en cours et permettra à son terme un alignement entre le nouveau modèle d'entreprise et les compétences requises. Ainsi, la BID sera plus efficace et moins lourde. L'évaluation de la charge de travail permettra à la BID de demain d'avoir une idée précise des ressources nécessaires à la mise en œuvre de son nouveau modèle d'entreprise. Elle viendra également en complément du volet de la planification de la

main-d'œuvre qui permettra de doter le personnel concerné des compétences nécessaires.

► **Budgétisation axée sur les activités**

- Pour une plus grande efficacité de l'ensemble des processus et une bonne compréhension de la facturation des frais administratifs de tous les fonds gérés par la BID, une méthodologie spéciale a été définie et le processus de facturation mis en œuvre en 2020. Sur la base de cette expérience, la budgétisation axée sur les activités sera lancée.

► **Renforcement du partenariat mondial et du réseau des acteurs du développement**

- L'équipe *Reverse Linkage* continuera de maintenir la position de la BID en tant qu'actrice mondiale de la coopération Sud-Sud. Outre le renforcement de ses partenariats actuels avec les agences de coopération technique, le secteur privé, le réseau des acteurs du développement et les pays non-membres, la Division va également forger de nouveaux partenariats dans le but de mobiliser des ressources techniques et financières au profit des pays membres.

► **Mécanisme de gestion des fournisseurs et des contrats**

- L'objectif est d'améliorer

Le principe fondamental est de créer avec les partenaires des solutions complètes et adaptées qui s'attaquent aux causes profondes, et pas seulement aux symptômes, face aux besoins de développement soulevés par les bénéficiaires eux-mêmes

les contrats du Département de Gestion informatique et des Technologies de Rupture de la BID, la gestion et le suivi des fournisseurs avec une meilleure visibilité et de meilleurs mécanismes de contrôle. Le Département de Gestion informatique et des Technologies de Rupture s'appuie actuellement sur des pratiques semi-manuelles.

► **Mise au point d'écosystèmes nationaux pour la coopération Sud-Sud et triangulaire** - L'équipe *Reverse Linkage* continuera de promouvoir le concept d'écosystèmes nationaux de la BID pour la coopération Sud-Sud et triangulaire dans les pays membres et au niveau mondial, en jouant les premiers rôles dans la création de publications et d'instruments, ainsi que la mise en œuvre des activités dans les pays membres.

► **Architecture d'entreprise** - L'un des principaux programmes du Département de Gestion informatique et des Technologies de Rupture consiste à établir une pratique d'architecture d'entreprise afin de garantir la normalisation et la cohérence.

► **Cadre de résultats intégré** - En février 2021, la BID a lancé la création d'un cadre de résultats intégré pour le Groupe. Cette initiative consiste à mesurer de manière intégrée l'efficacité de développement des opérations du Groupe de la BID sur la période 2021-2030. Il s'agira d'aligner ledit cadre sur le Programme quinquennal du Président, le nouveau modèle d'entreprise de la BID et les ODD. Bien qu'une analyse comparative avec d'autres BMD et institutions de développement soit également prévue, l'éthique et le caractère particulier des priorités stratégiques de la BID seront au cœur de ce cadre.

► **Numérisation** - La BID a lancé l'initiative de numérisation en 2019, avec en point de mire l'amélioration de la communication interne, des pratiques de travail, de la gestion des contenus, du stockage des documents et du partage des connaissances. Il en a résulté un changement dans la manière dont ces aspects sont gérés à la BID et, par conséquent, un renforcement de l'efficacité, de la transparence et de la communication effective.





culture de suivi et de communication d'informations au sein de la BID.

► **Cadre COSO** - La BID a obtenu la certification COSO, qui est l'un des principaux cadres utilisés pour évaluer les mécanismes de contrôle d'une organisation. Il existe un plan de mise en œuvre qui garantira l'amélioration des mécanismes de contrôle et de gouvernance de la BID.

► **Cadre de gouvernance des données de projet** - Un cadre de gouvernance des données de projet a été créé dans le but d'améliorer les aspects de la gestion de projet liés aux données. Il permettra de veiller au respect des normes internationales en matière d'exactitude, de fiabilité et d'intégrité des données

► **Objectif et résultats clé** - Étant donné que la mise en œuvre réussie du Programme quinquennal du Président a nécessité la répercussion des indicateurs de performance clé du président jusqu'au personnel, et que cela a permis de veiller à la bonne intégration des priorités stratégiques dans les processus de planification de la BID, le suivi efficace et la communication d'informations sur ces indicateurs de performance clé ont été tout aussi importants. C'est pourquoi un mécanisme spécial appelé « Objectif et résultats clé » a été lancé, dans lequel plus de 200 objectifs et indicateurs de performance clé ont été téléchargés, et l'ensemble du personnel de la BID peut utiliser cette application pour rendre compte de ses progrès.

► **Tableaux de bord des résultats** - La BID a mis au point un tableau de bord du portefeuille de projets à l'intention du Conseil des Directeurs exécutifs (CDE), auquel ces derniers ont un accès direct. Ce tableau de bord permet d'améliorer la transparence, la visibilité et la sensibilisation aux performances des projets de la BBID. Outre ce tableau de bord, ceux du Programme quinquennal du Président, du programme de travail, de l'exécution du budget, des stratégies de partenariat avec les pays membres et divers autres tableaux de bord ont été mis au point pour créer une plus grande





NOUS CONTACTER
Email : DoST@isdb.org
Web : strategy.isdb.org

IsDB 
البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement